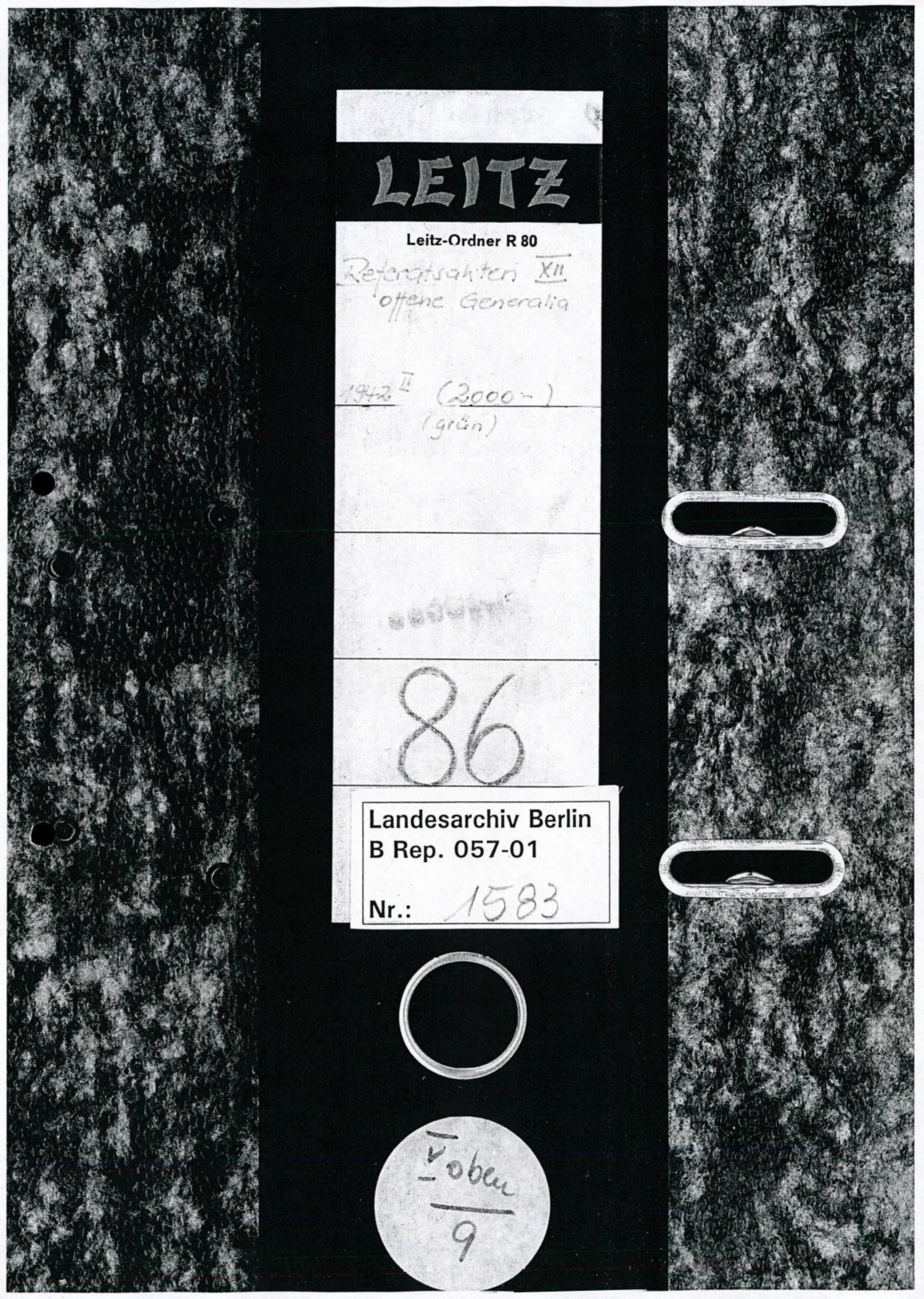
Landesarchiv Berlin
B Rep. 057-01
Nr.: 3969


LEITZ
Leitz-Ordner R 80
Referatsakten XII
offene Generalia
1942 II (2000-)
(grün)
86
Landesarchiv Berlin
B Rep. 057-01
Nr.: 1583
oben
9

2032/42

W B 4 b 8. 12. 1942

A. Eichmann
B. Reichert
S. Re

Juden iranischer Staatsangehörigkeit

Erwähnung Bopfhammers in einem
Bericht von Haddeu vom 26.5.1943

Weitere Erwähnung Bopfhammers
in einem Bericht Jan-Jumps
vom 27.5.1943

AA Inl. II A 65/2

Berlin, den 18. 9. 1942

D III 5133

4 Anlagen

Dkt. 7488

D III 5873

1. In Durchschlag nebst 3 Anlagen

bzf.: (zu 1:)

a) 1 Durchschlag des Schr. v. 9.9. an Reichsministerium

b) 1 Photokopie " " " " " " " Finanzen

c) 1 " " " " 4 -

d) Refl: i.V.Ges.Rat Klingenfuß

e) ~~Nach~~ Abgang: 21/9 (Finanzen)

bei Vol. II

m.d.B.um Ktsn.

vorzulegen.

mit der Bitte um Kenntnisnahme übersandt. Und mit dem Ausdruck

~~I.A.~~

2. z.d.A. (Klingenfuß)

vollen, mit dem Reichsfinanzministerium Rücksprache zu nehmen.

Ich darf bitten, mir die Vorlage Abschrift zu

ab 21.9.42 Abs.

AA Ne. II A 65/2

zu dem Schreiben vom
12. Oktober 1940 betr
abmachungen Deutsch-
Französischer Kunstfilm in Paris mitte
Ende zu wollen.

J. V.
(Klingenfuß)

Pol. 28.

AA Jul II A 65/2

Berlin, den

D III 5133

Les Iraniens de confession mosaique.

Les Iraniens sont essentiellement musulmans, la plupart chiites et quelques sunites; mais parmi les 14.000.000 d'Iraniens musulmans il existe les freres de la meme race, de la meme souche qui sont proselytes de la confession mosaique. Dans tout l'empire d'Iran, il y a approximativement 10 a 12 mille Iraniens de confession mosaique.

Les Iraniens de confession mosaique sont attaches profondement et ardemment a leur pays natal, l'Iran. Ils n'emigrent jamais, sauf pour quelques grandes villes d'Europe et d'Amerique ou ils sont venus a l'occasion d'une Exposition Internationale ou a l'occasipn des études. Ils se fixent toujours temporerement mais avec l'intention de regagner leur patrie. Cet attachement au sol natal est tres caracteristique aux Iraniens, aussi,bien a ceux qui pratiquent l'islam qu'a ceux qui sont proselytes de la comfession mosaique.

Les usages, coutumes et moeurs des Iraniens de confession mosaique ne different en rien des usages, coutumes et moeurs des Iraniens musulmans. Ils parlent seulement la langue nationale persane depuis leur enfance et ils ignorent absolument l'hebreu et le jargon ydisch ils menent le style de vie, s'instruisent, se nourissent, s'habillent et vivent a l'interieur de la communaute persanne, ils ont les memes droits et les memes devoirs qu'un Iranien de religion islamique. Ils tiennent beaucoup a la culture Iranienne a Firdouzi, a Amar-Kaim, a Saadi, a Chafiz, a l'Histoire magnifique des rois persans.

Ils sont patriotes iraniens, et ils sont astreints au service militaire et au service civique aux memes titres qu'un Persan musulman. Ils considerent et celebrent les fetes nationales Persannescomme par exemple celles du Nouvel An NOV-ROUZ le 21 Mars de chaque annee comme tous les Iraniens. Ils habitent souvent les campagnes et les petites villes ou ils s'adonnent a l'artisanat et a l agriculture. Il n'existe pas de ghetto en Iran, car le peuple iranien considere les proselytes de la religion mosaique comma son semblable et ne lui fait aucune contrainte ni vexation.

La femme de l'Iranien de confession mosaiques'habille comme sa consoeur mahometane; elle fut voilee jusqu'a ces derniers temps; elle demeure dans la seconde cour dite la cour des femmes. Souvent le mari prenait une seconde, une troisieme femme suivant le Coran sans empieter toutefois sur les droits legitimes de sa premiere femme ni sur les droits de ses enfants tout comme son compatriote l'Iranien musulman.

En aucun cas, l'Iranien de confession mosaique ne se melangent par le mariage aves les israelites d'Occident, parseque jusqu'a ces derniers temps, c'etait presque impossible a quiconque de penetrer ou en tous cqs de se fixer en Iran. L'Emancipation Europeenne d'Iran date de 20 a 25 ans et l'Iranien n'a pas eu le temps materiel de se melanger avec les peuples d'Occident.

00331

AA Jul I A 6512

-Suite-

Quant au point de vue anthropologique, l'Iranien de confession mosaique trait pour trait ressemble a son semblable Iranien de confession Islamique. C'est un dolichocephale, avec un oval fin, les traits reguliers, le front un peu bas, le nez droit, les levres minces souvent roux ou chatain et ayant souvent les yeux bleus et tres expressifs.

Les Iraniens de confession mosaique ne sont pas condideres en Iran comme une minorite ethnique- ni de fait, ni de jure- ils sont seulement une minorite confessionnelle.

Les Iraniens de confession mosaique ont toutes les raisons de considerer qu'ils ont les memes origines historiques et ethmologique que leurs semblables Iraniens Islamiques, c'est-a-dire, de la race Aryenne, ou indo-europeenne et qu'ils n'ont aucun rapport avec la race juive d'Europe.

Il arrive assez souvent que l'Iranien de confession mosaique se lie par le mariage avec son semblable Iranien musulman et vice-versa et meme qu'il professe deux professions a la fois.

Les noms d'Iranien de confession mosaique tels que Abdallah, Nazli, Nouroulah et Ezathoulah, etc... sont tipiquement Musulmans.

En tous points, il ressemble aux djougiutes d'Afghanistan, de Boukhara et de Turkestan qui sont presque tous d'origine Iranienne.

00332

14 Jul II A 65/2

zu Prot 1821/42 21/8/42 /EL 1

Abschrift

Deutsche Botschaft
Prot.Nr. 1821/42

5. rue Fortuny 17°

Paris, le 12 Août 42

Monsieur le Secrétaire,

J'ai l'honneur de vous informer que les iraniens israélites, sur mes instructions, pour se soumettre aux ordonnances des Autorités Allemandes, se sont inscrits au Commissariat de leur quartier comme israélites.

Cependant quelques iraniens, dont vous trouverez ci-joint le nom et l'adresse m'ont déclaré; vu le fait que les Géorgiens et les Afghans ne sont pas considérés comme israélites par les Autorités Allemandes et que nous nous trouvons dans le même cas, nous demandons que le cachet de "juif" soit enlevé de nos cartes d'identité.

Ces personnes ont fait directement un exposé aux Autorités Allemandes, dont copie ci-jointe, et m'ont demandé également de les appuyer auprès des Autorités compétentes. Si, toutefois, une exception de ce genre a été faite en faveur des Géorgiens et des Afghans je vous saurai gré de bien vouloir donner une suite favorable à leur demande.

En vous remerciant bien vivement à l'avance de tout ce que vous voudrez bien faire à ce sujet, je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire, l'assurance de ma haute considération.

A. Sardari

Monsieur KRAFFT von DELLMENSINGEN
Secrétaire de l'Ambassade d'Allemagne
78.rue de Lille
Paris

Fm 933

00333

AA Jul II A 65/2

Liste des IRANIENS de Confession Mosaïque demeurant à Paris et les environs.-

	NOM	PRENOM	DATE DE NAISSANCE	LIEU DE NAISSANCE iranienne d'Origine	NATIONALITE, ADRESSE ACTUELLE
1	ACHEROFF	Ibrahim	1904	TEHERAN	12. Cité Trévise, Paris
2	AZIZ	SOleiman	1906	TEHERAN	108. Bld. Voltaire, Paris
	DORRA	Vitalis	15.12.77	CHIRAZ	42. rue de la Tour D'auvergne Paris
	DORRA	Clément	4.9.14	DAMAS	do
	DORRA	SAMI	30.3.19	BEYROUTH	do
	DORRA	DAVID	5.1.00	DAMAS	49. rue de Trévise, Paris
	DORRA	Elie	26.7.01	DAMAS	32. rue de Liège, Paris
	DORRA	Nazli	27.9.81	DAMAS	42. rue de la Tour d'Auvergne Paris
	DAGHANI	Nouroullah	1893	Kachan	164. rue Montmartre, Paris
	LAZARIAN dit Lazar	Mikaël	19.2.14	TEHERAN	6. rue Lallier, Paris
	LAZARIAN	MOrure	24.1.08	TEHERAN	6. rue Lallier, Paris
	LAZARIAN	Sivar	1866	TEHERAN	6. rue Lallier, Paris
	MORADY	Reyhan	1872	TEHERAN	8. rue François Adam, PARC SAINT MAUR (Seine)
	MORADY	Soltan	1885	TEHERAN	do
	MORADY	Habibollah	14.7.09	TEHERAN	dé
	MORADY	Ebrahim	28.1.14	TEHERAN	do
	MORADY	Djahanguir	22.6.22	TEHERAN	do
	NEHORAI	Edris	2.7.92	TEHERAN	29. rue Meslay, Paris
	NACCACHE	Menache	18.2.69	DAMAS	4. rue Noël st-Maur-Créteil
	NACCACHE	Jacob	14.8.94	DAMAS	28. rue St-Sébastien, Paris
	NACCACHE	Isaac	15.12.86	DAMAS	do
	NACCACHE	Youssof	8.10.12	DAMAS	2. Bld. jules Ferry, Paris
	NACCACHE	Abdo	3.1.04	DAMAS	118. Bld. Richard Lenoir, Paris
	NACCACHE	Tofic	13.3.97	DAMAS	57. Bld. Barbès, Paris
	NACCACHE	Abdo	8.2.05	DAMAS	10. rue du Pont aux Champs Paris

00334

AA Jul II A 65/2

NOM	PRENOM	DATE DE NAISSANCE	LIEU DE NAISSANCE	Nationalité iranienne d'origine. ADRESSE ACTUELLE
PAPAHN	Rahim	1902	TEHERAN	68.Fbg. poissonnière, Paris
PAPAHN	Aschraf	1919	TEHERAN	do
BENARON	Marco	20.4.89	Ourmieh	9. rue Mazagrand.

00335

AA Jul II A 65/2

Liste des IRANIENS de Confession ZARDOCHTI

demeurant à Paris

	NOM	PRENOM	DATE DE NAISSANCE	LIEU DE NAISSANCE	ADRESSE ACTUELLE
1	SASSOON	Mirza Ibrahim	6.1.95	ISPAHAN	90. rue Lafayette, Paris
	SASSOON	Zoleyka	12.7.07	ISPAHAN	do
	SASSOON	Emanuel	25.9.22	ISPAHAN	do
	SASSOON	Rayem	13.9.25	ISPAHAN	do
			de Confession KARAIME		
	SULEYMAN	Ruth	29.4.1900	STAMBOUL	10. Cité Trévise, Paris
			de confession ISLAM dont le cas est en litige à la Préfecture de Police		
	LOUY	Ezatollah	1900	TEHERAN	14. Av. Maistrasse Suresnes(Seine)
			de religion Orthodoxe dont le cas est en instance à la Préfecture de Police		
	CHILERI	Farrok	3.11.98	KIEFFE	71. rue Lecourbe, Paris.

5733

00336

Eingang 5. OKT. 1942

Der Reichsminister des Innern

Ie 193/42
5012

86 a

Es wird gebeten, dieses Geschäftszeichen und den Gegenstand bei weiteren Schreiben anzugeben.

Berlin, den 2. Oktober 1942
NW 7, Unter den Linden 72
Fernsprecher: Ortsanruf 120034
Fernanruf 120037
Fernschreiber: Ortsverkehr 517
Fernverkehr K 1 517
Drahtanschrift: Reichsinnenminister.

Auswärtiges Amt
D III 5875
eing. - 6. OKT. 1942
Anl. — Durchschl.

An
das Auswärtige Amt

Betrifft: Iranische Juden.
Zum Schreiben vom 18. September 1942 - D III 5133 -.

Die von Ihnen erbetene Mitteilung darf noch vorbehalten bleiben. Unabhängig davon ist eine Prüfung der allgemeinen Frage erwünscht, die in der dem Schreiben des ehemaligen Iranischen Konsuls in Paris vom 12. August 1942 beigefügten Denkschrift behandelt wird. Danach sollen die Iranier mosaischen Bekenntnisses blutmässig nicht Juden, sondern nicht-jüdischer iranischer Abstammung sein.

Ich bitte um gefällige Mitteilung, ob Ihnen hierüber sowie auch über die Frage der blutmässigen Abstammung der mosaischen Georgier und Afghanen etwas bekannt ist. Gegebenenfalls wäre ich dankbar, wenn Sie mir etwa bekannte Sachverständige namhaft machen würden, die zu diesen Fragen gehört werden können.

Im Auftrag
gez. Dr. Feldscher

Reichsministerium des Innern · Kanzlei ·

Beglaubigt
Königsmann
Regierungssekretär

83 - 26 Iran

Berlin, den 15. Juli 1942. Pol. III 5875/42 VIII.

AA Inland II A/B 65/2

Rep.-Nr. Radomsko.

Betr.: Behandlung der Juden in besetzten Gebieten.

An

das Reichssicherheitshauptamt
z.H. des Herrn Obersturmbannführer
Dr. Stuckart

Berlin W 35.
Potsdamer Straße 99.

Im Hinblick auf die Behandlung der jüdischen Juden im besetzten Gebiet ist der Reichsminister der Finanzen grundsätzlich der Ansicht, daß die jüdischen Angehörigen der jüdischen Rasse in Paris eingenommenen Vermögens gegenüber grundsätzlich keine Ausnahmen gemacht werden sollten, sondern daß die jüdischen Vermögen ohne Ausnahme zugunsten des Reiches eingezogen werden sollten.

Ferner hat er eine Entscheidung gebeten, ob hier schon über die Frage der beschlagnahmten Behandlung der jüdischen Vermögen eine Regelung getroffen ist, damit möglichst gleichmäßig verfahren wird.

Im Auftrag

2/ hdl. mit Abschrift.

AA Inland II A/B 65/2

unverbindlich, ob sie für Brasilien
Fragen gelöst werden können.

Zum gefälligen Prüfung des
Ergebnisses und Mitteilung
ung der Ergebnisse darf gebeten
werden.

Ja.

Durchdruck als Konzept

D III 5875

Berlin, den 15.Oktober 42

AA Inland II A/B 65/2

Lieber Parteigenosse G r o s s !

Die Frage der Behandlung der iranischen Juden im besetzten Frankreich hat das Reichsministerium des Innern veranlaßt diese Frage allgemeiner, unter dem vom ehemaligen iranischen Konsulat in Paris eingenommenen Standpunkt geprüft zu wissen, wonach die Iranier mosaischen Bekenntnisses blutmäßig nicht Juden, sondern nichtjüdischer iranischer Abstammung sein sollen.

Ferner hat es um Mitteilung gebeten, ob hier etwas über die Frage der blutmäßigen Abstammung der mosaischen Georgier und Afghanen bekannt ist, sowie endlich gegebenenfalls um Nennung von Sachverständigen, die zu diesen Fragen gehört werden könnten.

Um gefällige Prüfung des Fragekomplexes und Mitteilung des Ergebnisses darf gebeten werden.

Heil Hitler !
gez. Rademacher.

1.) An
das Rassenpolitische Amt
z.Hd. des Herrn Oberdienstleiters
Dr. G r o s s
B e r l i n
Sächsische Str. 69

1-4 ab: 16.10.42

2.) An das Institut für Erforschung
der Geschichte des Neuen Deutschland
z.Hd. Herrn Dr. Euler, München, Ludwigstr. 22 b

3.) An den Weltdienst, z.Hd. von
Herrn Dr. R e i f f e r, Frankfurt/Main
Postschließfach 600

16/10

4. An das Reichsinstitut zur Erforschung der Judenfrage z.Hd.
von Hernn Dr. Grau, Frankfurt/Main
Bockenheimer-Landstr, 68 (sachlich)

6282

AA Inland II A/B 65/2

Reichsinstitut
für Geschichte des neuen Deutschlands

München 22, 23. Oktober 1942.
Ludwigstraße 22 b
Fernruf 2 31 31

Aktenzeichen: B/M - AA 2866

An das
Auswärtige Amt
z.H.v.Herrn Legationsrat Rademacher,
B e r l i n

Betr.: Ihr Schreiben v.15.10.1942 - D III 5875.

Sehr verehrter Herr Legationsrat!

In der Anlage sende ich Ihnen eine kurze und zusammenfassende gutachtliche Stellungnahme zur Abstammung und Beurteilung der iranischen sowie der georgischen und afghanischen Angehörigen des mosaischen Bekenntnisses.

Da sich dieses Gutachten auf ein umfangreiches Schrifttum stützt, habe ich die Begründung und quellenmäßige Belegung meiner Stellungnahme im einzelnen zunächst außer Acht gelassen, stehe jedoch für zweifelhafte Einzelfragen mit genauen Nachweisen zur Verfügung.

Da neuerdings auch das Problem der sephardischen Juden in Frankreich und Holland wiederholt aufgeworfen wird, bin ich mit einer eingehenden gutachtlichen Stellungnahme in dieser Frage befaßt und werde sie Ihnen nach Fertigstellung zuleiten.

Heil Hitler!
i.A.

Anlagen:
2 gutachtliche Äusserungen.

AA Inland II A/B 65/2

ihnen viele negative Eigenschaften des Paria besonders ausgeprägt. Di kommunistische Agitation soll sich deshalb vielfach jüdischer Element bedient haben.

Die persischen Bekenner des mosaischen Glaubens und mit ihnen die zweifellos von ihnen ausgegangenen Juden in Afghanistan sind rassisch und religiös-politisch ohne Zweifel dem übrigen Weltjudentum angeglichener und ähnlicher als die kaukasischen Juden. Dennoch zeigen si eine rassische und soziologisch-politische Sonderentwicklung, die sie deutlich auch wieder gegen das übrige Weltjudentum abhebt.

Im Laufe der letzten Jahrhunderte haben sich im persischen Raum zahlreiche aus der Türkei kommende Spaniolen niedergelassen, die die Führung des dortigen Judentums an sich gerissen haben. Diese Spaniole stellen auch die Verbindungsbrücke zum westeuropäischen und Weltjuden tum dar.

Lüdtke

München, 23. Oktober 1942.

Reichsinstitut
für Geschichte des neuen Deutschlands

München 22,
Ludwigstraße 22b
Fernruf 2 31 31

Pol. D III 6282
eing. 12. V. 1942
AA Inland II 2 B 65/2

Aktenzeichen: B/M -

Die Abstammung der persischen und afghanischen Angehörigen des mosaischen Bekenntnisses

Persien hat jüdische Bewohner seit dem babylonischen Exil gekannt und es unterliegt keinem Zweifel, daß Juden dort in der vorislamischen Zeit einen ganz wesentlichen Bestandteil der Gesamtbevölkerung ausgemacht haben. Infolge der ausserordentlich scharfen mohamedanischen Gesetzgebung sind sie jedoch durch dauernde Assimilation und durch wirtschaftliche Abdrosselung zu einer zahlenmäßig und wirtschaftlich gering zu bewertenden Gruppe zusammengeschmolzen. Sie sind auf etwa 60 bis 70 000 Personen zu veranschlagen.

In ihrem anthropologischen Befund zeigen sie eine der jüdischen Ausgangsrasse vielfach nahe kommende vorderasiatisch-semitische Zusammensetzung, die zwar für uns etwas durchaus Artfremdes (vielfach wesentlich stärker als das ost- und mitteleuropäische Judentum), aber durch das Fehlen des ausgesprochenen Mischlingscharakters und des slawischen Bluteinschlages keine spezifisch "jüdischen" Merkmale zeigt.

Das Bewußtsein der Zugehörigkeit zum Judentum ist, religiös betont, gerade bei dieser heute noch übrig gebliebenen Gruppe der unentwegten Bekenner des mosaischen Kultus naturgemäß sehr stark ausgeprägt. Sie kennen und befolgen den Talmud.

Die Alliance Israelité Universelle hat ihr Interesse frühzeitig dieser Judengruppe zugewendet und auch wiederholt versucht, sie politisch und wirtschaftlich zu aktivieren, jedoch nur mit sehr geringem Erfolg. (Bessere Schulbildung, Verwendung in kaufmännischen Berufen und Siedlungsversuche in Palästina.)

Da die Juden in Persien längere Zeit eine ausgesprochene Paria-Stellung eingenommen haben (jede Berührung verunreinigte) zeigen sich bei

Pol. D III 6282

83-26 Dr.

DTh K W 2-1-P

AA Inland II A/B 65/2

Reichsinstitut
für Geschichte des neuen Deutschlands

München 22,
Ludwigstraße 22b
Fernruf 2 31 31

Aktenzeichen: B/M –

Die Abstammung der kaukasischen und georgischen Angehörigen des mosaischen Bekenntnisses

Die Tatsache, daß im Kaukasus und in Transkaukasien Menschen leben, die ihre Abstammung auf israelitische Stämme zurückführen und die nach einer Art des mosaischen Kultes leben, ist dem europäischen Bewußtsein und auch dem des Judentums erst zu Beginn des 19.Jahrhunderts gewonnen worden. Die Geschichte dieser Gruppe, die auf etwa 60 bis 70 000 Personen zu veranschlagen sein wird, liegt wegen des völligen Fehlens eigener geschichtlicher Aufzeichnung ganz im Dunkel.

Sie hat offenbar schon seit Jahrhunderten keine Beziehungen zu anderen jüdischen Gruppen, auch nicht zu den benachbarten persischen, russischen und Krim-Juden unterhalten, denn der Talmud war ihnen bis ins 19.Jahrhundert hinein völlig unbekannt. Beginnend mit der Mitte des 19.Jahrhunderts und in hohem Maße seit der russischen Revolution sind sie jedoch mit dem russischen Judentum in Berührung gekommen, haben einige Gesetze des Talmud für sich als bindend anerkannt und vielfach russische Juden als geistige und politische Führer angenommen. Sie selbst stehen auf primitiver Kulturstufe, sind ein ackerbautreibendes, kriegerisches (stets Waffen tragendes) Gebirgsvolk, ohne besonderen Erwerbssinn. Ihre jüdischen Traditionen machen sich vor allem in den altbiblischen Männer- und Frauennamen bemerkbar. Die Namen der neueren jüdischen Geschichte fehlen dagegen völlig.

Der anthropologische Befund zeigt an sich alle Typen des vorderasiatisch-semitischen Rassegemisches, jedoch in einer männlich gedrungenen, keineswegs spezifisch "jüdischen" Ausprägung. Zweifellos haben vor allem in der vormohamedanischen Zeit zahlreiche Mischehen mit den eingeborenen Nachbarstämmen stattgefunden, offenbar sind auch zahlreiche Übertritte aus diesen Völkern zum Judentum erfolgt. (Von hier aus ist wohl auch der Übertritt des Volksstammes der Chazaren zum Judentum vorbereitet worden. Chazarische Elemente sind zweifellos auch

K 2 Nr. 6282

AA Inland II A/B 65/2

assimiliert worden.) Es fehlen jedoch in diesem Rassegemisch die für den sonstigen Ostjudentyp bezeichnenden slawischen Rasseelemente.

Die vereinzelten im Lande lebenden Spaniolen haben sich nicht mit ihnen vermischt.

Politisch sind sie wohl für das Weltjudentum bisher nur Objekt romantischer und propagandistischer Spekulationen gewesen. Die bei ihnen anzutreffende Zions-Sehnsucht ist wohl ohne jeden politischen Realismus zu denken.

Das zaristische Russland hat die kaukasischen Juden als zähe kriegerische Gegner kennen gelernt und ihnen nach Eroberung des Kaukasus im Gegensatz zu den sonstigen russischen Juden, volle Bürgerrechte gewährt.

Eine unterschiedliche Behandlung dieser Stammgruppe vom übrigen Judentum erscheint daher als gerechtfertigt und u.U. geboten.

München, 23. Oktober 1942.

Durchdruck als Konzept

Durchdruck

Auswärtiges Amt

D III 6282

6. November 1942

AA Inland II A/B 65/2

In der Anlage werden die Abschriften zweier Abhandlungen übersandt, die Professor Huler vom Reichsinstitut für Geschichte des neuen Deutschland auf diesseitige Anforderung über die kaukasisch - georgischen beziehungsweise persisch - afghanischen Juden verfaßt hat.

Im Auftrag
gez. Klingenfuß

An
das Rassenpolitische Amt
der NSDAP-Reichsleitung-
Berlin W 35
Sächsische Str. 69

6. November 1942

D III

In Abschrift
nebst Anlagen

1.) Herrn Gesandten Ritter
Leitung der Auslandsorganisation der NSDAP

2.) der Dienststelle des Herrn Botschafters v. Schulenburg

3.) Pol I M (für die VAA)

mit der Bitte um Kenntnisnahme.

Im Auftrag
gez. Klingenfuß

AA Inland II A/B 65/2

Durchdruck als Konzept

19. November 1942

D III 6362

Auf Schreiben vom 2.10.42
Nr. I e 193/42
5012

Betr.: Iranische Juden.

In der Anlage wird Abschrift zweier Abhandlungen von Professor Euler, München (Reichsinstitut für Geschichte des neuen Deutschlands) über die Abstammung der kaukasisch-georgischen beziehungsweise persisch-afghanischen Angehörigen des mosaischen Bekenntnisses übersandt.

Im übrigen werden wir seitens der Hohen Schule, Frankfurt/Main als Sachverständige für die einzelnen Ländern noch folgende Anschriften geben:

1) Für Iran: Herrn Davoud Monchi Zadeh, dessen Anschrift wahrscheinlich im Propaganda-Ministerium zu erfragen ist,

2) für Georgien: Herrn Universitätsprofessor Dr. Gerhard Deeters, Universität Bonn,

3) für Indien, Afghanistan und Belutschistan: Herrn Universitätsprofessor Dr. Walter Wüst, derzeit Rektor der Universität München.

Im Auftrag

gez. Klingenfuß

An
das Reichsministerium des Innern
Berlin

AA Inland II A/B 65/2
6362

DIE HOHE SCHULE

AUSSENSTELLE FRANKFURT A. M.

INSTITUT ZUR ERFORSCHUNG DER JUDENFRAGE

An das
Auswärtige Amt
Berlin. W 8
Wilhelmstr. 75

FRANKFURT A. M. 27. Oktober 1942
BOCKENHEIMER LANDSTRASSE 68
TELEFON 79354
Dr.Pa/V 111/4146/42

Betreff: Einwohner mosaischen Bekenntnisses in kaukasischen und arischen Ländern.
Bezug: Dortiges Schreiben vom 15.10.42 D III 5875.

Die im bezeichneten Schreiben angeschnittene Frage ist sehr wichtig, aber auch äusserst schwierig zu behandeln. Sie erfordert ein eingehendes Studium der Tatsachen, die schwer zu erlangen sind. Das ganze Gebiet ist eine Aufgabe unseres Instituts und wird in Angriff genommen, sobald wir die geeigneten Arbeitskräfte dafür haben. Vorläufig lässt sich kaum etwas Stichhaltiges dazu sagen. Es ist immer zu argwöhnen, dass es sich bei der Bezeichnung der erwähnten Anhänger des mosaischen Bekenntnisses als Iranier, Georgier, Afghanen usw. um geschickte jüdische Tarnungen handelt, wie es auch in Europa üblich war. Doch soll Proselytenmacherei grossen Stils auch vorgekommen sein. Somit könnten tatsächlich ganze Völkerstämme zum Judentum übergetreten sein. Gesagt wird das von den Chasaren und Karaimen oder Karäern. Es bleibt aber trotzdem auch in diesem Falle eine genaue Nachprüfung notwendig. In Bezug auf die Karäer wird gegenwärtig durch die Auswertungsabteilung des Einsatzstabes Reichsleiter Rosenberg eine Untersuchung gemacht.

Als Sachverständige für die einzelnen Länder kann ich folgende angeben:

1) für Iran: Herrn Davoud Monchi Zadeh, dessen Anschrift wahrscheinlich im Propaganda-Ministerium zu erfragen ist,
2) für Georgien: Herrn Universitätsprofessor Dr.Gerhard Deeters, Universität Bonn,
3) für Indien, Afghanistan und Belutschistan: Herrn Universitätsprofessor Dr.Walter Wüst, derzeit Rektor der Universität München.

Weiter

AA Inland II A/B 65/2

Weiter lässt sich in dieser Frage von hier aus vorläufig nichts sagen. Wir behalten die Angelegenheit im Auge und werden Ihnen, je nach Fortschritt unserer eigenen Arbeiten, weitere Mitteilungen machen.

Heil Hitler!



Dr. Otto Paul

AA Inland II A/B 65/2

Berlin, den 4. Dezember 1942

Betr.: V. Int. R. Klingenfuß

Nachr. Abt.: 25

Pol. IV

3.8.42.

Inl. II A 6731

Pol. IV 2 Nr. 2

Pol. IV 2

Pol. IV 2

Pol. IV

AA Inland II A/B 65/2

Juden verfassbar sind.

Die Einbürgerungsurkunden [illegible] sind der Geheimen Staatspolizei und der [illegible] vom 8. Dezember 1942 zur Kenntnisnahme mit Gegenschrift abschriftlich übersandt worden.

Wegen der weiteren Behandlung der Einbürgerungsakten zu dem Erlass des Reichsministers des Innern vom 1.8.1942 bleibt eine Weisung noch vorbehalten.

Z. A.

2. An
das Reichsministerium des Innern
auf das Schreiben vom 2. Oktober 1942 – Ia 173-42-5012 –
betr. Iranische Juden
3. Anlagen

Ankr.

wende!

AA Inland II A/B 65/2

Betr.: Zeitschrift "Deutsche Kultur" Ausg. B III 6282 - 1 -

Betr.: Zeitschrift "Deutsche Kultur" Ausg. B III 6282 - 1 -

Betr.: Zeitschrift "Deutsche Kultur" Ausg. B III 6282 - 1 -

Unter Bezugnahme auf unsere Fernsprechunterredung vom 21. Oktober 1942 bitten wir um Übersendung von 2 Exemplaren der Zeitschrift "Deutsche Kultur" Ausgabe B III 6282 für unsere Kulturpolitische Abteilung.

Eine Vereinbarung über Lieferung, Preis usw. ist bereits getroffen worden.

Heil Hitler!

3. An

den Reichsleiter Amt für Schrifttum des Amtes Rosenberg

Fr. d. Abt. Reisig

München 22 Ludwig-Str. 22 b

Betr. Ihr Schreiben vom 23. Oktober 1942 - IV A 2866 - Betr. Zeitschrift "Deutsche Kultur"

In der oben bezeichneten Angelegenheit fügen wir mit der Bitte um Kenntnisnahme Abschrift unseres

Heil

AA Inland II A/B 65/2

Abschrift

Abschrift der Sicherheitspolizei
-Einsatzgruppe Standortführer a. D. - vom
27. Oktober 1942 und des
Chefs der Sicherheitspolizei und
des SD vom 8. September
1942 bei.

z. A.

4. Ber
Der Chef der Sicherheitspolizei
und des SD
Rüf der Befehlshaber vom
8. September 1942 - IV
B 4b 2032 - 42 -
betr. Jüdisch-kommunistische Kontakt-
angelegenheit
3 Anlagen

Zu der Anlage sind
abschriftlich weitere Ergebnisse
Einzelne von Kosaken
Polen, Ukrainern und Russ.
inhaftierte für die Angelegenheit
nicht

AA Inland II A/B 65/2

der russischen Volksgruppe) über die Abstammung der Ehefrau - Volksdeutsche Einwanderungszentrale Litzmannstadt - Umsiedlungsstelle Posen - Einwandererzentralstelle Litzmannstadt - Einwandererzentral

AA Inland II A/B 65/12

Anbei übersende ich ~~Ihnen~~ eine gefl. Kenntnisnahme Abschrift meines Vortrages Führer, München (Reichsinstitut für Geschichte des neuen Deutschland) vom 23. Oktober 1942 über die Abstammung der Karl-Radschitsch-Zarowitschen Hauptbevölkerung der Gebirgsgegenden des westlichen Balkanhalbinsel.

Die Abschrift der Rede des Reichsführers SS und Chef der Deutschen Polizei und des RM vom 8. Dezember 1942 liegt in Abschrift gleichfalls bei.

I. A.

Hfl. (mit 5 Anl.)
1 Abschrift der Rede des Reichsf. SS
1 " " " " " " "

Hfl. (mit 5 Anl.)
1 Abschrift der Rede des Reichsf. SS
1 " " " " " " "

18/12.

Folg. 18.

3 Seiten

AA Inl. II A 65/2

Der Chef der Sicherheitspolizei und des SD

IV B 4 b - 2032/42

Bitte in der Antwort vorstehendes Geschäftszeichen u. Datum anzugeben

Berlin SW 11, den 8. Dezember 1942.
Prinz-Albrecht-Straße 8
Fernsprecher: 120040

Auswärtiges Amt
D III 7488
eing. 15. DEZ. 1942
Durchschr.

An das
Auswärtige Amt,
zu Hd. von Herrn Gesandtschaftsrat Dr. Klingenfuss,

B e r l i n - W 8,
Wilhelmstr.74/76.

Betrifft: Juden iranischer Staatsangehörigkeit.
Bezug: Dort. Schreiben vom 18.9.42 - D III 5133.

Bei den Darstellungen in der Eingabe der iranischen Juden "Les Iraniens de confession mosaique" handelt es sich um einen der üblichen jüdischen Verschleierungs- und Tarnungsversuche.

Mag es auch im Iran infolge der rassischen und religiösen Struktur Vorderasiens vereinzelt Iraner mosaischer Konfession geben, die rassisch nicht zum Judentum gehören, so haben die Juden, die vielfach nur auf Grund ihres religiösen Bekenntnisses als solche zu erkennen sind, auf Grund dieses Umstandes allein noch keinen Anspruch darauf, allgemein Nichtjuden gleichgestellt zu werden. Eine derartige Sonderstellung der iranischen Juden würde nur dann gerechtfertigt sein, wenn es im Iran niemals eine Judenfrage und niemals Juden, die rein rassisch gesehen Juden sind, gegeben hätte.

Gerade das Gegenteil ist aber der Fall. Durch alle Jahrhunderte, angefangen in der geschichtlichen Blütezeit des Perserreiches (Fall Esther, Purimafest der Juden) war die Judenfrage im Iran lebendig, Je nach der politischen Lage war sie akut oder trat sie mehr in den Hintergrund zurück. Besonders stand das 17.Jahrhundert im Iran im Zeichen einschneidender Judenmassnahmen. (Kennzeichnung durch Tragen

./.

P 16/12 . 83-26 Iran

AA Inl. II A 65/2

eines roten Tuches auf der Brust, Ghettoisierung, zeitweiliges Ausgehverbot).

Die Besserung der Lage des Judentums im Iran, vor allem im 19.Jahrhundert, hat insbesondere seine Ursache in den laufenden Interventionen der Alliance Israelite und des russisch-jüdischen Finanzkapitals, insbesondere unter Poljokoff. Im Verlauf der iranischen Revolution in den Jahren 1920 - 1921 führte schliesslich Riza Chan die rechtliche Gleichstellung der Juden mit den Iranern durch. Seit dieser Zeit finden die Juden Eingang in sämtliche Ämter, mit Ausnahme der Ministerämter.

Entgegen der Darstellung in dem jüdischen Memorandum befinden sich im Iran schätzungsweise 60.000 Juden, wovon allein 10.000 auf Teheran entfallen. Ebenso ist die Behauptung, dass die Juden des Iran die Gewohnheiten und Sitten der Iraner besässen und sich der persischen Sprache bedienten, nicht in vollem Umfange richtig. Allein auf Grund der religiösen Verschiedenheiten ist eine strenge Trennung zwischen Juden und Iranern überall zu bemerken. Auch bedienen sich die Juden eines besonderen persisch-jüdischen Dialektes.

Nach der in den 20er Jahren erfolgten rechtlichen Gleichstellung der Juden mit den Iranern entspricht es zwar den Tatsachen, wenn es in dem Memorandum heisst, dass die Iraner jüdischer Konfession nicht als eine rassische Minderheit, weder de facto noch de jure angesehen werden, nach den vorstehenden Ausführungen liegen jedoch keine Gründe vor, die im Iran erfolgte Gleichstellung der Juden mit den Iranern in den dem deutschen Machtbereich unterliegenden Ländern ebenfalls anzuerkennen.

Da eine einwandfreie rassische Feststellung im Einzelfall vielfach unmöglich erscheint, muss gerade für sie die präsumtio juris et de jure gelten, dass ein Grosselternteil ohne weiteres als Jude gilt, wenn er der jüdischen Religionsgemeinschaft angehört hat. Darüber hinaus i

./.

AA neue. II A 65/2

aus dem gleichen Grunde ferner auch die im besetzten Gebiet Frankreichs geltende Rechtsvermutung auf sie anzuwenden, dass in Zweifelsfällen der als Jude gilt, wer der jüdischen Religionsgemeinschaft angehört hat. (§ 1 der Siebenten Verordnung des Militärbefehlshabers in Frankreich über Massnahmen gegen Juden vom 24.3.1942 - VOBl.F.S.357).

Durchschrift vorstehenden Schreibens habe ich der Abteilung I des Reichsministeriums des Innern zur Kenntnisnahme zugehen lassen.

Beglaubigt:
Kanzleiangestellte.

Im Auftrage:
gez.Eichmann.



Re

AA Inland II A/B 65/2

Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei

532

Der Stellvertreter des Führers
Stab

Partei-Kanzlei
Der Leiter des Rassenpolitischen Amtes der NSDAP.

München 33, den
Braunes Haus

Berlin W. 15, den 7. Januar 1943.
Sächsische Straße 69.

R 2595/35-42.

An das
Auswärtige Amt,
B e r l i n W. 8,
Wilhelmstraße 74-76.

Bezug: Dortiges Schreiben vom 7. 11. 1942.
Dortiges Zeichen: Nr. D III 6282.

Über die Frage, ob die Bergjuden des Kaukasus als Juden zu behandeln sind, werde ich mich noch abschließend äußern.

Den Ausführungen Prof. Eulers über die Abstammung der persischen und afghanischen Juden vermag ich mich nicht anzuschließen. Ich habe keinen Zweifel, daß es sich hier um Juden handelt. Auch Prof. Euler kann nicht umhin zu erklären, daß die persisch-afghanischen Juden wahrscheinlich jüdischer Abstammung sind. Wenn er ausführt, die Betreffenden zeigten durch das Fehlen des ausgesprochenen Mischlingscharakters und des slawischen Blutseinschlages keine spezifisch jüdischen Merkmale, so würde dies letzten Endes dahin führen müssen, die Sephardim, die gleichfalls europide Blutseinschläge so gut wie garnicht zeigen, als Nicht-Juden anzusehen. Dies ist aber ein unmögliches Ergebnis und zeigt, daß insofern die Ausführungen Prof. Eulers nicht haltbar sein dürften. Während ursprünglich das Judentum im wesentlichen die rassischen Bestandteile der vorderasiatischen und orientaliden Rasse enthielt, sind später bei den Ostjuden europide Elemente in erheblichem Maße hinzugekommen. Die persischen und afghanischen Juden unterscheiden sich daher rassisch allenfalls von den Ostjuden, keineswegs aber von den Juden, die europide Blutseinschläge nicht erhalten haben. Die weiter von Euler angeschnittene Frage der späteren soziologischen Sonderentwicklung der persisch-afghanischen Juden braucht an sich nicht weiter angeschnitten zu werden. Wir können annehmen, daß das Judentum auch bei der Verpflanzung einiger seiner Angehörigen nach Iran schon eine weitgehend asozial durchsetzte Gemeinschaft war.

Aus rassischen wie auch aus den oben angedeuten Gründen sehe ich keinen Grund zu einer evtl. Sonderbehandlung der persisch-

AA Inland II A/B 65/2

afghänischen Juden. Sie sind m.E. bei allen Maßnahmen der praktischen Rassenpolitik den übrigen Juden gleichzustellen.

Heil Hitler!

Hauptdienstleiter.

Berlin, den 5 Februar 1943. zu D III 532.

AA Inland II A/B 65/2

1.) An

a.) die Deutsche Botschaft

P a r i s ,

b.) das Reichsministerium des Innern,

c.) das Reichsinstitut für Geschichte des neuen Deutschlands in München 22, Ludwigstraße 22b,

d.) den Chef der Sicherheitspolizei und des SD.,

e.) die Hohe Schule - Außenstelle Frankfurt am Main -

Frankfurt am Main, Bockenheimer Landstraße 68

zu a.) Auf den Bericht vom 21. August 1942 - Prot. Nr. 1821/42 - und im Anschluß an den Erlaß vom 4. Januar 1943 - D III 7488/42 -. betreffend Iranische Juden.
dortige

zu b.) Auf das Schreiben vom 2. Oktober 1942 - Ie 193 - 42 - 5012 - und im Anschluß an das Schreiben vom 4. Januar 1943 - D III 7488/42 -, betreffend Iranische Juden,

zu c.) Auf das dortige Schreiben vom 23. Oktober 1942 - BM AA 2866 - und im Anschluß an das Schreiben vom 4. Januar 1943 - D III 7488/42 -, betreffend Iranische Juden,

zu d.) Auf das dortige Schreiben vom 8. Dezember 1942 - IV B 4 b - 2032/42 - und im Anschluß an das Schreiben vom 4. Januar 1943 - D III 7488/42 -, betreffend Iranische Juden,

zu e.) Auf das dortige Schreiben vom 27. Oktober 1942 - Dr. Pa V III/41 - 46 - 42 - und im Anschluß an das Schreiben vom 4. Januar 1943 - D III 7488/42 -, betreffend Iranische Juden,

Ref.: I.V. Leg.-Sekr. von HAHN.

In der Anlage wird eine Abschrift der Stellungnahme des Leiters des Rassenpolitischen Amtes der NSDAP., Hauptdienstleiters Dr. Walter GROSS, mit der Bitte um Kenntnisnahme übersandt.

I. A.
gez. von H A H N .

beizufügen zu a.) bis e.) je eine Abschrift des Eingangs - D III 532 - - 1 -

Nach Abgang

Pol. VII Iran

Pol. XI

mit der Bitte um Kenntnisnahme.

2.) Z. d. A.

0314

SCHWEIZERISCHE GESANDTSCHAFT
IN DEUTSCHLAND

AA Inland II A/B 65/2

Die Schweizerische Gesandtschaft, Abteilung Schutzmachtangelegenheiten, beehrt sich, das Auswärtige Amt des Deutschen Reichs zu ersuchen, der Behandlung, die den Angehörigen des iranischen Volksstammes der "Mussai" oder "Djuguten" im deutschen Machtbereich zuteil wird, seine besondere Aufmerksamkeit zuzuwenden.

In Frankreich werden die erwähnten iranischen Staatsangehörigen (wie auch die georgischen und afghanischen) von den deutschen Behörden nicht mehr als Juden behandelt, und es ist dementsprechend der Vermerk "Jude" von ihrer Identitaetskarte entfernt worden; sie erhalten auch wieder normale Lebensmittelrationen.

Die Iranische Regierung wäre dankbar, wenn im ganzen deutschen Machtbereich und besonders auch auf dem Reichsgebiet die Iraner, die dem in Frage stehenden Volksstamm angehören, nicht mehr zu den Juden gerechnet würden.

Zur Begründung dieses Ersuchens wird in einer iranischen Mitteilung folgendes ausgeführt:

"Les Djougoutes de l'Iran ne sont pas des personnes immigrées, mais des personnes qui ont vécu en Iran ainsi que dans une partie de l'Asie depuis des siècles. Une grande partie de ceux-ci sont assimilés totalement et d'autres ont adopté, tout en menant la même vie et les mêmes coutumes que les Musulmans, quelques rites et quelques dogmes de confession mosaïque. Pour cette raison, ceux-ci sont reconnus en Iran sous le nom de "Moussaï" ou "Djougoutes". Ils ont les mêmes droits et devoirs civiques, juridiques et militaires que les Musulmans et, quoiqu'ils aient

An das Auswärtige Amt des Deutschen Reichs

Berlin.

AA Inland II A/B 65/2

aient adopté quelques rites de la confession mosaïque, i
respectent également le Livre Saint isalmique: le Coran.
Quelques-uns ont adopté des noms bibliques
d'autres ont choisi des noms musulmans. Ce qui est essen
c'est qu'au point de vue racial, les Djougoutes n'ont ni
voulu, ni pu se mélanger avec la race sémitique d'Occide
car ils n'ont jamais immigré. Ils se marient, en général
entre eux ou avec leurs compatriotes musulmans. Jusqu'à
l'abolition du voile en Iran, qui ne date que de quelque
années, les femmes Djougoutes portaient également le voi
dicté par la religion musulmane.
Les Djougoutes ont commencé à venir en Euro
avec leurs frères musulmans, depuis environ une trentain
d'années, mais non pour s'y établir définitivement. Ils
ont gardé leur attachement à leur pays natal où leurs
parents habitent actuellement. Leur but était de vendre
des produits provenant de l'Iran et d'acheter des produ
européens,
Une partie des Djougoutes se trouvant en
Europe sont rentrés en Iran au début de la guerre; d'au
ont voulu liquider leurs affaires et les suivre plus t
mais, malheureusement, ils n'ont pu obtenir l'autorisat
nécessaire pour leur voyage, ce que, d'ailleurs, aucun
Iranien ne peut obtenir actuellement. Ceux qui sont res
ont gardé leur attachement envers leur pays et observen
la plus stricte neutralité, dictée et observée par la
Représentation de l'Iran avant la cessation des relatio
diplomatiques et ensuite, par la compréhension du fait
les intérêts de leur pays sont confiés à un pays neutre
qui les a pris sous sa protection.
En résumé, le Djougoute iranien ne peut ê
considéré que comme un autre Iranien, d'autant plus qu
tout en pratiquant quelques lois mosaïques, il respecte
les rites, le culte, les lois, la façon de vivre et l'a
de la patrie de son frère musulman. Et, au point de vue
physique, aucune distinction n'est possible entre un
Musulman et un Djougoute."

Die Gesandtschaft wäre dem Auswärtigen Am
für wohlwollende Prüfung dieser Angelegenheit und gege
nenfalls für geeignete Massnahmen zur Aufhebung der
Diskriminierung von Iranern, welche dem genannten Volk
stamm angehören, sehr zu Dank verpflichtet.

Berlin, den 11. März 1943.

AA Inland II A/B 63/2

Botschafter Graf v.d.Schulenburg

zu D III 2345

Soviel ich mich entsinne, sind die Djuguten eine islamische Sekte, die im wesentlichen den mohammedanischen Gesetzen folgt und nur einige wenige Religionssätze dem mosaischen Glauben entnommen hat; blutsmäßig sind sie Iraner und nicht Semiten. Es erscheint demnach sachlich nicht gerechtfertigt, die deutschen Judengesetze auf die Djuguten anzuwenden. Wir versuchen, trotz der gegenwärtigen schwierigen Lage Irans möglichst gute Beziehungen mit diesem Land aufrecht zu erhalten. Eine Diskriminierung der Djuguten würde diesen Bestrebungen Abbruch tun und von unseren Feinden propagandistisch zu unserem Schaden ausgewertet werden. Pol XIII schlägt daher vor, die Anwendung der deutschen Judengesetze auf die Djuguten zu unterlassen oder zum mindesten bis auf weiteres hinauszuschieben.

Hiermit

D III

ergebenst wiedervorgelegt.

Berlin, den 14. April 1943.

Pol. XIII

AA Inland II A/B 65/2

A.A.eing. 25. MRZ. KMS S.

Deutsche Botschaft
Paris

Paris, den 22. März 1943.

Prot. Nr. 276/43

Betrifft: Iranische Juden.

Im Anschluss an den Bericht vom 21.8.42
und die Erlasse vom 4.1.43- Nr. D III 7488-
und 3.2.1943 -Nr. D III 532-

Anlagen. keine

In der Anlage wird Abschrift eines Schreibens des ehemaligen iranischen Konsuls SARDARI vom 29.9.1942 und 17.3.1943 nebst einer Liste der Iraner mosaischer Konfession, die in Paris und Umgebung wohnen, übersandt.

Da behauptet wurde, dass Sardari einen Beauftragten der Abwehr darauf hingewiesen haben soll, dass es in Paris und Frankreich etwa 2.400 Juden mit nicht rechtmässig erworbenen iranischen Pässen gäbe, hat die Botschaft die Auskunft vom 17.3. angefordert. In dem Schreiben vom 17.3. bestreitet er, dass er diese Mitteilung gemacht habe und macht im Einzelnen Ausführungen, die für die Beurteilung der iranischen Juden von Wert sein können.

In Vertretung

An
das Auswärtige Amt
B e r l i n.

Berlin, den 31. März 1943 U. Nr. D III 2671

AA Inland II A/B 83/2

An

die deutsche Botschaft

in Paris

Inl. II A 3308

Auf den Bericht vom 22. März 1943 – Pol. Nr. 276 43 –, betr. Französische Juden

der verbindlichen Bericht ist ohne Anlagen. Für die Rückgabe, die wir durch den Nachrichtenmittelweg der Anlagen bitten,

i. V.

Ref.: L. St. Sekr.

i. V. d. R.

Lib: 34 mg Kie

Pol 20, 3.

AA Inland II A/B 65/2

Inl II A

Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei

Partei-Kanzlei

Der Leiter des Rassenpolitischen Amtes der NSDAP.

~~München 33, den~~
~~Führerhaus~~

Berlin W. 15, den 22. Februar 1943.
Sächsische Straße 69.

R 2387/35-42.

Auswärtiges Amt
Inl II A 2855
eing. - 6. APR. 1943

An das
Auswärtige Amt,
z.Hd.v.Legationsrat Rademacher,
B e r l i n W. 8 ,
Wilhelmstraße 74/76.

Betr.: Iranisch-afghanische Juden, sowie die Bergjuden im Kaukasus

Lieber Parteigenosse Rademacher!

In der Anlage übersende ich Ihnen Abschrift meines heutigen Schreibens an das Reichsministerium des Innern zur gefl. Kenntnisnahme.

Was die Bergjuden im Kaukasus betrifft, so sind hier die Auffassungen nicht einheitlich. Von jüdischer Seite werden bekanntlich die Bergjuden als Juden bezeichnet. Soweit mir bekannt ist, werden die Bergjuden von sowjetischer Seite als Juden angesehen.

Ich füge Ihnen in der Anlage Abschrift eines Schreibens des Instituts für Grenz- und Auslandsstudien vom 27. 1. 1943 bei. Ich bin der Meinung, daß die Frage, ob die Bergjuden als Juden zu bezeichnen sind, nur durch eingehende Untersuchungen an Ort und Stelle geklärt werden kann. Man sollte deshalb m.E. die Entscheidung über die Behandlung der Bergjuden einstweilen noch aussetzen. Dies ist, wie mir bekannt ist, auch die Auffassung des Reichssicherheitshauptamtes.

Mit den besten Grüßen
Heil Hitler!
Ihr

AA Inland II A/B 65/2

Abschrift

Institut für Grenz- und Auslandsstudien

Herrn
Dr. W e t z e l
Rassenpolitisches Amt

B e r l i n W 15
Sächsische Str.69

Berlin-Steglitz, 27.1.1943
Grunewaldstr.15

Betr.: Rassische Einordnung der Bergjuden
Ihr Zeichen: Abt. III/Dr.T/Ha.

Lieber Parteigenosse Dr.Wetzel!

Zu Ihrem Schreiben vom 7.d.Mts. und den darin enthaltenen Anlagen teile ich mit, daß ich mich weder restlos der Meinung von Herrn Dr.Holtz und erst recht nicht der von Prof.Euler anschließen kann. Zunächst möchte ich bezweifeln, daß sowohl die georgischen Juden als auch die sog.Bergjuden kriegerische Kaukasusvölker sein sollen. Es ist doch seltsam, wenn ein Volk "Bergjuden" heißt, kriegerisch sein soll und sein Siedlungsgebiet ausschließlich an dem nach Derbent führenden Hauptverkehrswege hat. Die Tatsache, daß innerhalb dieser Bergjuden keine Blutsanteile aus osteuropiden Rassen nachzuweisen sein werden, bedeutet nicht wie bei den Karaimen eine Entlastung bezüglich ihrer jüdischen Abstammung. Vielmehr kam bekanntlich der west-nördliche Wanderweg der Juden durch Gebiete, welche fast ausschließlich orientalid und vorder - asiatisch bestimmt waren. Bei der Neigung der Juden zur Blutsaufnahme in ihrer Umgebung können also nur orientalide und vorder - asiatische Rassenmerkmale bei ihnen nachzuweisen sein. Die zahlreichen Beschreibungen von Bergjuden, die ich vor allem aus der Literatur des 19.Jahrhunderts von unvoreingenommenen Reisenden kenne, sprechen immer wieder davon, daß es sich bei ihnen um besonders reiche, edle und würdige Menschen handelt. Da sie aber nicht als Fürsten zu ihrem Vermögen gekommen sein können, bleibt dessen Erwerb nur auf dem Wege des Handelns möglich. Es ergibt

- sich -

AA Inland II A/B 65/2

sich also, daß wir hier eine Bevölkerung vor uns haben, die in ihren maßgeblichen Vertretern sich eine wirtschaftlich einflußreiche Stellung durch Handel gesichert hat, deren Rassehauptmerkmale vorderasiatisch-orientalid sind und sich außerdem zum Talmud bekennen. Das sind alles Bestimmungsgründe, die mich bei aller Vorsicht dazu kommen lassen, die kaukasischen Juden als regelrechte Juden aufzufassen.

Ich halte sie nicht für ein ackerbautreibendes oder kriegerisches Gebirgsvolk. Inwieweit es stimmt, daß sie erst im 19.Jahrhundert mit dem Talmud in Berührung gekommen sind, weiß ich nicht. Es scheint mir aber ausgeschlossen zu sein, da der Talmud, zum mindesten in seiner babylonischen Fassung, bereits schon bestand, bevor das Judentum in den Kaukasus eingedrungen ist. Es muß hier wohl ein Irrtum seitens Prof. Euler vorliegen.

Heil Hitler
Ihr

gez.: Gerhard Teich

AA Inl. II A 65/2

Durchdruck als Konzept (R'Schrift lb.) Ko.

Auswärtiges Amt Berlin, den 29. April 1943

Inl.II A 3305

Im Deutschen Machtbereich halten sich eine Reihe iranischer Staatsangehöriger mosaischen Bekenntnisses auf, die von den deutschen Behörden zur Zeit wie Juden behandelt werden. Diese Personen gehören der islamischen Sekte der Djuguten an, die zwar einige Religionssätze dem mosaischen Glauben entnommen haben, im Wesentlichen aber mohamedanischen Gesetzen folgen. Es erscheint daher sachlich nicht gerechtfertigt, die deutschen Judenbestimmungen auf diese Personen zur Anwendung zu bringen. Außerdem ist aus politischen Gründen zur Zeit eine Diskriminierung der Djuguten nicht erwünscht.

Es wird daher gebeten zu veranlassen, dass die deutschen Judenmassnahmen nicht auf die Anhänger der islamischen Sekte der Djuguten iranischer Staatsangehörigkeit angewendet werden.

Als Djuguten sind hier die in den beiden Anlagen aufgeführten Personen bekannt geworden.

Im Auftrag

gez.v.Thadden

An

das Reichssicherheitshauptamt
z.Hd. von SS-Obersturmbannführer E i c h m a n n , o.V.i.A.

Kurfürstenstr.116

ab: 5. 5. Ki
Akt angefallen

AA Jul II A 65/2

V e r z e i c h n i s Nr. 1

Staatsangehörige der von der Schweizerischen Gesandtschaft, Abteilung Schutzmachtangelegenheiten, Berlin, vertretenen Staaten, welche diskriminierenden Massnahmen unterworfen worden sind.

a) Staatsangehörige der Vereinigten Staaten von Amerika:

N a m e :	Geburtstag u.-Jahr:	Adresse:
LESSING, Frau Carrie geborene Bandmann	16. September 1863 in New York	Breslau 13, Augustastr. 55
ROSE, Frl. Henrietta L.	30. Sept. 1876	Berlin W 30, Heilbronner Str. 13

b) Britische Untertanen:

N a m e :	Geburtstag u.-Jahr:	Adresse:
KOHN, Henry	19. Sept. 1862 in London	Berlin-Charlottenburg 4, Sybelstr. 12.
VEITEL, Frl. Elsa Grace	22. Mai 1881 in Belfast	Berlin W 50, Regensburger Str. 13
VEITEL, Frl. May (Schwester der Elsa Grace V.)	1. Mai 1872 in Belfast	Berlin W 50, Regensburger Str. 13
MAYER, Frau Amalie geborene Jacob	5. Juli 1872	Berlin C 2, Keibelstrasse 4
SMITH, Frl. Fanny	14. Jan. 1871	Berlin NO, Allensteiner Str. 25
SMITH, Frl. Rebecka (Schwester Fanny S.)	17. Aug. 1874	Berlin NO, Allensteiner Str. 25
SCHWARZ, Frau Jenny	76 Jahre alt	Berlin-Charlottenburg 4, Sybelstrasse 29.
KOTT, Frau Recha	11. Mai 1870	Berlin-Charlottenburg, Gervinusstrasse 17 I.
KUESTER, Frau Elsa Tochter der Frau Carrie Lessing (oben angeführt) Südafrikanerin	11. Aug. 1885	Breslau 13, Augustastr. 79.

Jr Dtg 2297

00079

AA Jul II A 65/L

c) Iranische Staatsangehörige:

Name:	Geburtstag u.-Jahr:	Adresse:
GORAL, Eliya	12. Sept. 1898 in Chapour	Chemnitz, Hohenzollernstr. 18 IV.
GORAL, Frau Rebecca geb. Bagdadiolglu	7. Aug. 1915 in Chapour	wie oben
GORAL, Hara(deren Tochter)	16. Dez. 1928 in Istambul	wie oben
GORAL, Ester " "	6. Juli 1933 in Istanbul	wie oben
GORAL, Benhas (deren Sohn)	15. März 1936 in Istanbul	wie oben

08000

AA Jul II A 65/2

Copie

Liste des IRANIENS de Confession Mosaïque de nationalité iranienne d'origine demeurant à Paris et les environs

	NOM	Prénom	date de naissance	lieu de naissance	adresse actuelle
	ACHEROFF	Ibrahim	1904	Téhéran	12 Cité Trévise, Paris
	AZIZ	Soleiman	1906	"	108, Bld.Voltaire, Paris
		(rectifié comme suit par lettre du 17 Septembre 1942:			
	SOLEIMAN	Aziz	1886	Salmas	108, Bld.Voltaire, Paris
	DORRA	Vitalis	15.12.77	Chiraz	42,rue de la Tour d'Auvergne, Paris
	DORRA	Clément	4. 9.14	Damas	do
	DORRA	Sami	30. 3.19	Beyrouth	do
	DORRA	David	5. 1.00	Damas	49, rue de Trévise,Paris
	DORRA	Elie	27. 6.01	Damas	32, rue de Liège,Paris
	DORRA	Nazli	27. 9.81	Damas	42,rue de la Tour d'Auvergne
	HACHANI	Nourollah	1893	Kachan	164, rue Montmartre, Paris
	LAZARIAN dit Lazar Mikaël		19. 2.14	Téhéran	6, rue Lallier, Paris
	LAZARIAN	Morure	24. 1.08	Téhéran	do
		(rectifié comme suit par lettre du 29 Septembre 1942:			
	LAZARIAN	Monir	née en 1911 porté par erreur sur sa carte d'identité)		
	LAZARIAN	Zivar	1886	Téhéran	6, rue Lallier, Paris
	MORADY	Reyhan	1872	Téhéran	8, rue François Adam, PARC SAINT MAUR (Seine)
	MORADY	Soltan	1885	Téhéran	do
	MORADY	Habibollah	14. 7.09	Téhéran	do
	MORADY	Ebrahim	28. 1.14	Téhéran	do
	MORADY	Djahanguir	22. 6.22	Téhéran	do
	NEHORAI	Edris	2. 7.92	Téhéran	29, rue Meslay, Paris
	NACCACHE	Menache	18. 2.69	Damas	4,rue Noël,St-Maur-Créteil
	NACCACHE	Jacob	14. 8.94	Damas	28, rue Saint Sébastien,Paris
	NACCACHE	Isaac	15.12.86	Damas	do
	NACCACHE	Youssouf	8.10.12	Damas	2, Bld.Jules Ferry,Paris
	NACCACHE	Abdo	3. 1.04	Damas	118,Bld.Richard Lenoir,Paris
	NACCACHE	Tofic	13. 3.97	Damas	57, Bld.Barbès, Paris
	NACCACHE	Abdo	8. 2.05	Damas	10,rue du Pont aux Choux,Paris
	PAPAHN	Rahim	1902	Téhéran	63, Fbg.Poissonnière,Paris
	PAPAHN	Aschraf	1919	Téhéran	do
	BENARON	Marco	20. 4.89	Ourmieh	9, rue Mazagran
	SCHALOM	Ebrahim	1913	Téhéran	40, rue de Nancy,Argenteuil
		(ajouté à liste par lettre du 17 Septembre 1942)			
	AMIR	Simon	28. 9.00	Téhéran	23, rue Gramme, Paris
		(ajouté à liste par lettre du 29 Septembre 1942)			

00081

AA Jul II A 65/2

NOM	Prénom	date de naissance	lieu de naissance	adresse actuelle
YOUSSOF	Moïse	18. 1.97	Ouroumieh	1, Av. Louise de Bettignies, Colombes (Seine)
	(ajouté à liste par lettre du 29 Septembre 1942)			
BENARON	Renée	5.11.21	Vienne	9, rue Mazagran, Paris
	(ajoutée à liste par lettre du 29 Septembre 1942)			
ELIAKIM	Yoachim	15. 9.94	Andrinople	85, rue Lafayette, Paris
	(de confession "Islam" ajouté à liste par lettre du 29 Sept.1942)			
CHILERI	Farrokh	3.11.98	Kieffe	71, rue Lecourbe, Paris
	(de confession orthodoxe ajouté à liste par lettre du 29 Sept.1942)			
MORDECHAY	Joseph	20. 3.90	Téhéran	50, rue Servan, Paris
	(ajouté à liste par lettre du 24 Octobre 1942)			
SOLEIMAN	Samy	23.12.24	Stamboul	108, Bd. Voltaire, Paris
	(ajouté à liste par lettre du 24 Octobre 1942)			
	Liste des IRANIENS de Confession ZARDOCCHTI			
SASSOON	Mirza Ibrahim	6. 1.95	Ispahan	90, rue Lafayette, Paris
SASSOON	Zoleyka	12. 7.07	Ispahan	do
SASSOON	Emmanuel	25. 9.22	Ispahan	do
SASSOON	Hayem	13. 9.25	Ispahan	do
	de Confession KARAÏME			
SULEYMAN	Ruth	29. 4.00	Stamboul	10, Cité Trévise

00082

AA Inland II A/B 65/2

Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei

Partei-Kanzlei

Auswärtiges Amt
Inl. II A 4547
eing. 26. JUNI 1943
Anl. ( ) Dopp. d. Bl.

Der Leiter des Rassenpolitischen Amtes der NSDAP.

~~München 33, den~~
~~Führerbau~~

Berlin W. 15, den 24. Mai 1943.
Sächsische Straße 69.

R 2722/35-42.

An das
Auswärtige Amt,
B e r l i n W. 8,
Wilhelmstraße 74/76.

Betr.: Gutachten von Prof. Dr. Kittel in Wien über die persischen, afghanischen und kaukasischen Juden.

In der Anlage übersende ich Ihnen Abschrift meines heutigen Schreibens an das Reichsministeriumdes Innern zu Ihrer gefl. Unterrichtung.

Heil Hitler!

Hauptdienstleiter.

Dem

Ref. Inl. II A

zuständigkeitshalber zugeleitet.

Berlin, den 15. Juni 1943.

Braun

RdA Mündliche Beste
AA 25/6

83-26 Frau

AA Inland IIg, B 65/2

D u r c h s c h r i f t .

Der Leiter des Rassenpolitischen Amtes der NSDAP.

Berlin W. 15, den 24. Mai 1943.
Sächsische Straße 69.

R 2722/35-42.

An das
Reichsministerium des Innern,
B e r l i n W. 7 ,
Unter den Linden 72.

Betr.: Gutachten von Prof. Dr. Kittel in Wien über die persischen, afghanischen und kaukasischen Juden.
Bezug: Mein Schreiben vom 22. 2. 1943 betr. iranische Juden.

Vom Direktor des Reichssippenamtes geht mir eine Fotokopie des Gutachtens von Prof. Dr. Kittel vom 16. 2. 1943 zu.

Die Ausführungen von Prof. Kittel bezüglich der iranischen Juden decken sich im Endergebnis mit denvon mir in meinem Schreiben vom 22. 2. bzw. in meinem Schreiben vom 7. 1. 1943 an das Auswärtige Amt dargelegten Standpunkt. Prof. Kittel kommt bezüglich der iranischen Juden, wie ich, zu der Auffassung, daß es sich bei den iranischen Juden um Juden handelt. Auch bezüglich der rassischen Beschaffenheit decken sich meine Auffassungen mit denen Prof. Kittels. Auch ich bin, wie ich bereits schon früher ausgeführt habe, der Meinung, daß in den iranischen Juden vorwiegend vorderasiatisch-orientalide Rassenbestandteile enthalten sind, während die bei den Ostjuden häufigen europiden Rassenelemente hier zu fehlen scheinen.

Bezüglich der afghanischen Juden bin ich der Meinung, daß es sich auch hier um Juden handelt. Die Betreffenden bekennen sich zum Judentum und müssen m.E. dementsprechend auch als Juden behandelt werden. Wenn sie sich im übrigen ihrer Umgebung stärker angepaßt haben sollten, wie Kittel meint, so ist dies kein Grund, sie deswegen nicht als Juden anzusehen. Auch die deutschen Juden hatten sich ja zum Teil recht erheblich den deutschen Verhältnissen angepaßt.

Prof. Kittel erwähnt dann auch noch die Juden in Turkistan. Er meint hierbei offensichtlich die sogenannten Buchara-Juden. Diese Juden, die auch mittelasiatische Juden oder Bahugut genannt werden,

- 2 -

AA Inland II A/B 65/2

Berlin
---
24. Mai 1943.

Leiter des Rassenpolitischen Amtes der NSDAP.

II.

das Reichsministerium des Innern, Berlin NW. 7.

bewohnen die Gettos der Städte Usbekistans und Turkmenistans. Sie sprechen Jiddisch, Tadshikisch, Usbekisch, Russisch. Ihre Religion ist mosaisch. Ihre Zahl beträgt rund 18 000. Sie werden von der einheimischen Bevölkerung als Juden betrachtet. Auch ich bin der Meinung, daß kein Grund besteht, sie nicht als Juden aufzufassen. Auch die Juden sehen die Buchara-Juden als Juden an.

Den weiteren Ausführungen Prof. Kittels über die kaukasischen Juden vermag ich dagegen nicht zu folgen. Prof. Kittel unterscheidet bei den kaukasischen Juden georgische Juden sowie Bergjuden. Dieser Unterschied ist mir neu. Vielmehr wurden bisher Bergjuden, georgische Juden und kaukasische Juden als ein Begriff angenommen. In dem Verzeichnis der Völker, Volksgruppen und Volksstämme auf dem ehemaligen Gebiet der UdSSR von Dr. Gerhard Teich und Dr. Heinz Rübel, erschienen im Schwarzhäupter-Verlag, Leipzig, sind dementsprechend auch alle diese Juden unter der Bezeichnung "Bergjuden" als ein Volksstamm vereinigt. Alle diese Juden nennen sich selbst Dag-Tschufut. Sie bewohnen die Gettos der Städte Derbent, Kuba (Aderbeidshan), einige Dörfer der Auton.SSR Dagestan und SSR Georgier. Sie sprechen Jiddisch, Tatarisch, Aderbeidshan-Türkisch, Georgisch. Ihre Religion ist mosaisch, Jahwe-Kult, durchsetzt mit Geisterglauben und Verehrung von Naturgöttern. Sie beschäftigen sich mit Handel, Tabakbau sowie der Bearbeitung von Saffianleder. Dr. Teich gibt in seinem Verzeichnis, das sich meines Wissens auf amtliche sowjetische Quellen stützt, die Zahl der Bergjuden, worunter also auch die georgischen und kaukasischen Juden fallen, auf fast 26 000 an. Von Stämmen dieser Bergjuden sind die in den letzten Jahrzehnten im Kaukasus eingewanderten Ostjuden zu unterscheiden, die in ungefähr gleicher Anzahl im Kaukasus vorhanden sind.

Bezüglich der Bergjuden oder georgischen Juden habe ich mich bereits in meinem Schreiben vom 22. 2. 1943 in dem Sinne geäußert, daß ich noch Untersuchungen an Ort und Stelle für erforderlich halte, um zu einem abschließenden Ergebnis zu kommen, ob es sich hier tatsächlich um Juden handelt.

Heil Hitler!

gez. Dr. Groß

Hauptdienstleiter.

AA Inl. II A 65/2 134

Leg.Rat v.Thadden

Auswärtiges Amt
Inl.II A 4328
27. MAI 1943
Dopp. d. Eing.

Von Hauptstuf. (1) Bosshammer beim Chef Sipo wurde ich auf das Schreiben vom 24.4.1943 (2) Inl.II A 3300 angesprochen. Diesem Schreiben habe eine Liste von Djuguten beigelegen, die von der Erstreckung der allgemeinen Judenmaßnahmen auszunehmen seien. Eine inhaltlich völlig gleiche Liste habe bereits dem Schreiben D III 5133 im Herbst v.Js. beigelegen, doch seien die aufgeführten Personen damals nicht als Djuguten bezeichnet, sondern in langatmigen Ausführungen sei dargelegt worden, daß es sich um eine jüdische Gruppe handele, die den Djuguten ähnlich wäre und daher wie diese zu behandeln sei.

bei 3300 b.i.a.

Sofern diese Angabe zutrifft, weist Bosshammer mit Recht daraufhin, daß es sich offensichtlich um einen typisch jüdischen Trick handele, um die im Vorjahr abgelehnte Sonderbehandlung einer jüdischen Gruppe nunmehr durch ein Hintertürchen doch noch zu erreichen.

Hiermit
Herrn Hofrat Jüngling
mit der Bitte um Überprüfung.
Berlin, den 26.Mai 1943

Thadden

83- Fb Tran

AA Jul. II A 65/2

zu Jul. II A 4328

Rückmittlg. unserer Akten 83-86 Frau und 83-20 Pol. III a sind hochgefl. 2 Listen der in und bei Paris erscheinenden französischen Broschüren, welche „Propagande gaulliste" dem A. A. zu übersenden und zwar eine Mehrfertigung der Liste von der D. Botschaft in Paris, zuletzt mit Erlaß vom 12. 8. 42 (D III St 33 42), sodann mit Erlaß desselben Absenders vom 29. 9. 42 (D III 267 St 42 und Jul. II A 3300 42)

Die 2 Listen sind inhaltlich nicht völlig gleich, denn in der 2. Liste sind 8 Broschüren der Aufzählung zu- bezw. hinzugefügt mit dem jedesmaligen Vermerk: ajouté à la liste par lettre du....

Die von Oberstleut. Bodenschatz angeregte Übersetzung der französischen Aufschriften über Inhalt sind in der

L. R. B.

00085

AA Jul II A 65/2

Der mit Bericht vom 18. 9. 42 – D III 5133 – über das R. Min. d. Inn. dem R. Min. f. B. u. Verkehr, vom Vorm. Kpl. in Paris der D. Botschaft Paris übermittelte Anfrage, betr. Examens de conscience mosaïque' entsprechen.

Ihre Botschafter Gruß von der Führerbesprechung sich zu der Anregung der Frau Förster vom Briefwechsel zwischen Hitler und Mussolini bei D III 6282 42

Dagegen mit Rücksicht der Empfindlichkeit Horthy's bei D II 532 Ch,

ferner: Rücksicht für Ungarn – V. Ab-Vermerke: Inl. II A 2855

Nach dem Ehrenbuch vom 8. 5. 43 zu Inl. II A 3741 wäre z. Zt. von Mitteilung des Ergebnis unserer Vorstöße beim R. Fin. Min. u. R. Wirtsch. Min. in der

<u>augenblicklichen</u>

00086

AA Jul. II A 65/2

~~aeronautischen~~ Forschungstätigkeit

abgenommen werden.

Leider falsch.

In der ivanischen Angelegenheit ist, soweit ersichtlich diesseits Akten, die eine Entscheidung noch nicht notwendig, auch keine Ablehnung, die mehrfache Anmeldung der Liste sind vielleicht mit dem Ja- via Paris Erklärten-Liste, die Angelegenheit hier in Erinnerung zu bringen (wäre ab die Ang. Best. und die Abt. Vorsch., besonders durchaus, in ihren projektierten Verbindungen auch tätig).

Leopoldville
27. 5. 43

00087

AA Inland II A/B 65/2

Dienststelle des Auswärtigen Amts
BRÜSSEL

Brüssel, den 31. Mai 1943

Nr. 1249/43

Betr: Iranische Juden.

Auf den Erlaß vom 7.Mai
- Inl. II.A. Nr. 3300 Ang. I.

Auswärtiges Amt
Inl. II A 4557
eing. 3. JUNI 1943
Anl. (Nachr.) 2 Dupl. d. Bl.

Der seitwärts bezeichnete Erlaß ordnet an, daß die deutschen Judenmaßnahmen nicht auf die Anhänger der islamischen Sekte der Djuguten iranischer Staatsangehörigkeit angewandt werden dürfen.

Der Militärverwaltung ist von einem belgischen Rechtsanwalt mitgeteilt worden, daß in Paris von den deutschen Behörden der Standpunkt vertreten worden sei, daß alle Iraner als Arier zu betrachten seien. Eine fernmündliche Rücksprache bei der Botschaft Paris ergab jedoch, daß dort von einer solchen Bestimmung nichts bekannt ist.

Ich bitte mich mit Weisung zu versehen.

Dargen.

An das Auswärtige Amt,
Berlin.

AA Inl II A 65/2

Ref.: LR.v.Thadden

zu Inl.II A 4328

Eine Gruppe iranischer Staatsangehöriger mosaischen Glaubens hatte sich im September v.Js. bereits an deutsche Dienststellen gewandt und gefordert, ihnen die gleiche Rechtsstellung wie den Djuguten zu gewähren, da, wie die Djuguten mosaischen Bekenntnisses aber afghanischen Blutes seien, auch sie mosaischen Bekenntnisses aber Iranier wie alle übrigen auch seien. Nach Einholung von Gutachten des Rassepolitischen Amtes des Reichsinstituts für Geschichte des Neuen Deutschlands usw. kam das Auswärtige Amt zu dem Schluss, daß die Eingeber offensichtlich lediglich versuchten, durch einen besonderen Dreh eine Ausnahmebehandlung gegenüber anderen Juden zu erreichen. Die Angelegenheit wurde daher dilatorisch behandelt und die Erstreckung der allgemeinen Judenmassnahmen auch auf diese Gruppe von Juden nicht verhindert.

Im März ds.Js. wandte sich die Schweizerische Gesandtschaft an das Auswärtige Amt und bat, die gegen eine Reihe von Djuguten des Iran, die in Frankreich ansässig sind, ergangenen Judenmassnahmen aufzuheben, da die Djuguten zwar mosaischen Bekenntnisses aber nicht jüdischer Rasse seien. Im Hinblick auf die Stellungnahme von Pol XIII, wonach eine Diskriminierung von Djuguten wegen der gegenwärtigen schwierigen Lage des Iran politisch unerwünscht sei, wurden der Chef der Sipo sowie alle Dienststellen des Auswärtigen Amtes in den besetzten Gebieten gebeten, darauf hinzuwirken, daß allgemeine Judenmassnahmen gegen Djuguten unterbleiben. Gleichzeitig wurde dem Chef des Reichssicherheitshauptamtes die von der Schweizerischen Gesandtschaft übersandte Liste der Djuguten in Frankreich übersandt. Nunmehr macht der Chef der Sipo auf die hier übersehene Tatsache aufmerksam, daß die von der Schwäzerischen Gesandtschaft als Djuguten bezeichneten iranischen Staatsangehörigen mosaischen Bekenntnisses ausnahmslos identisch sind mit den Iraniern, die sich im September v.Js. bereits an das Auswärtige Amt gewandt hatten und damals von sich selbst behaupteten, sie seien keine Djuguten, sondern ihre Lage sei der der Djuguten ähnlich. Der Chef der Sipo bat nunmehr um Stellungnahme, wie die

CC083

AA Jul II A 65/2

die Angelegenheit weiter behandelt werden solle, denn es könne doch auch dem Auswärtigen Amt nicht erwünscht sein, dass iranische Juden durch die offensichtliche Lüge, sie seien Djuguten, in den Besitz von Vorteilen gelangten, die ihnen an sich nicht zustehen, da sie nach dem im September v.J. aufgestellten Gutachten unzweifelhaft als Juden anzusehen seien.

Hiermit mit dem Vorschlag einverstanden Lem 3/6

Abtl. Pol (Pol VII, LR. Melchers)

(Pol.XIII, Botsch. Graf v.d.Schulenburg, im Hinblick auf die Äußerung v.14.4.4

mit der Bitte um Stellungnahme vorgelegt, ob es erforderlich ist, Juden iranischer Staatsangehörigkeit im Hinblick auf die deutsch-iranischen Beziehungen von der Erstreckung der allgemeinen Judenmassnahmen auszunehmen. Inl.II A ist der Ansicht, daß diese so behandelt werden sollten, wie Juden mit Feindstaatangehörigkeit.

Sollte dieser Stellungnahme beigetreten werden, würde Inl.II A dem Reichssicherheithauptamt mitteilen, dass lediglich Djuguten von den allgemeinen Judenmassnahmen (verkürzte Lebensmittelrationen usw.) ausgenommen ~~seien~~, andere Iranier jüdischen Bekenntnisses dagegen wie Feindstaat-Juden zu behandeln seien. Es bliebe dem Chef der Sipo überlassen, zu überprüfen, welche der von der Schweiz benannten angeblichen Djuguten tatsächlich als Anhänger dieser Sekte anzusehen seien.

Berlin, den 2. Juni 1943

Thadden

00084

AA Inland II A/B 65/2

Durchdruck als Konzept (Hb.)

AUSWÄRTIGES AMT
Inl.II A 4550

Berlin, den 3. Juni 1943

1.) Unter einen Durchdruck d.Eingangs:

Abschriftlich
der
Deutschen Botschaft
in Paris

Vgl.: L Mo. 6721/43

mit der Bitte um Bericht übersandt, ob tatsächlich die Militärverwaltung in Frankreich alle iranischen Staatsangehörigen einheitlich als Arier behandelt. Im Hinblick auf die hier vorliegenden Informationen und die im März ~~vorherseit~~ erfolgte Intervention der Schweizerischen Gesandtschaft wegen angeblicher Diskriminierung von Iraniern mosaischen Bekenntnisses, die in Frankreich wohnen, hält das Auswärtige Amt die Mitteilung des belgischen Rechtsanwalts an die Militärverwaltung in Brüssel für unzutreffend.

Im Auftrag gez. v. Thadden

AA Inland II A/B 65/2

Durchdruck

Berlin, den 3. Juni 1943

Inl.II A 4556

Auf den Bericht vom 31.3.1943 - Nr.1249/43 -
Betr.: Iranische Juden.

Das Auswärtige Amt hält die Mitteilung des belgischen Rechtsanwalts an die Militärverwaltung, daß in Frankreich alle Iraner als Arier behandelt würden, für unzutreffend. Die Schweiz hatte erst im März d.J. wegen angeblicher Diskriminierung zahlreicher Iraner in Frankreich durch dort getroffene Judenmaßnahmen beim Auswärti Amt interveniert.

Vorsorglich wurde jedoch die Botschaft Paris angewiesen, den Sachverhalt nochmals zu überprüfen.

Abschließende Mitteilung bleibt vorbehalten.

Im Auftrag
gez.v.Thadden

An
die Dienststelle des Auswärtigen Amts
in Brüssel

AA neue II A 6572

Durchdruck als Konzept (R'Schrift lb.) Ko.

Auswärtiges Amt **Berlin, den 9. Juni 1943**

Inl.II A 4328

Im Anschluss an das Schreiben vom 29.April 1943 - Inl.II A 3500 -

Wie dem Auswärtigen Amt bekannt geworden ist, sind einzelne Juden iranischer Staatsangehörigkeit bestrebt, ihre Befreiung von den allgemeinen Judenmassnahmen dadurch zu erreichen, daß sie sich als Djuguten ausgeben, obwohl sie dieser Sekte nach ihrem eigenen früheren Vorbringen nicht angehören.

Da lediglich für die Djuguten in Anbetracht ihrer besonderen Verhältnisse nach Ansicht des Auswärtigen Amtes eine besondere Behandlung politisch wünschenswert ist, wird anheimgestellt, bei Anträgen iranischer Staatsangehöriger auf Sonderbehandlung in jedem Einzelfall zu prüfen, ob es sich tatsächlich um Djuguten handelt und nur diesen eine Behandlung als Arier zuteil werden zu lassen.

Seitens des Auswärtigen Amtes besteht kein Interesse daran, daß sonstigen iranischen Juden eine andere Behandlung als den übrigen Reichsstaatjuden zuteil wird.

In Auftrag

gez.Thadden

1.)

An

das Reichssicherheitshauptamt z.Hd. von SS-Obersturmbannführer E i c h m a n n, o.V.i.A.

2.)

Kurfürstenstr. 116

ab: 11/6

Verf. ab 12/6

AA Nr. II A 6572

Durchdruck
Auswärtiges Amt
Inl.II A 4328

Berlin, den 9. Juni 1943

Abschriftlich

Baldigst

a.) der Deutschen Botschaft in Paris
b.) der Dienststelle des Auswärtigen Amts in Brüssel
c.) dem Vertreter des Auswärtigen Amts in Den Haag
d.) dem Vertreter des Auswärtigen Amts in Prag
e.) dem Vertreter des Auswärtigen Amts in Krakau
f.) dem Vertreter des Auswärtigen Amts in Riga

- je besonders -

zur Kenntnisnahme übersandt.

Im Auftrag

gez.v.Thadden

10/6

AA Inland II A/B 65/2

Auswärtiges Amt
IN II A 5147
25. JUNI 1943

Der Reichsminister des Innern

I Sta R - 5117 III/43
5012

Es wird gebeten, dieses Geschäftszeichen und den Gegenstand bei weiteren Schreiben anzugeben.

Berlin, den 23. Juni 1943.

NW 7, Unter den Linden 72
Fernsprecher: Ortsamt 120034 — Fernamt 130037
Fernschreiber: Ortsverk. [illegible] 1587
Drahtanschrift: Reichsinnenminister
Postscheckkonto: Berlin [illegible] (Bürokasse des Reichs- und Preuß. Ministeriums d. Innern, Berlin NW 7.
Reichsbankgirokonto: Berlin 1/153 / Ministerialkasse des Reichs- und Preuß. Ministeriums d. Innern, Berlin NW 7.

Auswärtiges Amt
Pol. I Partei 4250
eingeg. 25. Juni 1943
2 Anl. (1 fach) Inl.

An

das Auswärtige Amt.

Betrifft: Persische, afghanische und kaukasische Juden.

Zum Schreiben vom 3. Februar 1943 - D III 532.-

Abschrift eines Gutachtens von Professor Dr. Kittel, Tübingen-Wien, vom 16. Februar 1943 über persische, afghanische und kaukasische Juden sowie Abschrift einer Stellungnahme des Leiters des Rassenpolitischen Amts der NSDAP vom 24. Mai 1943 zu dieser Frage übersende ich ergebenst mit der Bitte um Kenntnisnahme.

Der Chef der Sicherheitspolizei und des Sicherheitsdienstes

(zu

AA Inland II A/B 65/2

(zu vgl. sein an Sie gerichtetes Schreiben vom 8. Dezember 1942 -IV B 4 b A 2032/42 -) ist in gleicher Weise verständigt.

Im Auftrag
gez. Dr. Feldscher.

Reichsministerium des Innern · Kanzlei ·

Beglaubigt
Schramm
Büroangestellter

Abschrift I Sta R – 5117 II/42
5012

AA Inland II A/B 65/2

Nationalsozialistische Deutsche
Arbeiterpartei Parteikanzlei
R 2722/35-42.

Berlin, den 24. Mai 1943.
Sächsische Str. 69

An
das Reichsministerium des Innern
Berlin.

Betr.: Gutachten von Prof. Dr. Kittel in Wien über die persischen, afghanischen und kaukasischen Juden.
Bezug: Mein Schreiben vom 22. 2. 1943 betr. iranische Juden.

Vom Direktor des Reichssicherheitshauptamtes geht mir eine Fotokopie des Gutachtens von Prof. Dr. Kittel vom 16. 2. 1943 zu.

Die Ausführungen von Prof. Kittel bezüglich der iranischen Juden decken sich im Endergebnis mit dem von mir in meinem Schreiben vom 22. 2. bzw. in meinem Schreiben vom 7. 1. 1943 an das Auswärtige Amt dargelegten Standpunkt. Prof. Kittel kommt bezüglich der iranischen Juden, wie ich, zu der Auffassung, daß es sich bei den iranischen Juden um Juden handelt. Auch bezüglich der rassischen Beschaffenheit decken sich meine Auffassungen mit denen Prof. Kittels. Auch ich bin, wie ich bereits schon früher ausgeführt habe, der Meinung, daß in den iranischen Juden vorwiegend vorderasiatisch-orientalide Rassenbestandteile enthalten sind, während die bei den Ostjuden häufigen europiden Rassenelemente hier zu fehlen scheinen.

Bezüglich der afghanischen Juden bin ich der Meinung, daß es sich auch hier um Juden handelt. Die Betreffenden bekennen sich zum Judentum und müssen m.E. dementsprechend auch als Juden behandelt werden. Wenn sie sich im übrigen ihrer Umgebung stärker angepaßt haben sollten, wie Kittel meint, so ist dies kein Grund, sie deswegen nicht als Juden anzusehen. Auch die deutschen Juden hatten sich ja zum Teil recht erheblich den deutschen Verhältnissen angepaßt.

Prof. Kittel erwähnt dann auch noch die Juden in Turkestan. Er meint hierbei offensichtlich die sogenannten Buchara-Juden. Diese Juden, die auch mittelasiatische Juden oder Dshugut genannt werden, bewohnen die Gettos der Städte Usbekistans und Turkmenistans. Sie sprechen Jiddisch, Tadshikisch, Usbekisch, Russisch. Ihre Religion ist mosaisch. Ihre Zahl beträgt rund 18 000. Sie werden von der einheimischen Bevölkerung als Juden betrachtet. Auch ich bin der Meinung, daß kein Grund besteht, sie nicht als Juden aufzufassen. Auch die Juden sehen die Buchara-Juden als Juden an.

Den

Inl. II A 5147 43
Partei-4250-43

AA Inland II A/B 65/2

Den weiteren Ausführungen Prof. Kittels über die kaukasischen Juden vermag ich dagegen nicht zu folgen. Prof. Kittel unterscheidet bei den kaukasischen Juden georgische Juden sowie Bergjuden. Dieser Unterschied ist mir neu. Vielmehr wurden bisher Bergjuden, georgisch Juden und kaukasische Juden als ein Begriff angenommen. In dem Verzeichnis der Völker, Volksgruppen und Volksstämme auf dem ehemaligen Gebiet der UdSSR von Dr. Gerhard Teich und Dr. Heinz Rübel, erschienen im Schwarzhäupter-Verlag, Leipzig, sind dementsprechend auch alle diese Juden unter der Bezeichnung "Bergjuden" als ein Volksstamm vereinigt. Alle diese Juden nennen sich selbst Dag-Tschufut. Sie bewohnen die Gettos der Städte Derbent, Kuba (Aderbeidschan), einige Dörfer der Auton. SSR Dagestan und SSR Georgier. Sie sprechen Jiddisch, Tatarisch, Aderbeidshan-Türkisch, Georgisch. Ihre Religion ist mosaisch, Jahwe-Kult, durchsetzt mit Geisterglauben und Verehrung von Naturgöttern. Sie beschäftigen sich mit Handel, Tabakbau sowie der Bearbeitung von Sefianleder. Dr. Teich gibt in seinem Verzeichnis, das sich meines Wissens auf amtliche sowjetische Quellen stützt, die Zahl der Bergjuden, worunter also auch die georgischen und kaukasischen Juden fallen, auf fast 26 000 an. Von Stämmen dieser Bergjuden sind die in den letzten Jahrzehnten im Kaukasus eingewanderten Ostjuden zu unterscheiden, die in ungefähr gleicher Anzahl im Kaukasus vorhanden sind.

Bezüglich der Bergjuden oder georgischen Juden habe ich mich bereits in meinem Schreiben vom 22. 2. 1943 in dem Sinne geäußert, daß ich noch Untersuchungen an Ort und Stelle für erforderlich halte, um zu einem abschließenden Ergebnis zu kommen, ob es sich hier tatsächlich um Juden handelt.

Heil Hitler!

Unterschrift

Hauptdienstleiter.

Abschrift I Sta R - 5117 III/43 AA Inland II A/B 65/2
5012

Professor Dr.Kittel
Tübingen-Wien

Wien, 16. Febr. 1943.

Über die persischen, afghanischen und kaukasischen Juden.

Die Darlegungen der mir vorgelegten "Denkschrift" der Pariser Iranier mosaischen Glaubens sind historisch in keiner Weise haltbar.

Die Zahl der in Persien lebenden Juden beträgt nicht 10-12000, sondern nach allen vorliegenden Angaben - auch jüdischen - ca. 60 000. Allein für Teheran sind ca. 10 000 anzunehmen.

Für die Stellung der Juden in Iran muß die Zeit vor und nach 1920/21 streng unterschieden werden. Von diesem Jahr an datiert die Revolution Riza Chans, die die Modernisierung des alten Persiens bedeutet und in deren Verlauf auch die Judenfrage für Persien nach den Vorbildern der westlichen Emanzipation geregelt wurde. Damals haben die Juden in Persien Bürgerrecht, Wahlrecht, volles Erbrecht, Schulen und dgl. erhalten, kurz die sogen. bürgerliche Gleichstellung, die die Denkschrift betont. Alles, was diese über die Lage der Juden in Persien beschreibt, schildert die Dinge, wie sie in den letzten 20 Jahren sich gestaltet hatten.

Alle daraus gezogenen Folgerungen sind aber deswegen restlos abwegig, weil die gesamte frühere Lage der Juden in Persien genau gegenteilig war. Nicht nur in älterer Zeit, vor allem im 17. Jahrhundert, hat sich die Abneigung gegen die Juden in Verfolgungen und Pogromen Luft gemacht, waren Judenabzeichen selbstverständlich, ebenso das Ghetto in den persischen Städten - auch durch das ganze 19. und beginnende 20. Jahrhundert haben die Juden selbst nicht aufgehört, sich heftig über Mißhandlungen, Verfolgungen, Zurücksetzungen in Persien zu beschweren. Daß die Juden in streng abgegrenzten Ghettos ihre Judenquartiere hatten, war außer Erörterung; ebenso, daß sie Judenabzeichen zu tragen hatten: ursprünglich ein rotes Stück Tuch auf der Brust oder am Kopf, seit Ende des 19. Jahrhunderts ein silberner Knopf mit einer den Juden kennzeichnenden Inschrift. Zutritt zu persischen Häusern war ihnen streng verwehrt. Sie unterstanden Beschränkungen ~~zugunsten~~ des Erbrechtes zugunsten von allen zum Schiitismus sich bekennenden - auch weitläufigen - Verwandten des jeweils Verstorbenen. Die persischen Juden haben bis 1920 eine ausgesprochene Paria- und Ghetto-Existenz geführt. so daß von ihrer Einschmelzung in das iranische Volkstum keine Rede sein kann.

Es

Inl. II A 5117 43 ~~Partei 4250~~

AA Inland II A/B 65/2

Es ist auch unrichtig, daß sie keinen Zusammenhang mit dem Weltjudentum hatten. Derselbe war natürlich anders als der des westlichen Judentums. Aber es steht z.B. fest, daß schon 1865 die Teheraner Judenschaft in einem Schreiben an die "Alliance Israélite Universelle" in Paris sich gewendet hat mit Beschwerden über ihre Behandlung, was damals zu Anfragen im englischen Unterhaus über die Lage der persischen Judenschaft geführt hat. Ebenso sind von der "Alliance" mehrfach jüdische Schulen in Persien eingerichtet worden.

Über die anthropologische Beschaffenheit der persischen Juden kann ich aus eigener Kenntnis nichts sagen, finde auch in der Literatur keine Angaben. Da sie jedoch durch Jahrhunderte hin eine anthropologisch abgeschlossene Existenz geführt haben, ist anzunehmen daß sie sich von den uns bekannteren Typen des abendländischen und des Weltjudentums dadurch unterscheiden, daß gewisse europäische Rasseneinschläge fehlen, die jenem etwas von dem und als das charakteristisch "Jüdische" erscheinende Gepräge geben. Sie werden vermutlich den alten -orientalisch-vorderasiatischen Rassetypus repräsentieren, wahrscheinlich mit gewissen Degenerationserscheinungen. Anthropologische Untersuchungen an der Pariser Kolonie der Iranier mosaischen Glaubens wären wertvoll.

Religiöse Anpassungen an die schiitische Umgebung haben kaum stattgefunden. Viele sind im Lauf der Jahrhunderte zum Islam übergetreten; der verbliebene Rest pflegt ein sehr bewußtes mosaisches Judentum talmudischer Observanz.

Die afghanischen Juden stammen von den persischen Juden. Ihre Umgangssprache ist das Jüdisch-Persische. Ihre Bücher stammen in der Hauptsache gleichfalls aus dem persischen Judentum. Auch sie wohnten bis zum ersten Weltkrieg in Judenvierteln und tragen eine schwarze Kopfbedeckung, die ursprünglich als Judenabzeichen gemeint war, heute aber zumeist als Trauerzeichen um die Zerstörung Jerusalems gedeutet wird.

Im übrigen aber dürften sie sich stärker als die perischen Juden ihrer Umgebung angepaßt haben, schon wegen der Abgeschlossenheit Afghanistans. Wenigstens wird berichtet, daß sie sich von der übrigen Bevölkerung kaum unterscheiden. Die Zahl der Juden in Afghanistan und Turkestan wurde 1918 auf ca. 18 000 geschätzt.

Die georgischen Juden sind ein Teil der kaukasischen Judenschaft, die in der Hauptsache in georgische und in sogenannte Bergjuden zerfällt.

Die etwa 21 000 georgischen Juden sprechen georgisch. Sie sollen

AA Inland II A/B 65/2

sollen sich in ihren Lebensformen und in ihrem Äußeren so gut wie gar nicht von den eingeborenen Georgiern unterscheiden. Irgendeine spezifisch jüdisch-georgische Kultur scheint es bei ihnen nicht zu geben, auch keine eigene Sprache oder Sprachform. Judenfeindliche Akte der Bevölkerung werden in den letzten Jahrhunderten kaum berichtet. Mir ist außer einem einzigen Fall aus dem Jahr 1878, der aber auch keine Weiterungen hatte, nichts bekannt geworden.

Die "Bergjuden", etwa 25 000 an Zahl, wohnen im Gebirge, vor allem in den Bezirken Daghestan, Baku, Terek, Kuban. Sie sprechen einen iranischen Dialekt mit stark türkischem Einschlag, die sogenannte Tât-Sprache. In Kleidung, Gebräuchen und Sitten sind sie, wie es scheint, den sie umgebenden Stämmen so gut wie gleich. Ebenso sollen sie nach allen mir zugänglichen Berichten auch anthropologisch ihren Nachbarn sehr ähnlich sein. Sie sind vor allem im Ackerbau und im Kleinhandwerk tätig. Sie haben weder eine eigene Literatur, noch scheinen sie von der sonstigen jüdischen Literatur viel Kenntnis zu haben. Darüber, ob der Talmud bei ihnen eine Rolle spielt, habe ich keine Angaben gefunden. Ihr religiöses Leben ist stark mit einheimischen Vorstellungen über Geister, Dämonen, Hexen u.dgl. durchsetzt; sie haben auch besondere Ackerbaufeste.

Die Probleme diese kaukasischen Juden liegen also völlig anders als die der persischen. Sie sind nach Sitten, Gebräuchen und offenbar auch nach dem anthropologischen Befund infolge ihrer Abgeschlossenheit sehr viel mehr in der sie umgebenden Bevölkerung aufgegangen und zu einer religiösen Sekte geworden. Man kann somit von ihnen in der Tat dasjenige mindestens zum Teil sagen, was die "Denkschrift" fälschlich von den iranischen Juden behauptet. Auch habe ich von einer irgendwie nennenswerten Verbindung zwischen ihnen und den Organisationen des Weltjudentums in der mir zugänglichen Literatur keinerlei Spuren finden können.

Zu beachten ist allerdings, daß im 19. und 20. Jahrhundert Zuwanderungen aus der Judenschaft des europäischen Rußland erfolgt sind. Sie gingen Hand in Hand mit der Eroberung des kaukasischen Gebietes durch Rußland, wobei allerdings die Russifizierung umgekehrt auch zu gelegentlichen antijüdischen Aktionen, Zerstörungen und Pogromen führte. Auch im Zusammenhang mit der Bolschewisierung sollen Juden ums Leben gekommen sein. Soviel ich sehen kann, sind dies

aber

AA Inland II A/B 65/2

aber nicht Akte gewesen, die aus einem Antijudaismus der kaukasischen Stämme erwuchsen, bei denen vielmehr von außen eingetragene Ursachen entscheidend waren.

Ich habe aber auch nicht den Eindruck gewonnen, daß die Zuwanderung russischer Juden den Grundcharakter dieser kaukasischen Judenschaft erheblich verändert hat. Jedenfalls kann dies höchstens in gewissen Oberschichten der Städte der Fall gewesen sein. Tatsächlich sind in der georgischen Republik nach 1918 einige Juden Inhaber von Regierungsstellen gewesen: so war ein gewisser Goldmann Arbeitsminister. Grade dieser scheint aber nicht georgischer, sondern russischer Jude gewesen zu sein.

Eine gesonderte Behandlung der kaukasischen Juden läßt sich somit rechtfertigen. Bei den iranischen Juden liegen stichhaltige Gründe dafür nicht vor. Bei den afghanischen Juden dürfte es sich um eine Situation handeln, die ungefähr in der Mitte zwischen den beiden andern liegt.

gez. Kittel
ord. Professor an der Universität
Tübingen-Wien.

--

AA Inland II A/B 65/2

Die Schweizerische Gesandtschaft, Abteilung Schutzmachtangelegenheiten, beehrt sich, dem Auswärtigen Amt des Deutschen Reichs unter Bezugnahme auf die diesseitigen Noten vom 4.Januar und vom 1.Februar betreffend Kürzung der Lebensmittelrationen und Verweigerung der Reichskleiderkarte sowie des Schulunterrichts an jüdische Staatsangehörige der von ihr vertretenen Staaten ein erstes Verzeichnis solcher jüdischer Staatsangehöriger zu übermitteln, die unzulässigen Diskriminierungsmassnahmen unterworfen worden sind.

Die Gesandtschaft würde eine Behebung der fraglichen Massnahmen sehr zu schätzen wissen.

Berlin, den 15. März 1943.

Anlage:
1 Verzeichnis

An das Auswärtige Amt des Deutschen Reichs

Berlin.

AA Inland II A/B 65/2

Deutsche Botschaft
Paris

Paris, den 13. April 1943.

Prot Nr. 276/43

Mit Beziehung auf den Erlass vom
31. März 1943 Nr. D III 2671.
Betrifft: Iranische Juden.
2 Anlagen.

Auswärtiges Amt
3300
13. APR. 1943

Beiliegend werden die Anlagen des Berichts vom 22.3.43 Prot Nr. 276/43 nachgereicht.

Im Auftrag

An

das Auswärtige Amt

Berlin

AA Inland II A/B 65/2

COPIE

5, rue Fortuny - 17ème

Paris, le 29 Septembre 1942

Monsieur le Chef du Protocole,

Faisant suite à ma lettre du 12 Août 1942 concernant le cas des Iraniens Djougoutes, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que je viens d'apprendre que, d'après les instructions des Autorités compétentes d'occupation, quelques Iraniens reconnus Djougoutes ont été invités à se présenter à la Préfecture de Police et le cachet "Juif" a été enlevé sur leur carte d'identité.

Maintenant que la décision a été prise en ce sens, je me vois dans l'obligation d'établir un dossier pour les personnes dont le cachet "Juif" a été enlevé. Par conséquent, je serais très heureux d'avoir un document officiel des Autorités compétentes attestant la base sur laquelle cette révision a été faite, afin que je puisse la joindre à leur dossier.

En vous remerciant bien vivement à l'avance, je vous prie d'agréer, Monsieur le Chef du Protocole, l'assurance de ma haute considération.

A. SANDARI

Monsieur le Chef du Protocole
Ambassade d'Allemagne
78, rue de Lille
PARIS

Copie

AA Inland II A/B 85/2

5, rue Fortuny - 17ème

Paris, le 17 Mars 1943

Monsieur le Secrétaire,

En réponse aux renseignements que vous m'avez demandés, j'ai l'honneur de vous communiquer ce qui suit :

A. Ainsi que je vous en ai informé à différentes reprises, il n'est porté aucune indication de religion sur les passeports étant donné qu'aucune distinction entre les différentes religions n'existe en Iran.

Le jour où à paru l'ordonnance allemande prescrivant l'inscription obligatoire des Israélites, j'ai convoqué tous les Iraniens résidant en zône occupée et j'ai demandé que ceux qui, parmi eux, se considéraient comme Israélites, devaient se conformer aux prescriptions édictées en se faisant inscrire comme tels dans leurs commissariats respectifs.

A ce sujet, je dois faire observer que, dans les passeports d'un très ancien modèle, la mention de religion était portée, car il y a fort longtemps déjà que le modèle des passeports a changé et que la mention de religion ne figure plus sur aucun document officiel de mon pays.

B. Certainement, il doit y avoir un malentendu dans les propos qui vous ont été rapportés car :

1°) il me semble que, dans toute la France, il n'existe pas en tout, depuis environ 1938, plus de 2,400 Iraniens. Mais nous ne possédons aucune statistique complète à ce sujet étant donné que les Iraniens arrivent souvent d'Iran directement en France avec un passeport valable pour quelque temps ou résident dans un autre pays d'Europe sans avoir à se présenter au Consulat. Par conséquent, nous ne pouvons contrôler le nombre exact des Iraniens résidant en France qu'en nous basant sur ceux qui s'adressent à nous.

2°) Suivant ma documentation personnelle et sous toutes réserves, la proportion israélite parmi les Iraniens dans tout l'Empire de l'Iran n'est guère que de 200,000 à 300,000 par rapport à 15 millions d'habitants. A ceci, je dois ajouter que les Israélites Iraniens de confession mosaïque, nés en Iran de parents et grands parents iraniens, ou nés dans d'autres contrées en Orient mais qui ont leurs parents et grands parents en Iran, n'ont rien de commun avec les Israélites d'Europe et ne doivent pas être confondus avec ceux-ci.

Les Djougoutes de l'Iran ne sont pas des personnes immigrées mais des personnes qui ont vécu en Iran ainsi que dans une autre partie de l'Asie depuis des siècles. Une grande partie de ceux-ci sont assimilés totalement et d'autres ont adopté, tout en menant la même vie et les mêmes coutumes que les Musulmans, quelques rites et quelques dogmes de confession mosaïque. Pour cette raison, ceux-ci sont reconnus en Iran sous le nom de "Moussaï" ou "Djougoutes". Ils ont tous les droits et devoirs civils, juridiques et militaires comme les Musulmans et, quoiqu'ils aient adopté quelques rites de la confession mosaïque, ils respectent également le Livre Saint islamique: le CORAN. Quelques-uns ont adopté des noms bibliques et d'autres ont choisi des noms musulmans. Ce qui est essentiel, c'est qu'au point de vue racial, les Djougoutes n'ont ni voulu, ni pu se mélanger avec la race sémitique d'Occident car ils n'ont jamais ni émigré, ni immigré. Ils se marient, en général, entre eux ou avec leurs compatriotes musulmans. Jusqu'à l'abolition du voile en Iran, qui ne date que de quelques années, les femmes Djougoutes également portaient le voile dicté par la religion musulmane. (Se référer au livre de Gabriel Bonvalot: "Du Caucase aux Indes à travers le Palmyre", édition Plon, Noury et Cie, 1889, page 83.) Les Djougoutes parlent l'iranien qui est la langue nationale, ignorent l'hébreu et le yiddisch et, de ce fait même, sont assimilés aux autres iraniens et sont considérés comme tels.

le 17 Mars 1945

AA Inland II A/B 65/2

Avant l'occupation, un grand nombre d'Iraniens Djougoutes et non-Djougoutes ont quitté la France. Il est certain qu'aucun des Iraniens Djougoutes ou non-Djougoutes qui sont restés en France ne s'est rallié à une cause contraire aux intérêts de l'Allemagne. Et ceci parce qu'alors que le Consulat existait, j'avais reçu l'ordre de mon pays, par l'entremise de notre Légation à Vichy, de donner la consigne à tous mes compatriotes d'observer la plus stricte et la plus absolue neutralité en spécifiant que ceux qui n'étaient pas sûrs d'observer cette attitude devaient immédiatement quitter le territoire français. Et actuellement, les intérêts de mon pays étant confiés à un pays neutre, la même consigne continue à être strictement observée.

Outre que j'ai contrôlé la transmission des consignes qui ont été donnés par mon pays à mes compatriotes, j'ai d'autre part veillé à leur exécution avec une vigilance absolue et j'aimerais savoir lequel de mes compatriotes a manqué à son devoir de neutralité. Dans le cas où quelqu'un aurait des reproches à formuler, je serais désireux qu'il s'adresse à moi pour que je puisse le convaincre de ce que j'affirme.

Toutefois, pendant la guerre de 1914-1918, au moment où probablement mon pays ne voyait pas d'inconvénient à accorder la nationalité iranienne à certains étrangers, quelques Israélites d'Europe Centrale ont acquis la nationalité iranienne; mais ceux-ci ne sont pas reconnus Djougoutes par nous. Actuellement, la nationalité iranienne ne peut être accordée à quiconque qu'après décision du Conseil des Ministres.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire, l'assurance de ma haute considération.

A. SARDARI

P.S. Ci-joint la liste complète des Djougoutes Iraniens que vous m'avez réclamée verbalement.

eur L. KRAFFT von DELLMENSINGEN
taire de l'Ambassade d'Allemagne
ice du Protocole
cue de Lille

Copie

AA Inland II A/B 65/2

Liste des IRANIENS de Confession Mosaïque de nationalité iranienne d'origine demeurant à Paris et les environs

	NOM	Prénom	date de naissance	lieu de naissance	adresse actuelle
1	ACHEROFF	Ibrahim	1904	Téhéran	12 Cité Trévise, Paris
2	AZIZ	Soleiman	1906	"	108, Bld.Voltaire, Paris
	(rectifié comme suit par lettre du 17 Septembre 1942:				
	SOLEIMAN	Aziz	1886	Salmas	108, Bld.Voltaire, Paris
3	DORRA	Vitalis	15.12.77	Chiraz	42,rue de la Tour d'Auvergne, Paris
4	DORRA	Clément	4. 9.14	Damas	do
5	DORRA	Sami	30. 3.19	Beyrouth	do
6	DORRA	David	5. 1.00	Damas	49, rue de Trévise,Paris
7	DORRA	Elie	27. 6.01	Damas	32, rue de Liège,Paris
8	DORRA	Nazli	27. 9.81	Damas	42,rue de la Tour d'Auvergne
9	HACHANI	Nourollah	1893	Kachan	164, rue Montmartre, Paris
10	LAZARIAN dit Lazar	Mikaël	19. 2.14	Téhéran	6, rue Lallier, Paris
11	LAZARIAN	Morure	24. 1.08	Téhéran	do
	(rectifié comme suit par lettre du 29 Septembre 1942:				
	LAZARIAN	Monir	née en 1911 porté par erreur sur sa carte d'identité)		
12	LAZARIAN	Zivar	1886	Téhéran	6, rue Lallier, Paris
13	MORADY	Reyhan	1872	Téhéran	8, rue François Adam, PARC SAINT MAUR (Seine)
14	MORADY	Soltan	1885	Téhéran	do
15	MORADY	Habibollah	14. 7.09	Téhéran	do
16	MORADY	Ebrahim	28. 1.14	Téhéran	do
17	MORADY	Djahanguir	22. 6.22	Téhéran	do
18	NEHORAI	Edris	2. 7.92	Téhéran	29, rue Meslay, Paris
19	NACCACHE	Menache	18. 2.69	Damas	4,rue Noël,St-Maur-Créteil
20	NACCACHE	Jacob	14. 8.94	Damas	28, rue Saint Sébastien,Paris
21	NACCACHE	Isaac	15.12.86	Damas	do
22	NACCACHE	Youssouf	8.10.12	Damas	2, Bld.Jules Ferry,Paris
23	NACCACHE	Abdo	3. 1.04	Damas	118,Bld.Richard Lenoir,Paris
24	NACCACHE	Tofic	13. 3.97	Damas	57, Bld.Barbès, Paris
25	NACCACHE	Abdo	8. 2.05	Damas	10,rue du Pont aux Choux,Paris
26	PAPAHN	Rahim	1902	Téhéran	63, Fbg.Poissonnière,Paris
27	PAPAHN	Aschraf	1919	Téhéran	do
28	BENARON	Marco	20. 4.89	Ourmieh	9, rue Mazagran
29	SCHALOM	Ebrahim	1913	Téhéran	40, rue de Nancy,Argenteuil
	(ajouté à liste par lettre du 17 Septembre 1942)				
30	AMIR	Simon	28. 9.00	Téhéran	23, rue Gramme, Paris
	(ajouté à liste par lettre du 29 Septembre 1942)				

AA Inland IIA/B 65/2

NOM	Prénom	date de naissance	lieu de naissance	adresse actuelle
YOUSSOF	Moïse	18. 1.97	Ouroumieh	1,Av.Louise de Bettignies, Colombes(Seine)
	(ajouté à liste par lettre du 29 Septembre 1942)			
BENARON	Renée	5.11.21	Vienne	9, rue Mazagran, Paris
	(ajoutée à liste par lettre du 29 Septembre 1942)			
ELIAKIM	Yoachim	15. 9.94	Andrinople	85,rue Lafayette, Paris
	(de confession "Islam" ajouté à liste par lettre du 29 Sept.1942)			
CHILERI	Farrokh	3.11.98	Kieffe	71, rue Lecourbe, Paris
	(de confession orthodoxe ajouté à liste par lettre du 29 Sept.1942)			
MORDECHAY	Joseph	20. 3.90	Téhéran	50, rue Servan, Paris
	(ajouté à liste par lettre du 24 Octobre 1942)			
SOLEIMAN	Samy	23.12.24	Stamboul	108, Bd.Voltaire, Paris
	(ajouté à liste par lettre du 24 Octobre 1942)			
	: Liste des IRANIENS de Confession ZARDOCHTI			
SASSOON	Mirza Ibrahim	6. 1.95	Ispahan	90, rue Lafayette, Paris
SASSOON	Zoleyka	12. 7.07	Ispahan	do
SASSOON	Emmanuel	25. 9.22	Ispahan	do
SASSOON	Hayem	13. 9.25	Ispahan	do
	de Confession KARAÏME			
SULEYMAN	Ruth	29. 4.00	Stamboul	10, Cité Trévise

Konzept (Hb.)

Berlin, den 12. Mai 1943 Hb

AA Inland II A/B 65/27
e.o. Inl.II A .....
(Anlaß: D III 2345)

Ref.: LR.v.Thadden

1.) An

die Schweizerische Gesandtschaft

in Berlin

Note geprüft und verschlossen. Abg. d. 14.5. Hb

Verbalnote.

Das Auswärtige Amt beehrt sich, der pp. den Empfang der Verbalnote vom 11.3. 1943, betreffend Behandlung der Anhänger der islamischen Sekte der Djuguten, zu bestätigen.

Das AA. hat das RSHA gebeten zu veranlassen, daß die deutschen Judenmaßnahmen nicht auf die in deutschem Machtbereich ansässigen Anhänger der islamischen Sekte der Djuguten iranischer Staatsangehörigkeit angewendet werden.

Berlin, den (Datum wie oben)

2.) Notiz.

Das RSHA wurde mit Schreiben vom 29.4.d.J. - Inl.II A 3300 - gebeten zu veranlassen, daß die deutschen Judenmaßnahmen nicht auf die Anhänger der islamischen Sekte der Djuguten iranischer Staatsangehörigkeit angewendet werden.

Eine gleichlautende Bitte wäre an das Reichsernährungsministerium wegen der Lebensmittelmarken, an das Reichswirtschaftsministerium wegen der Kleiderkarten zu richten, um den Wünschen der Schweizerischen Gesandtschaft voll zu entsprechen. Hiervon muß jedoch zunächst abgesehen werden, da erst vor einigen Tagen an die genannten Ministerien der Wunsch des AA herangetragen wurde, bei argentinischen Staatsangehörigen jüdischer Rasse von der Anwendung von Judenmaßnahmen Abstand zu nehmen. Nach der bisherigen Haltung der genannten

ab: 14.5. Hb

AA Inland II A/B 65/2

genannten Ministerien ist mit einer positiven Antwort kaum zu rechnen. Es erscheint daher z.Zt. wenig aussichtsreich, nun auch noch wegen der Djuguten vorstellig zu werden. Außerdem würde dies unsere geringen Aussichten auf eine Besserstellung der argentinischen Juden, an der wir z.Zt. ein großes politisches Interesse haben, gefährden. Es muß daher zunächst das Ergebnis unseres Vorstoßes in der argentinischen Judenangelegenheit abgewartet werden.

Inl.II A beabsichtigt daher, die unter 1.) verfügte Verbalnote an die Schweizerische Gesandtschaft zu senden.

Hiermit

Pol.VII und Pol.XIII

mit der Bitte um Kenntnis und Mitzeichnung vorgelegt.

3.) Wvl.in 4 Wo. (Antwort auf Wünsche bzgl.argent.Juden eingegangen?)

Wiedervorgelegt am 11/6.

WV. in 1 Monat

Ref.: LR.v.Thadden zu Inl.II A 4328

AA Inland II A/B 65/2

Eine Gruppe iranischer Staatsangehöriger mosaischen Glaubens hatte sich im September v.Js. bereits an deutsche Dienststellen gewandt und gefordert, ihnen die gleiche Rechtsstellung wie den Djuguten zu gewähren, da, wie die Djuguten mosaischen Bekenntnisses aber afghanischen Blutes seien, auch sie mosaischen Bekenntnisses aber Iranier wie alle übrigen auch seien. Nach Einholung von Gutachten des Rassepolitischen Amtes des Reichsinstituts für Geschichte des Neuen Deutschlands usw. kam das Auswärtige Amt zu dem Schluss, daß die Eingeber offensichtlich lediglich versuchten, durch einen besonderen Dreh eine Ausnahmebehandlung gegenüber anderen Juden zu erreichen. Die Angelegenheit wurde daher dilatorisch behandelt und die Erstreckung der allgemeinen Judenmassnahmen auch auf diese Gruppe von Juden nicht verhindert.

Im März ds.Js. wandte sich die Schweizerische Gesandtschaft an das Auswärtige Amt und bat, die gegen eine Reihe von Djuguten des Iran, die in Frankreich ansässig sind, ergangenen Judenmassnahmen aufzuheben, da die Djuguten zwar mosaischen Bekenntnisses aber nicht jüdischer Rasse seien. Im Hinblick auf die Stellungnahme von Pol XIII, wonach eine Diskriminierung von Djuguten wegen der gegenwärtigen schwierigen Lage des Iran politisch unerwünscht sei, wurden der Chef der Sipo sowie alle Dienststellen des Auswärtigen Amtes in den besetzten Gebieten gebeten, darauf hinzuwirken, daß allgemeine Judenmassnahmen gegen Djuguten unterbleiben. Gleichzeitig wurde dem Chef des Reichssicherheitshauptamtes die von der Schweizerischen Gesandtschaft übersandte Liste der Djuguten in Frankreich übersandt. Nunmehr macht der Chef der Sipo auf die hier übersehene Tatsache aufmerksam, daß die von der Schwäzerischen Gesandtschaft als Djuguten bezeichneten iranischen Staatsangehörigen mosaischen Bekenntnisses ausnahmslos identisch sind mit den Iraniern, die sich im September v.Js. bereits an das Auswärtige Amt gewandt hatten und damals von sich selbst behaupteten, sie seien keine Djuguten, sondern ihre Lage sei der der Djuguten ähnlich. Der Chef der Sipo bat nunmehr um Stellungnahme, wie die

AA Inland II A/B 65/2

die Angelegenheit weiter behandelt werden solle, denn es könne doch auch dem Auswärtigen Amt nicht erwünscht sein, dass iranische Juden durch die offensichtliche Lüge, sie seien Djuguten, in den Besitz von Vorteilen gelangten, die ihnen an sich nicht zustehen, da sie nach dem im September v.J aufgestellten Gutachten unzweifelhaft als Juden anzusehen seien.

Hiermit

Abtl. Pol (Pol VII, LR. Melchers)

(Pol.XIII, Botsch. Graf v.d.Schulenburg, im Hinblick a die Äußerung v.14.4.4

mit der Bitte um Stellungnahme vorgelegt, ob es erforderlich ist, Juden iranischer Staatsangehörigkeit im Hinblick auf die deutsch-iranischen Beziehungen von der Erstreckung der allgemeinen Judenmassnahmen auszunehmen. Inl.II A ist der Ansicht, daß diese so behandelt werden sollten, wie Juden mit Feindstaatangehörigkeit.

Sollte dieser Stellungnahme beigetreten werden, würde Inl.II A dem Reichssicherheithauptamt mitteilen, dass lediglich Djuguten von den allgemeinen Judenmassnahmen (verkürzte Lebensmittelrationen usw.) ausgenommen ~~seien~~, andere Iranier jüdischen Bekenntnisses dagegen wie Feindstaat-Juden zu behandeln seien. Es bliebe dem Chef der Sipo überlassen, zu überprüfen, welche der von der Schweiz benannten angeblichen Djuguten tatsächlich als Anhänger dieser Sekte anzusehen seien.

Berlin, den 2. Juni 1943

Thadden

Durchdruck als Konzept (R'Schrift lb.) Ko.

Auswärtiges Amt

Inl.II A

Berlin, den 15. Juli 1943

AA Inland II A/B 65/2

Streng vertraulich!

Auswärtiges Amt
Inl. II A 5661
eing. 15. JULI 1943
Anl. ( ) Doppel

Bezugnehmend auf den telefonischen Anruf von Dr. Keim, betr. Merkmale der iranischen Djuguten.

Bei den Djuguten handelt es sich um eine jüdische Sekte mit stark mohammedanischem Einschlag. Die rassische Einklassifizierung der Anhänger dieser Sekte ist noch nicht völlig klar. Es ist jedoch davon auszugehen, dass die Djuguten rassisch nicht als Juden anzusehen sind.

Vertraulich wird noch bemerkt, dass die Djuguten in erster Linie in Afghanistan vorkommen. Das Auswärtige Amt hatte sich auf Grund der Petition einer Reihe von Iraniern damit einverstanden erklärt, dass die iranischen Djuguten nicht als Juden behandelt werden. Später stellte sich jedoch heraus, dass die gleiche Gruppe von Iraniern von sich nur 6 Monate früher in einer anderen Eingabe an das Auswärtige Amt behauptet hatte, sie seien zwar keine Djuguten, aber es wäre nur recht und billig, wenn die iranischen Juden wie Djuguten behandelt würden. Nachdem dieser typisch jüdische Tarnungsversuch festgestellt worden war, ergänzte das Auswärtige Amt seine Stellungnahme dahin, dass bei iranischen Juden, die sich auf die Sonderbehandlung der Djuguten berufen, ~~jedoch~~ von Fall zu Fall zu prüfen sei, ob es sich tatsächlich um Djuguten handelt.

Im Auftrag

gez.v.Thadden

15/7

1.)

An

die Dienststelle des Auswärtigen Amtes

22.7.

in B r ü s s e l

2.) Z.d.A.

AA Inland IIA/B 65/2

Note geprüft
und verschlossen
Bln., d. 23/12.17

ab: 23/12. Bln
2-3 m 2 Anl.

AA Inland II A/B 65/2

AA Inland II .../B 65/2

Berlin, den 3. Juni 1916

Auf Anfrage

Frau Oberstleutnant Freiherr von Stockhausen

Berlin W 30

Luitpoldstr. 46

Ihr Gatte, Oberstleutnant Freiherr von Stockhausen, ist am 1. Juni 1916 auf dem Schlachtfelde vor Verdun gefallen.

Im Auftrage

gez. Unterschrift

Major

Abteilungsleiter

22/12

AA

2100/42

IV B 4 b 2. 9. 1942 M. Suhr
B. Müller

Behandlung der Vermögen der aus Kroatien nach dem Osten abgeschobenen Juden

IV B 4 b 26. 6. 1942 M. Suhr
B. Reichert
S. Re

Behandlung der Vermögen der aus Deutschland nach dem Osten abgeschobenen Juden kroatischer Staatsangehörigkeit

AA Inl. II g 174

D. III. 536. g

022

Ref.: LR Rademacher

A u f z e i c h n u n g .

Das Reichssicherheitshauptamt fragte fernmündlich an, ob im Zuge der Abschiebung der Juden aus Deutschland nach dem Osten die slowakischen und kroatischen Juden mit erfaßt werden können.

M.E. bestehen dagegen keine Bedenken, denn der Slowakische und auch der Kroatische Staat gehen von sich aus mit den schärfsten Mitteln gegen die Juden vor.

Es wird angeregt, aus Gründen der Courtoisie die Frage über die Deutsche Gesandtschaft in Preßburg bezw. Agram mit den Regierungen der Slowakei und Kroatien besprechen zu lassen. Beiden Regierungen sollte anheimgestellt werden, die Juden ihrer Staatsangehörigkeit in angemessener Frist aus Deutschland abzuberufen oder sie von deutscher Seite in die Ghettos im Osten abschieben zu lassen.

Hiermit

über Herrn Unterstaatssekretär L U T H E R

Herrn Staatssekretär von W E I Z S Ä C K E R

mit der Bitte um Entscheidung vorgelegt.

Berlin, den 28. Oktober 1941

K210185

261159

AA Inl. II g 174

021

Durchdruck f.d.Akten (Fck)

den 10. November 1941.

Auswärtiges Amt
D III 536 g II

Geheim

Betr.: Abschiebung von Juden deutscher und anderer europäischer Staatsangehörigkeit aus Deutschland.

Auf die dortige fernmündlische Anfrage hin sind die Deutschen Gesandtschaften in Bukarest und Agram angewiesen worden, aus Gründen der Courtoisie den Regierungen der Slowakei bzw. Kroatiens anheimzustellen, die Juden ihrer Staatsangehörigkeit in angemessenem Frist aus Deutschland abzuberufen oder sie von deutscher Seite aus in die Ghettos im Osten abschieben zu lassen. - Weitere Nachricht bleibt vorbehalten, bis Stellungnahme dieser Regierungen vorliegt.

Im Auftrag
gez. Rade-macher

An

das Reichssicherheitshauptamt
z.Hd. von Herrn Sturmbannführer
E i c h m a n n

K210184

Eingang v. 5.12.41

ab: 11. Nov. 1941

11/11.

261458

AA Inv. II g 174

K210171

261441

AA Inl II g 174

005

Berlin, den 10. Dezember 1941 (Fck) zu D III 661 g

Geheim

U.St.S.

1. An

das Reichssicherheitshauptamt
- IV B 4 -
z.Hd. von Obersturmbannführer
Eichmann

B e r l i n W 62

Kurfürstenstr.116

Ref.: U.St.S. Luther
LR Rademacher

2. Vor Abgang: a) ~~Pol IV~~
~~R II~~

mit der Bitte um Mitzeichnung.

b) Ha Pol IV

mit der Bitte um Mitzeichnung und Weiterbearbeitung des Telegramms der Gesandtschaft Preßburg Nr. 1387 vom 4.12.1941, soweit wirtschaftliche Fragen angeschnitten sind. (Ein Telegrammabdruck steht zur Verfügung).

D III bittet um weitere Beteiligung.

In Beantwortung der dortigen fernmündlichen Anfrage wird mitgeteilt, daß die Regierungen von Rumänien, Kroatien und der Slowakei sich damit einverstanden erklärt haben, daß ihre in Deutschland lebenden Juden gemeinsam mit den deutschen Juden in die Ghettos nach dem Osten abgeschoben werden.

Wegen des Vermögens dieser Juden hat bisher nur die Slowakische Regierung ausdrücklich darauf Wert gelegt, daß ihre berechtigten Ansprüche auf das bewegliche und unbewegliche Vermögen dieser Juden durch die Abschiebung nicht gefährdet würden. Die anderen beiden Regierungen werden jedoch in absehbarer Zeit wahrscheinlich im gleichen Sinne vorstellig werden.

Es wird daher gebeten, das Vermögen der rumänischen, kroatischen und slowakischen Juden sicherzustellen.

Im Auftrag
gez. L u t h e r

3. .....

K210172

ab: 13. Jan. 1942
2Inl.

261442

121

AA Rue. II q 175

V e r m e r k .

Nach Mitteilung des Chefs der Sicherheitspolizei und des SD (Reg.Rat Suhr) sind von den 2 000 im Protektorat Böhmen und Mähren wohnhaften Juden slowakischer Staatsangehörigkeit inzwischen rund 1 000 Judén nach dem Osten abgeschoben bezw. nach dem Ghetto in Theresienstadt überführt worden. Bei der Durchführung dieser Maßnahme haben sich Schwierigkeiten nicht ergeben.

Berlin, den 2. Juni 1942

W

K210901

478583

AA Inl. II g 175

Reichssicherheitshauptamt

IV B 4 b - 2100/42 -

Bitte in der Antwort vorstehendes Geschäftszeichen und Datum anzugeben

Berlin SW 11, den 2. Juni 1942
Prinz-Albrecht-Straße 8
Fernsprecher: Ortsverkehr 120040 · Fernverkehr 126421

Vfg.

Weiterleiten an D II

D II bittet um Beteiligung

Berlin, den 30.6.42.

Auswärtiges Amt
D III 537. g
eing. 3. JULI 1942
Anl. ( ) Bes. d. Eing.

An das
Auswärtige Amt,
zu Hd. von Legationsrat Dr. Rademacher

in B e r l i n - W 8,
Wilhelmstr. 74/76.

Betrifft: Behandlung des Vermögens der aus Deutschland nach dem Osten abzuschiebenden Juden kroatischer Staatsangehörigkeit.

Bezug: Dortige Schreiben vom 10.1.1942 - D III 661 g - und vom 16.2.1942 - D III 153/42 g. 16.

Mit dem obenbezeichneten Schreiben vom 10.1.42 wurde hierher mitgeteilt, dass einer Abschiebung von Juden kroatischer Staatsangehörigkeit aus Deutschland nach dem Osten nichts im Wege stünde, jedoch das Vermögen dieser Juden gesondert sicherzustellen sei. In der dortigen Besprechung am 23.2.1942 wurde im Sinne des dortigen, oben angeführten, Schreibens vom 16.2.1942 festgelegt, dass auf Grund der 11. Verordnung zum Reichsbürgergesetz vom 25.11.1941 nur dasjenige Vermögen für das Deutsche Reich in Anspruch genommen werden soll, das nach Art und Umfang vom deutschen Standpunkt eine besondere wirtschaftspolitische Bedeutung zukommt.

Mit Rücksicht darauf, dass m.W. die Kroatische Regierung bisher eine gesonderte Behandlung des Vermögens der Juden kroatischer Staatsangehörigkeit bei der Abschiebung aus Deutschland nach dem Osten nicht verlangt hat und nach dem Ergebnis der hiesigen Erhebungen kein Vermögen von Juden früherer deutscher Staatsangehörigkeit in Kroatien

K210933

./.

4.8.42.

AA Inl II g 175

vorhanden ist, dem eine besondere wirtschaftspolitische Bedeutung beizumessen ist, bitte ich um Mitteilung, ob nunmehr bei den Abschiebungen von Juden kroatischer Staatsangehörigkeit aus Deutschland nach dem Osten nach dem Territorialitätsprinzip verfahren werden kann. Die Klärung dieser Frage ist deswegen besonders dringlich, weil die gesonderte Sicherstellung und Verwaltung dieses Vermögens grosse Schwierigkeiten bereiten und oft dazu führen, dass die Abschiebung für längere Zeit zurückgeste wird.

Beglaubigt: I.A. gez.Suhr.

Kanzl[illegible]

K210934



AA Inl. II A 2875

Reichssicherheitshauptamt

IV B 4 b - 2100/42

Bitte in der Antwort vorstehendes Geschäftszeichen und Datum anzugeben

Berlin SW 11, den 2. September 1942
Prinz-Albrecht-Straße 8
Fernsprecher: Ortsverkehr 12 00 40 Fernverkehr 12 84 21

Auswärtiges Amt
D III 5387
eing. - 9 SEP 1942
Anl. Durchschl.

Weit... a ...
D U ... ... Beteil... ...
Ver... den ...

An das
Auswärtige Amt,
z. Hd. v. Herrn Gesandtschaftsrat Dr. Klingenfuss,

B e r l i n W 8,
Wilhelmstr. 74/76.

Betrifft: Behandlung des Vermögens der aus Kroatien nach dem Osten abzuschiebenden Juden.

Bezug: Dort. Schreiben vom 5. 8. 1942 - D III 4599 - sowie fernmündliche Unterredung des Unterzeichneten mit Herrn Gesandtschaftsrat Dr. K l i n g e n f u s s .

Wie ich bereits in der obenbezeichneten fernmündlichen Unterredung mitgeteilt habe , wird die Kroatische Regierung wahrscheinlich geneigt und in der Lage sein, den Betrag von RM. 30.- für jeden aus Kroatien abzuschiebenden Juden zur Verfügung zu stellen. Dementsprechend bitte ich, auf dieser Grundlage über die Deutsche Gesandtschaft in Agram mit der Kroatischen Regierung zu verhandeln.

Im Auftrage:
gez. S c h r
Beglaubigt:
Müller
Kanzleiangestellte

K326918

82-32



AA Inl. II g 194

Durchdruck als Konzept

Genau beachten

16. Oktober 1942

D III 892 g

Geheim

Die Deutsche Gesandtschaft Agram teilt telegraphisch folgendes mit:

" Finanzminister Kosak hat sich am 9.10.42 bereit erklärt, dem Deutschen Reich für jeden ausgesiedelten Juden RM 30.-- zur Verfügung zu stellen. Schriftliche Bestätigung sowie Zahlungsweise werden mit Außenminister Lorkovic vereinbart. Vorbereitungsabbeiten für die Aussiedlung der Juden aus den von dem Italienern besetzten Zonen vertraulicher Erfassung sämtlicher Juden werden von Pol.Att. durchgeführt. Bitte RSHA zu verständigen.

gez. Kasche "

Im Auftrag

gez. Klingenfuß

An
das Reichssicherheitshauptamt
B e r l i n

K212304

16/10

ab 17. Okt. 1942

Pa.

H299660

485834

2139/42

IV B 4 26. 2. 1942 M. Eichmann

FS: Dreiertreffe SS-Staf. Dr. Mayer

PGSA 310/8

57

R. F. SS
Sicherheits-Dienst
Nachrichten-Uebermittlung

Aufgenommen Tag Monat Jahr Zeit	Befördert Tag Monat Jahr Zeit	Raum für Eingangsstempel
von 26. Feb. 1942 durch	an durch	26. FEB. 1942 4144 IV
Nr. 2337	Verzögerungsvermerk	

Telegramm — Funkspruch — Fernschreiben — Fernspruch

+ BERLIN NUE 33 724 26.2.42 1 625=== RM.- -

- AN DEN BEAUFTRRAGTEN DES CHEF S D. SIPO U. D. SD FUER BELGIEN UND FRANKREICH, -

DIENSTSTELLE PARIS Z. HD. SS-H'STUF. D A N N E C K E R,

- P A R I S.- -

- - BETRIFFT: DIENSTREISE SS-STAF. DR. M A Y E R.-

- - BEZUG: BEKANNT.- -

- - SS-STAF. DR. M A Y E R TRIFFT SONNABEND DEN 28.2.42 FAHRPLANMAESSIG UM 6 UHR 30 IN PARIS EIN UND WIRD SEINE ANKUNFT TELFONISCHE DER DIENSTSTELLE PARIS MELDEN.-

- - RSHA - ROEM. 4 B 4 2139/42

I. A. GEZ. EICHMANN SS-O'STUBAF-

PGSA 310/8

56

R. F. SS
Sicherheits-Dienst
Nachrichten-Uebermittlung

Aufgenommen Tag Monat Jahr Zeit	Befördert Tag Monat Jahr Zeit	Raum für Eingangsstempel
von durch	an 21. März 1942 durch 1535 Wu	
	Verzögerungsvermerk	
Nr. 1842		

Telegramm — Funkspruch — Fernschreiben — Fernspruch

IV J SA 22

Paris, den 2o.3.1942

An das
Rasse- und Siedlungshauptamt
z.Hd. SS-Sturmbannführer Osiander

B e r l i n

Betr.: Abstellung des Herrn Steudtner.
Vorg.: Dortiges FS Nr. 864 vom 17.3.1942.

Der SS-Standartenführer Dr. Mayer, Leiter des Reichssippenamtes, war vor 2 Wochen hier. Er beabsichtigt, anfangs selbst und später durch einen Vertreter hier tätig zu werden. Die Arbeiten werden sich zweifellos sehr umfangreich gestalten, da von 6oooo im besetzten Gebiet bekannten jüdischen Familienvorständen ausgegangen werden muß.

Ich rege an, mit SS-Obersturmbannführer Eichmann, Berlin, Fühlung zu nehmen und mit ihm ggf. den Einbau des Herrn Steudtner zu besprechen.

Abschließend bemerke ich, daß anläßlich meines bevorstehenden Urlaubs (Anfang April) eine Besprechung im RSHA IV B 4 vorgesehen ist, an der SS-Standartenführer Mayer teilnehmen wird.

I.A.

SS-Hauptsturmführer

PGSA 310/8 55

IV J
Dan/Bir

Paris, den 14.4.1942

Betr.: Abstellung eines Vertreters des Reichssippenamtes nach Paris.

1.) Vermerk :

Am 7.4.1942 habe ich anläßlich meines Urlaubs in Berlin auch das RSHA, IV B 4 aufgesucht.

Dort lag eine Stellungnahme des Leiters des Reichssippenamtes ᛋᛋ-Staf. Dr. Meyer über Arbeitsmöglichkeiten in Frankrei h vor. Es war beabsi htigt, den Bericht zur Stellungnahme hierher zu leiten.

Durch telefonische Absprache mit ᛋᛋ-Staf. Dr. Meyer hat sich dies jedoch erübrigt. ᛋᛋ-Staf. Dr. Meyer hat mitgeteilt, daß er und der für Paris vorgesehene Vertreter des Reichssippenamtes Anfang Mai für 4 - 6 Wo hen nach Paris kommen.

Die Aussprache über den einzuschlagenden Weg und die Arbeitsweise überhaupt habe ich bis zu diesem Zeitpunkt zurückgestellt.

2.) Wd.V. 10.5.42

ᛋᛋ-Hauptsturmführer

PGSA 310/8

53

F. S.

D r i n g e n d !

W V. 20.5.42.

IV J

Paris, den 12.5.1942

Dan/Bir

NÜ 8767

Befördert durch N. Ü.
Tag Monat Uhrzeit
14. 1415
an Opp. durch
Fer

An das

Reichssicherheitshauptamt

- IV B 4 -

B e r l i n

Betr.: Abstellung eines Vertreters des Reichssippenamtes nach Paris.

Vorg.: Zuletzt: telefonische Unterredung zwischen SS-Sturmbannführer Günther und SS-Hauptsturmführer Dannecker.

Ich bitte um möglichst baldige FS-Mitteilung, ob überhaupt noch mit dem Eintreffen des SS-Standartenführer Dr. Meyer oder eines anderen Vertreters des Reichssippenamtes gerechnet werden kann.

Die Lage ist nunmehr so, dass gegenüber den Militärischen Dienststellen praktisch gesehen das Ansehen der SS auf dem Spiele steht, falls der Vertreter des Reichssippenamtes nicht bald erscheint.

Es ist nicht unbedingt erforderlich, dass SS-Standartenführer Dr. Meyer in den nächsten Tagen selbst kommt. Sein Vertreter müsste aber auf jeden Fall entsandt werden.

./.

PGSA 310/8

Mehrere loo Fälle harren bereits der Entscheidung ; auch die Einsetzung des kommisserischen Verwalter ist in vielen Fällen hiervon abhängig.

Hauptsturmführer

2248/42

W B 4 a 10. 6. 1942 M. Sicht

FS: Kennzeichnung der Juden in Belgien Frankreich und in Belgien

CDJC XLIX a 79

XLIX a 79

B19

R.F. SS
Sicherheits-Dienst
Nachrichten-Uebermittlung

Vfg.
1)
2)

Aufgenommen Tag	Monat	Jahr	Zeit	Befördert Tag	Monat	Jahr	Zeit
von 10.	Juni	1942	durch	an			durch

Verzögerungsvermerk

Nr. 10833

Raum für Eingangsstempel

Der Beauftragte ... WV ... Abt. ...
Sich. Pol. u. SD ... Militärbefehlshaber ...
i. Belgien, D. ... in Frankreich

Eing. 10. JUNI 1942
B. Nr. 1378/42 Gkdos.

Telegramm — Funkspruch — Fernschreiben — Fernspruch

+ BERLIN NUE. 99 739 10.6.42 1727 =WUE=

AN DEN BEAUFTRAGTEN DES CHEFS DER SICHERHEITSPOLIZEI U. SD
SD F. D. B. D. MILITAERB. IN FRANKREICH
- DIENSTSTELLE IN P A R I S. =

BETR.: KENNZEICHNUNG DER JUDEN IM BESETZTEN FRANKREICH UND IN BELGIEN.

=BEZUG: DORT. FS. NR. 9712 VOM 27.5.42 - ROEM. SA 221 KL. B - DAN/ GE. =

DIE REGELUNG, DASS LEDIGLICH JUDEN AUSLAENDISCHER STAATSANGEHOERIGKEIT, DEREN HEIMAT [illegible] FUER DIE KENNZEICHNUNG BEREITS EINGEFUEHRT HABEN, DER KENNZEICHNUNGSPFLICHT UNTERWORFEN WERDEN, ENTSPRICHT [illegible] REICHSGEBIET GELTENDEN BESTIMMUNGEN.

ERGAENZEND DAS PROTOKOLL [illegible] KENNZEICHNUNG [illegible]

CDJC XLIXa 79

XLIXa 79

;;;

2318/42

IV B 4 a 31. 7. 1942 R. Eichmann
B. Stephan
S. Rhe

russische Jude Isaac Cheykoda

IV A 4 b 8. 7. 1944 R. Günther

franz. Juden Joseph Cogan mit Kinder
Zibergald mit Kind

IV A 4 b 10. 7. 1944 R. Günther

holl. Juden Josef Jeret
Amalie Sertes

IV A 4 b (I) a 11. 7. 1944 R. Günther
B. Roques

Geschlechtsumschreibungen für Juden

IV A 4 b 16. 8. 1944 R. Rauer

holl. Jüdin Elisabeth van Beem

IV A 4 b 9. 9. 1944 R. Rauer

jüdische Ehepaar Babad

IV A 4 b 11. 11. 1944 R. Günther

Juden aus Ungarn

IV A 4 b 15. 11. 1944 betr. Juden
S. bac

Juden aus Ungarn

IV A 4 b (I) c 28. 11. 1944 betr. Evangelisch
Jüdin Martha Waldner

IV A 4 b 23. 12. 1944 betr. Juden
Kollektivsendungen an Juden
in Arbeitslagern

IV A 4 b 6. 11. 1944 betr. Juden
rumänische Jüdin Sylvia
Littmann

IV A 4 b 25. 1. 1945 betr. Juden
Übersendung der Schreiben vom
6. 11. 1944 an das IRK

Bemerke:

1. Fall Meyer: 2.12.1942
Tel. mit Wöhrn

2. Fall Djivre: 17.8.1943
Besprechung mit Günther
Leiter Wöhrn erwähnt

23.9.1943
Tel. mit Wöhrn

3. Fall Serodyk: 1.9.1943:
Besprechung mit Günther
mit Wöhrn erwähnt

5.10.1943:
Tel. mit Wöhrn

DC

5.3.1942

VII/Ch-Ha./Pa.

Betr.: Nachrichtenformulare und Anfragen für abtransportierte Juden
Bezug: Schrb. des DRK-Präsidium vom 19.12.41 und 19.1.42 Aktz. VII/Ch-Ha./Pa.

An das
Reichssicherheitshauptamt
B e r l i n SW 11
Prinz-Albrecht-Str. 8

Zu den obengenannten Schreiben nahm der dortige Sachbearbeiter eine fernmündliche Besprechung mit den Unterzeichneten auf. Dabei wurde - zunächst mündlich - vereinbart, dass das Deutsche Rote Kreuz die hier einlaufenden Anfragen nach evakuierten Juden dorthin abgeben würde. Das Deutsche Rote Kreuz würde sich bei Anfragen aus dem Ausland, die eine Auskunft erfordern, auf die Antwort beschränken, dass der Fall der dafür in Frage kommenden behördlichen Stelle abgegeben sei, da das DRK von sich aus keine weiteren Ermittlungen durchführen könne.

Es sollte dort noch die Frage geprüft werden, ob die Dienststellen des Deutschen Roten Kreuzes bei ihnen einlaufende ähnliche Anfragen aus dem Reich an die örtlich zuständigen Leitstellen der Geheimen Staatspolizei unmittelbar abgeben könnten.

Weiter war mitgeteilt worden, dass z.Zt. keinerlei Nachrichtenverkehr aus und zu den Ghettos im Reichsgebiet möglich ist, dass diese Massnahme jedoch u.U. einer Änderung unterzogen würde. Z.Zt. seien lediglich Geldüberweisungen in die Ghettos möglich.

Die Frage der Postverbindungen für die Ghettos im Generalgouvernement wird bereits durch Vermittlung des DRK-Beauftragten in Krakau mit den zuständigen Amtsstellen im Generalgouvernement unmittelbar behandelt.

-2-

DC

Eine schriftliche Bestätigung der telefonisch getroffenen Vereinbarung war dem Deutschen Roten Kreuz in Aussicht gestellt, ist jedoch bisher nicht eingetroffen. Es wird um möglichst baldige Mitteilung über die getroffenen bezw. noch zu treffenden Entscheidungen gebeten.

Inzwischen werden schon, um einige der Verschiedenheiten der vorliegenden Fälle und die mit ihnen zu entscheidenden besonderen Fragen dort bekanntzumachen, folgende Anlagen übermittelt:

A) Unbestellbare Nachrichtenformulare:

1.): Deutsche Formulare, die mit Antwort für den Empfänger aus dem Ausland zurückgekommen sind;

2.): Nachrichtenformulare aus dem Ausland, die mit Antwort vom Empfänger in das Ausland gegeben werden sollten;

3.): Fälle, in denen die unter 1) und 2) genannten zugleich vorkommen.

In allen diesen Fällen sind die Formulare als unbestellbar zurückgekommen und von hier aus die üblichen Rückfragen bei den Einwohnermeldeämtern gestellt worden, deren Ergebnisse jeweils auf den angehefteten Zettel vermerkt sind (sie geben an: abtransportiert z.B. nach Minsk, Kauen, Riga).

Normalerweise gehen bei unbestellbaren Formularen diese mit dem angehefteten Zettel an das Internationale Komitee vom Roten Kreuz in Genf zurück, damit der im Ausland befindliche Absender entsprechend benachrichtigt werden kann, oder es werden weitere Ermittlungen eingeleitet.

Die unbestellbaren Nachrichtenformulare für evakuierte Juden sind indessen nicht an das Internationale Komitee zurückgesandt sondern hier gesammelt worden. Es handelt sich um eine ziemlich beträchtliche Anzahl. Sie würden der Vereinbarung entsprechend dorthin abzugeben sein.

B) Anfragen des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz in Genf nach evakuierten Juden (Soweit nicht selbst an das Deutsche Rote Kreuz gerichtet, werden sie nur Weiterleitung doch dan das Präsidium gesandt):

C) Anfragen anderer Rotkreuzgesellschaften, z.B.

1. des Italienischen Roten Kreuzes;
2. des Ungarischen Roten Kreuzes;
3. des Dänischen Roten Kreuzes;
4. des Niederländischen Roten Kreuzes.

DC

D) Anfragen von Privatpersonen im Ausland.

E) Anfragen aus dem Reich:
Der dortigen Dienststelle - als allein zuständig - zuzuleiten.

F) Anfragen, die an DRK-Dienststellen gelangen:
1.) Anfragen aus dem Reichsgebiet: s.Seite 1, Abs. 2;
2.) Anfragen aus dem Ausland: sind dem Präsidium zuzuleiten.

Das Deutsche Rote Kreuz nimmt an, dass etwaige von dort erteilte Antworten auf übermittelte Anfragen ausländischer Rotkreuzgesellschaften oder anderer in deutschem Interesse wichtiger ausländischer Stellen auch wieder durch das Deutsche Rote Kreuz gegeben werden sollen.

Die Fälle unter B und C (z.B. C 1 und 2) erfordern eine besondere Behandlung. Es sind solche, für die das Deutsche Rote Kreuz um eine Entscheidung bittet, die der Bedeutung der anfragenden Stelle und den allgemeinen überstaatlichen Zusammenhängen Rechnung trägt, wie solchen mit dem Internationalen Komitees vom Roten Kreuz in Genf, bei denen beträchtliches deutsches Interesse an der Aufrechterhaltung regelmässiger Vermittlungen besteht.

Für die Haltung des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz, das in der überstaatlichen Arbeit eine besondere Rolle zu übernehmen hat, wird folgendes mitgeteilt:

Das Internationale Komitee teilt ausdrücklich und bestätigte die von den Unterzeichneten in Besprechungen gelegentlich vertretene Auffassung, dass Massnahmen wie die Evakuierung der Juden als rein innerstaatliche Regelungen anzusehen sind, für die keinerlei andere Intervention des Internationalen Komitees in Frage kommen kann als eine solche, die von dem betreffenden Staate ausdrücklich zugelassen würde im Hinblick auf die allgemeinen humanitären Aufgaben des Komitees. Dieses unternimmt also keinerlei Schritte aus sich heraus, sondern handelt ausschliesslich als Vermittler. Gerade diese Rolle gibt ihm bei den Auswirkungen im System der Gegenseitigkeit und bei der Abhängigkeit etwa deutscherseits gewünschter Vermittlungen von den gewährten Zugeständnissen die besondere Bedeutung.

Heil Hitler!
Der Chef des Amtes Auslandsdienst

(Hartmann)
DRK-Generalhauptführer

DC

A B S C H R I F T

Geheime Staatspolizei
STAATSPOLIZEILEITSTELLE
Königsberg(Pr.)

II B 3Nr.V.187/42

Königsberg (Pr.),den 28. Okt. 1942
General Litzmann-Straße 3-7
Fernruf 2 4011

An das
Deutsche Rote Kreuz- Landesstelle I-

KÖNIGSBERG (Pr.)
Kastanienallee 39

Betrifft: Auskunftsersuchen und Briefverkehr der Juden durche Vermittlung des DRK.

Vorgang: Dortiges Schreiben vom 12.10.1942- Tgb. Nr. 8129/xxx-.

Gemäß Erlass des Chefs der Sicherheitspolizei und des SD. vom 5.6.42. kann der ins Ausland gerichtete Briefverkehr der noch im Reichsgebiet, im Protektorat Böhmen und Mähren sowie in den besetzten Gebieten ansässigen Juden und umgekehrt in der bisherigen Weide erfolgen.

Nach dem genannten Erlass sollen im Einvernehmen mit dem DRK. lediglich Anfragen über den Verbleib von Juden nicht mehr bearbeitet werden,da diese eine nicht mehr zu rechtfertigende Belastung der beteiligten Dienststellen bilden.

Ausgenommen hiervon sind lediglich Auskunftsersuchen über Juden mit ausländischer Staatsangehörigkeit, soweit diese noch ihren Wohnsitz im Reichsgebiet (also nicht auch den besetzten Gebieten) oder im Protektorat Böhmen und Mähren haben. Dabei gelten Juden mit der früheren Staataangehörigkeit der jetzt besetzten Gebiete nicht als Ausländer.

In Vertretung:
gez. K o l i t z

Beglaubigt:
Barfacker
Kanzleiangestellter

(Stempel)
Geheime Staatspolizei
Staatspolizeileitstelle
12
Königsberg (Pr.)

ITS VCC 7

Der Chef der Sicherheitspolizei und des SD

IV B 4a - 2318/42

Bitte in der Antwort vorstehendes Geschäftszeichen u. Datum anzugeben

Berlin SW 11, den 31. Juli 1942
Prinz-Albrecht-Straße 8
Fernsprecher: 120040

188

D R K - Präsidium
131136 - 4. AUG. 1942
An das

Präsidium des Deutschen Roten Kreuzes

in B e r l i n SW 61,
Blücherplatz 2.

Betrifft: Den russischen Staatsangehörigen Juden Isaac C h e y k o d e.

Bezug: Schreiben vom 3.7.42 - VII 3 e Go. -

Über den gegenwärtigen Aufenthalt des Juden C h e y k o d e ist hier leider nichts bekannt.

Im Auftrage:

gez.: E i c h m a n n

Der Chef der Deutschen Polizei (IV D 4) Referat für Angelegenheiten des Judentums, Räumung, Evakuierung, Liquidierung des SD

Beglaubigt:
Kanzleiangestellte

ste

ITS Arolsen 86

COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE

AGENCE CENTRALE DES PRISONNIERS DE GUERRE

Chèques postaux I. -
Téléphone 4 23 05
Télég. "INTERCROIXROUGE"

HR.
Rappeler dans la réponse:
CSFZ 27.293

339

GENÈVE, den 4. November 1942
Palais du Conseil-Général

Service
Personnel sanitaire

An das DEUTSCHE ROTE KREUZ

Präsidium/ Führungsstab

B E R L I N SW 61

Blücherplatz 2

D R K - Präsidium
246883 - 11. NOV. 1942
Anl.

Die ~~Zentralstelle für Kriegsgefange~~ des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz bittet das Deutsche Rote Kreuz um gütige Vermittlung in der Angelegenheit der nachstehend genannten französischen Zivil- Internierten:

Frl. Dr. jur. Odette M A Y E R (aus Paris)

gegenwärtig im Zivil-Internierten-Lager
AUSCHWITZ (Oberschlesien)

Dieselbe leidet an einer angeborenen Schwäche der Hüftknochen, welche ihr längeres Stehen und Gehen verunmöglichen und weswegen Sie zu wiederholten Malen in Spitalbehandlung sich befand. Auch soll sie durch eine, vor wenigen Jahren durchgemachte Rippenfellentzündung und infolge Leberstörungen von geschwächter Gesundheit sein.

Da ihre Angehörigen in grosser Sorge um sie sind, wären wir Ihnen ausserordentlich erkenntlich, Nachrichten über das gegenwärtige Befinden der Genannten zu erhalten.

Für Ihre Freundlichkeit sprechen wir Ihnen im Voraus unsere Erkenntlichkeit aus und versichern Sie unserer vorzüglichen Hochachtung.

Dr. Alec C R A M E R
Mitglied des I.K.R.K.

Bitte anhängenden Zettel auf Ihr Antwortschreiben zu kleben.

ITS Auschwitz 86

17.November 1942

335

Betr.: Franz. Zivilinternierte Dr.jur.Odette MAYER aus Paris.

VII/3e Bg. Bezug: -

An den
Herrn Kommandanten des
Konzentrationslagers
A u s c h w i t z / O-Schl.

Nach einer Mitteilung des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz in Genf soll die Obengenannte im dortigen Lager einsitzen. Da diese ein angeborenes Hüftknochenleiden hat und an Leberstörungen leiden soll, bittet das Deutsche Rote Kreuz auf Veranlassung des Internationalen Komitees - wenn möglich - Auskunft über das gegenwärtige Befinden der Odette Mayer zu erteilen.

Mit bestem Dank im voraus und

Heil Hitler!
Der Chef des Amtes Auslandsdienst
i.A.

ITS Arolsen 86

Feldpost

Postkarte

An das

Deutsche Rote Kreuz,

Berlin SW 61

Blücherplatz 2

AUSCHWITZ (OBERSCHLESIEN)
GM 1242-10
a

D R K · Präsidium
46503 10.DEZ 1942
Berlin
Beantw.
Der Kommandeur d. L. Aufkleis

ITS Auschwitz 86

VII/3e

Konzentrationslager Auschwitz
Kommandantur Abt. II

Auschwitz, den 27. Nov. 1942

Geschäftszeichen Kl 14/k 5/6633/42/Vo.

334

zu Dort. Schreiben v. 17. d. M. Az. VII/3e Bg.

Betrifft: Dr. jur. Odette M a y e r

Ihr Schreiben ist hier am 20. d. M. eingegangen.

Es wurde zuständigkeitshalber an das Reichssicherheits-hauptamt in Berlin

weitergeleitet.

i. A.

Die Übereinstimmung der Fotokopie mit dem Original wird hiermit beglaubigt.

Arolsen, den 19. Mai 1969

COMITE INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE

Leiter des Archivs
des
Internationalen Suchdienstes

ITS Arolsen 86

Es wird gebeten, das beigefügte Blättchen abzutrennen und auf Ihr Antwortschreiben kleben.

Serv. Civ. Fr. OSF. 27.493

COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE
AGENCE CENTRALE DES PRISONNIERS DE GUERRE

Rappeler dans la réponse :

336

Serv. Civ. Fr. GENÈVE, 27 mai
OSF. 27.493

Palais du Conseil Général

804880 18.VI.1942

Deutsches Rotes Kreuz
Auslandsdienst,
Blücherplatz 2,
Berlin SW 61.

Das Internationale Komitee vom Roten Kreuz bezieht sich auf sein Schreiben vom 4.11.42 betr.

Frl. Dr. jur Odette MAYER (aus Paris)

in welchem Herr Dr. Alec Cramer Ihnen mitteilte, dass Obgenannte an einer angeborenen Schwäche der Hüftenknochen und einer Leberstörung infolge einer vor wenigen Jahren durchgemachte Rippenfellentzündung leidet.

Wir gestätten uns Ihnen hiermit 2 ärztliche Zeugnissvon den behandelnden Aerzten zu zusenden mit der höflichen Bitte sich diesem speziellen Falle anzunehmen.

Mit vorzüglicher Hochachtung

Comité International de la Croix Rouge
Agence centrale des prisonniers de guerre
GENÈVE

P.S. Frl. Mayer befindet sich als Zivilgefangene in Auschwitz.

ITS VCC 6

11/8

CROCE ROSSA ITALIANA
Ufficio Prigionieri Ricerche e Servizi Connessi

DELEGAZIONE DI GINEVRA

Ginevra, li 6 agosto 1943
Rue G.-Revilliod, 10 — Tel. 5 31 13
TELEG. CROCEROSSA ITALIANA GINEVRA
CONTO CHEQUE POSTALE I. 915

51

Prot. N° 1977/7

Risposta al N°

Oggetto: DJIVRE Mair David
(3235)

General Hauptführer
Docteur HARTMANN
Deutsches Rotes Kreuz
B E R L I N

VII/3

Cher ami,

J'ai recours à votre complaisance habituelle pour vous soumettre le cas de la famille DJIVRE, composée de :

DJIVRE Mair David
âgé de 50 ans
négociant à Demotica (Grèce)

DJIVRE Fortunée née MORI
née à Edirne (Andrinople) Turquie
âgée de 47 ans
et leurs deux jeunes filles âgées respectivement de 12 et 16 ans

dont l'on désirerait des nouvelles.

Ce cas m'a été recommandé par une personne résidant en Suisse, et que je connais depuis fort longtemps.

Selon des informations parvenues indirectement la famille sus-dite aurait été déportée dernièrement de leur lieu de résidence à Demotica (Grèce), et se trouverait actuellement internée au JUDISCHE LAGER à Kattowitz Hte Silésie).

Comme vous le voyez il s'agit d'israélites, mais comme on ne demande que des nouvelles, je pense qu'il vous sera possible de me donner une réponse favorable.

Je vous en remercie d'avance, et vous prie de croire, cher Ami, à mes sentiments les meilleurs.

AP

Il Delegato generale della
CROCE ROSSA ITALIANA
presso il Comitato Int. della Croce Rossa

RSH4

ITS VCC 6

17.8.1943.

1818

52

In Anlg. PHF Kartothek 7. Kp.

VII, 3 Grl/My.

An das
Reichssicherheitshauptamt
B e r l i n SW 11
Prinz Albrecht-Str.8.

Betr.: die jüdische Familie Mair David D j i v r e .
Bezug: -

In einer Besprechung , die DRK-Oberfeldführer NIEHAUS kürzlich mit Sturmbannführer GÜNTHER und Hauptsturmführer WOERN hatte, wurde festgestellt, dass die in den besetzten Gebieten verbliebenen und in Konzentrations-bezw. Arbeitslager überführten Juden die Möglichkeit hätten, an ihre Angehörigen zu schreiben. Davon ausgehend möchte das Deutsche Rote Kreuz annehmen, dass die Erteilung von Auskünften über den Verbleib solcher Personen dort nicht auf grundsätzliche Bedenken stösst.

Das Deutsche Rote Kreuz erlaubt sich daher, die ihm von der Genfer Delegation des Italienischen Roten Kreuzes zugegangene Anfrage nach der Familie D j i v r e weiterzugeben, zu der folgende Einzelheiten mitgeteilt worden sind:

Es handelt sich um Mair David D j i v r e , 50 Jahre alt, Kaufmann in Demotica (Griechenland), Frau Fortunée D j i v r e geb. Mori, geboren in Edirne (Andrinopel)/Türkei, 47 Jahre alt und ihre beiden Töchter im Alter von 12 und 16 Jahren. Die Familie soll von ihrem letzten Wohnort in Dometica nach dem jüdischen Lager in Kattowitz deportiert worden sein.

Das Deutsche Rote Kreuz bittet höflichst um Erteilung einer Auskunft zur Weitergabe an den Delegierten des Italienischen Roten Kreuzes in Genf.

Heil Hitler!
Der Chef des Amtes Auslandsdienst
i.A.

Deutsch-Wehrm. Offizier
Schreiben. Mitgeteilt.
Auskunftserteilung wird von Abteilung IV
den Ländern die Arbeitserlaubnis.
Kpl. 23.9.43

ITS Malines 13

124

Deutsches Rotes Kreuz
Der Beauftragte für
Belgien und Nordfrankreich
Der Stellvertreter
VII A/e2/Wa./Hi.

O.U. den 19.August 1943.
Feldpostnummer o/515 J.

23 AUG 1943 - 05

Betr.: Auskunft Jakob SENDYK
Bez. : Dort.Schr.v.22.7.43 VII/Ch-Pa.
Anl. : -

13

An das

Deutsche Rote Kreuz
Präsidium - Amt VII

B e r l i n SW 61

Blücherplatz 2.

Die von hier aus durchgeführten Ermittlungen nach dem Verbleib der:

Sendyk Jakob geb. Clajman Maria
geb.am 2.3.02 in Warschau

haben zu folgendem Ergebnis geführt:

Zur Zeit befindet sich die Genannte nicht mehr im Sammellager Mecheln. Da ihre Festnahme am 29.7.1942 erfolgte, ist mit Bestimmtheit anzunehmen, dass sie seinerzeit im Rahmen der Ausweisung der Juden aus Belgien, mit einem Sammeltransport ausgewiesen wurde.

Aus diesem Grunde ist es der hiesigen Dienststelle nicht möglich, weitere Auskünfte über den Verbleib der Gesuchten einzuholen.

Heil Hitler!

Der stellv.Beauftragte des DRK
für Belgien und Nordfrankreich
i.A.

(Nass)
DRK-Hauptführerin.

971/3

Ist hier noch
anderweitig möglich?
Vielleicht bei Rep. einige
Juden noch
aus Belgien?

115

DC

1.September 1943

VII/3 Grl/My.

An das
Reichssicherheitshauptamt
B e r l i n SW 11
Prinz Albrecht-Str.8.

Wie DRK-Oberfeldführer NIEHAUS anlässlich einer Besprechung mit Obersturmbannführer GÜNTHER und Hauptsturmführer WOERN mitgeteilt wurde, haben die in den besetzten Gebieten verhafteten und im Reichsgebiet bezw. im Osten untergebrachten Personen Gelegenheit, ihren Angehörigen zu schreiben.

Aus Anlass einer telegrafischen Anfrage des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz in Genf wird dazu noch höflichst um Mitteilung gebeten, ob diese Bestimmung auch Nichtarier betrifft sowie auch Fälle, in denen die Angehörigen nicht im besetzten Gebiet sondern im sonstigen Ausland wohnen (im vorliegenden Fall handelt es sich um die in Lorenzo Marques ansässigen Angehörigen einer in Belgien interniert gewesenen und wahrscheinlich mit einem Sammeltransport nach dem Osten verbrachten Jüdin).

Heil Hitler!
Der Chef des Amtes Auslandsdienst
i.A.

ITS Malines 13 13

1.September 1943.

12

VII/3 Grl/My.

An das
Reichssicherheitshauptamt
B e r l i n SW 11
Prinz Albrecht-Str.8.

Wie DRF-Oberfeldführer NIEHAUS anlässlich einer Besprechung mit Obersturmbannführer GÜNTHER und Hauptsturmführer WOZRN mitgeteilt wurde, haben die in den besetzten Gebieten verhafteten und im Reichsgebiet bezw. im Osten untergebrachten Personen Gelegenheit, Ihren Angehörigen zu schreiben.

Aus Anlass einer telegrafischen Anfrage des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz in Genf wird dazu noch höflichst um Mitteilung gebeten, ob diese Bestimmung auch Nichtarier betrifft sowie auch Fälle, in denen die Angehörigen nicht im besetzten Gebiet sondern im sonstigen Ausland wohnen (im vorliegenden Fall handelt es sich um die in Lorenzo Marques ansässigen Angehörigen einer in Belgien interniert gewesenen und wahrscheinlich mit einem Sammeltransport nach dem Osten verbrachten Jüdin).

Heil Hitler!
Der Chef des Amtes Auslandsdienst
i.A.

Fern. telefon. Anfr. Hschrift Thun vom 5.10.43 ist Schriftverkehr möglich, auch des Reichsgebiet Ausland.

DC

8.11.1943

2900 Juden allg.

V e r t r a u l i c h !

VII/Ch-Ha./Pa.

Persönlich!

An das
Reichssicherheitshauptamt
z.Hd. von SS-Obersturmbannführer Eichmann
B e r l i n W 35
Kurfürstenstr.116

Bei der Besprechung am 4. November legte ich Ihnen vor eine mir vertraulich und persönlich bei meinen letzten Besprechungen beim Internationalen Komitee vom Roten Kreuz überlassene Abschrift eines Schreibens des Britischen Roten Kreuzes an das Internationale Komitee vom 24. April 1942, das in freier Übersetzung nochmals wie folgt zur Kenntnis gebracht wird:

"Wir wären ausserordentlich dankbar, wenn Sie vom Deutschen Roten Kreuz irgend eine Information bekommen könnten über die Richtigkeit der Pressemeldung, nach der etwa 1200 holländische Juden deutscherseits nach den Salz- und Schwefelminen Mauthausens/Ober-Österreich depoertiert worden sein sollen. Nach der Pressenachricht sollen die meisten von ihnen gestorben sein infolge der schrecklichen Bedingungen ("terrible conditions"), unter denen sie arbeiten müssen.

Wir wurden unterrichtet, dass es keine offiziellen Listen über diese Deportierten gibt und keine Listen über die, die gestorben sind. Wir können aber nicht recht glauben, dass diese Nachrichten zutreffen.

Die Pressenachricht fügt hinzu, dass das Internationale Komitee vom Roten Kreuz die Genehmigung erbat, Feststellungen über die Bedingungen in den Bergwerken zu machen, aber die Genehmigung nicht erhielt."

b.w.!

DC

Sie gaben zu dieser Nachricht schon einige Aufklärungen und wollten Angaben zur Verfügung stellen, die geeignet wären, dem Internationalen Komitee vom Roten Kreuz übermittelt zu werden. -

Ein zweites, bei der gleichen Gelegenheit vertraulich in Abschrift überlassenes Schreiben des Britischen Roten Kreuzes vom 8. April 1943 befasste sich mit Folgendem:

Das Britische Rote Kreuz ist darüber unterrichtet worden, dass keine Möglichkeit besteht, die Rotkreuz-Nachrichten, die adressiert sind an das Ghetto in Litzmannstadt, dorthin zu übermitteln, und ferner, dass dasselbe zutrifft für das Lager Sabac.

Das Britische Rote Kreuz teilt mit, dass es seine Dienststellen angewiesen habe, keine Nachricht für Litzmannstadt anzunehmen, und bat das Komitee um Angabe weiterer jüdischer Deportiertenlager, für die ebenfalls keine Hoffnung auf Zustellung der Rotkreuznachrichten besteht.

Das Britische Rote Kreuz betont, dass es selbstverständlich niemanden vom Absenden dieser Nachrichten abhalten will, wenn nur die kleinste Möglichkeit auf Aushändigung besteht. Andererseits will es nicht überschwemmt werden mit Nachrichten, die doch nicht vermittelt werden können, schon um den Interessenten nicht eine Bezahlung zuzumuten für unzustellbare Nachrichten.

So sind auch wegen des Lagers Sabac die Dienststellen des Britischen Roten Kreuzes unterrichtet worden, keine Nachrichten für dieses mehr entgegenzunehmen. -

Dem Dänischen Roten Kreuz ist gemäss Besprechung des dort zur Kenntnis gebrachten Schreibens des Präsidenten des Dänischen Roten Kreuzes nach den dortigen Angaben die Antwort erteilt worden, die aus der beigelegten Durchschrift hervorgeht.

Heil Hitler!
Der Chef des Amtes Auslandsdienst

(Hartmann)
DRK-Generalhauptführer

1 Anlage.

ITS Drancy 23

Rttnl/Obb. (13b)
6. Juni 1944.

57

VII/3 Grl/Bb.

An das
Reichssicherheits-Hauptamt
B e r l i n SW. 11
Prinz Albrecht Str. 8.

Betr.: Familie des frz.Kgf.Henri B i b e r g a l.

Der französische Kriegsgefangene Henri B i b e r g a l , Nr.22.715, hatte sich am 13.1. mit der Bitte an das Deutsche Rote Kreuz gewandt, Feststellungen über Verbleib und Ergehen seines 6jährigen Kindes zu treffen. Die jüdische Ehefrau des Kriegsgefangenen war am 12.11.1943 in ihrer Wohnung Paris 11, Senegal Strasse verhaftet und nach einem kurzfristigen Aufenthalt im Lager Drancy mit unbekanntem Ziel abtransportiert worden. Über das Schicksal des Kindes hat der Kriegsgefangene nichts gehört.

Auf die vom DRK-Beauftragten in Paris daraufhin an den Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des SD im Bereich des Militärbefehlshabers in Frankreich gerichtete Anfrage ging die Antwort ein, dass über die Jüdin Bibergal und deren Kind dort keine Vorgänge beständen, sodass ihr Aufenthalt nicht bekannt wäre.

Das Deutsche Rote Kreuz möchte vor Weitergabe dieser Auskunft an das Internationale Komitee vom Roten Kreuz doch noch die Stellungnahme des Reichssicherheits-Hauptamtes einholen. Es erlaubt sich bei dieser Gelegenheit auch sein Schreiben von 5.5.44 - VII/3 Grl/Hy. - betreffend den Verbleib der Kinder von verhafteten Juden aus den besetzten Gebieten in Erinnerung zu bringen.

Heil Hitler !
Der Chef des Amtes Auslandsdienst
i.A.

40

ITS Drancy 23

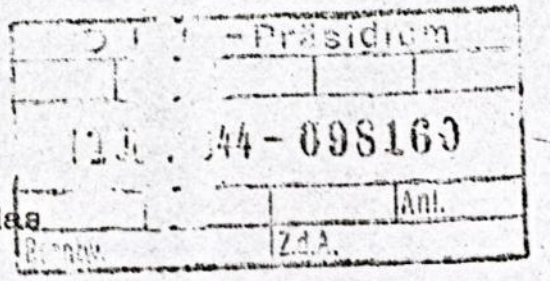
Der Chef der Sicherheitspolizei

IV A 4 b - 2318 /42 - 355

Bitte in der Antwort vorstehendes Geschäftszeichen und Datum anzugeben.

Berlin SW 11, den 8. Juli 1944.
Prinz-Albrecht-Straße 8
Fernsprecher: 12 00 40

56



An das

Deutsche Rote Kreuz
Präsidium -Führungsstab-
Auslandsdienst

in E t t a l /Oberbayern.

Betrifft: Ermittlungen nach dem Verbleib der Familienangehörigen im besetzten Gebiet verhafteter Juden bezw. von jüdischen Kriegsgefangenen.

Bezug: Schreiben vom 3.5.1944 Aktz.VII/3 Grl/Bb. und vom 6.6.1944 -VII/3 Grl/Bb.

Der jetzige Aufenthalt des Juden Joseph C o g a n und seiner Kinder Albert und Fanny sowie der Jüdin B i b e r g a l l und deren Kind ist hier nicht bekannt.

Im Hinblick auf die vordringliche Erledigung kriegswichtiger Aufgaben wird davon abgesehen, Ermittlungen über den derzeitigen Aufenthalt der Betreffenden durchzuführen.

Im Auftrage:

AA Jnl IIA 70/2

Der Chef der Sicherheitspolizei und des SD

IV A 4 b - 2318/42-326

Bitte im Schriftverkehr dieses Geschäftszeichen, das Datum und den Gegenstand angeben

Berlin SW 11, den 10. Juli 1944
Prinz-Albrecht-Straße 8
Ortsanruf 12 00 40 · Fernanruf 12 64 21
Reichsbankgirokonto: 1/146 · Postscheckkonto: Berlin 2386

Auswärtiges Amt
Inl. II A/B 2458
eing. 18. JULI 1944
Anl. Durchschl.

An das

Auswärtige Amt
z.Hd. von Herrn Legationsrat von T h a d d e n
o.V.i.A.

in B e r l i n W 8,
Wilhelmstraße 74/76.

Betrifft: Aufenthaltsermittlungen.
Bezug: Ohne.

Das Spanische Generalkonsulat in Hamburg hat mit Schreiben vom 12.4.1944 Nr. 500 an das KL. Auschwitz wegen der angeblich aus dem Lager Westerbork nach dort abbeförderten Juden

Josef J e r e t , geb. am 15.3.1883 in Wisnowa/Holland, und

Amalie A l s t e r , geb. am 10.3.1900 in Rodymno (Holland),

auf Veranlassung des Generalkonsulats von Paraguay in Madrid um Mitteilung über deren Aufenthalt gebeten.

Der jetzige Aufenthalt der genannten Juden ist hier unbekannt. (In Auschwitz sitzen sie nicht ein.) Von Aufenthaltsermittlungen wird z.Zt. im Interesse der vordringlichen Erledigung kriegswichtiger Aufgaben abgesehen.

./.



AA Jnl IIA 70/2

Nach den Feststellungen besitzen weder der Jude J e r e t noch die Jüdin A l s t e r die Staatsangehörigkeit von Paraguay.

Es wird anheimgestellt, das Spanische Generalkonsulat in Hamburg unmittelbar von dort zu bescheiden.

Im Auftrage:



Durchschrift

RvO

HSSPF II 177 – 185

Der Chef der Sicherheitspolizei und des SD

IV A 4 b (I) a – 2318/42 – 353 –

Berlin SW 11, den 11. Juli 1944
Prinz-Albrecht-Straße 8
Ortsanruf 12 00 40 · Fernanruf 12 64 21
Reichsbankgirokonto: 1/146 · Postscheckkonto: Berlin 2386

Bitte im Schriftverkehr dieses Geschäftszeichen, das Datum und den Gegenstand angeben

(32)

An das
Deutsche Rote Kreuz
z.Zt. E t t a l /Obb.

Betrifft: Geschenksendungen für Juden.
Bezug: Schreiben vom 12.6.1944 – VII /3 Grl./Bb.

Gegen die Vermittlung von Sammelgeschenksendungen, wobei es sich nur um Lebensmittel, Arzneimittel oder geringwertige Gegenstände des täglichen Bedarfs handeln kann, an die in den Lagern Westerbork und Birkenau untergebrachten Juden durch das Internationale Rote Kreuz in Genf bestehen z.Zt. keine Bedenken. Individualpakete dagegen können aus grundsätzlichen Erwägungen sowie zur Entlastung des Postverkehrs z.Zt. nicht zugelassen werden.

Die Zuleitung von Sammelgeschenksendungen wird gebeten, auch nach Umfang und Inhalt rechtzeitig hierher anzukündigen. Die Anschrift, an die die Sendung zu richten ist, wird dann mitgeteilt werden.

Dr.-Nr.	12907/44
Ing.	19.7.
Kdl.	
Ref.	

Im Auftrage:
gez. G ü n t h e r

IV 4 b

Nachrichtlich
dem
Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des SD
für die besetzten niederländischen Gebiete
z.Hd. ϟ-Sturmbannführer Z o e p f o.V.i.A.
D e n H a a g .

Im Auftrage:
gez. G ü n t h e r

Beglaubigt:
Kanzleiangestellte.

Der Chef der Sicherheitspolizei und des SD
350

ITS Bergen-Belsen 25

Ettal/Obb.,
~~xxxxxxxxx~~
~~xxxxxxx~~ 24. Juli 1944

20

~~xx xxxxxxx~~
VII/3e Bg.

Betr.: Die holländische Staatsangehörige Frau Elisabeth van B e e m - M o s c o w , etwa 53 Jahre alt.
Bezug: -

An den
Herrn Kommandanten des
Aufenthaltslagers Bergen- Belsen b/Celle (20)

Auf Grund von hier eingegangenen Urkunden für die Obengenannte bittet das Deutsche Rote Kreuz höflichst um umgehende Mitteilung, ob die gesuchte Elisabeth van Beem-Moscow sich zur Zeit im dortigen Lager aufhält, damit die für sie bestimmten Schriftstücke ihr zugestellt werden können.

Mit bestem Dank im voraus und

Heil Hitler!
Der Chef des Amtes Auslandsdienst
i.A.

ITS Bergen-Belsen 25

Der Chef der Sicherheitspolizei und des SD

IV A 4 b - 2318/42-398

Bitte im Schriftverkehr dieses Geschäftszeichen, das Datum und den Gegenstand angeben

Berlin SW 11, den 16. August 1944
Prinz-Albrecht-Straße 8

Ortsanruf 12 00 40 · Fernanruf 12 64 21
Reichsbankgirokonto: 1/146 · Postscheckkonto: Berlin 2386

17

Deutsches Rotes Kreuz
21. AUG. 1944

An das

Deutsche Rote Kreuz
- Präsidium / Amt Auslandsdienst -

in E t t a l /Obb.

Betrifft: Die Jüdin Elisabeth van B e e m geb.Moszow, geb.am 19.12.1889 in Amsterdam.

Bezug: Schreiben vom 24.7.1944 - VII/3e Bg - an das Aufenthaltslager Bergen-Belsen:

Die obengenannte Jüdin ist z.Zt. im Aufenthaltslager Bergen-Belsen aufhältig.

./.

ITS Bergen-Belsen 25

13

Es wird gebeten, die für sie bestimmten Schriftstücke über die hiesige Dienststelle zu leiten.

Im Auftrage:

17

14 JUL 1948

Die Übereinstimmung der Fotokopie mit dem Original wird hiermit beglaubigt.

Arolsen, den 19. Mai 1969

COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE

Leiter des Archivs
des
Internationalen Suchdienstes

ITS Bersen-Belsen 25

Ettal/Obb.,

xxxxxxxxx 25.August 1944
xxxxxxx

15

xxxxxxxxx Betr.: Die Jüdin Elisabeth van B o e m geb. Moszow, geb. 19.12.1889 in Amsterdam.

VII/3e Bg. Bezug: -
Anl. 3.

An den
Herrn Kommandanten des
Aufenthaltslagers Bergen-Belsen b/Celle (20)

Das Deutsche Rote Kreuz übersendet anliegend die vom Internationalen Komitee vom Roten Kreuz in Genf hierher übermittelten 2 Geburtsscheine und eine Heiratsurkunde mit der Bitte, diese Schriftstücke an die E. van Boem, die laut Auskunft des Chefs der Sicherheitspolizei und des SD sich zur Zeit im dortigen Lager befindet, auszuhändigen.

Besten Dank für die Bemühungen und

Heil Hitler!
Der Chef des Amtes Auslandsdienst
i.A.

ITS Bergen-Belsen 25

Ettal/Obb., 1. August 1944

3

Betr.: Den paraguayischen Staatsangehörigen Chaja B a b a d , geb. 1900 in Mikulince bei Tarnopol.

VII/3e Rg. Bezug:

An den
Chef der Sicherheitspolizei
und des SD IV A 4 b
Berlin SW 11 (1)
Prinz-Albrechtstr. 8

Auf Grund einer Anfrage des Internationalen Komitees vom Roten Kreuz in Genf bittet das Deutsche Rote Kreuz höflichst um Mitteilung, was von dort über den Verbleib des obengenannten angeblich südamerikanischen Staatsangehörigen festgestellt werden kann, dessen letzte Nachricht vom April 1943 aus Tarnopol stammt und von dem vermutet wird, dass er sich im Aufenthaltslager Bergen-Belsen b/Celle befindet.

Mit bestem Dank im voraus und

Heil Hitler!

Der Chef des Amtes Auslandsdienst
i.A.

ITS Bergen - Belsen 25

Der Chef der Sicherheitspolizei und des SD

(1) Berlin SW 11, den 9. September 1944
Prinz-Albrecht-Straße 8
Ortsanruf 12 00 40 · Fernanruf 12 64 21
Reichsbankgirokonto: 1/146 · Postscheckkonto: Berlin 2366

IV A 4 b – 2318/42 – 406
Bitte im Schriftverkehr dieses Geschäftszeichen, das Datum und den Gegenstand angeben

Deutsches Rotes Kreuz
15. SEP. 1944

2

An das
Deutsche Rote Kreuz
Präsidium / Auslandsdienst
in E t t a l /Oberbayern.

Betrifft: Die Jüdin Chaja B a b a d , geb. 1900 in Mikulince bei Tarnopol.

Bezug: Schreiben vom 1.8.1944 Aktz.: VII/3e Bg.

Die Jüdin B a b a d befindet sich nicht im Aufenthaltslager Bergen-Belsen. Sie ist hier bisher weder in Erscheinung getreten, noch ist ihr jetziger Aufenthalt bekannt.

Im Auftrage:

ITS VCC 7

28.9.44.

13

VII/3 Grl/Bb.

Juden in deutschen Konzentrationslagern.

1

An das
Reichssicherheits-Hauptamt
B e r l i n SW. 11
Prinz Albrecht Str. 8.

Das Internationale Komitee vom Roten Kreuz in Genf, das bei der Betreuung der ungarischen Juden in gewissem Umfange eingeschaltet ist, hat den Unterzeichneten bei seiner letzten Anwesenheit in Genf um Feststellung gebeten, ob es zutrifft, dass sich in den auf der Anlage aufgeführten Konzentrationslagern Juden aus Ungarn befinden und ob ihnen Liebesgabensendungen aus Genf zugeleitet werden dürfen.

Dem Deutschen Roten Kreuz waren diese Lager bisher nicht bekannt. Es wird daher höflichst um Mitteilung gebeten, ob es sich dabei tatsächlich um Konzentrationslager handelt und ob sich in diesen ungarische Juden befinden, die Hilfssendungen aus Genf erhalten können. Gegebenenfalls würde um Angabe gebeten werden, in welchem Umfange die Liebesgabensendungen erfolgen können.

Heil Hitler !
Der Chef des Amtes Auslandsdienst

(Hartmann)
DRK - Generalhauptführer

COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE
AGENCE CENTRALE DES PRISONNIERS DE GUERRE

Rappeler dans la réponse:

Chèques postaux I. 5527
Téléphone 4 23 05
Télég. "INTERCROIXROUGE"

11

G.59/3 G.85
JES/HL

GENÈVE, 18.9.44

S11/3

Aufzeichnung für Herrn Generalhauptführer
W. Hartmann

---- Beigefügt eine Liste der uns bisher von verschiedener Seite mitgeteilten Lager, in welchen sich aus Ungarn deportierte Juden befinden sollen.

----- Ferner das in Aussicht gestellte Schriftstück.

Dr Schwarzenberg

ITS VCC 7

Die Übereinstimmung der Fotokopie mit dem Original wird hiermit beglaubigt.

Arolsen, den 16. Mai 1969

COMITE INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE
ITS

Leiter des Archivs
des
Internationalen Suchdienstes

ITS VCC 7.

12

Wien - Lobau 22

Waldsee, letzte Post Lindenberg, im Allgäu, Bayern

Lindenhof b/ Wien

Strasshof (Marchfeld, Ostmark)

Stadlau b/ Wien

Gränsendorf

Rosenau am Sonntagsberg (Niderdonau, Ostmark)

Znaim

Dürnkrut b/ Wien

Die Übereinstimmung der Fotokopie mit dem Original wird hiermit beglaubigt.

Arolsen, den 16. Mai 1969

COMITE INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE ITS

Leiter des Archivs des Internationalen Suchdienstes

ITS VCC 7

Geh.

25.10.1944.

14

VII/3 Grl/Bb.

Ungarische Juden in deutschen Konzentrationslagern
Hies.Schreiben vom 28.9.44 - VII/3 Grl/Bb.

An das
Reichssicherheits-Hauptamt
(1) Berlin SW.11, Prinz Albrecht Str.8

Das Deutsche Rote Kreuz bringt sein Schreiben vom 28.9. höflichst in Erinnerung und erlaubt sich nochmals um Mitteilung zu bitten, ob sich in den Konzentrationslagern

Wien-Lobau 22	Stadlau b/Wien
Waldsee, letzte Post	Gränsendorf
Lindenberg i/Allgäu	Rosenau am Sonntagsberg (ND)
Lindenhof b/Wien	Znaim
Strasshof (Marchfeld, Ostmark)	Dürnkrut bei Wien

Juden aus Ungarn befinden und ob diesen Liebesgabensendungen aus Genf zugeleitet werden dürfen.

Heil Hitler !
Der Chef des Amtes Auslandsdienst
i.A.

Die Übereinstimmung der Fotokopie mit dem Original wird hiermit beglaubigt.

Arolsen, den 16. Mai 1969

COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE
ITS

Leiter des Archivs
des
Internationalen Suchdienstes

ITS VCC 7

Der Chef der Sicherheitspolizei und des SD

IV A 4 b - 2318/42-479

Bitte im Schriftverkehr dieses Geschäftszeichen, das Datum und den Gegenstand angeben

Berlin SW 11, den 11. November 1944
Prinz-Albrecht-Straße 8
Ortsanruf 12 00 40 · Fernanruf 12 64 21
Reichsbankgirokonto: 1/146 · Postscheckkonto: Berlin 2386

15

An das

Deutsche Rote Kreuz
- Präsidium -
Amt Auslandsdienst

Deutsches Rote
16 NOV. 1944

E t t a l / Obb.

Betrifft: Juden aus Ungarn.

Bezug: Schreiben vom 28.9.1944 und 25.10.1944
- VII/3 -

Teile der aus Ungarn in das Reichsgebiet evakuierten Juden werden bis auf weiteres aus Arbeitseinsatzgründen in den in Ihrem Schreiben angegebenen Orten in Sammelunterkünften - nicht Konzentrationslager - untergebracht.

Gegen die Zuweisung von Liebesgabensendungen aus Genf an die Insassen dieser Lager bestehen keine Bedenken.

Im Auftrage:

Tel. an Dr. K

ITS VCC 7

16

Der Chef der Sicherheitspolizei und des SD

VII/3

Berlin SW 11, den 15. November
Prinz-Albrecht-Straße 8
Ortsanruf 120040 • Fernanruf 126421
Reichsbankgirokonto: 1146 • Postscheckkonto: Berlin 386

IV A 4 b - 2318/42-541.

Bitte im Schriftverkehr dieses Geschäftszeichen, das Datum und den Gegenstand angeben

Deutsch... Rote Kreuz
22. NOV 1944

An das
Deutsche Rote Kreuz - Präsidium -
Amt Auslandsdienst,
E t t a l / Obb.

Betrifft: Juden aus Ungarn.

Bezug: Dort.Schreiben vom 4.11.1944 - VII/3 Grl./Bb. -
und diesseitiges Schreiben vom 11.11.1944 -
IV A 4 b - 2318/42-479.

Im Nachgange zum vorbezeichneten Schreiben wird mitgeteilt, daß gegen die vom Schwedischen Roten Kreuz vorgesehene Lieferung von Kleidungsstücken, Arzneien und Lebensmitteln an die Insassen der jüdischen Sammelunterkünfte in der Nähe von Wien keine Bedenken bestehen.

Im Auftrage:

C 1918 b

ITS Auschwitz 86

275

4. 10. 44

Wv. 19/11.

VII / X - Nh/Te

Frl. Marta W a l d n e r / Birkenau

-

-

An das
Reichssicherheitshauptamt
z.Hd.v. SS-Sturmbannführer Günther

B e r l i n W 35
Kurfürstenstr. 115

Das Präsidium des Deutschen Roten Kreuzes ist durch das Slowakische Rote Kreuz benachrichtigt worden, dass Fräulein Marta W a l d n e r , die sich im Lager Birkenau/O.S. befindet, die Einreisebewilligung nach Palästina unter der Nr. 1/372/44/D vom 6. 7. 1944 bekommen hat. Das Slowakische Rote Kreuz bittet der Obengenannten diese Nachricht weitergeben zu wollen und ihr die Ausreise in die Slowakei zu ermöglichen.
Es wird hier angenommen, dass die Genannte die slowakische Staatsangehörigkeit besitzt.

Um das Slowakische Rote Kreuz entsprechend zu verständigen, wird um baldige Mitteilung der dort getroffenen Entscheidung in der Angelegenheit gebeten.

Heil Hitler!

Der Chef des Amtes Auslandsdienst
i.V.

DRK-Oberstführer

ITS Auschwitz 86

274

14.11.44

VII / X - Nh/Te
Frl.Marta Waldner / Birkenau
Diesseitig.Schrb.v. 4.10.44 - VII/X-Nh/Te
-

An das
Reichssicherheitshauptamt
z.Hd.v. SS-Sturmbannführer Günther
Berlin W 35
Kurfürstenstr. 115

Das Präsidium des Deutschen Roten Kreuzes bezieht sich auf sein obengenanntes Schreiben bezüglich der Einreisebewilligung nach Palästina für Frl. Waldner und fragt an, welche Entscheidung inzwischen in dieser Angelegenheit getroffen worden ist.

Heil Hitler!

Der Chef des Amtes Auslandsdienst
i.V.

(Niehaus)
DRK-Oberstführer

ITS Auschwitz 86 • 273

Der Chef der Sicherheitspolizei und des SD

Berlin SW 11, den 28. November 1944
Prinz-Albrecht-Straße 8
Fernsprecher: Ortsverkehr 120040 · Fernverkehr 126421
Reichsbankgirokonto: 1/146 · Postscheckkonto: Berlin 2386

IV A 4 b -(I)c 2318/42-491
Bitte in der Antwort vorstehendes Geschäftszeichen u. Datum anzugeben

An das

Deutsche Rote Kreuz
- Präsidium -
Amt Auslandsdienst

Deutsches Rotes Kreuz
12. DEZ. 1944

(13b) E t t a l /Obb.

Betrifft: Jüdin Martha W a l d n e r, geb. am 9.10.1921 in Untermais-Meran.

Bezug: Schreiben vom 4.10.1944 - VII/X-Nh/Te.

Da die Obengenannte für eine Reise nach Palästina nicht in Frage kommt, wurde Weiteres in dieser Angelegenheit nicht veranlasst.

Im Auftrage:

ITS VCC 7

25. 11.44.

19

VII/3 Grl/Bh.
Juden in Arbeitslagern
Dort.Schreiben vom 11.11.1944 - IV A 4 b 2318/42-479

An das
Reichssicherheits-Hauptamt
(1) B e r l i n SW. 11
= = = = = = = = = = = = = = = =
Prinz Albrecht Str. 8.

Das Deutsche Rote Kreuz erhielt das folgende Telegramm vom Vereinigten Hilfswerk in Genf:

"Erbitten Auskunft ob Kollektivsendungen nach folgenden Lagern auch möglich: Arbeitslager Jaworschlowitz/Ostoberschlesien und Gross-Rosen/Schlesien Kreis Trautenau und Waldsee bei Aulendorf Württemberg und Klein-Mariazell Post Altmarkt Kreis Baden bei Wien und Blechhammer Post Heydebreck und Monowitz/Oberschlesien und Gross-Maslowitz und Markstadt/Oberschlesien und Ludwigsdorf Kreis Glatz und Auschwitz/Oberschlesien und Holta-Geberedorf und Neusalz/Oder stop wären Ihnen für prompte Auskunft aufrichtig dankbar."

Das Deutsche Rote Kreuz bittet höflichst um Mitteilung, ob auch für diese Lager Liebesgabensendungen zugelassen sind. Für das Lager Waldsee war die Genehmigung bereits mit dem obengenannten Schreiben erteilt.

Heil Hitler !
Der Chef des Amtes Auslandsdienst
i.A.

DC

A b s c h r i f t

Der Chef der Sicherheitspolizei
und des SD
IV A 4 b - 2318/42-535

Berlin, den 6.November 1944

5. FEB. 1945

An das
Deutsche Rote Kreuz
Präsidium-Auslandsdienst

in E t t a l/Obb.

Betrifft: Die rumänische Staatsangehörige Sylvia L i t t m a n n, geb.am 2o.9.1918 in Bacau/Rum.

Bezug: Schreiben vom 25.1o.1944 - VII/3e Bg.

Der jetzige Aufenthalt der Sylvia L i t t m a n n ist hier unbekannt. Im Hinblick auf die gegenwärtigen Verhältnisse lassen sich Ermittlungen über ihren Verbleib z.Zt. nicht durchführen.

Im Auftrage:
gez.: M o e s

Der Chef der Sicherheitspolizei
und des SD
IV A 4 b - 2318/42-587

Berlin, den 25.Januar 1945

Abschrift
dem
Deutschen Roten Kreuz
- Präsidium/Auslandsdienst -

in E t t a l /Obb.

unter Bezugnahme auf das Schreiben vom 1o.1.1945- VII/3e Bg. - mit der Bitte um Kenntnisnahme übersandt.

Im Auftrage:

ITS VCC 7

Der Chef der Sicherheitspolizei und des SD

IV A 4 b - 2318/42-562
Bitte in der Antwort vorstehendes Geschäftszeichen u. Datum anzugeben

Berlin SW 11, den 23. Dezember 1944
Prinz-Albrecht-Straße 8
Fernsprecher: 120040

20

JAN. 1945

An das Deutsche

Rote Kreuz
- Präsidium /Amt Auslandsdienst -

in E t t a l /Obb.

Betrifft: Kollektivsendungen an Juden in Arbeitslagern.

Bezug: Schreiben vom 4.11.und 25.11.1944 - VII/3 Grl./Bb.

Gegen Kollektivsendungen des Vereinigten Hilfswerks in Genf an Juden in Arbeitslagern im Reichsgebiet bestehen keine Bedenken.

Es wird jedoch gebeten zu veranlassen, dass die Sendungen an die Hauptlager gerichtet werden.

Die Arbeitslager Ludwigsdorf, Wolta-Gabersdorf, Neusalz/Oder und Markstadt/O.S. gehören zum Hauptlager Gross-Rosen.

Die Arbeitslager Jawischlowitz und Blechhammer gehören zum Hauptlager Monowitz.

In Trautenau, Waldsee b. Aulendorf und Klein-Mariazell bestehen keine Arbeitslager.

Bezüglich der Sendungen von Kleidungsstücken, Arzeneien usw. durch das Schwedische

./.

Rund Rkr. + J.K.

ITS VCC 7

Rote Kreuz wird gebeten zu veranlassen, dass diese Sendungen an den Ältestenrat der Juden in Wien I., Seitenstettengasse 4, gerichtet werden. Von dieser Stelle werden die Gegenstände an die jüdischen Insassen der Sammelunterkünfte verteilt werden.

Im Auftrage:

Die Übereinstimmung der Fotokopie mit dem Original wird hiermit beglaubigt.

Arolsen, den 16. Mai 1969

COMITE INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE ITS

Leiter des Archivs
des
Internationalen Suchdienstes

27.3.45.

10

VII/3 Grl/Bb.

Amt im Lager Waldsee

An das
Reichssicherheitshauptamt
(1) Berlin SW. 11
Prinz Albrecht Str. 8.

Vom Internationalen Komitee vom Roten Kreuz ist mitgeteilt worden, dass es stündig gebeten werde, aus Ungarn stammenden Juden in einem Lager Waldsee Hilfssendungen zukommen zu lassen. Da jedoch mit dortigem Schreiben vom 23.12. - IV A 4 b 2310/42-562 - mitgeteilt worden ist, dass in Waldsee bei Aulendorf kein derartiges Arbeitslager besteht, wovon das Internationale Komitee in Kenntnis gesetzt wurde, hat es hier angefragt, ob es sich etwa um einen anderen Ort dieses Namens, d.h. also nicht bei Aulendorf sondern in einer anderen Gegend Deutschlands handelt. Gegebenenfalls wird um Angabe der genauen Anschrift und Belegzahl dieses Lagers, sowie um Mitteilung gebeten, ob Liebesgabensendungen dorthin zugelassen sind.
Da das Internationale Komitee um telegrafischen Bescheid gebeten hat, darf um möglichst beschleunigte Mitteilung gebeten werden.

Heil Hitler !
Der Chef des Amtes Auslandsdienst
i.A.

1 TS VCC 7.

Die Übereinstimmung der Fotokopie mit dem Original wird hiermit beglaubigt.

Arolsen, den 16. Mai 1969

COMITE INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE TS

Leiter des Archivs
des
Internationalen Suchdienstes

2377/42

W B 4 a 1. 5. 1942 M. Kunde
B. Reichert
S. Re

Abgabe von Holz- und Wollsachen durch Juden an slowakische Staatsangehörige

IV B 4 a. 3. 8. 1942 M. Sch
B. Reichert
S. Re

dto.

AA Jul II A 6812

Auswärtiges Amt
D III 1936
Durchschr.

SLOWAKISCHE GESANDTSCHAFT

Nr.: 46.868/42.

V e r b a l n o t e.

Die Slowakische Gesandtschaft beehrt sich dem Auswärtigen Amt folgendes ergebenst zur Kenntnis zu bringen:

Am 20.März 1942 wurden Juden slowakischer Staatsangehörigkeit,die in Berlin wohnen durch die Behörde aufgefordert,ihre Pelzsachen und Wollsachen in der Turnhalle der Schule,Kaiserstraße 2930,abzuliefern,weiter ihre Fahrräder,Schreibmaschinen,optische Apparate anzumelden.

Die Slowakische Gesandtschaft beehrt sich um die Mitteilung zu bitten,ob die abgelieferten Gegenstände im Sinne der Vereinbarung zwischen der Slowakischen und Deutschen Regierung,für den Slowakischen Staat sichergestellt wurden.

Die Gesandtschaft wäre für die Ermittlung einer Aufstellung über die sichergestellten Gegenstände und ihren Wert sehr dankbar.

Die Slowakische Gesandtschaft dankt dem Auswärtigen Amt für seine freundliche Antwort bestens im voraus.

Berlin, den 28.März 1942.

An das
Auswärtige Amt
in B e r l i n.

AA Inl II A 68/2

Der Reichsführer-SS
und
Chef der Deutschen Polizei
im Reichsministerium des Innern

S IV B 4a 2377/42

Bitte in der Antwort vorstehendes Geschäftszeichen und Datum anzugeben

Berlin SW 11, den 1. Mai 1942.
Prinz-Albrecht-Straße 8
Fernsprecher: 12 00 40

Auswärtiges Amt
D III 2601
eing. 7. MAI 1942
Anl. Dem.

An das
Auswärtige Amt
zu Hd. von Legationsrat Rademacher

B e r l i n - W 8,
Wilhelmstr. 74/76.

Betrifft: Verbalnote der slowakischen Gesandtschaft bezüglich der Abgabe von Pelz und Wollsachen durch Juden slowakischer Staatsangehörigkeit.

Bezug: Dort. Schreiben vom 8.4.42 D III 1936.

Die in der oben bezeichneten Verbalnote beanstandete Massnahme wurde ergriffen im Zuge der Beseitigung der den Juden slowakischer Staatsangehörigkeit, ~~bisher als Angehörigen eines fremden Staates zustehenden~~ Sonderstellung den Juden deutscher Staatsangehörigkeit gegenüber.

Es wurde hier angenommen, dass die slowakische Regierung wegen der zu erwartenden geringfügigen Anzahl der eingehenden Pelz- und Wollsachen keine Ansprüche geltend machen werden würden.

Vorsorglich wurde ~~jedoch von hier~~ Weisung gegeben, ~~dass~~ die von Juden slowakischer Staatsangehörigkeit abgelieferten Gegenstände gesondert und unter Namensbezeichnung ~~gelagert werden sollten~~, ~~sodass~~ jederzeit einwandfreie ~~Angaben~~ über die Zahl der ~~von diesen Juden~~ abgelieferten Gegenstände erteilt werden könne.

Bisher wurden von Juden slowakischer Staatsangehörigkeit folgende Gegenstände bei der Reichsvereinigung der Juden in Deutschland ~~bezw.~~ ihren Bezirksstellen abgeliefert:

./.

00106

AA Inl II A 68/2

1 Damenpelzmantel
2 Pelzjacken
1 Männer- Sport- und Gehpelz
1 Pelzdecke
11 Pelzmuffen
9 Pelzkragen
2 Kopf- und Ohrenschützer
2 Puls- und Kniewärmer
13 Pullover und Strickjacken

1 Paar Wollhandschuhe
8 Paar Wollstrümpfe und Socken
1 Wollschal
2 Wolldecken

Sonstige Gegenstände:

4 Stck.einzelne Pelzgegenst.
3 Felle, Rohfelle
7 Pelzreste nach Stck.
7 einzelne Wollsachen.

Da sämtliche Gegenstände gebraucht sind, ist ihnen nur ein sehr geringer Wert beizumessen.

Ich bitte, von dort aus der Slowakischen Gesandtschaft nahe zu legen, auf die fraglichen Gegenstände zu verzich
damit ~~diese~~ sie bald ~~der deutschen Wehrmacht~~ den im Osten kämpfenden Truppen zur Verfügung ge
stellt werden können.

I.A. gez.Hunsche.

Beglaubigt:
Kanzleiangest..

Re

00107

AA Jul II A 68/2

SLOWAKISCHE GESANDTSCHAFT

Nr.: 48.432/42.

Eilt sehr!

Verbalnote.

Die Slowakische Gesandtschaft beehrt sich, dem Auswärtigen Amt auf seine Verbalnote vom 22.Mai 1942, Nr. D III/2601 weisungsgemäß mitzuteilen, daß die Slowakische Regierung auf die Gegenstände, die von Juden slowakischer Staatsangehörigkeit laut der obenerwähnten Verbalnote abgeliefert worden sind unter der Bedingung der Gegenseitigkeit verzichtet, d.h. daß auch die Deutsche Reichsregierung übereinstimmt, damit die von Juden reichsdeutscher (einschließlich Protektorat Böhmen und Mähren) Staatsangehörigkeit in der Slowakei abgelieferten Gegenstände zur Verfügung der slowakischen Armee gestellt werden könnten. Die erwähnten Gegenstände würden von den slowakischen Einheiten, die an der Ostfront zusammen mit den deutschen und verbündeten Einheiten kämpfen, benützt. Es darf bemerkt werden, daß diese konkrete Stellungnahme der Slowakischen Regierung soll nicht als Präjudiz für die zukünftigen Verhandlungen über das Eigentum der slowakischen Juden, das im Deutschen Reich (einschließlich Protektorat Böhmen und Mähren) sichergestellt worden ist und noch wird, gelten.

Die Slowakische Gesandtschaft wäre den Auswärtigen Amt für eine baldmöglichste Rückäußerung in der Angelegenheit sehr dankbar.

Berlin, den 16. Juni 1942.

An das
Auswärtige Amt
in Berlin.

00108

AA Inl II A 6812

Der Reichsführer-SS
und
Chef der Deutschen Polizei
im Reichsministerium des Innern

Berlin SW 11, den 3. August 1942
Prinz-Albrecht-Straße 8
Fernsprecher: Ortsverkehr 120040 · Fernverkehr 126421

S IV D 4 a 2337/42

Bitte in der Antwort vorstehendes Geschäftszeichen und Datum anzugeben

Auswärtiges Amt
D III 4294
eing. -7. AUG. 1942
Anl. Durchschl.

Pls. D III

Weiterleiten an
D II bittet um Beteiligung
Berlin, den 6.8.42

An das
Auswärtige Amt,
zu Hd. von Herrn Gesandtschaftsrat Dr. Klingenfuss,

B e r l i n - W 8,
Wilhelmstr. 74/76.

Betrifft: Verbalnote der Slowakischen Gesandtschaft über die Abgabe von Pelzen und Wollsachen durch Juden slowakischer Staatsangehörigkeit.

Bezug: Dort. Schreiben vom 25.6.42 - D III 3687.

Y354

Mit der von der Slowakischen Regierung vorgeschlagenen Regelung über die Verwertung der sowohl im Reichsgebiet (einschliesslich Protektorat Böhmen und Mähren) als auch in der Slowakei bei Juden erfassten Pelze und Wollsachen bin ich einverstanden.

Beglaubigt:
Kanzleiangestellte.

Im Auftrage:
gez. S u h r.

Reichsführer-SS und Chef der Deutschen Polizei im Reichsministerium des Innern
Der Chef der Ordnungspolizei

wenden!

83-26

2383/42

IV B 4 a 9. 5. 1942 R. Eichmann
B. Reichert
S. Re

Auswanderung von Juden aus Rumänien

Der Chef der Sicherheitspolizei und des SD

IV B 4 a 2383/42

Bitte in der Antwort vorstehendes Geschäftszeichen u. Datum anzugeben

Berlin SW 11, den 9. Mai 1942
Prinz-Albrecht-Straße 8
Fernsprecher: 120040

Auswärtiges Amt
D III 2742
eing. 13. MAI 1942
Anl. — Durchschl.

An das
Auswärtige Amt
zu Hd. von Herrn Legationsrat Rademacher

Berlin - W 8,
Wilhelmstr. 74/76.

Betrifft: Auswanderung von Juden aus Rumänien.
Bezug: Ohne.

Seitdem die Deutsche Gesandschaft in Bukarest Juden, die aus Rumänien über Deutschland nach Spanien, Frankreich und Übersee auszuwandern beabsichtigen, Durchreisebewilligungen nicht mehr erteilt, nehmen diese Juden nunmehr, wie festgestellt worden ist, ihren Weg über Ungarn, Kroatien und Italien. Da es sich hierbei in der Regel um bemittelte Juden handelt, besteht die Gefahr, dass schliesslich nur das Gros der mittellosen Juden in Rumänien zurückbleibt.

Im Interesse der reibungslosen Durchführung der Planungen in der Endlösung der europäischen Judenfrage, bitte ich, dieser Entwicklung mit geeignet erscheinenden Mitteln entgegenzutreten. Ich bitte, mich gelegentlich von dem Sachstand zu unterrichten.

F.d.R.
Kanzleiangest.

I.A. gez. Eichmann,
SS-Obersturmbannführer.

Re

168

86

2537/42

IV B 4 15. 5. 1942 M. Müller
B. Zeleranodt, M.

Richtlinien für technische Durchführung der Evakuierung von Juden in das Altersghetto Theresienstadt

sowie
Richtlinien für die Behandlung des Vermögens der in das Altersghetto Theresienstadt abzuschiebenden Juden
(Schreiben Heydrichs auf Anlagen: HA)

IV B 4 a 3. 7. 1942 M. Günther
(81) B. Seelig

Evakuierung von Juden nach Theresienstadt

IV B 4 a 7. 7. 1942 M. Günther

FS: Evakuierung von Juden in das Altersghetto Theresienstadt
mit Bezugnahme auf das SB vom 3. 7. 1942

IV B 4 a 1. 8. 1942 M. Eichmann
(207) B. Post

Evakuierung von Juden nach Theresienstadt

IV B 4 a 19. 9. 1942 M. Eichmann
(372)

FS: Judentransporte von Juden nach Theresienstadt

W B 4 a 20. 2. 1943 Kr. Günther
B. Beck

Rücksprache zur technischen Durchführung
der Volksausgabe von Hitlers Mein Kampf

ITS Ho 308/153

Reichssicherheitshauptamt

IV B 4 a 2537/ 42 - 84

Bitte in der Antwort vorstehendes Geschäftszeichen und Datum anzugeben

Berlin SW 11, den 3. Juli 1942.
Prinz-Albrecht-Str. 8
Fernsprecher 12 00 40

153

(1142)

513/42

Schnellbrief

Staatspolizeileitstelle Düsseldorf
- 6. JULI 1942
Anl.

An die

Geheime Staatspolizei,
Staatspolizeileitstelle Düsseldorf,
z.Hdn. SS-Obersturmbannführer Oberregierungsrat Dr. A l b a t h o.V.i.A.

D ü s s e l d o r f .

Betrifft: Evakuierung von Juden nach Theresienstadt.

Bezug: FS-Erlaß IV B 4 a 2093/42g (391) vom 21.5.42.

Anlage: 1.

Es besteht die Möglichkeit, die im dortigen Bezirk ansässigen, für die Evakuierung in das Altersghetto Theresienstadt in Betracht kommenden Juden im Juli ds.Jrs. geschlossen mit einem Sonderzug nach Theresienstadt abzubefördern.

Ich übersende als Anlage die für die Evakuierung nach Theresienstadt aufgestellten Richtlinien mit der Bitte um Kenntnisnahme und genaueste Beachtung.

Der Sonderzug wird von hier zugewiesen; der Verkehrstag noch mitgeteilt. Bis dahin bitte ich mit den Vorbereitungen abzuwarten.

Im Auftrage:
gez.: G ü n t h e r .

Beglaubigt:
Kanzleiangestellte

Der Chef der Sicherheitspolizei und des SD. IV B 4 a

ITS HO 308/154

Reichssicherheitshauptamt
IV B 4 2537 /42

Berlin, den 15. Mai 1942

154

A. Richtlinien

zur technischen Durchführung der Evakuierung von Juden in das Altersghetto Theresienstadt.

Für die Evakuierung von Juden aus dem Reichsgebiet in das Ghetto Theresienstadt werden folgende Richtlinien, die in allen Punkten genau einzuhalten sind, aufgestellt:

I. Zuständige Evakuierungsdienststellen.

Die ordnungsgemässe Durchführung der Evakuierung obliegt den Staatspolizei(leit)stellen (in Wien wie bisher der Zentralstelle für jüdische Auswanderung Wien in Zusammenarbeit mit der Staatspolizeileitstelle Wien, im Protektorat dem Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des SD, Zentralstelle für jüdische Auswanderung Prag).

Aufgabe dieser Dienststellen ist neben der personellen Erfassung und Konzentrierung des zu evakuierenden Personenkreises der Abtransport dieser Juden unter Ausnutzung von Regelzügen der Reichsbahn, bzw. Protektoratsbahn, sowie die Regelung der vermögensrechtlichen Angelegenheiten.

ITS HO 308/155

155

II. Bestimmung des zu evakuierenden Personenkreises.

Im Zuge dieser Evakuierungsaktion sind nachstehende Judengruppen (§ 5 der I. Verordnung zum Reichsbürgergesetz vom 14.11.1935 RGBl, I, S. 1333), die von der Evakuierung nach dem Osten gemäss den Richtlinien für die technische Durchführung der Evakuierung von Juden ausgenommen sind, zu erfassen:

1.) Über 65 Jahre alte bzw. über 55 Jahre alte gebrechliche Juden mit Ehegatten, soweit sie nicht in deutsch-jüdischer Mischehe leben und ihre Kinder unter 14 Jahren.

2.) Juden

a) Inhaber des Verwundetenabzeichens,

b) Träger hoher Kriegsauszeichnungen (EK I, Goldene Tapferkeitsmedaille usw.)

soweit sie nicht in deutsch-jüdischer Mischehe leben, mit Ehegatten und Kindern unter 14 Jahren.

3.) Jüdische Ehegatten einer nicht mehr bestehenden deutsch-jüdischen Mischehe, die gemäss § 3, Abs. a) der Polizeiverordnung über die Kennzeichnung der Juden vom 1.9.41 (RGBl. I, S. 547) vom Kennzeichnungszwang befreit sind, soweit nicht Kinder unter 14 Jahren (Mischlinge I. Grades, die nach den gesetzlichen Bestimmungen nicht als Juden gelten) im Haushalt leben.

ITS RO 308 / 156
156

4.) Jüdische allein stehende Mischlinge, die nach den gesetzlichen Bestimmungen als Juden gelten.

Von diesen unter 1 - 4 genannten Juden sind vorläufig von der Evakuierung nach Theresienstadt auszunehmen:

1.) Juden ausländischer einschliesslich nach dem 15.3.1942 staatenlos gewordener Juden ehemals slowakischer Staatsangehörigkeit (jedoch nicht sonstige staatenlose Juden und Juden mit ehemals polnischer und luxemburgischer Staatsangehörigkeit).

2.) Im kriegswichtigen Arbeitseinsatz befindliche Juden, für die eine Zustimmung zur Evakuierung von den zuständigen Rüstungskommandos (Rüstungsinspektionen) sowie der Landeswirtschaftsämter und Arbeitsämter aus wehrwirtschaftlichen Gründen z.Zt. nicht gegeben werden kann.

3.) Jüdische Rechtskonsulenten und Krankenbehandler sowie haupt- und ehrenamtliche Mitarbeiter der Reichsvereinigung der Juden in Deutschland, ihrer Bezirksstellen oder der jüdischen Kultusvereinigungen, soweit ihre Zurückstellung von der Evakuierung im Verhältnis zur Zahl der zunächst verbleibenden Juden weiterhin angebracht erscheint.

Die z.Zt. in jüdischen Altersheimen untergebrachten Juden sind bei dieser Evakuierung an erster Stelle zu erfassen.

- 4 -

ITS HO 308/157
157

III. Transport.

Die Abbeförderung ist jeweils in einem Einzelwaggon, der auf Antrag von den zuständigen Reichsbahndirektionen zugewiesen wird, eines auf der Strecke nach Theresienstadt verkehrenden Regelzuges durchzuführen. Stärke: 50 Juden je Transport. (Stärkere Belegung unzulässig). Die Dienststellen erhalten wöchentlich Anweisung vom Reichssicherheitshauptamt, wieviel Transporte (zu je 50 Juden) in der jeweils folgenden Woche nach Theresienstadt abgewickelt werden können. Nach Eingang dieser Anweisungen ist mit der in Betracht kommenden Reichsbahndirektion Verbindung hinsichtlich der Bereitstellung des erforderlichen, vom übrigen Personenverkehr abgesonderten Zugraumes (gegebenenfalls Sonderwagen) aufzunehmen.

Je Person ist mitzunehmen:

Zahlungsmittel RM 50,--

Ein Koffer oder Rucksack mit Ausrüstungsstücken (kein sperrendes Gut) u.zw.:

Vollständige Bekleidung
(ordentliches Schuhwerk)

Bettzeug mit Decke (Leibwäsche)

Essgeschirr (Teller oder Topf)
mit Löffel

Verpflegung für 8 Tage

Nicht mitgenommen werden dürfen:

Wertpapiere, Devisen, Sparkassenbücher usw.

Wertsachen jeder Art (Gold-Silber, Platin - mit Ausnahme des Eheringes).

ITS HO 308/158

158

~~Lebendes Inventar~~,
Lebensmittelkarten (vorher abnehmen und den örtlichen Wirtschaftsämtern übergeben).

Die Transporte sind vor Abgang nach Waffen, Munition, Sprengstoffen, Gift, Devisen, Schmuck, usw. zu durchsuchen.

Die Bezirksstellen der Reichsvereinigung (bzw. Jüdische Kultusgemeinden) können zur Vorbereitung und Durchführung der Transporte herangezogen werden.

Die ärztliche Aufsicht über die Juden während der Fahrt ist einem jüdischen Krankenbehandler bzw. Pfleger(in) zu übertragen.

IV. Transportleitung.

Die Transportleitung ist einem Angehörigen der Sicherheitspolizei zu übertragen, dem weitere Beamte bzw. Angestellte zur Unterstützung zugeteilt werden können.

Namentliche Liste der mitgeführten Personen (Name, Geburtsdaten, Beruf, Wohnung, Alter) in zweifacher Ausfertigung ist dem Transportleiter mitzugeben.

ITS HO 308/159
159

V. Aufnahme.

Für die Aufnahme der evakuierten Juden im Ghetto Theresienstedt ist der Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des SD, Zentralstelle für jüdische Auswanderung Prag zuständig.

VI. Meldewesen.

Die Abfahrt jedes Transportes ist sofort mit dringendem Fernschreiben oder Telegramm nach beiliegendem Muster (Anlage 1)

a) dem Reichssicherheitshauptamt, Referat IV B 4,
b) dem Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des SD, Zentralstelle für jüdische Auswanderung Prag,
c) dem Ghetto Theresienstadt

bekanntzugeben.

Eintreffen und Übernahme der Transporte im Ghetto Theresienstadt sind dem Reichssicherheitshauptamt, Referat IV B 4, vom Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des SD, Zentralstelle für jüdische Auswanderung Prag mit Fernschreiben nach beiliegendem Muster (Anlage 2) zu melden.

VII. Verrechnung der Kosten der Evakuierung.

Die Verrechnung der durch die Evakuierung entstehenden Kosten ist mit Erlass II C 1/2 Nr. 650/41-238-Ie- vom 10.1.1942 geregelt.

ITS HO 308/160

160

B. Richtlinien

für die Behandlung des Vermögens der in das Altersghetto Theresienstadt abzuschiebenden Juden.

Wegen der vermögensrechtlichen Regelung bei der Abschiebung wird auf die anliegenden Richtlinien für die Behandlung des Vermögens der in das Generalgouvernement abzuschiebenden Juden (Anlage 3) verwiesen. Da jedoch das Protektorat Böhmen und Mähren nicht als Ausland im Sinne der Elften Verordnung zum Reichsbürgergesetz vom 25.11.1941 (RGBl. I, S. 722) zu betrachten ist, kann durch diese Abschiebung ein Vermögensverfall nach dieser gesetzlichen Bestimmung nicht Platz greifen, so dass in jedem einzelnen Fall, soweit Vermögen vorhanden ist, eine Einziehung zu Gunsten des Deutschen Reiches auf Grund der einschlägigen Vorschriften über die Einziehung volks- und staatsfeindlichen Vermögens durchzuführen ist. Dementsprechend sind die beigefügten Richtlinien insoweit nicht zur Anwendung zu bringen, als sie sich auf den Vermögensverfall im Rahmen der Elften Verordnung zum Reichsbürgergesetz vom 25.11.1941 beziehen. Der Reichsminister des Innern hat seinen auf Seite 3 oben der Richtlinien genannten Erlass über die Sammelfeststellung der Volks- und Staatsfeindlichkeit vom 2.3.1942 - Pol. S II A 5 - 192/42 - 212 - auf diese Abschiebung nach dem Altersghetto Theresienstadt ausgedehnt, so dass hiernach verfahren werden kann.

- 8 -

ITS HO 308/161
16-1

Sollte unter den Abzuschiebenden ein geisteskranker, geistesschwacher oder sonstwie nicht in vollem Besitz seiner körperlichen und geistigen Kräfte befindlicher Jude vorhanden sein, für den von Amts wegen eine Vormundschaft oder Pflegschaft usw. angeordnet worden ist, so sind die im Rahmen der Abschiebung zu fordernden schriftlichen Erklärungen durch den Vormund oder Pfleger usw. abzugeben; ebenso ist an diesen die Zustellung der Einziehungsverfügung vorzunehmen.

Im Gegensatz zu den Abschiebungen nach dem Osten kommt die Mitgabe von Devisen nicht in Betracht.

Für die gesonderte Übersendung der erforderlichen Vordrucke (Vermögenserklärungen und Einziehungsverfügungen) wird rechtzeitig Sorge getragen werden.

In Vertretung:

gez. M ü l l e r

Beglaubigt
Kanzleiangestellte

Anlage 1 ITS Doc 308/162

ÜBAufgabe 14.513/42

162

Muster einer Abfahrtsmeldung.

1.)

Fernschreiben (Telegramm)

Dringend, sofort vorlegen!

a/ An das

Reichssicherheitshauptamt, Referat IV B 4,
z.Hdn. SS-O,Stubaf. E i c h m a n n o.V.i.A.

B e r l i n .

b/ An den

Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des SD,
Zentralstelle für jüdische Auswanderung Prag,

P r a g .

c/ An die

Staatspolizeileitstelle Prag,
Polizeigefängnis Theresienstadt,

mit der Bitte um Weiterleitung an SS-Obersturmführer Dr. S e i d l .

Betrifft: Evakuierung von Juden nach Theresienstadt.

Bezug: Bekannt.

Am 11.7.42., um ..... Uhr wurden mit Regelzug Da.70... insgesamt ..... Juden aus Prag nach Theresienstadt in Marsch gesetzt. Fahrplanmässiges Eintreffen in Theresienstadt am 12.7.42.. um 9.15... Uhr.

Die Zusammensetzung des Transportes entspricht in allen Punkten den vom RSHA her ausgegebenen Richtlinien.

Transportführer ist Hauptsturmführer Hrabe (Name und Dienstgrad).....
dem die namentliche Transportliste in zweifacher Ausfertigung mitgegeben wurde.

An Zahlungsmitteln werden vom Transportführer insgesamt RM ..... mitgeführt.

2.) U.A. Bl. 204 (Ungarn).

ITS fco 308/163

163

Anlage 2

Muster einer Ankunftsmeldung.

Fernschreiben:

An das
Reichssicherheitshauptamt, Referat IV B 4,
z.Hd. SS-O'Stubaf. E i c h m a n n o.V.i.A.

B e r l i n

Betrifft: Evakuierung von Juden nach Theresienstadt.

Bezug: Bekannt.

Am ..... um ....., Uhr ist der von der (abfertigende Dienststelle)..... angekündigte Transport mit insgesamt ..... Juden aus ..... eingetroffen und ordnungsgemäss im Ghetto untergebracht worden.

Mitgebrachte Zahlungsmittel .....
Zwischenfälle und Mängel .....

ITS Ho 308/164

Anl. 3

Reichssicherheitshauptamt
IV B 4 a - 163/42 -

164

Richtlinien

für die Behandlung des Vermögens der in das Generalgouvernement (Lublin-Trawniki) abzuschiebenden Juden.

Für die Abschiebung von Juden aus dem Altreich, Wien und dem Protektorat Böhmen und Mähren in das Generalgouvernement werden folgende Richtlinien, die in allen Punkten genau einzuhalten sind, aufgestellt:

Nachdem der Kreis von Personen feststeht, der nach dem Generalgouvernement abzuschieben ist, muß im geeigneten Zeitpunkt für die Erfassung des gesamten Vermögens dieser Juden sofort Sorge getragen werden. Damit Vermögensverschiebungen hintenangehalten werden, ist - erforderlichenfalls mit Rückwirkung vom 1.3.1942 an - das Vermögen in seiner Gesamtheit staatspolizeilich zu beschlagnahmen und daraufhin praktisch sicherzustellen. Zur Vermeidung von nachträglichen Schwierigkeiten sind die abzuschiebenden Juden bei der Bekanntgabe ihrer Abschiebung zugleich von der staatspolizeilichen Beschlagnahme ihres Vermögens unter Androhung schärfster staatspolizeilicher Maßnahmen für den Fall von Vermögensverschiebungen in Kenntnis zu setzen. Die Juden haben sodann die vorgedruckten Vermögenserklärungen, die den zuständigen Evakuierungsdienststellen in genügender Anzahl in der Anlage zugehen, genauestens auszufüllen und zu unterschreiben. (Die von früheren Evakuierungen noch übrig gebliebenen Vermögenserklärungen dürfen nicht mehr benutzt werden.) Hierbei ist die den Vermögenserklärungen vorangestellte Anweisung sorgfältig zu beachten. Insbesondere sind die Vermögensstücke, die der Jude mitnehmen darf, nicht einzutragen. Weiterhin sind von den Juden sämtliche das Vermögen verkörpernde Urkunden (z.B. Wertpapiere), sich auf das Vermögen beziehende oder sonstwie vermögensrechtliche Fragen regelnde Urkunden (z.B. Verträge und Beweismaterial) den Vermögenserklärungen beizufügen, soweit diese Urkunden von den Juden beigebracht werden können. Da bisher die Juden die Vermögenserklärungen teilweise absichtlich in nachlässiger Weise ausgefüllt haben, um entweder den Behörden bestimmte Vermögenswerte zu verschweigen oder aber um den staatlichen Stellen Schwierigkeiten bei der Verwaltung und Verwertung des

ITS fro 308/164R

Vermögens zu bereiten, sind sie ausdrücklich darauf aufmerksam zu machen, daß sie auf keine Nachsicht zu rechnen haben, wenn sie der Verpflichtung der Ausfüllung von Vermögenserklärungen nicht in genügender Weise nachkommen, was noch vor dem Abtransport in allen Einzelheiten nachgeprüft würde. Wie in den mit besonderem Erlaß den dortigen Dienststellen gleichfalls zugehenden Richtlinien zur technischen Durchführung der Evakuierung festgelegt worden ist, müssen für jede Person 50,-- RM in Reichskreditkassenscheinen oder 100 Zloty mitgenommen werden. Damit Geldmittel in dieser Höhe beim Abtransport auch wirklich vorhanden sind, bestehen keine Bedenken dagegen, daß Barmittel von dem Vermögen begüterter Juden, die gleichfalls der Abschiebung unterliegen, für minderbemittelte Juden abgezogen werden. Falls es sich als notwendig erweist, zu diesem Zwecke Abhebungen durch die Juden von ihren entweder durch die Devisenstellen oder im Rahmen des hiesigen Erlasses, betr. Verfügungsbeschränkungen über das bewegliche Vermögen für Juden, vom 27.11.1941 - IV B 4 a 1146/41-32- gesicherten Konten vornehmen zu lassen, ist rechtzeitig mit den zuständigen Devisenstellen sowie Banken und Sparkassen wegen Bewilligung dieser Abhebungen Verbindung aufzunehmen, damit Rückfragen von seiten dieser Stellen nach Tunlichkeit vermieden werden (s. auch Anlagen). Gleichfalls ist rechtzeitig an die mit entsprechenden Weisungen bereits versehenen Reichsbankstellen wegen der Bereitstellung der Reichskreditkassenscheine oder Zloty heranzutreten. Das gesamte Geld ist dem Transportführer der Begleitmannschaft der Ordnungspolizei zu übergeben, der diesen Betrag bei der Ankunft im Generalgouvernement gegen Quittung abzuliefern hat.

Da das Generalgouvernement in dieser Beziehung als Ausland zu betrachten ist, verfällt sofort nach dem Überschreiten der Grenze des Generalgouvernements auf Grund des § 3 der Elften Verordnung zum Reichsbürgergesetz vom 25.11.1941 (RGBl. I, S.722) das Vermögen der Juden, die die deutsche Staatsangehörigkeit im Rahmen dieser gesetzlichen Regelung verlieren, automatisch dem Deutschen Reich. Dasselbe gilt für Juden, die bei dem Inkrafttreten dieser Verordnung staatenlos waren und zuletzt die deutsche Staatsangehörigkeit besessen haben, wenn sie ihren gewöhnlichen Aufenthalt im Ausland haben oder nehmen, was hier zutrifft. Diese Voraussetzungen dürften bei den meisten der abgeschobenen Juden gegeben sein.

In den wenigen Fällen, in denen die Elfte Verordnung zum Reichsbürgergesetz vom 25.11.1941 nicht Platz greifen kann, was u.a.

ITS 620 308/165
165

auch dann zutrifft, wenn der Jude nach der Bekanntgabe seiner Abschiebung aber noch vor dem Betreten des Generalgouvernements verstirbt, ist das Vermögen sofort auf Grund der einschlägigen Vorschriften über die Einziehung volks- und staatsfeindlichen Vermögens zu Gunsten des Deutschen Reiches einzuziehen. Um das Einziehungsverfahren zu beschleunigen und noch vor den Abschub der Juden durchzuführen, hat der Reichsminister des Innern bereits mit Erlaß vom 30.6.1942 - Pol. S - II A 5 - 552/42 - 212 - die Sammelfeststellung getroffen, daß die Bestrebungen dieser von der Abschiebung erfaßten Juden volks- und staatsfeindlich gewesen sind. Dementsprechend können die Listen, die diese abzuschiebenden Juden enthalten, in zweifacher Ausfertigung zur Zeitersparnis auch nachträglich dem Reichsminister des Innern, Berlin SW 11, Prinz-Albrecht-Str. 8, Referat II A 5, z.Hd. von SS-Sturmbannführer Amtsrat J e s k e , zu dem obengenannten Aktenzeichen für die Sammelfeststellung der Volks- und Staatsfeindlichkeit übermittelt werden. Das Referat II A 5 wird auf der einen Liste die Sammelfeststellung der Volks- und Staatsfeindlichkeit treffen und diese sodann der zuständigen Staatspolizei(leit)stelle zurücksenden, während die Zweitschrift dieser Liste zu den Akten des Referates II A 5 genommen wird. Mit Rücksicht darauf, daß es sich nur um vereinzelte Ausnahmefälle handelt, wird davon abgesehen, von hier aus die in Betracht kommenden Einziehungsbehörden mit entsprechenden Weisungen zu versehen. Dementsprechend ist von dort aus erforderlichenfalls sofort an die zuständigen Einziehungsbehörden mit der Bitte heranzutreten, in diesen Fällen ein vereinfachtes und beschleunigtes Einziehungsverfahren durchzuführen, sobald eindeutig feststeht, welche Personen dieser Art der tatsächlich bevorstehenden Abschiebung unterliegen, wobei ich anheimstelle, durch Vereinbarung mit der Einziehungsbehörde festzulegen, ob diese das Einziehungsverfahren in vollem Umfange selbst durchführen oder sich lediglich auf die nachstehend angeführte Ausfüllung der Einziehungsformulare beschränken will, die sie sodann den dortigen Evakuierungsdienststellen zur weiteren Veranlassung überläßt. Zu diesem Zwecke werden anliegend den zuständigen Evakuierungsdienststellen vorgedruckte Einziehungsformulare in genügender Anzahl übersandt. Zur Durchführung des Einziehungsverfahrens werden für jede Person dieser Art (also auch für minderjährige Kinder und Ehefrauen, soweit sie eigenes Vermögen besitzen) zwei Vordrucke benötigt. In diese Vordrucke sind oben links die einziehende Behörde zusammen mit der Buchungsnummer und oben rechts der Ort sowie das Da-

ITS RO 308/165

13

tum einzutragen, während unten das Dienstsiegel anzubringen ist. Jedes Formular muß mit der handschriftlichen Unterschrift des zuständigen Beamten der Einziehungsbehörde versehen sein. Erforderlichenfalls kann zur Vereinfachung des Verfahrens von der Einziehungsbehörde eine Sammelbuchungsnummer eingetragen werden. In diese Einziehungsverfügungen sind weiterhin an Hand der Abschiebungslisten die Personalien des Juden, dessen Vermögen im Rahmen der Evakuierung eingezogen werden soll, auf das genaueste einzutragen.

Nachdem die Einziehungsverfügungen auf diese Art vollständig ausgefüllt sind, müssen sie den Gerichtsvollziehern zwecks Zustellung an die Juden ausgehändigt werden. Diese Zustellung durch die Gerichtsvollzieher hat unbedingt mittels einer Zustellungsurkunde zu erfolgen, damit die Einziehung des Vermögens zu Gunsten des Deutschen Reiches rechtswirksam ist und somit Eintragungen im Grundbuch durch die Grundbuchämter vorgenommen werden können. Diese Zustellung erfolgt am zweckmässigsten erst im Sammellager, in dem die Juden vor Abgang des Sammeltransportes zusammengefaßt werden. Mit den zuständigen Behörden ist unverzüglich Verbindung aufzunehmen, damit zu gegebener Zeit genügend Gerichtsvollzieher zur Verfügung stehen und eine ausreichende Anzahl von Zustellungsurkunden vorhanden ist. Bei beschleunigter Durchführung des Zustellungsverfahrens wird für je 100 Personen ein Gerichtsvollzieher benötigt. In der Regel wird somit die Beigabestellung eines Gerichtsvollziehers durchaus genügen. Weiterhin müssen so viel Zustellungsurkunden bereit gehalten werden, als abzuschiebende Juden vorhanden sind, deren Vermögen eingezogen wird. Nach Durchführung des Zustellungsverfahrens haben die Gerichtsvollzieher die Zweitschrift der Einziehungsverfügung zusammen mit der Zustellungsurkunde den zuständigen Evakuierungsdienststellen zurückzugeben. Die Urschrift der Einziehungsverfügung verbleibt in den Händen der Juden. Es bestehen jedoch keine Bedenken dagegen, wenn diesen Juden nach Eintreffen im Generalgouvernement diese Schriftstücke wieder abgenommen werden, damit ein Mißbrauch ausgeschlossen ist. Den zuständigen Einziehungsbehörden ist eine Liste der Juden, deren Vermögen eingezogen worden ist, zu übersenden, damit diese Unterlagen darüber besitzen, in welchen Fällen Einziehungen erfolgt sind. In den Fällen, in denen der für den Abtransport Vorgesehene vor der Verbringung nach dem Generalgouvernement verstirbt, ohne daß ihm eine Einziehungsverfügung vorher zugestellt war, ist durch die einziehende Behörde baldmöglichst eine öffentliche Bekanntmachung der Einziehung in der vorgeschriebenen Form zu veranlassen.

ITS RO 308/166
166

Die Einziehungsverfügungen stützen sich auf sämtliche im Großdeutschen Reich gültigen Einziehungsgesetze und -verordnungen, damit das gesamte Vermögen der Juden auch für den Fall eingezogen wird, daß Vermögenswerte sich in der Ostmark, im Sudetenland oder im Protektorat Böhmen und Mähren befinden. Der Rechtsgültigkeit der Einziehung dürfte nicht entgegenstehen, daß in diesem Fall eine nach den gesetzlichen Bestimmungen unzuständige Behörde die Einziehung ausgesprochen hat, weil diese innerdienstliche Angelegenheit gegebenenfalls nachher im Benehmen mit der sonst zuständigen Einziehungsbehörde bereinigt werden kann, indem deren nachträgliche Zustimmung eingeholt wird.

Abschließend ist das gesamte sowohl verfallene als auch eingezogene Vermögen der Juden zusammen mit den Vermögenserklärungen einschließlich der dazugehörigen vermögensrechtlichen Urkunden und Einziehungsverfügungen nebst Zustellungsurkunden den Behörden des Reichsministers der Finanzen zur Verwaltung und alsbaldigen Verwertung unverzüglich zu übergeben. Beizufügen ist eine Liste über die Juden, deren Vermögen im Rahmen der Abschiebungsmaßnahmen dem Deutschen Reiche verfallen oder zu Gunsten des Deutschen Reiches eingezogen worden ist, wobei vermerkt werden muß, ob im Einzelfalle der Vermögensübergang auf die eine oder andere Weise erfolgt ist.

Zuständig für die Übernahme sind die Oberfinanzpräsidenten, denen bei diesen Abschiebungen nicht nur im Rahmen des § 8, Abs. 2 der Elften Verordnung zum Reichsbürgergesetz vom 25.11.1941 durch den Oberfinanzpräsidenten Berlin die Verwaltung und Verwertung des verfallenen Vermögens übertragen worden ist, sondern denen diese Befugnis auch in Beziehung auf die eingezogenen Vermögenswerte für ihren jeweiligen Amtsbereich zusteht. Da die Oberfinanzpräsidenten ermächtigt sind, ihrerseits wiederum die einzelnen Finanzämter mit der Übernahme des Vermögens zu beauftragen, ist von dort aus an die Oberfinanzpräsidenten unter genauer Angabe der Anzahl der abzuschiebenden Juden und der Orte, aus denen die Juden evakuiert werden sollen, rechtzeitig mit der Bitte heranzutreten, im Einzelnen die Dienststellen der Reichsfinanzverwaltung anzugeben, die für die Übernahme des Vermögens zuständig sind. Selbstverständlich bedarf es in den Abschiebungsfällen nicht mehr der Feststellung des Vermögensverfalls im Sinne des §8, Abs. 1 der Elften Verordnung zum Reichsbürgergesetz vom 25.11.1941 durch die hiesige Dienststelle, da dieser Feststellung keine rechtsbegründende Wirkung beizumessen ist, sondern lediglich die Bestätigung innewohnt, daß die Voraussetzungen des § 3 der

ITS RO 308/166 R

Verordnung (1.Jude, 2. deutscher Staatsangehöriger oder staatenlos und zuletzt deutscher Staatsangehöriger, 3. gewöhnlicher Aufenthalt im Ausland) erfüllt sind, was in den hier in Betracht kommenden Fällen durch die dortigen Erhebungen und Maßnahmen ohnehin feststeht.

Der Reichsminister der Finanzen hat den ihm nachgeordneten Behörden bereits die entsprechenden Anweisungen erteilt.

Im Protektorat Böhmen und Mähren hat die Zentralstelle für jüdische Auswanderung Prag das nach der Zweiten Verordnung des Reichsprotektors in Böhmen und Mähren über die Betreuung der Juden und jüdischen Organisationen vom 12.10.1941 (VBlRProt. Seite 555) festgelegte Verfahren zur Anwendung zu bringen.

In der Anlage werden je eine Abschrift der auf hiesige Weisung durch die Reichsvereinigung der Juden in Deutschland herausgegebenen Rundschreiben vom 30.10.1941 - Nr. 41/359/580-, vom 12.11.1941 - Nr. 41/370/601 - und gleichfalls vom 12.11.1941 - Nr. 41/371/602 - sowie des hiesigen Erlasses vom 3.12.1941 - IV B 4 a - 1033/41 -39- zur Kenntnisnahme und genauesten Beachtung im Bereich der Reichsvereinigung der Juden in Deutschland (Altreichsgebiet einschließlich Sudetenland, Eupen, Malmedy und Moresnet) beigefügt.

Nach dem Abschluß sämtlicher Maßnahmen auf vermögensrechtlichem Gebiete ist dem Reichssicherheitshauptamt - Referat IV B 4 - unter Übersendung einer Liste über die Juden, deren Vermögen im Rahmen der Abschiebung dem Deutschen Reiche angefallen ist, mit der Maßgabe Bericht zu erstatten, daß im Einzelfalle anzugeben ist, ob Vermögenswerte vorhanden gewesen und diese durch Verfall oder Einziehung auf das Deutsche Reich übergegangen sind. In diesem Bericht ist gleichzeitig mitzuteilen, wieviel Vordrucke benötigt worden sind. Außerdem ist für eine sorgfältige Aufbewahrung der nicht benötigten Vordrucke Sorge zu tragen.

Anfragen in vermögensrechtlicher Hinsicht sind zu dem am Kopf dieser Richtlinien angeführten Aktenzeichen an den Unterzeichneten oder im Vertretungsfalle an Regierungsassessor H u n s c h e , Referat IV B 4, Anruf Berlin 25 9251, zu richten.

Im Auftrage:
gez.: E u h r
SS-Sturmbannführer, Regierungsrat.

Hü

ITS ho 308/167

167

Anlage I

Abschrift!

Reichsvereinigung der Juden
in Deutschland

Berlin-Charlottenburg, d.30.10.41
Kantstrasse 158
91 91 41

Vertraulich!

An die
Jüdischen Kultusvereinigungen,
Bezirksstellen der Reichsvereinigung der
Juden in Deutschland.

Betr. Evakuierungen.
41/359/580.

Im Zusammenhang mit den Evakuierungs-Transporten im Oktober teilen wir folgendes mit:

1. a) Für Sonderausgaben, die durch etwaige Evakuierungsmaßnahmen erwachsen sollten, sind Voranschlagsmittel nicht in Anspruch zu nehmen, Für solche Ausgaben steht der Reichsvereinigung ein Sondertonds zur Verfügung. Infolgedessen müssen entsprechende Anforderungen mit größter Beschleunigung der Zentrale der Reichsvereinigung gemeldet werden, damit entsprechende Überweisungen oder Bankfreigaben erfolgen können.

   b) Die Beschaffung von Materialien (wie z.B. Decken, Handwerkszeug oder sonstigen zur Mitnahme aufgegebenen Ausrüstungsgegenständen) hat grundsätzlich aus den Beständen der Transportteilnehmer zu erfolgen. Sollten hierbei oder bei der anderweiten örtlichen Beschaffung schwierigkeiten auftreten, wird seitens der Reichsvereinigung versucht werden, soweit als möglich fehlende Gegenstände zu beschaffen. Auch hierüber ist daher erforderlichenfalls beschleunigt Mitteilung zu machen.

   c) Diese Regelung gilt nicht für Umsiedlungen innerhalb des Bereiches einer Kultusvereinigung oder einer Bezirksstelle. Etwaige Umsiedlungskosten dieser Art sind im Rahmen des Voranschlages, ggf. als Sonderaufgaben, anzufordern bezw. abzurechnen.

2. Zur Zentralkartei sind die durch Evakuierungsmaßnahmen betroffenen Personen listen- oder karteimäßig unter dem Kennwort "Aussiedlung" zu melden.

Reichsvereinigung der Juden in Deutschland
gez. Dr. Paul Israel Eppstein,
gez. Dr. Israel Arthur Lilienthal.

Hü.

ITS Ho 308/168
168

Anlage II

A b s c h r i f t !

Reichsvereinigung der Juden
in Deutschland

Berlin-Charlottenburg, d.12.11.41
Kantstrasse 158
91 91 41

Teilweise aufgehoben (siehe abschriftlich beigefügten Erlaß vom 3.12.1941).

An die
jüdischen Kultusvereinigungen,

Bezirksstellen der Reichsvereinigung
der Juden in Deutschland.

Betr. Evakuierungen III.
Aufbringung von Barmitteln zur Mitnahme
bei Evakuierungs-Transporten.
Dr. E/Ri. Nr. 41/370/601.

Bei Evakuierungs-Transporten ist vorgesehen, daß für jeden Teilnehmer ein behördlich festgesetzter Höchstbetrag in Reichsmark oder in Reichskreditkassenscheinen mitgenommen werden soll. Für die Aufbringung der hierzu erforderlichen Mittel gelten folgende Richtlinien:

I. Mittelaufbringung:

1. Der für die Gesamtheit der Transportteilnehmer erforderliche Betrag ist grundsätzlich aus den Geldbeständen der Transportteilnehmer selbst aufzubringen.
   Zu diesem Zweck ist es zulässig, daß Transportteilnehmer, die größere Mittel besitzen, Einzahlungen leisten, die über den festgesetzten Kopfbetrag hinausgehen. Sofern derartige Einzahlungen bei Sicherungskonten den monatlichen Freibetrag übersteigen, können entsprechende Freigabeanträge an den zuständigen Herrn Oberfinanzpräsidenten (Devisenstelle) gestellt werden.

   Die so eingehenden Beträge sind auf einem Sonderkonto W zu vereinnahmen.

2. Sofern durch das Verfahren zu 1 die erforderliche Summe nicht aufgebracht werden kann, jedoch nur dann, bestehen keine Bedenken dagegen, den Fehlbetrag durch Sammlungen unter den durch die Evakuierungs-Maßnahmen nicht betroffenen Mitglieder am Ort aufzubringen. Auch in diesem Falle hat eine Einzahlung auf Sonderkonto W zu erfolgen.

3. Mittel der Reichsvereinigung selbst dürfen zur Aufbringung des Betrages, der zur Mitnahme für den Transport bestimmt ist, nicht in Anspruch genommen werden.

- 2 -

II. Freigabe.

4. Der zur Mitnahme bei dem Transport erforderliche Gesamtbetrag ist, soweit er über die von den Transportteilnehmern abgelieferten Barbeträge hinausgeht, wie mit Rundschreiben vom 30.v.Mts. Ziffer 1 a bereits mitgeteilt, der Zentrale der Reichsvereinigung zur Freigabe sobald als möglich, jedoch rechtzeitig vor Abgang des Transportes, aufzugeben. Dies gilt auch für diejenigen Fälle, in denen die Bereitstellung eines entsprechenden Betrages seitens der örtlich zuständigen Staatspolizei-leit-stelle verfügt wird, da die Zentrale der Reichsvereinigung ihrerseits zur Freigabe in jedem Falle der Genehmigung ihrer Aufsichtsbehörde bedarf.

5. In besonderen Eilfällen kann der erforderliche Betrag nach Freigabe durch die Zentrale der Reichsvereinigung aus Mitteln der in Betracht kommenden jüdischen Kultusvereinigung oder Bezirksstelle vorgelegt werden mit der Maßgabe, daß eine Rückzahlung des Betrages auf das Sonderkonto W erfolgt, und zwar aus Mitteln, die nach dem Verfahren zu Ziffer 1, ersatzweise 2 dieses Rundschreibens aufzubringen sind.

Reichsvereinigung der Juden in Deutschland
gez. Dr. Paul Israel Eppstein,
gez. Dr. Israel Arthur Lilienthal.

Hü.

ITS Ho 308/169
169

Anlage III

Abschrift!

Reichsvereinigung der Juden
in Deutschland

Berlin-Charlottenburg 2, d.12.11.41
Kantstr. 158
91 91 41

An
die Jüdischen Kultusvereinigungen,
Bezirksstellen der Reichsvereinigung der
Juden in Deutschland.

Betrifft: Beschlagnahme und Einziehung von Vermögen:
Freistellung von Beträgen, die der Reichsvereinigung zustehen.
Dr. E/Ri. Nr. 41/371/602-.

Im Zusammenhang mit behördlich verfügten Vermögensbeschlagnahmen bei Mitgliedern der Reichsvereinigung oder jüdischer Kultusvereinigungen ist über Fälle berichtet worden, in denen die Beschlagnahme auch auf Beträge erstreckt worden ist, die seitens des Mitgliedes der Reichsvereinigung oder der jüdischen Kultusvereinigung bereits zur Erfüllung von Verpflichtungen gegenüber der Reichsvereinigung bezw. der jüdischen Kultusvereinigung eingezahlt worden waren. Außerdem sind Fälle bekannt geworden, in denen die Beschlagnahme auch auf rückständige Forderungen der Reichsvereinigung bezw. der jüdischen Kultusvereinigung ausgedehnt worden ist.

Für solche Fälle ist nunmehr seitens unserer Aufsichtsbehörde eine Regelung getroffen worden, die wir wie folgt bekannt geben:

1. Beträge, die zur Erfüllung von finanziellen Verpflichtungen gegenüber der Reichsvereinigung und den jüdischen Kultusvereinigungen bereits auf deren Konten eingezahlt sind, sollen in Fällen, in denen eine Vermögensbeschlagnahme verfügt wird, von der Beschlagnahme freigestellt werden.

2. Sofern Forderungen der Reichsvereinigung gegenüber Mitgliedern bestehen, deren Vermögen beschlagnahmt oder eingezogen worden ist, haben die Bezirksstellen und jüdischen Kultusvereinigungen über die in Betracht kommenden Fälle gegebenenfalls listenmäßig unter Angabe der Höhe der rückständigen Forderung und der Berechnungsgrundlage der Reichsvereinigung zu berichten. In diesen Fällen hat die Reichsvereinigung ihrer Aufsichtsbehörde zu berichten und

17

ITS Ho 308/169

die Forderung bei dem für die Vermögenseinziehung zuständigen Finanzamt anzumelden.

Wir sind angewiesen worden, die Bezirksstellen und jüdischen Kultusvereinigungen zu veranlassen, den Inhalt dieses Rundschreibens der zuständigen Staatspolizei(leit)stelle vorzutragen und bei etwaigen Zweifelsfragen deren unmittelbare Rückfrage bei unserer Aufsichtsbehörde (Reichssicherheitshauptamt) zu erbitten.

Über sich in diesem Zusammenhange etwa ergebende weitere Fragen ist der Zentrale der Reichsvereinigung sofort zu berichten.

Reichsvereinigung der Juden in Deutschland
gez. Dr. Paul Israel Eppstein,
gez. Dr. Israel Arthur Lilienthal.

Hü.

ITS HO 308/170
170

Anlage IV

Abschrift!

Reichssicherheitshauptamt
IV B 4 a - 1033/41 - 39 -

Berlin, den 3. Dezember 1941

An die
Evakuierungsdienststellen.

Betrifft: Abschiebung von Juden aus dem Altreich, der Ostmark und dem Protektorat Böhmen und Mähren nach Minsk und Riga.
Hier: Richtlinien für die Behandlung des Vermögens.

Der Reichsvereinigung der Juden in Deutschland ist nachstehende Weisung erteilt worden, die hiermit den dortigen Dienststellen zur Beachtung bekannt gegeben wird:

"Für die Aufbringung von Mitteln im Zusammenhang mit Evakuierungstransporten wird auf Anordnung unserer Aufsichtsbehörde folgende Regelung getroffen:

1. Jeder Teilnehmer an Evakuierungstransporten soll veranlaßt werden, einen angemessenen Teil seiner flüssigen Mittel (ohne Wertpapiere) an die Reichsvereinigung zu zahlen. Dabei soll darauf hingewiesen werden, daß der gezahlte Betrag nicht weniger als 25% der flüssigen Mittel (ohne Wertpapiere) beträgt.

2. Diese Zahlung soll als Spende erfolgen, deren Notwendigkeit den Spendern in geeigneter Weise klargemacht werden muß. Dabei kann darauf hingewiesen werden, daß die Spenden in erster Reihe für die den Evakuierungstransporten mitzugebenden Geldbeträgen sowie zur Ausrüstung der Transporte mit Lebensmitteln, Geräten usw. bestimmt sind. Darüberhinaus etwa eingehende Beträge dienen der Finanzierung der der Reichsvereinigung obliegenden Aufgaben, insbesondere der Fürsorge für ihre Mitglieder.

3. Soweit die Beschaffung der Vermögensverzeichnisse der zu einem Evakuierungstransport Eingeteilten der Kultusvereinigung oder Bezirksstelle von der Staatspolizei(leit)stelle übertragen ist, wird die Aufbringung der Mittel zweckmäßig mit der Aufnahme der Listen verbun-

- 2 -

ITS Ho 308/170

den.

Soweit dies nicht der Fall ist, müssen die Transportteilnehmer sofort nach Aushändigung der Listen zu den Spenden aufgefordert werden, soweit zeitlich die Möglichkeit dazu besteht, am besten durch persönliche Einbestellung, andernfalls mit einem an die Transportteilnehmer zu richtenden Rundschreiben. Bei etwaigen künftigen Transporten soll die zuständige Staatspolizei(leit)stelle zur Ermöglichung der Spenden um rechtzeitige Aushändigung der Transportlisten gebeten werden.

4. Soweit zur Überweisung der Gelder von Sicherungskonten Genehmigungen der Devisenstellen erforderlich sind, sind entsprechende Anträge an die zuständigen Oberfinanzpräsidenten (Devisenstellen) zu richten. Diese Freigabeanträge müssen mit einem Genehmigungsvermerk der zuständigen Staatspolizei(leit)stelle versehen sein. Derartigen Anträgen wird von den Devisenstellen stattgegeben werden.

5. Diejenigen Kultusvereinigungen und Bezirksstellen, in deren Zuständigkeitsbereich Evakuierungen vorzubereiten sind, haben bei ihrer Bank ein Sonderkonto W einzurichten. Alle eingehenden Gelder sind diesem Sonderkonto W zuzuleiten. Alle Ausgaben, die mit den Evakuierungstransporten im Zusammenhang stehen, müssen aus diesem Sonderkonto W geleistet werden. Soweit, besonders für die ersten Ausgaben, die Eingänge auf diesem Konto nicht ausreichen, sind bei der Finanzabteilung der Reichsvereinigung entsprechende Überweisungen auf dieses Konto zu beantragen. Solche Anträge sowie Freigabeanträge für die auf dem Sonderkonto W befindlichen Mittel sind möglichst frühzeitig unter ungefährer Darlegung des voraussichtlichen Verbrauches sowie der voraussichtlichen Einnahmen einzureichen. In Eilfällen stellen wir telefonische Anforderung anheim.

Jedem Antrag auf Freigabe von Mitteln aus dem Sonderkonto W oder auf Überweisungen auf dieses Konto ist gleichzeitig eine Abrechnung über Einnahmen und Ausgaben bis zu dem betreffenden Zeitpunkt beizufügen, die auf große Einnahmen- und Ausgabengruppen beschränkt bleiben kann. Nach Beendigung der Transporte ist selbstverständlich eine genaue Abrechnung über das Konto zu geben.

6. In den Monatsberichten sind die Eingänge auf dem Sonderkonto W als Bestandszugänge, die Ausgaben als Bestandsabgänge zu berücksichtigen.

7. Die in diesem Rundschreiben getroffene Regelung tritt mit sofortiger Wirkung in Kraft, sie gilt auch für bereits in Vorbereitung befindliche Evakuierungstransporte.

Entgegenstehende Bestimmungen des Rundschreibens "Evakuierungen III" vom 12.11.1941 (Abschrift beigefügt) werden aufgehoben".

- 3 -

ITS HO 308/171
171

Im Sinne der Ziffer 3 dieser Anordnung ist bei künftigen Abschiebungstransporten zur Ermöglichung der Spenden für eine rechtzeitige Aushändigung der Abschiebungslisten Sorge zu tragen.

Im Auftrage:
gez.: S u h r .

Hü

ITS No. 308/181

Geheime Staatspolizei — Staatspolizeileitstelle Düsseldorf

181

Aufgenommen Tag Monat Jahr Zeit	Raum für Eingangsstempel	Befördert Tag Monat Jahr Zeit
-7. Juli 1942 18⁰⁰	Staatspolizeileitstelle Düsseldorf - 8. JULI 1942	an durch
von durch		Verzögerungsvermerk
JB		
Nr. 6438	Telegramm — Funkspruch — Fernschreiben — Fernspruch	

+ +BLN. NUE. 119 453 7.7.42 1750 = TESS =

AN DIE STL. DUESSLDORF - AN DIE STAPOSTELLE AACHEN. -

BETR.: EVAKUIERUNG VON JUDEN IN DAS ALTERSGHETTO THERESIENSTADT. -

BEZUG: SCHNELLBRIEFERLASS V. 3.7.42 IV B 4 KL. A. 2537/42.-

ZUR ABBEFOERDERUNG DER IM DORT. BEZIRK NOCH ANSAESSIGEN, FUER DIE EVAKUIERUNG NACH THERESIENSTADT IN FRAGE KOMM. JUDEN, WERDEN VON DER REICHBAHN FOLG. 2 SONDERZUEGE BEREITGESTELLT.:

1.) DA 70 AM 21.7.42 AB DUESSELDORF 10.17 UHR, AN THEREISENSTADT AM 22.7.42 UM 9.18 UHR, MIT 1.000 JUDEN AUS DEM BEZIRK DUESSELDORF. -

2.) DA 71 AM 25.7.42 AB AACHEN 9.25 UHR, AN DUESSELDORF 11.34 UHR, AB DUESSELDORF 13.15 UHR, AN THERESIENSTADT AM 26.7.42 UM 11.26 UHR. -AM 2. TRANSPORT IST DIE STL. DUESSELDORF MIT ETWA 735 JUDEN UND DIE STAPOSTELLE AACHEN MIT ETWA 278 JUDEN BETEILIGT. FUER DIE DURCHFUEHRUNG

Festrand

ITS HO 308/181[2]

25

DER BEIDEN TRANSPORTE IST DIE STL. DUESSELDORF VERANTWORTLICH. DIE ABFAHRTSMELDUNG IST VON DER STL. DUESSELDORF DURCHZUGEBEN.- ICH BITTE, AUSSER DER IN DEN UEBERSANDTEN RICHTLINIEN ANGEFUEHRTEN AUSRUESTUNG, DEN TRANSPORTEN ZUSAETZLICH FUER DEN AUFBAU DES GHETTOS BRAUCHBARE GEGENSTAENDE (WERKZEUG, MATRATZEN, NAEHMASCHINEN, EIMER, TOEPFE, REINIGUNGSGEGENSTAENDE USW.)- IN GUETERWAGEN MITZUGEBEN.- FUER DIE SICHERUNG DER TRANSPORTE IST EIN ENTSPRECHENDES BEGLEITKOMMANDO (1 FUEHRER UND 15 MANN SCHUTZPOLIZEI) BEIZUGEBEN.-

RSHA BLN. IV B 4 KLEIN A 2537/42
I. A. GEZ. GUENTHER, SS. STUBAF.+

ITS HO 308/205

Stapoleitstelle
II B 4/Tgb.Nr. 513/42

Düsseldorf, den 21 Juli 1942

205

1.) Fernschreiben : Dringend, sofort vorlegen !

FS-NR 6936
Befördert 21 Juli 1942 / 1115
durch

a) An das
Reichssicherheitshauptamt
in B e r l i n
Referat IV B 4 - z.Hd.v. ᛋᛋ-O'Stubaf.
E i c h m a n n o.V.i.A.

FS-NR 6937
Befördert 21. Juli 1942 / 163
durch

b) An den
Befehlshaber der Sicherheitspolizei u.d.SD
Zentralstelle für jüdische Auswanderung Prag
in P r a g

c) An die
Staatspolizeileitstelle Prag,
Polizeigefängnis Theresienstadt,
mit der Bitte um Weiterleitung an
ᛋᛋ-Obersturmführer Dr. S e i d l

Betrifft : Evakuierung von Juden nach Theresienstadt.
Bezug : Bekannt.

Am 21.7.1942 um 1017 Uhr wurden mit ~~Regelzug~~ Sonder-
Da 70 insgesamt 965 Juden aus Düsseldorf nach Theresienstadt in Marsch gesetzt. Fahrplanmässiges Eintreffen in Theresienstadt am 22.7.1942 um 9'18 Uhr.

Die Zusammensetzung des Transportes entspricht in allen Punkten den vom RSHA herausgegebenen Richtlinien.

Transportführer ist Hauptmann d.Sch. G e h r k e , dem die namentliche Transportliste in zweifacher Ausfertigung mitgegeben wurde.

An Zahlungsmitteln wurden vom Transportführer insgesamt RM 48250.- mitgeführt.

2.) ZdA. b. II B 4 (Vorgang).

ITS ITC 308/210

Stapoleitstelle
II B 4/Tgb.Nr. 513/42

Düsseldorf, den 25. Juli 1942

210

1.) Fernschreiben : Dringend, sofort vorlegen !

FS-NR 7067
Befördert 25 Juli 1942 12[illegible]
durch [illegible]

a) An das
Reichssicherheitshauptamt
- Referat IV B 4 - z.Hd. v. SS-O'Stubaf. Eichmann o.V.i.A. -
in B e r l i n SW 11

b) An den
Befehlshaber der Sicherheitspolizei u.d.SD
Zentralstelle für jüdische Auswanderung Prag
in P r a g

c) An die
Staatspolizeileitstelle Prag
Polizeigefängnis Theresienstadt,
mit der Bitte um Weiterleitung an
SS-Obersturmführer Dr. S e i d l

Betrifft : Evakuierung von Juden nach Theresienstadt.
Bezug : Bekannt.

Am 25.7.1942 um 13'15 Uhr wurden mit Sonderzug Da 76 insgesamt 978 Juden aus Düsseldorf nach Theresienstadt in Marsch gesetzt. Fahrplanmässiges Eintreffen in Theresienstadt am 26.7.1942 um 11'26 Uhr.

Die Zusammensetzung des Transportes entspricht in allen Punkten den vom RSHA. herausgegebenen Richtlinien.

Transportführer ist Hauptwm.d.Sch. Becher....., dem die namentliche Transportliste in zweifacher Ausfertigung mitgegeben wurde.

An Zahlungsmittel werden vom Transportführer insgesamt RM ....48.900,-- mitgeführt.

2.) ZdA. b. II B 4 (Vorgang).

I.V.:

F II b 734

Reichssicherheitshauptamt

IV B 4 a- 2537/42-207

Berlin SW 11, den 1. August 1942
Prinz-Albrecht-Str. 8
Fernsprecher 12 60 40

eingt. 5.8.

Schnellbrief

Geheime Staatspolizei
Staatspolizeileitstelle
Eingang -5. AUG. 1942
Tgb. Nr. 950/42 Anl. 1
IB4 | Vorgang IB4

An die
Staatspolizeistelle
N ü r n b e r g

Betrifft: Evakuierung von Juden nach Theresienstadt.
Bezug: FS-Erlaß IV B 4 a - 2093/42g (391) vom 21.5.42.
Anlagen: 1.

Die im dortigen Bezirk noch ansässigen, für die Evakuierung in das Altersghetto Theresienstadt in Frage kommenden Juden, können voraussichtlich in den Monaten August, September oder Oktober mit einem Sonderzug nach Theresienstadt abbefördert werden.

Ich übersende als Anlage die für die Evakuierung nach Theresienstadt aufgestellten Richtlinien mit der Bitte um Kenntnisnahme und genaueste Beachtung. (Die bisher für die Evakuierung nach Theresienstadt ergangenen Richtlinien sind damit aufgehoben).

./.

DOKUMENT 33 (s. 1)

Außer der in diesen Richtlinien angeführten Ausrüstung bitte ich, soweit vorhanden, dem Transport zusätzlich für den Aufbau den Ghettos brauchbare Ausrüstungsgegenstände (Werkzeug, Matratzen, Nähmaschinen, Eimer, Töpfe, Reinigungsgegenstände usw.) in Güterwagons mitzugeben.

Die Abbeförderung erfolgt nicht wie zuerst vorgesehen mit Regelzügen, sondern mit einem Sonderzug.

Der Sonderzug wird von hier zugewiesen und der genaue Verkehrstag noch zeitgerecht bekanntgegeben. Mit den Vorbereitungen bitte ich bis dahin abzuwarten.

Im Auftrage:
gez: Eichmann.

Beglaubigt
Kanzleiangestellte

DOKUMENT 33 (s. 2)

44 F

ITS HO 308/223

223

Staatspolizeileitstelle
II B 4/Tgb.Nr.513/42.

Düsseldorf, den 18. August 1942.

Zur [illegible] AUG 1942
... 21. Aug. 1942

1.) An

das Reichssicherheitshauptamt
- ~~xxfxfxxx~~ Referat IV B 4 -
im B e r l i n .

Betrifft: Evakuierung von Juden.
Vorgang: Erlaß vom 3.7.1942 - IV B 4 a - 2537/42 -81-.
Anlagen: 2 Listen, 1 Aufstellung.

Von den auf Grund des F.S.-Erlasses Nr. 87490 vom 21.5.1942 - IV B 4 a - 2093/42g - gemeldeten 1735 Juden wurden am 21.7.1942 mit dem Sonderzug Da 70. 965 Juden und am 25.7.1942 mit dem Sonderzug Da 71 694 Juden, insgesamt 1659 Juden nach Theresienstadt abgeschoben. Vor Abgang der Transporte verübten 13 Personen Selbstmord, 5 zur ~~xxxxxxxxxxx~~ Evakuierung vorgesehene Juden verstarben bis zum Abgang des Transportes und 5 Juden entzogen sich der Evakuierung durch die Flucht. Die Personalien dieser Juden sind am Schluß der beiliegenden Listen aufgeführt. Die Jüdin Alma Sara O b e r l ä n d e r , geb. am 29.6.1907 in Gierath, wohnhaft in Gierath, Bedburdyckerstr. 3, die bettlägerig ist und mit deren Ableben in Kürze gerechnet wird, wurde vom Transport zurückgestellt. Die zur Evakuierung vorgesehene Jüdin Mathilde Sara S e m r a u , geb. Sachs, geb. am 8.3.1871 in Breslau, wohnhaft gewesen in Düsseldorf, Graf-Recke-str. 53, wurde auf die dortige fernmündliche Weisung am 21.7.1942 nach dem jüdischen Altersheim in Berlin in Marsch gesetzt. Die eingezahlten 50,-RM Beträge der vorgenannten Juden, insgesamt 1250,--RM, wurden auf das Sonderkonto "W" der Reichsvereinigung der Juden in Deutschland eingezahlt.

Bei der Personen- und Gepäckdurchsuchung der hier konzentrierten Juden wurden ~~von~~ bei den Transporten 17720,21 RM beschlagnahmt und gleichfalls auf das Sonderkonto "W" der Reichsvereinigung der Juden in Deutschland, Bezirksstelle ~~xxx~~ in Köln, eingezahlt. Die von den evakuierten Juden über die zugelassene Menge mitgeführten Gegenstände, insbesondere Textilwaren, wurden von hier beschlagnahmt und gemäß Verfügung des Inspekteurs der Sicherheitspolizei und des SD in Düsseldorf vom 23.6.1942 - I/2 -, die auf Anregeung des Höheren ~~SS~~- und Polizeiführers West ergangen war, dem Reichskommissar für die Festigung des Deutschtums im Osten - Volksdeutsche Mittelstelle - in Berlin übergeben. Darüberhinaus wurden im Einvernehmen mit dem Oberfinanzpräsidenten

ITS Ho 308/223 R

Oberfinanzpräsidenten in Düsseldorf aus dem zurückgelassenen Vermögen der Juden brauchbare Wäsche- und Bekleidungsstücke entnommen und der Volksdeutschen Mittelstelle zur Verfügung gestellt. Insgesamt wurden die in der als Anlage beigefügten Liste aufgeführten Textilwaren durch Lastzüge im Auftrage der Volksdeutschen Mittelstelle in Berlin abgeholt. -

Nach den bisher hier vorliegenden Unterlagen wurden von den nach Theresienstadt abgeschobenen Juden 728751,24 RM für das Sonderkonto "W" der Reichsvereinigung der Juden in Deutschland abgetreten. Dieser Betrag wird sich noch um etwa 250000,--RM erhöhen.

Neben der Aufstellung über beschlagnahmte Texilwaren werden zwei Listen der nach Theresienstadt evakuierten Juden als Anlagen überreicht.

+

2.) An 21. Aug. 1942

das Reichssicherheitshauptamt
- Referat II A 5 -
z.Hd.SS-Sturmbannführer Amtsrat J e s k e
in B e r l i n .

Betrifft: Evakuierung von Juden.
Vorgang: Erlaß vom 30.6.1942 - Pol. S -II A 5 - 525/42-212-.
Anlagen: 4 Listen.

Als Anlagen überreiche ich je zwei Listen von den am 21. und 25.7.1942 nach Theresienstadt abgeschobenen Juden ~~für Prüfung d. obigen Angelegenheit mit der Bitte,~~ die Feststellung der Volks- und Staatsfeindlichkeit dieser Juden ~~zu treffen.~~

+

3.) An

den Herrn Regierungspräsidenten 21. Aug. 1942
- Geschäftskreis P -
in D ü s s e l d o r f .

Betrifft: Evakuierung von Juden.
Vorgang: Ohne.
Anlagen: 2 Listen.

Als Anlagen übersende ich zwei Listen der am 21. und 25.7.1942 nach Theresienstadt (Protektorat Böhmen und Mähren) evakuierten Juden, deren Vermögen auf Grund der Feststellung der Volks- und Staatsfeindlichkeit gemäß Erlaß des Reichsministers des Innern vom 30.6.1942 - Pol. S -II A 5 - 525/42-212 - dem Deutschen Reich verfallen ist. In den beiliegenden Listen

ITS HO 308/224

Listen sind am Schluß die Juden aufgeführt, die vor Abgang der Transporte Selbstmord verübten, verstorben oder flüchtig sind. Da diesen Juden eine Einziehungsverfügung nicht zugestellt werden konnte, bitte ich, unter Bezugnahme auf den vorstehend aufgeführten Erlaß des Reichsministers des Innern den Verfall der Vermögenswerte zugunsten des deutschen Reiches im Deutschen Reichs- und Preußischen Staatsanzeiger bekanntzugeben.

4.) Vermerk: Der Landrat in Kleve bittet mit vorgeheftetem Bericht vom 22.7.1942 - P.227 - um Rücksendung der eingezahlten 50.RM, für den irrtümlich zur Evakuierung namhaft gemachten Mischling I. Grades Ludwig H e i m i n g , geb. am 27.8.1922 in Geldern.

Der Betrag ist vom dem Rest der eingezahlten Judengelder (1350.-RM siehe vorgeheftete Aufstellung) per Postanweisung zu überweisen.

5.) Vermerk: Bei der Evakuierung der Juden wurde von Oberhausen der jüdische Mischling I. Grades Walburga M e e v s e n , geb. am 30.4.1926 in Oberhausen, wohnhaft in Mülheim, Heidestr.118, irrtümlich dem Transport zugeteilt und in Düsseldorf. von der Evakuierung ausgenommen.

Der eingezahlte Betrag ist ebenfalls zurückzuzahlen.

6.) Vermerk: a) Bei dem nach Abzug des unter Ziffer 4.) und 5.) verbleibenden Betrages von 1250,--RM handel es sich um die eingezahlten 50,--RM Beträge der im Ziffer 1.) aufgeführten Juden, die Selbstmord verübten (13), die verstorben (5) und flüchtig (5) sind, insgesamt 23 x 50,-RM = 1150,- RM. Ferner wurden von der wegen Krankheit vom Transport zurückgestellten Jüdin Alma Sara O b e r l ä n d e r und von der auf Weisung des RSHA nach Berlin verzogenen Jüdin Mathilde Sara S e m r a u , geb. Sachs, je 50,--RM , = 100,--RM eingezahlt.
Verbleibender Betrag 1150,--RM + 100,--RM = 1250,--RM.
==========

b) Der bei der am 26.6.1942 erfolgten Evakuierung der Düsseldorfer Juden beschlagnahmte Geldbetrag von.... 17,51 ,
der vom Bürgermeister in Goch überwiesene Betrag (Postquittung sh. Abt. I C 4) von..... 23,40 ,
der von der Außendienststelle in Wuppertal übersandte betrag (sh.Bericht v. 27.7.42) von..... 11,- ,
der bei der Evakuierung am 21.7.1942 beschnagnahmte Betrag von..... 10217,03 ,

Seite: 10268,94

ITS Ho 308/224 R

Übertrag: 10268,94 RM,

der bei der Evakuierung am 25.7.1942 beschlagnahmte Betrag von..... 7451,27 "

insgesamt: 17720,21 RM

ist ebenfalls auf das Sonderkonto "W" einzuzahlen.

Gesamtsumme des einzuzahlenden Betrages:

1250,-RM + 17720,21 RM = ...18970,21 RM.

7.) Z.d.A. bei II B 4 (Vorgang).

I.V. (I.V.)

Stapo Nürn St St 6/100

Geheime Staatspolizei
Staatspolizeistelle Nürnberg-Fürth
Fernschreib-Nebenstelle

FS Nr .....

Aufgenommen Tag	Monat	Jahr	Zeit	Raum für Eingangsstempel
19.	9.	42.	12.45	
von		durch		

Befördert Tag	Monat	Jahr	Zeit
an		durch	

+ BERLIN NUE NR 171016 19.9. 42 1745 = GR= ——

AN STAPO NUERNBERG-FUERTH =-

BETR: WOHNSITZVERLEGUNG VON JUDEN NACH THRESIENSTADT.-

BEZUG: DORT.FS BERICHT VOM 15.9. 42 - ROEM.2 B 4 -

85 KLEIN G / 42 -

1) AUF DEN OBENGENANNTEN FS BERICHT TEILE ICH MIT, DAS KEINE BEDENKEN DAGEGEN BESTEHEN, WENN ETWA 12 GEEIGNETE JUDEN IM ALTER VON 23 - 45 JAHREN ZUR PFLEGERISCHEN BETREUUNG DER KRANKEN UND SIECHEN DEM TRANSPORT NACH THERESIENSTADT ANGESCHLOSSEN WERDEN, VORAUSGESETZT, DASS SIE SONST DEN RICHTLINIEN FUER DIE WOHNISZTVERLEGUNG VON JUDEN NACH THERESIENSTADT ENTSPRECHEN. (UNTERSTRICHEN)-

2) JUDEN, DIE GEMAESS DEN RICHTLINIEN VON DER EVAKURIERUNG NACH DEM OSTEN BEZW.DER WOHNSITZVERLEGUNG NACH THERESIENSTADT AUSGENOMMEN SIND, DUERFEN GRUNDSAETZLICH AUCH DANN NICHT ABGESCHOBEN WERDEN, WENN SIE SICH FREIWLLIG ZUR MITNAHME BEREIT ERKLAEREN BEZW.DARUM ANSUCHEN. ICH BITTE DAHER, DEN JUDEN KURT ISRAEL F E L S ZURUECKZULASSEN.-

3) DIE ENTSCHEIDUNG IN DER ANGELEGENHEIT DER JUEDIN GERTRUD SARA H A H N STELLE ICH DEM DORTIGEM ERMESSEN ANHEIM. DIE ELTERN KOENNEN GGFLS. AUCH

Stapo Wri 52 52 6/100 2

BEI EINER SPAETEREN GELEGENHEIT NACH THERESIENSTADT GEBRACHT WERDEN, WENN IHR VORLAEUFIGES VERBLEIBEN ZUR BETREUUNG DER TOCHTER NACH LAGE DER DINGE FUER ZWECKMAESSIG GEHALTEN WIRD.=

RSHA ROEM. 4 B 4 KLEIN A - 2537/ 42 - 372 -
I.A. GEZ. EICHMANN SS-OBERSTURMBANNFUEHRER +

Rsm. Insp. Vöckl wird am 19.9.42 zum 1925 Uhr
[illegible] vorführen.

Wenzel.

RuO HSSPF II 1489

Reichssicherheitshauptamt

IV B 4 a Nr. 2537/42 Berlin, den 20. Februar 1943

Vertraulich!

Zur technischen Durchführung der Wohnsitzverlegung von Juden nach Theresienstadt.

Für die Wohnsitzverlegung von Juden aus dem Reichsgebiet nach Theresienstadt werden folgende Richtlinien, die in allen Punkten genau einzuhalten sind, aufgestellt.

I. Zuständige Dienststellen.

Die Durchführung obliegt den Staatspolizei(leit)stellen (in Wien wie bisher der Abwicklungsstelle der Zentralstelle für jüdische Auswanderung Wien, in Zusammenarbeit mit der Staatspolizeileitstelle Wien, im Protektorat dem Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des SD, Zentralamt für die Regelung der Judenfrage in Böhmen und Mähren, Prag.)

Aufgabe dieser Dienststellen ist neben der personellen Erfassung und Konzentrierung des in Frage kommenden Personenkreises der Abtransport dieser Juden mit Sonderzügen oder unter Ausnutzung von Regelzügen der Reichsbahn, bezw. Protektoratsbahn, sowie Regelung der vermögensrechtlichen Angelegenheiten.

RuO HSSPF I 1840a

IV B 4 a

II. Bestimmung des abzubefördernden Personenkreises.

Im Zuge der Wohnsitzverlegung von Juden nach Theresienstadt sind nachstehende Judengruppen (Par. 5 der 1. Verordnung zum Reichsbürgergesetz vom 14.11.1935, RGBl. I.S.1333), die von der Evakuierung nach dem Osten gemäss den Richtlinien für die technische Durchführung der Evakuierung von Juden ausgenommen sind, zu erfassen:

1./ über 65 Jahre alte Juden, soweit sie nicht in deutsch-jüdischer Mischehe leben, mit Ehegatten und Kindern unter 14 Jahren.

2./ Juden

a/ Inhaber des Verwundetenabzeichens,

b/ Träger hoher Kriegsauszeichnungen (EK I, Goldene Tapferkeitsmedaille usw.)

soweit sie nicht in deutsch-jüdischer Mischehe leben, mit Ehegatten und Kindern unter 14 Jahren

3./ Alleinstehende jüdische Mischlinge, die nach den gesetzlichen Bestimmungen als Juden gelten, d.h. Geltungsjuden, die

a/ weder Ehegatten noch Kinder haben

b/ nicht mit einem deutschblütigen Elternteil einen gemeinsamen Hausstand führen.

Von diesen unter 1 - 3 genannten Juden sind vorläufig von der Abbeförderung auszunehmen:

1./ Jüdische Ehegatten einer nicht mehr bestehenden deutsch-jüdischen Mischehe,

R.O. HSSPF SD 1/184 9/11

die gemäss Par. 3 Abs.a), der Polizeiverordnung über die Kennzeichnung der Juden vom 1.9.41 (RGBl. I. S547) vom Kennzeichnungszwang befreit sind.

2./ Nach einem hier vorliegenden Antrag des Reichsministeriums des Innern Juden bezw. Geltungsjuden, bei denen nachstehende sogenannte Härtefälle zutreffen)die weitere Behandlung bew. Überprüfung ist zu gegebener Zeit vorgesehen):

a/ Der Austritt aus der jüdischen Religionsgemeinschaft ist erst nach dem Stichtage (15.9.1935) aber vor der Wiedervereinigung Österreichs mit dem Deutschen Reich erfolgt. (Gilt nur für ehemals österreichische Staatsangehörige)

b/ Es ist glaubhaft gemacht, dass der Halbjude rechtzeitig, d.h. spätestens vor der Wiedervereinigung Österreichs mit dem Deutschen Reich aus der jüdischen Religionsgemeinschaft ausgetreten wäre, wenn ihm dies nicht durch das österreichischer Gesetz vom 25.5.1868 über die interkonfessionellen Verhältnisse der Staatsbürger (RGBlY für Österreich 1868 S.99) verwehrt gewesen wäre, weil das Gesetz einen Wechsel des Religionsbekenntnisses zwischen dem vollendeten 7. und dem vdlendeten 14. Lebensjahr verbot. (Gilt nur für ehemals österreichische Staatsangehörige).

c/ der Wille zum tatsächlichen Austritt aus der jüdischen Religionsgemeinschaft ist vor dem Stichtage (15.9.1935) bewiesen, doch ist der nach den staat-

RvO. HSSPF III 50/184 a

lichen Gesetzen vorgeschriebenen förmliche Austritt aus der jüdischen Religionsgemeinschaft aus entschuldbaren Gründen nicht oder nicht formgerecht vollzogen worden.

Hinsichtlich der Behandlung der Juden mit ausländischen Staatsangehörigkeit ergehen gesondert Weisungen.

III. Transport.

Die Abbeförderung erfolgt entweder in Sonderzügen zu je 1.00 Juden nach dem vom Reichssicherheitshauptamt im Einvernehmen mit dem Reichsverkehrsministerium erstellten Fahrplan, der den beteiligten Dienststellen von Fall zu Fall mitgeteilt wird, oder gegebenenfalls in kleineren Gruppen von 50 bezw. 100 Juden mit Regelzügen. Im letzteren Fall ist in eigener Zuständigkeit mit den in Betracht kommenden Reichsbahndirektionen hinsichtlich der Bereitstellung des erforderlichen, vom übrigen Personenverkehr abgesonderten Zugraumes (an Regelzügen angehängte Sonderwagen) Verbindung aufzunehmen und die vereinbarten Termine (Abfahrts- und Ankunftszeiten) spätestens acht Tage vorher zu berichten. Die vorgesehenen Transporte in kleineren Gruppen können jedoch erst nach ausdrücklicher Genehmigung durch das Reichssicherheitshauptamt durchgeführt werden.

Je Person ist mitzunehmen:

Zahlungsmittel RM 50.--

Ein Koffer oder Rucksack mit Ausrüstungsstücken (kein sperrendes Gut) u.zw.:

RvO HSSPF 013 184/2 a

vollständige Bekleidung
(ordentliches Schuhwerk)
Bettbezug mit Decke
Essgeschirr (Teller oder Topf) mit Löffel
Verpflegung für 8 Tage

Nicht mitgenommen werden dürfen:

Wertpapiere, Devisen, Sparkassenbücher usw.,
Wertsachen jeder Art (Gold, Silber, Platin- mit Ausnahme des Ehrings),
Lebensmittelkarten (vorher abnehmen und den örtlichen Ernährungsämtern übergeben).

Die Transporte sind vor Ausgang nach Waffen, Munition, Sprengstoffen, Gift, Devisen, Schmuck usw. zu durchsuchen.

Die ärztliche Aufsicht über die Juden während der Fahrt ist einem jüdischen Krankenbehandler bzw. Pfleger(in) zu übertragen.

IV. Transportbegleitung

Die Transportleitung ist einem Angehörigen der Sicherheitspolizei zu übertragen, dem weitere Beamte bezw. Angestellte zur Unterstützung zugeteilt werden können. Bei Transporten in Sonderzügen zu je 1.000 Juden ist eine entsprechende ausgerüstete Begleitmannschaft (in der Regel Ordnungspolizei in Stärke von 1 Führer und 15 Mann) zuzuteilen.

Namentliche Liste der mitgeführten Personen (Name, Geburtsdaten, Beruf, Wohnung, Alter) in zweifacher Ausfertigung ist dem Transportleiter mitzugeben.

RWO HSSPF 504 II 184 oc

Für die Aufnahme der Juden im Ghetto Theresienstadt ist der Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des SD, Zentralamt für die Regelung der Judenfrage in Böhmen und Mähren, Prag, zuständig.

III. Meldungen über Transporte:

Die Abfahrt jedes Transportzuges ist sofort mit dringendem Fernschreiben oder Telegramm nach beiliegendem Muster (Anlage 1)

a/ dem Reichssicherheitshauptamt, Referat IV B 4,

b/ dem Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des SD, Zentralamt für die Regelung der Judenfrage in Böhmen und Mähren, Prag

c/ dem Ghetto Theresienstadt

bekanntzugeben.

Eintreffen und Übernahme der Transporte im Ghetto Theresienstadt sind dem Reichssicherheitshauptamt, Referat IV B4 , vom Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des SD, Zentralamt für die Regelung der Judenfrage in Böhmen und Mähren, mit Fernschreiben nach beiliegendem Muster (Anlage 2) zu melden.

VII. Verrechnung der Kosten der Evakuierung.

Die Verrechnung der durch die Evakuierung entstehenden Kosten ist mit Erlass II C 1/2 Nr. 650/41 - 238-10 - vom 10.1.1942 geregelt.

RwO HSSPF II 505/184 a/13

DEUTSCHLAND GENERAL AMSTERDAM

VIII. Behandlung des Vermögens.

Über die Behandlung des Vermögens der abzubefördernden Juden ergehen jeweils gesondert Weisungen.

Im Auftrage:

gez. G ü n t h e r .

Beglaubigt:

gez. Book.
Kanzleiangestellte.

RVO RSSPF II 5866 a/1

Anlage 1.

Muster einer Abfahrtsmeldung.

Fernschreiben (Telegramm):

Dringend - sofort vorlegen !

a/ An das
Reichssicherheitshauptamt, Referat IV B 4
z.Hd. SS-O'Stubaf. E i c h m a n n , o.V.i.A.
B e r l i n .

b/ An den
Befehlshaber der Sipo und des SD
Zentralamt für die Regelung der Judenfrage in Böhmen und Mähren,
P r a g .

c/ An die
Staatspolizeileitstelle Prag,
Polizeigefängnis Theresienstadt,
mit der Bitte um Weiterleitung an
SS-Hauptsturmführer Dr. S e i d l ,
Theresienstadt.

Betrifft: Wohnsitzverlegung von Juden nach Theresienstadt.

Bezug: Bekannt.

Am.....,um..... uhr wurden mit Regelzug (Sonderzug).....insgesamt..... Juden aus .....nach Theresienstadt in Marsch gesetzt. Fahrplanmässiges Eintreffen in Theresienstadt am .....um .....Uhr.

Die Zusammensetzung des Transportes entspricht in allen Punkten den vom RSHA herausgegebenen Richtlinien.

Transportführer ist.....(Name und Dienstgrad), dem die namentliche Transportliste in zweifacher Ausfertigung mitgegeben wurde.

An Zahlungsmittel wird vom Transportführer ein Scheck über insgesamt RM.....mitgeführt.

RvO HSSPF 5 184 a

AMSTERDAM

Anlage 2.

Muster einer Ankunftsmeldung.

Fernschreiben:

An das
Reichssicherheitshauptamt, Referat IV B 4 ,
z.Hd. SS-O'Stubaf. E i c h m a n n o.V.i.A.

B e r l i n .

Betrifft: Wohnisztverlegung von Juden nach Theresienstadt.
Bezug: Bekannt.

Am.....,um.....Uhr ist der von der (abfertigende Dienststelle)..... angekündigte Trnapsort mit insgesamt.....Juden aus.....eingetroffen und ordnungsgemäss im Ghetto untergebracht worden.

Mitgebrachte Zahlungsmittel.....

Zwischenfälle und Mängel.....

DC

4. 8. 1943

VII / X - Nh/Hs

Betr.: Individualpakete aus Portugal für Theresienstadt
Bezug: -
Anlg.: -

An das
Reichssicherheitshauptamt
z.H. von SS-Obersturmbannführer Eichmann

Berlin W 35
Kurfürstenstrasse 23

Das Vereinigte Hilfswerk vom Internationalen Roten Kreuz in Genf hat dem DRK-Präsidium mitgeteilt, dass folgende Pakete aus Lissabon nach Theresienstadt im Laufe der letzten Monate abgegangen sind:

am	30. 4.	375	Pakete
"	12. 5.	403	"
"	26. 5.	442	"
"	11/6.	818	"
"	26. 6.	985	"

Bezüglich der Empfangsbestätigungen über diese Pakete wird angenommen, dass die seinerzeit beim Besuch von Theresienstadt gezeigten Bestätigungskarten inzwischen zum Versand gebracht wurden. Es wird indessen den ausländischen Sendern in der Schweiz und in Portugal gegenüber für notwendig erachtet, dass die Poststelle in Theresienstadt anhand dieser Zahlen kontrolliert und bestätigt, dass diese Pakete dort eingegangen sind Eine generelle Bestätigung dieser Art würde das Herausenden einzelner Bestätigungskarten erübrigen. Das DRK-Präsidium würde diese Empfangsbestätigung der Poststelle Theresienstadt über das Vereinigte Hilfswerk in der Schweiz nach Lissabon weiterleiten.

Im übrigen teilt das Vereinigte Hilfswerk noch mit, dass es von seinem Vertreter in Lissabon aufmerksam gemacht wurde, dass Individualpakete von 500 g, die an den Ältestenrat der Juden in Theresienstadt adressiert sind, ohne dass der Name eines Einzelempfängers genannt ist, für Personen bestimmt sind, die aus dem Protektorat nach Theresienstadt gekommen sind.
Es wird gebeten, diesen Hinweis dem Ältestenrat der Juden in Theresienstadt mitzuteilen.

Heil Hitler!
Der Chef des Amtes Auslandsdienst
i.V.

DRK-Oberfeldführer

8.11.1943

VII/Ch-Ha./Pa.

An den
Präsidenten des Dänischen Roten Kreuzes
Herrn Johan B ü l o w
K o p e n h a g e n K
Amaliegade 18

Zum dortigen Schreiben vom 15.1o. teilt das Deutsche Rote Kreuz Folgendes mit nach Besprechung der Frage mit der zuständigen deutschen Dienststelle:

Die aus Dänemark nach Deutschland verschickten Juden sind nach Theresienstadt überführt worden. Die Möglichkeit, Vertretern des Dänischen Roten Kreuzes die Erlaubnis zu einem Besuch der dänischen Juden in Theresienstadt zu geben, ist nicht grundsätzlich abgelehnt worden. Die Ausführung muss jedoch zunächst für eine etwas spätere Zeit zurückgestellt werden.

Dem Dänischen Roten Kreuz kann das Deutsche Rote Kreuz weiterhin mitteilen, dass es erreicht worden ist, Korrespondenzmöglichkeiten für die in Theresienstadt aufgenommenen dänischen Juden vorzusehen, und dass ferner die Zusicherung gegeben worden ist, dass sie in Theresienstadt verbleiben. Sie stehen dort unter der unmittelbaren Aufsicht des Jüdischen Ältestenrates selbst.

Der Chef des Amtes Auslandsdienst

(Hartmann)
DRK-Generalhauptführer

An

Reichssicherheitshauptamt
z.Hd. von SS-Ostubaf. Eichmann
B e r l i n W 35

unter Bezugnahme auf die Besprechung vom 4.11. zur Kenntnis übersandt.

Der Chef des Amtes Auslandsdienst

DC

12. 11. 1943

VII / X - Nh/Te

Betr.: Sendungen nach Theresienstadt
Bezug: -
Anlg.: -

An das
Reichssicherheitshauptamt
z.Hd. v. SS-Obersturmbannführer Eichmann

B e r l i n W 35
Kurfürstenstrasse 115

Generalhauptführer Hartmann ist gelegentlich seines letzten Besuches in Genf vom Internationalen Komitee vom Roten Kreuz gebeten worden festzustellen, welche von den für Theresienstadt gespendeten Liebesgaben dorthin übersandt werden können. Dem Internationalen Komitee ist die Einschränkung auf Medikamente und Kräftigungsmittel vonseiten des Präsidiums des Deutschen Roten Kreuzes mitgeteilt und bekannt.
Da der Begriff "Kräftigungsmittel" nun ein dehnbarer ist, wird gebeten zu entscheiden, welche von den nachfolgenden Waren aus der Schweiz nach Theresienstadt abgeschickt werden könnten:

Bündner oder anderes getrocknetes Fleisch
Schachtelkäse
Dörrgemüse
Getrocknete Birnen und Äpfel
Sardinen
Kondensmilch, und zwar nach den neuen eidg. Ausfuhrbestimmungen:
50% gezuckerte Kondensmilch
50% ungezuckerte Kondensmilch

Pulvermilch, und zwar:
67 ½ % gezuckert,
32 ½ % ungezuckert.

Heil Hitler!

Der Chef des Amtes Auslandsdienst
i.V.

DRK-Oberstführer

AA

2586/42

IV B 4 b 18. 8. 1942 R. Sucht
B. Müller

Jüdem ungarisches Staatsangehörigkeit (im Reichsgebiet)

mit Bezugnahme u. a. auf die Schreiben IV B 4 a 1217/41 und
IV B 4 a-3 2339/42
IV B 4 b 2586/42 (10.7.42)

IV B 4 b 2. 9. 1943 R. Heinrichs
B. Pohl

Verbalnote der Kgl. ungarischen Gesandtschaft Berlin in der Angelegenheit der Ehefrau Imre Kalm, geborene Julia Benese, wohnhaft in Paris

Bemerke Joseph vom 12.7.1942 und
o.J. auf dem Schreiben vom 9.7.1942
über Rücksprachen mit SuW

RvO - HSSPF III - 179a - 270 31

RvO (HSSPF III 179a)

DER REICHSKOMMISSAR
FÜR DIE BESETZTEN NIEDERLÄNDISCHEN GEBIETE
DER VERTRETER DES AUSWÄRTIGEN AMTS

BEFEHLSHABER DER SIPO UND DES SD DEN HAAG
Befehlshaber der Sipo und des SD - Den Haag
Br.-Nr. 40 32/42
Eing. - 9 JULI 1942
Anl.
Ref. IV B 4

Den Haag, 4. Juli 1942.

- D Pol 3 Nr. 8 Nr. 937 -

Vertraulich

betr. Ungarische Juden

Das Auswärtige Amt schreibt mir heute wie folgt:

""Ungarische Regierung hat unter der Hand die Deutsche Gesandtschaft wissen lassen, dass sie im allgemeinen an den Juden ungarischer Staatsangehörigkeit desinteressiert sei. Sie habe sich vorbehalten, einzelne besondere Fälle aufzugreifen.

Die dortigen Judenmassnahmen können mithin auf Juden ungarischer Staatsangehörigkeit ausgedehnt werden. "".

Danach brauchen wir also auf die ungarischen Juden keine Rücksichten wie auf ausländische Juden mehr zu nehmen. Sie können also angehalten werden, den Judenstern zu tragen, ihre Vermögenswerte bei dem Bankhaus Lippmann, Rosenthal & Co. abzuliefern usw. Nur bitte ich, dafür Sorge tragen zu lassen, dass die Vermögenswerte oder der Erlös daraus sichergestellt werden, damit sie gegebenenfalls an die ungarische Regierung abgeliefert werden können.

Generalkommissariat Finanz und Wirtschaft ist von mir unterrichtet worden.

Die Zentralstelle wollen Sie bitte unterrichten.

Rauter

An den Herrn Befehlshaber der Sicherheitspolizei
und des SD, SS-Oberführer Dr. Harster,
Den Haag.

Durchschlag an RSHA z. Kenntnisnahme übergeben. 12.7.

RvO – HSSPF II – 179 a –

271 32

RvO (HSSPF II 179 a)

DER REICHSKOMMISSAR
FÜR DIE BESETZTEN NIEDERLÄNDISCHEN GEBIETE
DER VERTRETER DES AUSWÄRTIGEN AMTES
D Pol 3 Nr. 8 Nr.786

DEN HAAG, 9. Juli 1942.

BEFEHLSHABER der Sipo und des SD – Den Haag
Br.-Nr. 411 3/42
Eing. 11 JULI 1942
Anl.
Rel.

betr. Ausländische Juden.

Ich höre, dass aus meinem Schreiben vom 3. Juni – D Pol 3 Nr. 8 Nr. 786 –, in dem ich die Juden gewisser Länder für das Tragen des Judensternes freigegeben habe, der Schluss gezogen worden ist, dass diese ausländischen Juden auch für den vorgesehenen Abtransport bezw. für die Heranziehung der Juden zur Arbeitsleistung ausserhalb der Niederlande herangezogen werden dürfen.

Ich möchte dazu bemerken, dass diese Schlussfolgerung natürlich nicht aus meinem oben angeführten Schreiben gezogen werden darf und dass ausländische Juden nach wie vor grundsätzlich aus Ausländer zu behandeln sind.

Herrn Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des SD,
SS-Oberführer Dr. Harster,
Den Haag

RVO
HSSPF II
-179a-

273

Der Höhere ᛋᛋ-und Polizeiführer
im Bereich des Militärbefehlshabers
in Frankreich

S Pol IV J - 221
Rö/Bir

Paris, den 16.7.1942

An Verteiler

Betr.: Durchführung der 8. Verordnung über Maßnahmen gegen Juden vom 29.5.1942 VOBl.des Mil.Bef.i. Frkr. Nr. 63 S. 383.

Vorg.: Mein Erl. vom 1.6.1942 Az. S Pol IV J SA 221 b.

Meinen Erlaß vom 1.6.1942 ergänze ich dahingehend, daß mit sofortiger Wirkung auch Juden ungarischer Staatsangehörigkeit der Kennzeichnung durch den Judenstern unterliegen.

Die Generaldelegation der französischen Regierung habe ich unterrichtet und ihr aufgegeben, die französische Polizei sowie die übrigen in Betracht kommenden französischen Behörden in Kenntnis zu setzen und sie mit den entsprechenden Anweisungen zu versehen.

gez. O b e r g

ᛋᛋ-Brigadeführer u. Generalmajor
der Polizei

Für die Richtigkeit :

ᛋᛋ - Obersturmführer

V e r t e i l e r :

Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des SD	20
Kommandeure der Sicherheitspolizei(SD)-Kommandos	80
Chefs der Mil.Verw. Bez. A,B,C, - Verw. Stab - Kommandant von Groß-Paris - Verw.Stab - Feld-und Kreiskommandanten	180

Nachrichtlich:

Reichssicherheitshauptamt IV B 4, VI B, VII B 2	6
Der Beauftragte des Chefs der Sicherheitspolizei und des SD beim Militärbefehlshaber in Belgien und Nordfrankreich	2
Kdo. Stab Abt. I c	3
Abwehrleitstelle Frankreich	7
OKH - Gen St d H/Gen Qu -	2
Reichskommissar für die besetzten niederländischen Gebiete	3
Deutsche Botschaft	2
Landesgruppe der NSDAP	1
Vorrat	24
	330

Kuh SS + Pol. 1

Berne 1

Verw. + Justiz 1

A1 Inl. II g 208

Reichssicherheitshauptamt

IV B 4 b - 2586/42

Bitte in der Antwort vorstehendes Geschäftszeichen und Datum anzugeben

Berlin SW 11, den 18. August 1942
Prinz-Albrecht-Straße 8
Fernsprecher: Ostpreußische 1200 40 - Fernsprecher 12 64 21

Auswärtiges Amt
D III 709. g
eing. 26. AUG. 1942
Anl. ( ) Dopp. d. Eing.

Zifg.
Weiterleiten an
D U Mitteilung zur Verteilung
Berlin, den

An das
Auswärtige Amt,
z. Hd. v. Herrn Gesandtschaftsrat Dr. Klingenfuß,

B e r l i n W 8,
Wilhelmstr. 74/76.

Betrifft: Juden ungarischer Staatsangehörigkeit.

Bezug: Dort. Schnellbrief vom 29. 7. 1942 - D III 558 g sowie hiesige Schreiben vom 17. und 18. 4. 1942 - IV B 4 a - 1217/41 und IV B 4 a - 3 - 2339/42.

K213402

Unter Bezugnahme auf meine obenbezeichneten Schreiben vom 17. und 18. 4. 1942 bitte ich um Mitteilung, ob von Seiten der Ungarischen Regierung Bedenken dagegen bestehen, dass Juden ungarischer Staatsangehörigkeit im Reichsgebiet

1) nach dem Osten unter gleichzeitiger gesonderter Sicherstellung ihres Vermögens abgeschoben und
2) den für Juden deutscher Staatsangehörigkeit geltenden Bestimmungen (Kennzeichnung und sonstige Einschränkungen) bis zum Zeitpunkt der Abschiebung unterworfen werden.

Diese Frage ist deswegen noch nicht eindeutig

Wiedervorgelegt am: 7. Sep. 1942

E310861

AA. Inl. II g 208

geklärt, weil sich der obenbezeichnete dortige Schnellbrief vom 29. 7. 1942, wonach Juden ungarischer Staatsangehörigkeit in die Abschiebung einbezogen werden dürfen, offenbar nur auf besetzten Westgebiete bezieht. Dementsprechend bitte ich, mir entsprechend der mündlich gegebenen Zusage schriftlich zu bestätigen, dass die obenbezeichneten Maßnahmen auch gegen Juden ungarischer Staatsangehörigkeit im Reichsgebiet durchgeführt werden dürfen. Dies dürfte m.E. um eher möglich sein, als Ungarische Vertretungen Reichsgebiet mehrfach erklärt haben, dass sie an den Juden ungarischer Staatsangehörigkeit teressiert seien.

Im übrigen bitte ich unter Bezugnahme auf mein dorthin gerichtetes Schreiben vom 10. 7. 1 IV B 4 b - 2586/42 - im Sinne des Ergebnisses d Besprechung am 30. 7. 1942 bemüht zu bleiben, baldmöglichst mit der Ungarischen Regierung ein hingehende Vereinbarung zu treffen, dass bei der handlung des Vermögens von Juden ungarischer Staatsangehörigkeit im Reichsgebiet und von solchen früherer deutscher Staatsangehörigkeit in Ungarn nach dem Territorialprinzip zu verfahren ist.

Da Eilbedürftigkeit vorliegt, bitte ich um bevorzugte Erledigung.

Im Auftrage:
gez. Suhr
Beglaubigt:
Müller
Kanzleiangestellte

E310861

K213403

E310862



Durchdruck als Konzept

Geheim AA Inl. II g 208

den 27. August 1942

D III 709 g

Betrifft: Juden ungarischer Staatsangehörigkeit.
Auf das Schreiben vom 18.d.Mts. - IV B 4 b - 2586/42 -. K213401

Ref.: G.R. Klingenfuß

Im Hinblick auf die Widerstände, die sich in der Zwischenzeit ergeben haben, bitte ich Sie, von der Einbeziehung der Juden ungarischer Staatsangehörigkeit in die in Ihrem oben erwähnten Schreiben aufgeführten Maßnahmen vorläufig abzusehen.

Ich werde Ihnen eine entsprechende Mitteilung zugehen lassen, sobald die Lage diese Maßnahmen gestattet und weitergehende Verhandlungen in dem bereits besprochenen Sinne zuläßt.

E310860

Im Auftrag
gez. Klingenfuß

1. An
den Chef der Sicherheitspolizei und des SD
z.Hd. von Regierungsrat SS-Obersturmbannführer
Dr. S u h r

B e r l i n

ab: 27. Aug. 1942



AA Nürnberg 208

Durchdruck
Auswärtigen Amt
Ref. GR Klingenfuss

D III 1070 g

3. Dezember 1942

Geheim

Der Ungarischen Regierung war mitgeteilt worden, dass die ungarischen Juden in den besetzten Westgebieten ab 1. Januar 1943 allen Massnahmen der Deutschen Besatzungsgehörden unterworfen werden müssen, soweit nicht die Ungarische Regierung die Zurücknahme einzelner ungarischer Juden nach Ungarn vorzieht. Die Ungarische Regierung hat dies zur Kenntnis genommen und gebeten, in einzelnen wenigen Ausnahmefällen von dieser Rücknahme Gebrauch machen zu dürfen.

Die Vertretungen des Auswärtigen Amts in Paris, Brüssel und Den Haag, wurden entsprechend angewiesen, von einer Abschiebung bis zum Eintreffen endgültiger Weisung im Januar abzusehen.

Der Ungarischen Regierung ist ausserdem zugestanden worden, sich bei der Verwertung des eingezogenen Vermögens abgeschobener Juden treuhänderisch zu beteiligen. Es wird daher gebeten, auf eine Sicherstellung der entsprechenden Vermögenswerte bis zur endgültigen Regelung bedacht zu sein. Die Vertretungen des Auswärtigen Amtes sind auch in diesem Punkte entsprechend verständigt.

Im Auftrag
gez. Klingenfuss

nach Abgang:
Pol
Pol IV A
Rün.

An das
Reichssicherheitshauptamt
Berlin

K213306

E310770



AA Inl IIg 208

32

Durchdruck

Auswärtiges Amt

5.3.43

D III 295 g

Geheim

Die Ungarische Gesandtschaft in Berlin hat mitgeteilt, dass in den letzten Tagen einige im Deutschen Reich ansässigen ungarischen Staatsangehörigen jüdischer Rasse verhaftet wurden. Das Auswärtige Amt hat Ihre Dienststelle bisher nicht ermächtigt, die allgemeinen Judenmassnahmen auf die im Deutschen Reich, im Protektorat, im Generalgouvernement und in den besetzten Ostgebieten ansässigen ungarischen Staatsangehörigen jüdischer Rasse anzuwenden.

Es wird daher gebeten, von der Inhaftierung ungarischer Juden einstweilen noch Abstand zu nehmen, bezw. rückgängig zu machen.

An das
Reichssicherheitshauptamt
z.Hd.v.Obstubaf.Eichmann
Berlin W 35
Kurfürstenstr. 116

H322855

Im Auftrag
gez. von Hahn

K213250

ab: 5. März 1943

Min. Kzl. Obersekr.



AS Nr. U A 3075

Der Chef der Sicherheitspolizei und des SD

Berlin SW 11, den 2. September 1943
Prinz-Albrecht-Straße 8
Fernsprecher: Ortsverkehr 120040 · Fernverkehr 124021
Reichsbankgiro-konto: 1/146 · Postscheckkonto: Berlin 2386

IV B 4 b - 2586/42

Bitte in der Antwort vorstehendes Geschäftszeichen u. Datum anzugeben

Auswärtiges Amt
Inl. II A 2273
eing. 8. SEP. 1943
Akt. Anl. Dopp. d. Ang.

Vfg.
Weiterleiten an Inl. II 1
Inl. II B bittet um Beteiligung
Berlin, den

An das
Auswärtige Amt,
zu Hd. von Herrn Legationsrat von T h a d d e n

B e r l i n W 8
Wilhelmstr. 74/76

Betrifft: Verbalnote der Kgl. ungarischen Gesandtschaft Berlin, in der Angelegenheit der Ehefrau Imre H a h n , geborene Julia Benese, wohnhaft in Paris.

Bezug: Dortiges Schreiben vom 18.2.1943 - D III 1120 - . D S409 II

Die Ermittlungen haben ergeben, daß die Wohnung, der in der Verbalnote genannten ungarischen Staatsangehörigen Frau Imre H a h n , von der Dienststelle Westen des Reichsministers für die besetzten Ostgebiete vom 15.4.1942 erfasst und am 10.12.1942 geräumt wurde. Nach Angabe der Dienststelle Westen wurden in dieser Wohnung jedoch lediglich 11 Schreibtische erfasst. Die Dienststelle Westen hat sich der Deutschen Botschaft Paris gegenüber bereit erklärt, dem hiesigen ungarischen Generalkonsulat 11 Schreibtische zurückzuerstatten.

Der Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des SD für den Bereich des Militärbefehlshabers in Frankreich und das Sicherheitspolizei (SD) Kommando Paris waren mit der Angelegenheit nicht befasst.

K329112

Im Auftrage:
gez. H u n s c h e

Beglaubigt:
Pohl
Kanzleiangestellte



2604/42

W B 4 b 22. 10. 1942 Rk. Sache
S. Re

Behandlung des Judenvermögens im Inland bzw. ausländischen Judenvermögens im Reich

Der Besprechungsgegenstand wird erwähnt:

a/ am 23. 2. 1942 [illegible]

b/ am 30. 7. 1942 [illegible]

AA Jnl IIg 175

4 VII. 153g.

Berlin, den 12. Februar 1942

zu Ha Pol IV b 1105/42

1.)Diplogerma

Fernschreiber - G.

73

Bucuresti

Nr.

Betr.: Vermögenserfassung ausgebürgerter Juden in Rumänien

Auf Grund der Referatssitzung am 10.ds.Mts. sowie einer telef. Rückfrage bei RR Suhr vom SS-Sicherheitshauptamt

Vor Abgang:

Abt.Deutschland

Abt.Recht

z.g.Mitzeichnung

Auf 436:

1.)Vermögensverfall ausgebürgerter deutscher Juden im Ausland ist bereits auf Grund §3 der Verordnung vom 25.November 1941 eingetreten. Erklärung des Chefs der Sicherheitspolizei nach § 8 der Verordnung ist lediglich in Zweifelsfällen erforderlich und hat nur deklaratorische Bedeutung.

2.)Bitte bei Rumänischer Regierung zunächst nur Eigentumsansprüche des Reichs an solchen Vermögensobjekten ausgebürgerter Juden anmelden, die grössere wirtschaftliche Bedeutung haben oder aus anderen Gründen interessant sind. Drahtbericht.

Wiehl

2.)Wv.nach 2 Wochen

Dies gehört in Abt. D. LS B

Den Abt. II III

mit der Bitte um Übernahme und weitere Behandlung zuständigkeitshalber um Beteiligung wird gebeten.

106

AA Jnl IIg 175

(Heyde)

Berlin, den 18. Februar 1942 D III 153/42 g

59

Geheim

Eilt sehr!

An das
Reichswirtschaftsministerium
Reichsfinanzministerium
Ministerialdirektor zur besonderen Verwendung Staatsrat Wohlthat
Berlin W 8
Leipziger Str. 3
Reichssicherheitshauptamt

- Sammelanschrift -

Schnellbrief

Ref.: LS Dr. Müller

Vor Abgang:

Pol
H Pol
R

mit der Bitte um Mitzeichnung und Teilnahme an der Besprechung.

K210951

Das Vermögen der durch die 11. Verordnung zum Reichsbürgergesetz ausgebürgerten Juden deutscher Staatsangehörigkeit ist dem Deutschen Reich verfallen. Nach deutscher Auslegung dieser Verordnung gehört dazu auch das im Ausland befindliche Vermögen dieser Juden.

Es erhebt sich die Frage, ob das Deutsche Reich den Eigentumsanspruch gegenüber allen europäischen Ländern oder nur gegenüber einzelnen Staaten geltend machen soll, und ob das gesamte Vermögen aller Juden oder nur einzelne wertmäßig oder aussenhandelswirtschaftlich besonders interessante Vermögensgegenstände in Anspruch zu nehmen sind.

Nach Abwägung aller allgemeinjudenpolitischen, handelspolitischen und verwaltungstechnischen Gesichtspunkte vertritt das Auswärtige Amt den Standpunkt, daß es zweckmäßig ist, den Eigentumsanspruch des Reichs vorerst nur in Ländern geltend zu machen, welche bereits ihrerseits eine Judengesetzgebung haben; dazu gehören in erster Linie Rumänien, Kroatien und die Slovakei, in zweiter Linie Ungarn und Italien. Der Anspruch ~~wird~~ nicht allgemein, sondern nur für einzelne Vermögensgegenstände ~~von Fall zu Fall von den deutschen Auslandsvertretungen erhoben~~ Die

F zu ersehen, dass nach Ansicht des Auswärtigen Amtes der Eigentumsanspruch des Reichs vorerst nur in Ländern geltend gemacht werden soll, welche bereits ihrerseits eine Judengesetzgebung haben; dazu gehören in erster Linie Rumänien, Kroatien und die Slovakei, in zweiter Linie Ungarn und Italien. Der Anspruch wird nicht allgemein, sondern nur für einzelne Vermögensgegenstände von Fall zu Fall von den deutschen Auslandsvertretungen erhoben werden.

ab: 18. Feb. 1942
Jnl.

AA Jnl IIg 175

Die Klärung der Frage ist dringlich, z.B. Rumänien bereits Anstalten macht, das Vermögen der durch die oben erwähnte Verordnung staatenlos gewordenen Juden für eigene Zwecke einzuziehen, wenn unser Eingentumsanspruch nicht umgehend geltend gemacht wird. Andererseits hat die Slovakei Anspruch auf das Vermögen der slovakischen Juden in Deutschland und dem Protektorat Böhmen und Mähren, die mit Zustimmung der slovakischen Regierung im Zuge der slovakischen Maßnahmen nach dem Osten abgeschoben werden, geltend gemacht.

Zur Besprechung dieser Frage wird hiermit zu ~~Donnerstag~~ Montag, den ~~12.~~ 23. d.Mts., 11 Uhr, Räume 11, Sitzungssaal, eingeladen.

gez. ~~Dr. Herbert Müller~~ Rademacher

K210952

105

AA Inl. II g 175

Referat D III

Liste der Anwesenden bei der Sitzung am 23.Februar 1942

Luther	Pol	AA, Abt. R
Wagner/Lemmle	Pers.	AA, Ges. Ha Pol
Dr. Werkmeister	Ju	RMdI., Pg. Linie
Feest	L S	A.A.
Hummel	Reg.-M.	RSHA.
Dr. v. Boeden	ORR	Reimann
Dr. Schwerin	RegRat	RFM
Crüsemann	Reg. Rat	RFM
Klopfer	Pers. Referent	Sturmbannf. Wahlthat
		u. Z. Klumm

K210945

Konzept 41 Vol. II A 26/4

Durchdruck 25.Juli 2

D III 4455

Schnellbrief.

Die fortschreitenden Aussiedlung der Juden in verschiedenen europäischen Ländern und die dabei gemachten Erfahrungen habe die Frage der gegenseitigen Vermögensabgleichung erneut in den Vordergrund gerückt.

Zu einer Besprechung dieser dringenden Angelegenheit gestatte ich mir auf

Donnerstag, den 30.Juli, nachmittags 16 Uhr 30 in das Auswärtige Amt, Gebäude Rauchstr. 11, Sitzungssaal 1.Stock einzuladen.

Im Auftrag

gez.Rademacher

An

den Beauftragten für den Vierjahresplan z.Hd. von Herrn Ministerialrat von NORMANN

das Reichsministerium des Innern z.Hd. von Herrn Ministerialrat Dr. LÖSENER

das Reichswirtschaftsministerium z.Hd. von Herrn Oberregierungsrat Dr. von Coelln

das Reichsfinanzministerium

das Reichsjustizministerium

die Parteikanzlei, z.Hd. von Herrn Oberregierungsrat Bangert in München 33, Führerbau

das Reichssicherheitshauptamt z.Hd. von Herrn SS-Obersturmbannführer Eichmann

den Herrn Reichsforstmeister

8 x ab 27.7. III

In Durchdruck
Pol IV
Ha Pol IV ab 2917

mit der Bitte um Beteiligung.

K208128

AA Inl. II g 175

Name	Dienststelle	Dienstbezeichnung
Reinhardt	Ges. Rat	A.A.
Dr. Hoffmann	VLR	Parteikanzlei
Dr. Hoffmeyer	RR.	Reichsministerium des Innern
Dr. v. Collen	ORR	R MR
Dr. Kiderlen	Min. Rat	Reichsfinanzministerium
Dr. Bistritschan	Min. Rat	Reichsministerium
Dr. Roethe	Reichsanwalt	Vierjahresplan
Dr. Lehmann	Reg. Rat	RFM
Dr. Walden	Ref.	A. A.

K210892

478574

Geheim

AA Inl. II q 175

D III 609 g.

Berlin, den 31. Juli 1942

Ref.: Ges.Rat.Klingenfuss

— Schnellbrief —

I.)

2.) Beauftragten f.d. Vierjahresplan z.Hd.v. H.Min.Rat.v.Normann

Betr.: Behandlung des Judenvermögens im Ausland bezw. ausländischer Judenvermögen im Reich.

Die Ressortbesprechung im Amt am 30.7.1942 ergab kurz zusammengefaßt folgendes:

In der Praxis hat sich gezeigt, daß eine Feststellung des im Ausland befindlichen Judenvermögens, das auf Grund des § 3 der 11. Verordnung zum Reichsbürgergesetz v. 25.11.1941 dem Reich verfiel, nicht möglich ist. Die vielfach ~~[illegible]~~ Verschiebung und Verschleierung des Judenvermögens, die Notwendigkeit, für nähere Feststellung die Mithilfe der fremdstaatlichen inneren Behörden weitgehend in Anspruch zu nehmen, die in vielen Fällen einer solchen Inanspruchnahme hinderlichen politischen Schwierigkeiten stellen einer solchen Erfassung unüberwindliche Schwierigkeiten entgegen. Sie werden verschärft durch die Tatsache, daß die im Ausland lebenden Juden frühere Staatszugehörigkeit heute als staatenlos gelten, während die im Reich befindlichen ausländischen Juden ihre Staatsangehörigkeit noch besitzen. Auch bei einer entsprechenden Bereitwilligkeit fremder Staaten ist im Hinblick auf die ~~[illegible]~~ Schwierigkeiten

K210898

478580

AA Inl. II g 175

in verschiedenen Ländern und die Unzulänglichkeit ihres Behördenapparates mit einer klaren Gegenseitigkeit keinesfalls zu rechnen, sodaß für das Reich erhebliche Benachteiligungen in Kauf genommen werden müssen.

Auf der anderen Seite hat sich bei der Evakuierung ausländischer Juden im Reich bezw. im Protektorat und in den besetzten Gebieten erwiesen, daß es in vielen Fällen unmöglich ist, genaue Feststellungen über die Staatszugehörigkeit im einzelnen zu treffen und die Vermögenswerte für den fremden Staat rechtzeitig sicherzustellen ; die Verschikkungsaktionen sind dadurch verschiedentlich ins Stocken geraten. Das AA. erblickt daher in Übereinstimmung mit dem Reichssicherheitshauptamt in dem grundsätzlichen beiderseitigen Verzicht des Reiches, bezw. ausländischer Staaten auf alle Ansprüche an verfallendes Vermögen seiner im Ausland lebenden Juden den einzigen Weg, zu einer raschen und gültigen Bereinigung zu kommen und eine unabsehbare Kette von Schwierigkeiten und Einzelauseinandersetzungen zu vermeiden. Um die eingeleitete Aktion fortsetzen zu können, und die fortschreitende Lösung der Judenfrage in Europa nicht zu gefährden, beabsichtigt es daher, die Verhandlungen mit den in Frage kommenden Regierungen auf der Grundlage des Territorialprinzips fort-zu-setzen und bittet um dortseitige Zustimmung. Im Hinblick

K210899

478581

AA Rel. II 9/175

Hinblick auf die Dringlichkeit und grundsätzliche Bedeutung dieser Frage und ihrer raschen Regelung darf gebeten werden, etwaige Bedenken hinsichtlich einzelner Fälle zurückzustellen und eine möglichst umgehende Entscheidung herbeizuführen.

I.A.

gez.Klingenfuss

2 Zusatz für Reichsforstmeister:

Der Herr Reichsforstmeister war an der hier angeschnittenen Frage bisher bezüglich des Waldgutes Malatki in der Slowakei interessiert. Im Hinblick darauf, dass die Verhandlungen mit der Slowakei bereits sehr weit fortgeschritten sind und dass es sich bei dem genannten Gut um ein gegenüber dem Gesamtbesitz verhältnismäßig geringfügiges Objekt handelt, wäre ich unter Bezugnahme auf die stattgehabte Besprechung für eine möglichst umgehende Verzichterklärung dankbar.

3.) Unter eine Abschrift von 1 und 2 ist zu setzen :

In Abschrift

dem Reichssicherheitshauptamt

z.Hd.v.Herrn SS Obersturmbannführer Reg.Rat.Dr.Suhr

mit der Bitte um Kenntnisnahme übersandt.

I.A.

gez.Klingenfuss

K210900

478582

A4 Rel. U g 175

Der Chef der Sicherheitspolizei
und des SD

IV B 4 b - 2604/42

Bei in der Antwort vorstehendes Geschäftszeichen u. Datum anzugeben

Berlin SW 11, den 22. Okt. 1942
Prinz-Albrecht-Straße 8
Fernsprecher: 12 00 40

Geheim

An das
Auswärtige Amt,
zu Hd. von Herrn Gesandtschaftsrat
Dr. K l i n g e n f u s s ,

B e r l i n - W 8,
Wilhelmstr.74/76.

Auswärtiges Amt
D III 930 g
eing. 24. OKT 1942
Anl. (fach) Dupp. d. Eing.

Betrifft: Behandlung des Judenvermögens im Ausland bzw. ausländischen Judenvermögens im Reich.

Bezug: Dort. Schreiben vom 31.7.1942 - Nr.D III 609 g.

Unter Bezugnahme auf das obenbezeichnete dortige Schreiben vom 31.7.1942 darf ich um schriftliche Bestätigung bitten, dass alle an der Besprechung vom 30.7.1942 beteiligten Dienststellen, insbesondere auch der Reichsforstmeister in Beziehung auf das Waldgut Malaóki in der Slowakei ihre Zustimmung zur Anwendung des Territorialprinzips inzwischen erteilt haben.

Im Auftrage:

(Suhr).

Re

Durchdruck als Konzept

AA Inl. II g 175

24. Oktober 1942

D III 930 g

f Schreiben v.22.10.42
IV B 4 b - 2604/42 -

tr.: Behandlung des Judenvermögens im Ausland
bezw. ausländischen Judenvermögens im Reich.

Geheim

Hiermit bestätige ich, daß sämtliche an der Ressortbesprechung im Auswärtigen Amt vom 30. Juli beteiligten Dienststellen ihre Zustimmung zur Anwendung des Territorialprinzips gegeben haben. Das entsprechende Schreiben des Reichsforstmeisters liegt in Abschrift in der Anlage bei.

Im Auftrag

Chef der Sicherheitspolizei
und des SD

gez. Klingenfuß

J.J.5206

l i n

eb: 26. Okt. 1942
2 Anl.

AA Jnl IIg 175

Durchdruck als Konzept

5.April 3

D III 446 g

25

Geheim

Betrifft: Vermögen von Juden rumänischer Staatsangehörigkeit.

Die Deutsche Gesandtschaft Bukarest teilt mit, daß in einer Unterredung des Beraters mit Romanisierungsminister Dragosam 18.3. 43 Minister Dragos den Vorschlag gemacht hat, daß man das Vermögen der ausgebürgerten deutschen Juden in Rumänien von rumänischem Staat aus beschlagnahme und die betreffenden Juden zu einer Vermögenserklärung veranlasse und im Reich, Protektorat und Gouvernement die Juden rumänischer Staatsangehörigkeit der gleichen Maßnahme von Seiten des Reichs unterworfen werden. Die Abwicklung der beiderseitigen Vermögenswerte solle dann auf dem Verrechnungswege erfolgen. Die Erfassung der Vermögenswerte der in Rumänien wohnhaften Juden ehemals deutscher Staatsangehörigkeit dürfte auf keine besonderen Schwierigkeiten stößen, da Liste der ausgebürgerten Juden deutscher Staatsangehörigkeit vollständig vorliegt und dem Romanisierungsministerium zwecks Erfassung der Vermögensofjekte zur Verfügung gestellt werden kann.

Um umgehende Stellungnahme zu dem Vorschlag des rumänischen Romanisierungsministers Dragos wird gebeten, insbesondere auch dahingehend, ob eine Erfassung der Vermögenswerte der im Reich, Protektorat und Generalgouvernement wohnhaften bezw. wohnhaft gewesenen Juden rumänischer Staatsangehörigkeit in absehbarer Zeit möglich ist und dem Auswärtigen Amt eine entsprechende listenmäßige Zusammenstellung übersandt werden kann.

Im Auftrag

gez. Pausch

An

das Reichssicherheitshauptamt

z.Hd. von Obersturmbannführer Eichmann

Berlin W 35

Kurfürstenstr. 116

K210915

W.V.2.4.

478590

Ludwigsburg

2657/42

III B 4 22.8.1942 R. Günther

FS: SS-Obersturmführer Otto

148

heime Staatspolizei — Staatspolizeistelle Litzmannstadt

Nachrichten-Uebermittlung

Aufgenommen Tag Monat Jahr	Raum für Eingangsstempel	Befördert Zeit Tag Monat Jahr
22. Aug. 1942 durch [illegible]	Der Chef der [illegible] u. des SD. Eing. 24.8.42 8269	an durch
Nr. 8811	Telegramm — Funkspruch Fernschreiben Fernspruch	Verzögerungsvermerk

+ + + BERLIN NUE NR 151 739 22.8. 42 1710 = GR=
AN DIE U.W.Z. DIENSTSTELLE LITZMANNSTADT-
Z. HDN. SS- OBERSTURMBANNFUEHRER K R U M E Y - - -
NACHRICHTLICH AN DEN B D S Z. HD. SS-STUBAF
GUENTHER PRAG =
BETRIFFT: SS-OBERSTURMFUEHRER OTTO.-
BEZU: TEL. BESPRECHUNG VOM 20.8. 42 -
IM LAUFE DER NAECHSTEN ZEIT WERDEN WEITERE GROSSE KONTINGENTE VON ALTEN JUDEN NACH THERESIENSTADT ABBEFOERDERT, DAS SCHON AUGENBLICKLICH AUSSERORDENTLICH STARK BELEGT IST, DAS ZENTRALAMT FUER DIE REGELUNG DER JUDENFRAGE IN BOEHMEN UND MAEHREN IN PRAG BRAUCHT ZUR ERLEDIGRNG DER VORLIEGENDEN UND KOMMENDEN ARBEITEN DRINGEND GEEIGNETE MITARBEITER.
ICH BITTE DAHER, WIE VEREINBART, SS-OBERSTURMFUEHRER OTTO BIS AUF WEITERES NACH PRAG ABZUORDNEN.
DAS ZENTRALAMT FUER DIE REGELUNG DER JUDEN FRAGE IN BOEHMEN UND MAEHREN, DEM ICH BITTE, DEN ZEITPUNKT DES DIENSTANTRITTS MITZUTEILEN, WIRD DIE BEZAHLUNG DER KOMMANDIERUNGS- UND TAGEGELDER UEBERNEHMEN.-

ZUSATZ FUER PRA :-
DEN DIENSTANTRITT DES SS-O'STUF. OTTO IN PRAG BITTE ICH MIR MITZUTEILEN.=

1A ROEM.4 B 4 2657/ 42 I.A. GEZ. GUENTHER SS-STUBAF

Lückenbüßer

Sicherheitspolizei und des SD
Umwandererzentralstelle Posen
Dienststelle Litzmannstadt

B - 10 28/19 -

Litzmannstadt C 2, den 18. September 1942
Abholfach.

1.) An das
SS. 26.9.42
Reichssicherheitshauptamt
- Referat IV B 4 -

B e r l i n SW - 11
Prinz-Albrecht-Str. 8

Betr.: Aufhebung der Abordnung des SS-Obersturmführers Herbert O t t o zur Umwandererzentralstelle.

Der SS-Obersturmführer Herbert O t t o ist seit Errichtung der Umwandererzentralstelle bei dieser Dienststelle eingesetzt. Er ist seit Juni 1942 zur Zentralstelle für jüdische Auswanderung-Prag abgeordnet worden. SS-Obersturmführer Otto wird zur Umwandererzentralstelle nicht mehr zurückkehren, sodaß die Aufhebung der Abordnung zur Umwandererzentralstelle erforderlich wird.

Ich bitte daher, einen entsprechenden Erlaß zu übersenden. Die Heimatdienststelle würde ich von hier aus in Kenntnis setzen, damit die Gehaltsbezüge von seiner jetzigen Dienststelle angefordert werden können.

2.) Wvl. 5.11.

SS - Obersturmbannführer.

Ludwigsburg

AA

2686/42

IV B 4 b 1. 1943 EV Stuckart
S. Re

Behandlung von Juden ausländischer Staatsangehörigkeit (allgemein)

IV B 4 b 31. 3. 1943 n. Günther

Fürsorgepflicht Erfassung ob nun d. Mischehepartner ausländischen fremden Staatsangehörigen jüdischer Rasse

IV B 4 a 9. 7. 1942 n. Eichmann

Behandlung von Juden ausländischer Staatsangehörigkeit im Inland bzw. in den besetzten Gebieten und im Inland

~~Vermerk Luther vom 2.6.1942 – D III 666/42 g – über eine Aussiedlung der Juden in das Ghetto Litzmannstadt~~ Sturm

Schreiben v. Thadden vom 18.2.1943 – D III 1365/43 – an RSHA z. Hd. von Hunke betr. feindstaatlich. Juden

AA neue Nr. 183

183

zu D III 660 g/4

11

V e r m e r k

Nach Mitteilung des Chefs der Sicherheitspolizei und des SD (Reg.Rat Suhr) befinden sich im Reichsgebiet und im Gebiet des Protektorats Böhmen und Mähren einige Hundert Juden bulgarischer Staatsangehörigkeit. Der größere Teil dieser Juden ist im Protektorat wohnhaft. Im Zuge der Abschiebung der Juden ist es erwünscht, auch die Juden bulgarischer Staatsangehörigkeit in die allgemeinen Abschiebungsmaßnahmen einzubeziehen, sie genießen bisher die Rechte ausländischer Juden in Deutschland und sind auch der Kennzeichnungspflicht noch nicht unterworfen.

In Bulgarien leben nach Mitteilung des Chefs der Sicherheitspolizei und des SD ca. 50-60 Tausend Juden.

Berlin, den 2. Juni 1942

K207489

486202



AA Inl II A 2614

Der Chef der Sicherheitspolizei und des SD

IV B 4a 2686/42

In der Antwort vorstehendes Geschäftszeichen u. Datum anzugeben

Berlin SW 11, den 9. Juli 1942.
Prinz-Albrecht-Str. 8
Fernsprecher 12 00 40

Auswärtiges Amt
D III 4455
eing. 27. JUL 1942
Anl. Durchschl.

Schnellbrief

An das

Auswärtige Amt,
z.Hd. von Herrn Legationsrat Rademacher,

B e r l i n.

Betrifft: Behandlung von Juden ausländischer Staatsangehörigkeit im Ausland bzw. in den besetzten Gebieten und im Inland.

Bezug: Laufend.

Da bekanntlich in nächster Zeit auch die Evakuierung von Juden aus Frankreich, Belgien und Holland anläuft, wird die Frage der Behandlung von Juden ausländischer Staatsangehörigkeit im Ausland bzw. in den besetzten Gebieten und im Inland hinsichtlich ihrer Evakuierung immer dringender. (Z.B. Juden ungarischer Staatsangehörigkeit in den besetzten niederländischen Gebieten.)

Ich wäre daher für eine baldige grundsätzliche und umfassende Mitteilung des dortigen Standpunktes dankbar, u.zw. zur Frage der Evakuierung einschliesslich vermögensrechtlicher Abwicklung und ihre Einbeziehung unter die allgemeinen gegen die Juden getroffenen Maßnahmen.

Im Auftrage:

Eichmann

K208127

82-32

AA Inl. II g 183

Entwurf

zu D III 569 g

An die Deutsche Gesandtschaft
S o f i a

Berlin, den 5. Aug. 1942

Geheim

Auf die Berichte vom 6.7. u.9.7.
Nr. A 466g/42 und Nr. A 466g/42 Ang.II

Ref.: U.St.S.Luther
LR Klingenfuß

Zweiseitige Vereinbarungen der Art, wie sie jetzt durch die übersandte Verbalnote der Bulgarischen Regierung bestätigt wurden, sollen naturgemäss nach und nach mit den verschiedensten europäischen Staaten abgeschlossen werden. Mit Kroatien und der Slowakei haben ~~die~~ Absprachen in dieser Richtung bereits zu praktischen Ergebnissen geführt. Seitens der dort in erster Linie interessierende Staaten Rumänien und Ungarn liegen ebenfalls bestimmte Zusicherungen in gleicher Richtung vor. Es besteht Aussicht, dass die inzwischen zu Tage getretenen Schwierigkeiten aus dem Wege geräumt und gleiche Vereinbarungen auch mit diesen beiden Staaten getroffen werden können.

Ich darf bitten, die Bulgarische Regierung dies in geeigneter Form wissen zu lassen und dabei darauf hinzuweisen, dass grundsätzlich nach wie vor ein grosses Interesse daran besteht, im Zuge einer einheitlichen Ausrichtung der europäischen Judenpolitik ähnliche gegenseitige Vereinbarungen auch zwischen den Regierungen der verschiedenen südosteuropäischen Staaten zu treffen. Da die auftretenden Schwierigkeiten und Bedenken sich in der Hauptsache auf die wirtschaftliche Auseinandersetzung der beiderseitigen Interessen beziehen dürften, kann darauf hingewiesen werden, dass eine klare Trennung der beiderseitigen Vermögensansprüche praktisch vollkommen undurchführbar ist - und dass daher Vereinbarungen der erwähnten Art die einzige Möglichkeit bieten, eine unabsehbare Kette von Einzelauseinandersetzungen und Reibungspunkten von vornherein aus der Welt zu schaffen, und sofort eine klare und endgültige Bereinigung herbeizuführen.

gez. Luther

K207504

b.w.

THF 2157 486211



AA Inl. IIa g 183

2. An den Chef der Sicherheitspolizei
und des SD

Auf Schreiben vom 9.7.42
- IV B 4 a 2686/42 -.

Mit der Bulgarischen Regierung konnte inzwischen eine Vereinbarung getroffen werden, welche die klare Einbeziehung der Juden bulgarischer Staatsangehörigkeit in Deutschland oder in den von uns besetzten Gebieten ermöglicht. Die durch Notenwechsel getroffene Absprache lautet:

"Zwischen der Deutschen Regierung und der Königlich Bulgarischen Regierung besteht Einverständnis darüber, dass keine der beiden Regierungen aus den zwischen dem Deutschen Reich und dem Königreich Bulgarien bestehenden vertraglichen Abmachungen, insbesondere aus dem Handels- und Schiffahrtsvertrag vom 24.Juni 1932, zugunsten von Juden, die die Staatsangehörigkeit eines der beiden Staaten besitzen oder früher besessen haben gegenüber dem anderen Staat Rechte in Anspruch nehmen will, die zu der Judengesetzgebung dieses Staates im Widerspruch stehen. Hinsichtlich der Behandlung des in dem Gebiet eines der beiden Staaten befindlichen Vermögens von Juden, die die Staatsangehörigkeit des anderen Staates besitzen oder früher besessen haben, wird bis zum Abschluss einer noch zu treffenden vertraglichen Regelung vereinbart, dass die Sicherstellung dieses Vermögens und seine ordnungsmässige Verwaltung durch die innerstaatlichen Behörden gewährleistet wird."

K207505

Im Hinblick auf die vermögensrechtliche Abwicklung hat die Bulgarische Regierung gebeten, in den Fällen der Abschiebung bulgarischer Juden eine genaue Liste der Abzuschiebenden zu übergeben, welche im besonderen Name, Geburtsort und jetzigen Aufenthalt enthält. Auch Kostenfrage ist bereits angeschnitten worden unter Hinweis darauf, dass der für Bulgarien in Frage kommende Betrag

THF 2158 486212



AA Nr. 4 g 183

Betrag noch festgesetzt werden müsse. Um die Verhandlungen auch in diesem Punkte zum Abschluss zu bringen, darf ich bitten, mir diesen Betrag sobald als möglich mitzuteilen.

gez. Klingenfuss

14/7 14/7

K207506

THF 2159 486213



RVO
HSSPF II
179a

284

56

Der Höhere ᛋᛋ- und Polizeiführer
im Bereich des Militärbefehlshabers
in Frankreich

S Pol IV J - 221 b

Paris, den 18.9.1942

An Verteiler:

Betr.: Durchführung der 8. Verordnung über Massnahmen gegen Juden vom 29.5.1942 (VOBl. des Mil.Bef. i. Frkr. Nr. 63 S 383).

Vorg.: Mein Erl. vom 1.6.1942 Az. S Pol IV J - SA 221 b

Meinen Erlass vom 1.6.1942 ergänze ich dahingehend, dass mit sofortiger Wirkung auch Juden bulgarischer Staatsangehörigkeit der Kennzeichnung durch den Judenstern unterliegen.

Die Generaldelegation der französischen Regierung habe ich unterrichtet und ihr aufgegeben, die französische Polizei sowie die übrigen in Betracht kommenden französischen Behörden in Kenntnis zu setzen und sie mit den entsprechenden Anweisungen zu versehen.

gez.: Oberg
ᛋᛋ-Brigadeführer und
Generalmajor der Polizei.

Für die Richtigkeit
ᛋᛋ-Obersturmführer.

BEFEHLSHABER der Sipo und des SD in den Niederlanden in Den Haag
Bd.-Nr. 6297/42
Eing. 30 SEP. 1942
Anl. 1
Ref. IV Ru

Vorlage X

Verteiler:

Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des SD		10
Kommandeure der Sicherheitspolizei (SD) Kommandos		80
Chefs der Mil.Verw.Bez. A.B.C.		
- Verw. Stab -		180
Kommandant von Gross-Paris - Verw.Stab.		
Feld- und Kreiskommandanten		

Nachrichtlich:

Reichssicherheitshauptamt IV B 4, VI B, VII B 2	6
Der Beauftragte des Chefs der Sicherheitspolizei u. des SD beim Befehlshaber in Belgien und Nordfrankreich	2
Kdo.Stab Abt. I c	3
Abwehrleitstelle Frankreich	7
OKH - Gen.St.d.H/Gen.Qu. -	2
Reichskommissar für die besetzten niederländischen Gebiete	3
Deutsche Botschaft	2
Landesgruppe der NSDAP	1
Vorrat	24
	320

hdruck als Konzept

44 Inl. II g 180

031

7. Oktober 1942

D III 857.g.

Die Botschaft Paris erhält wie die Vertreter des Auswärtigen Amtes in Brüssel und Den Hag Weisung, wonach Juden griechischer Staatsangehörigkeit in die jeweils getroffenen Judenmaßnahmen einbezogen werden können. Seitens des Auswärtigen Amtes bestehen keine Bedenken dagegen die Juden griechischer Staatsangehörigkeit im Reich in gleicher Weise diesen Maßnahmen zu unterwerfen.

Im Auftrag

gez. Klingenfuß

K211567

E421249

Reichssicherheitshauptamt

Berlin

vorgelegt am: 10-10

ab: 8. Okt. 1942

Abt.

sprechen

AA Inl. II g 207

Durchdruck als Konzept

Berlin, den 21. Oktober 1942

D III 901 g

Auf Weisung des Auswärtigen Amtes hat die Deutsche Botschaft in Ankara der Türkischen Regierung mitgeteilt, daß die türkischen Juden in den besetzten Westgebieten ab 1. Januar keine Ausnahmebehandlung mehr erfahren können. Wir möchten aber der Türkischen Regierung Gelegenheit geben, ihre jüdischen Staatsangehörigen vorher aus den betroffenen Gebieten zurückzuziehen.

Nach einem Drahtbericht der Botschaft Ankara hat die Türkische Regierung zugesagt ihre Konsulate in den genannten Gebieten anzuweisen, die türkischen Juden zu freiwilliger Rückkehr nach der Türkei vor dem 1. Januar zu veranlassen. Das türkische Außenministerium bittet jedoch den Betroffenen ohne Schwierigkeiten deutsche Durchreisesichtvermerke zu erteilen. Im übrigen bestehe die Möglichkeit, daß bis 1. Januar einige dieser Juden der türkischen Staatsangehörigkeit für verlustig erklärt werden, auf Grund eines Gesetzes wonach eine solche Ausbürgerung nach mehr als 5 Jahren ununterbrochenem Auslandaufenthaltes erfolgen kann.

Die Botschaft in Paris, sowie die Vertreter des Auswärtigen Amtes in Brüssel und Den Haag sind hiervon unterrichtet worden. Nach Sachlage ist es erwünscht wenn der Bitte der Türkischen Regierung auf Erteilung von Durchreisesichtvermerken und entsprechende ungehinderte Durchreise entsprochen wird.

Ich wäre für eine entsprechende Veranlassung in dieser Richtung dankbar.

K213167

An
das Reichssicherheitshauptamt
z.Hd.Obersturmbannführer Eichmann
Berlin
Kurfürstenstr. 116

Im Auftrag
gez. Klingenfuß

476305

EDOC XXV 42

XXV-42

1/239

R. F. SS
Sicherheits-Dienst
Nachrichten-Uebermittlung

Aufgenommen Tag Monat Jahr Zeit	Befördert Tag Monat Jahr Zeit	Raum für Eingangsstempel
von durch	an 8. Dez. 1942 durch	
	Verzögerungsvermerk	
Nr.		

~~Telegramm~~ — ~~Funkspruch~~ — Fernschreiben — ~~Fernruf~~

IV J - SA 225 a
Rö./We.

Paris, den 8. Dezember 1942.

Referatsleiter u. Berichterstatter
SS-Obersturmführer Röthke.

An das

Reichssicherheitshauptamt
IV B 4 a

B e r l i n .

Betr.: Vermögensgegenstände der inzwischen nach dem Osten abgeschobenen Juden griechischer Staatsangehörigkeit.

Vorg.: Ohne.

Anfangs Oktober 1942 sind rund 1100 Juden griechischer Staatsangehörigkeit aus dem besetzten Gebiet Frankreichs nach Auschwitz abgeschoben worden. Diese Juden waren vor der Abschiebung interniert und kurze Zeit im Judenlager Drancy zusammengefasst. Die Wohnungen der Juden wurden nach der Festnahme von der französischen Polizei versiegelt und befinden sich heute noch unter Siegel und Verschluss.
Das mit der Wahrnehmung griechischer Interessen beauftragte argentinische Generalkonsulat hat kürzlich bei der Deutschen Botschaft in Paris angefragt, welche Regelung hinsichtlich der in den Wohnungen der festgenommenen Juden griechischer Staatsangehörigkeit verbliebenen Vermögensgegenstände beabsichtigt sei.
Ich gebe hiervon Kenntnis mit der Bitte um grundsätzliche Weisung, in welcher Weise diese Vermögensfrage gelöst und ob gegebenenfalls die weitere Verfügung über das Vermögen der abgeschobenen Juden griechischer Staatsangehörigkeit dem argentinischen Generalkonsulat überlassen werden soll.
Es steht zu erwarten, dass die diplomatischen Vertretungen Bulgariens und Rumäniens zukünftig wegen derselben Frage vorstellig werden, da die Juden bulgarischer und rumänischer Staatsangehörigkeit inzwischen ebenfalls nach Auschwitz abgeschoben worden sind.

H. Lunkenheimer

2. Wv. am 18.12.1942.

SS-Standartenführer.

AA Rel. II q 204

Berlin, den 12. Januar 1943

Pol. e. o. D III. 20 g

Pol. Rs!

An

1. das Auswärtige Amt

Berlin

z. Hd.

2. den Beauftragten des A.A.
im Stabe des Reichskommissars für die besetzten niederländischen Gebiete

Haag

z. Hd. Herrn Legationsrat Dr. Seibert

3. die Dienststelle des Beauftragten des A.A.
beim Militärbefehlshaber Frankreich

Paris

z. Hd. Herrn Botschafter Dr. Ritter

(zu 1 – 3:) 4 Anlagen

(zu 1 – 3:) Wegen Behandlung der in den militärisch besetzten Westgebieten (Frankreich, Belgien, Niederlande) geborenen jüdischen Mischlinge und jüdischen Geltungsjuden ist der Deutsche Gesandtschaft in

Ref.: dVR. I. Bl. Brackenhoeft

Mass. Abg.:
bei d. V.
" R V
" Pol. II

z. g. A. sodann
ad. D. (Rücksprache)

K212963

AA Jul. II g 204

In Sachen Dr. [illegible] mit der Bitte um Beschleunigung wegen Erlasses vom 28. Dezember 1942 - D III 1094 g - zwecks Herbeiführung der [illegible] Äußerung [illegible].

Die [illegible] Staatsanwaltschaft in Graz hat daraufhin den abschriftlich anliegenden Bericht vom 4. Januar 1943 erstattet.

Hiernach hat die [illegible] gerichtliche Obduktion nicht stattgefunden. Laut beigefügter Niederschrift vom 8. Januar 1943 ist der A. M. [illegible].

Anbei [illegible] Abschrift des Berichts.

[illegible]

K 2 2964

AA Inl. II g 204

Note vom 8. Januar
1942. Darf ich bitten,
die gefällige Gelegenheit zu
Erteilung der Ausreise-
sichtvermerke für Mitglie-
der zu gefl. veranlassen,
sofern nicht im Einzel-
falle besondere Be-
denken entgegenste-
hen.

I. A.

4. Der
Chef der Sicherheitspolizei
gez. Müller SS-Obergruppenführer

4 Anlagen

Abschrift
Fernschreiben
vom 28.12.42
SS-III/109 g
Geheim!

Abschrift
SS-III
Geheim!

Abschrift
SS-III
Geheim!

Abschrift
SS-III
Geheim!

a.)
b.)
c.)
d.)

Abt. II g 1 Nr. 3
- Nr. 1/42 -

Gemäß dem in der
Anlage übersandten Fernschreiben
vom 28. Dezember 1942
des Reichssicherheitshauptamtes
ist es der deutschen Botschaft
Paris, der Abteilung IIb

I. A.

K212965

AA Jul. II g 204

K. K. im Stabe des Reichsko[illegible]
[illegible] die beiliegenden einzel-
[illegible]-Gebiete und die Gebiete
[illegible] Gebiete der Gebiete
[illegible] Gebiet im Gebiet
[illegible], über die gegebe-
[illegible] Zeit wegen Gefährdung
der Gebiete/Sicherheitsmarke
[illegible] Gebiete zu verwal-
[illegible], Gebiete nicht im Einzel-
[illegible] besonders Gebieten
[illegible].

I. A.

(Kaufmann)

5. Zu Abschrift nach
Belege
über [illegible]
[illegible] [illegible] Gebiet-
[illegible] [illegible] Bayern
[illegible] über den Bericht vom 8.
Januar 1942 – 16. 5. 42 –
mit der Bitte um Kennt-
nisnahme übersandt.
Die deutsche Botschaft in Paris,
der Vertreter des A. A. im
Woda

a) 1 Abschrift mit Bericht
b) 1 Abschrift [illegible]

K212966

AA Jul. II g 204

Abschrift

Euer Exzellenz beehre ich mich ergebenst zu benachrichtigen, daß die Kaiserliche Botschaft in Konstantinopel heute telegraphisch angewiesen worden ist, Euer Exzellenz Glückwünsche zu dem Siege der Dardanellen-Forts Sr. Majestät dem Sultan zu übermitteln.

Ich benutze diese Gelegenheit, Euer Exzellenz die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern.

Der Staatssekretär des Auswärtigen Amts
J. A.
(Handschrift)

K212967

AA Inl. II g 204

Berlin, den 14. Januar 1943 3st 5 III 34 g

Geheim

1. Ber
das Reichssicherheitshauptamt
amt
z. Hd. von SS-Obersturmbannführer
Baumeister Eichmann oder
Vertreter im Amte
Kurfürstenstr. Nr. 116

Im Anschluß an das Schreiben vom 12. Januar 1942 - 5 c III 20 g - betr. Einschaltung der im besetzten Gebiet befindlichen Schmelzen

Reg. II

Nach einem beglaubigten schriftlichen Bericht des deutschen Konsuls ist der schweizerische Staatsbürger [illegible] am 31. Januar verstorben. Der Nachlaß [illegible] ist [illegible] einzuziehen. Ich bitte um Mitteilung, ob Bedenken gegen die Einziehung bestehen.

Im Auftrag
gez. [illegible]

Hpt. d. R. i. Br.

ab: 15. Jan. 1943

2. g. K.

K212960

AA Jul. II g 204

preußische Landesbehörde, [illegible]
Heimschaffung, wie vorgeschlagen,
dem zuständigen Bezirksamt über Polizei-
präsid. – wobei über dringende Fälle
anfragen können. Zweckmäßig wäre
Vorschrift vorzusehen, wonach
Einzelheiten (Mitnahme von
Gepäck, Geldmittel u. s. w.) mit dem
Bezirksamt N.N. zu regeln.
Es dürfte sodann i.50 bis 200 Pers.
heim kommen.

I. A.
(Ordnungsstrafe)

K212931

14.

kö. Durchdruck als Konzept AA Jnl IIg 203 a 008

22. Januar 1943

D III 75 g VI

- 1 Anlage -

In der Anlage wird Durchschlag einer heute nach Kopenhagen ergangenen Drahtweisung mit der Bitte um Kenntnisnahme übermittelt. Gleichlautende Weisung erging an die Gesandtschaften in Helsinki, in Stockholm und in Lissabon sowie an die Botschaft in Madrid.

Weitere Mitteilung bleibt bis zum Eingang der entsprechenden Antworten vorbehalten.

Im Auftrag
gez. Klingenfuß

An
das Reichssicherheitshauptamt
z.Hd. von Obstbf. Eichmann
Berlin
Kurfürstenstr. 116

ab: [illegible]

K212913

22/1.

dankbar.

107

D III 459 V 039

Akt. Z.

Genau beachten. A A Inl. II g 184

1. Nur Maschinenschrift
2. Nur einseitig beschreiben.
3. Offene Textteile in besonderen Telegramm absenden

4. Telegramme, die an mehrere Anschriften gehen sollen, dürfen nur dann in einer Vfg. erledigt werden, wenn sie genau wörtlich übereinstimmen, bei der geringsten Abweichung oder bei Zusätzen ist besonderes Telegramm erforderlich.

+ NR 186 23/1 0430 ERHALTEN D G KOPENHAGEN KHL +

Fernschreiben (G.-Schreiber)

131 186

Berlin, den 22. Januar 194 3

Telegramm { Nicht geh. Ch.V. Offen / IZ. (geh. Ch.V.)

Geh. Verm. für Behördenleiter
" " " Geh. Reichssachen
" " " Geheimsachen
Ohne besonderen Geheimvermerk

Nicht Zutreffendes durch streichen

Diplogerma
Consugerma Kopenhagen

Nr. 115.

Referent: U.St.S.Luther
GR Klingenfuß

Betreff: .....

.....

.....

In den besetzten Gebieten Frankreichs, in Belgien und den Niederlanden befindet sich noch eine Anzahl ausländischer Juden, welche in die von den Besatzungsbehörden den Juden gegenüber getroffenen Maßnahmen bisher nicht einbezogen sind. Diese Ausnahmebehandlung ausländischer Juden kann sowohl im Hinblick auf das Auftreten dieser Juden, als auch aus Gründen militärischer Sicherheit nicht länger beibehalten werden.

Das Gleiche trifft für einzelne Gruppen im Reich sowie im Protektorat ansässiger ausländischer Juden zu.

Es besteht daher die Absicht, ab 1. Sept. d.J. alle noch in den genannten Gebieten befindlichen Juden den geltenden Judenmaßnahmen

Nach Abgang:

Herrn Gesandten v. Hentig

Pol VI

zur Kenntnis.

K211174

H322394

D 524844

Zeiten für die Telegramm Kontrolle
22.1. 24 00

23.1. 200

AA Inl. II g 127

040

nahmen einschließlich Kennzeichnung, Internierung und späterer Abschiebung zu unterwerfen. Von diesen Maßnahmen wird auch eine Anzahl Juden dänischer Staatsangehörigkeit betroffen.

Bitte entsprechend an Dänische Regierung heranzutreten und sie von der geplanten Maßnahme zu unterrichten. Aus Gründen der Courtoisie gebe man ihr, bevor entsprechende Anordnung erfolgt, hiervon Kenntnis. Es sei ihr Gelegenheit gegeben, bis zum 31.3.1943 die Juden dänischer Staatszugehörigkeit aus den genannten Gebieten des Deutschen Machtbereiches zurückzuziehen. Entsprechende Ausreiseerlaubnis werde von deutschen Stellen erteilt, sobald das entsprechende Einreisevisum vorliege. Prüfung des Einzelfalles müsse allerdings vorbehalten bleiben. Nach dem 31.3. sei eine Ausnahmebehandlung nicht mehr möglich.

Erbitte Drahtbericht.

L u t h e r.

K211175

H322395

D524845

AA Inl II g 192

157

Kö.

Durchdruck als Konzept

Auswärtiges Amt
D III 106 g

Berlin W 8
Wilhelmstr. 74–76

28. Januar 1943

Geheim

Die Deutsche Botschaft in Romt teilt mit, daß die Italienische Regierung beschlossen habe, die in den besetzten Westgebieten, in Deutschland und dem Protektorat befindlichen Juden italienischer Staatsangehörigkeit bis zum 31. März 1943 nach Italien zu überführen. Sie werde in den nächsten Tagen Vorschläge wegen des Abtransports der Juden und zur Regelung ihrer finanziellen Verhältnisse machen.

Im Auftrag

gez. v.Hahn

a) An
die Deutsche Botschaft
P a r i s

b) An
die Dienststelle des
Auswärtigen Amtes
B r ü s s e l

c) An
den Vertreter des Auswärtigen
Amtes beim Reichskommissar für
die besetzten niederländischen Gebiete
D e n H a a g

K212007

d) An
den Vertreter des Auswärtigen Amtes
beim Reichsprotektor in Böhmen und
Mähren
P r a g

E401556

D III 3069

wenden

3. z.d.A.

00203

AA Jud II g 192

28. Januar 1943

D III 106 g

2.) Abschriftlich

dem Reichssicherheitshauptamt
z.Hd.von SS-Stbf.Eichmann oder
Vertreter im Amte, Berlin W 35, Kurfürstenstr.

mit der Bitte um Kenntnisnahme übersandt.

Im Auftrag

gez. v.Hahn

K212008

E401557

00204

AA Jnl IIg 177

Auswärtiges Amt
D III 136. g
eing. 3. FEB. 1943
Rnl. (foch) Dopp. b. Eing.

62

Abschrift

Der Chef der Sicherheitspolizei
und des SD

Berlin, den Jan. 1943

IV B 4 b - 2686/42

Obersturmbannführer Eichmann
Regierungsrat Hunsche

Betrifft: Behandlung von Juden ausländischer Staatsangehörigkeit. (Allgemein)

I. Vermerk:

Die Frage der Behandlung von Juden ausländischer Staatsangehörigkeit im Reichsgebiet einschliesslich Protektorat, im Generalgouvernement, in den besetzten Ost - und Westgebieten, die dringend einer umfassenden Regelung bedarf, war in der letzten Zeit Gegenstand laufender schriftlicher Erörterungen und persönlicher Besprechungen mit dem Auswärtigen Amt. Es konnte das in den nachstehenden Erlassen zum Ausdruck kommende Ergebnis erzielt werden.

Wegen der aussenpolitischen Bedeutung und der möglichen politischen Auswirkungen ist der Vorgang dem Auswärtigen Amt zur Mitzeichnung zuzuleiten.

II. Schreiben: (Kopf: Der Reichsminister des Innern
An

a) alle Staatspolizei (Leit) stellen,

b) den Inspekteur der Sicherheitspolizei und des SD - Abwicklungsstelle der Zentralstelle für jüdische Auswanderung Wien -
in Wien II
Castellezgasse 35.

./.

371924

101

AA Jnl IIg 177

c) den Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des SD - Zentralamt für die Regelung der Judenfrage in Böhmen und Mähren -

in P r a g - XVIII.,

Schillerstr. 11/,

d) den Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des SD

in P r a g,

e) den Befehlshaber der Sicherheitspolizei und SD,

in M e t z,

f) den Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des SD,

in S t r a s s b u r g,

g) den Kommandeur der Sicherheitspolizei und des SD in Kärnten und Krain,

in V e l d e s,

h) den Kommandeur der Sicherheitspolizei und des SD in Untersteiermark,

in M a r b u r g

i) ~~den Kommandeur der Sicherheitspolizei und des~~

i) das Einsatzkommando Luxemburg,

in L u x e m b u r g,

Nachrichtlich

An

a) die Höheren SS- und Polizeiführer - im Reich und Böhmen und Mähren -

b) die Inspekteure der Sicherheitspolizei und des SD

./.

371925

102

AA Jnl IIg 177

Betrifft: Behandlung von Juden ausländischer Staatsangehörigkeit im Reichsgebiet.

Bezug: Runderlass vom 16.2.42 - Pol.IV B 4 b 940/41 - 6.

In Ergänzung des obenbezeichneten Erlasses gebe ich zur Behebung aufgetretener Zweifelsfragen zusammenfassend folgendes bekannt:

1. Juden mit der Staatsangehörigkeit der nachstehend aufgeführten Länder:

1. ehemals Polen,
2. ehemals Luxemburg,
3. Slowakei,
4. Kroatien,
5. Serbien,
6. Rumänien,
7. Bulgarien,
8. Griechenland,
9. Niederlande,
10. Belgien,
11. Frankreich,
12. ehemals Estland,
13. ehemals Lettland,
14. ehemals Litauen,
15. Norwegen

und staatenlose Juden unterliegen der Polizeiverordnung über die Kennzeichnung der Juden vom 1.9.1941 (RGBl. I, S. 547) und sind sämtlichen damit im Zusammenhang stehenden Massnahmen, wie z.B. Verkehrs- und Verfügungsbeschränkungen zu unterwerfen. Desgleichen sind die vorbezeichneten ausländischen Juden nunmehr in die Abschiebungsmassnahmen einzubeziehen.

Da über die Behandlung des Vermögens von Juden mit fremder Staatsangehörigkeit mit den jeweiligen ausländischen Regierungen noch keine abschliessenden Vereinbarungen getroffen werden konnten, sind bei jeder Abschiebung eines ausländischen Juden die erforderlichen Vorkehrungen für die vorläufige Sicherstellung der Vermögenswerte zu treffen. Zur

./.

371926

103

AA Inl IIg 177

Entlastung der eigenen Dienststellen sind für die Verwaltung dieser Werte geeignete Treuhänder zu bestellen. Soweit Juden, deren Vermögen der Verwaltung des Reichskommissars für die Behandlung feindlichen Vermögens unterliegt, abgeschoben werden, ist die Dienststelle des Reichskommissars für die Behandlung feindlichen Vermögens von der erfolgten Massnahme zu unterrichten.

Juden anderer Länder, sowohl von Feindstaaten, neutralen und auch befreundeten, kriegführenden oder nichtkriegführenden Ländern, dürfen in die Judenmassnahmen nicht einbezogen werden.

Ich ersuche, das hiernach Erforderliche zu veranlassen und um genaue Beachtung vorstehender Anordnung, damit Vorstellungen ausländischer Regierungen von vornherein vermieden werden.

Die den mit der Abbeförderung von Juden nach dem Osten bezw. nach Theresienstadt beauftragten Evakuierungsdienststellen übersandten Richtlinien zur technischen Durchführung der Evakuierung nach dem Osten (IV B 4 a 2093/42 g (391) bezw. zur Durchführung der Wohnsitzverlegung nach Theresienstadt (IV B 4 a 2537/42) sind hinsichtlich der Bestimmung des zu evakuierenden Personenkreises sinngemäß zu ergänzen.

Weitere Weisung zu gegebener Zeit behalte ich mir vor.

I.V.

III. Schreiben:

An

a) den Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des SD im Generalgouvernement, SS-Oberführer, Oberst der Polizei Dr. Schöngarth,

in K r a k a u

Magdeburgerstr.1,

371927

./.

104

AA Jnl IIg 177

b) den Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des SD Ostland,
SS - Standartenführer Dr. Achamer - Pifrader,
in R i g a,
Kalpakstr. 4,

c) den Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des SD Ukraine,
SS-Gruppenführer und Generalleutnant der Polizei
Dr. T h o m a s,
in K i e w,

d) den Chef der Einsatzgruppe B,
SS-Brigadeführer N a u m a n n,
in S m o l e n s k,
Falkenhaus,

e) den Chef der Einsatzgruppe D,
SS-Oberführer B i e r k a m p,
in W o r o s c h i l o w s k,

Nachrichtlich
An

a) den Höheren SS-und Polizeiführer,
Staatssekretär für das Sicherheitswesen,
SS-Obergruppenführer und General der Polizei Krüger,
in K r a k a u,
Bergakademie,

b) den Höheren SS-und Polizeiführer Nord (101),
SS-Obergruppenführer und General der Polizei Jaeckeln,
in R i g a,

c) den Höheren SS- und Polizeiführer Mitte (102),
SS-Obergruppenführer und General der Polizei v.d.Bach,
in M o g i l e w,

d) den Höheren SS-und Polizeiführer Süd (103),
SS-Obergruppenführer und General der Polizei Prützmann,
in K i e w,
Jungfernsteig 10,

./.

371928

105

AA Jnl IIg 177

e) den Höheren SS-und Polizeiführer Kaukasien, SS-Gruppenführer und Generalleutnant der Polizei, K o r s e m a n n,
in W o r o s c h i l o w s k,

f) das Kommando des Beauftragten des Chefs der Sicherheitspolizei und des SD beim kommandierenden General der Sicherungstruppen und dem Befehlshaber des Heeresgebietes B, zu Hd. von SS.-Hauptsturmführer P l a t h,
in C h a r k o w,

Betrifft: Behandlung von Juden ausländischer Staatsangehörigkeit im Generalgouvernement und in den besetzten Ostgebieten.

Bezug: ohne.

Zur Behebung aufgetretener Zweifelsfragen gebe ich bekannt, dass Juden, die die Staatsangehörigkeit nachstehender Länder

1. ehemals Polen,
2. ehemals Luxemburg,
3. Slowakei,
4. Kroatien,
5. Serbien,
6. Rumänien,
7. Bulgarien,
8. Griechenland,
9. Niederlande,
10. Belgien,
11. Frankreich,
12. ehemals Estland,
13. ehemals Lettland,
14. ehemals Litauen,
15. Sowjetrussland,
16. Norwegen

besitzen, und staatenlose Juden in die im dortigen Bereich gegen Juden allgemein getroffenen oder noch zu treffenden Massnahmen einzubeziehen sind.

./.

371329

106

AA Jnl IIg 177

Auf Juden anderer Länder, sowohl von Feindstaaten, neutralen oder auch befreundeten, kriegführenden oder nicht kriegführenden Ländern, dürfen die Maßnahmen zunächst noch nicht ausgedehnt werden.

Ich ersuche um genaue Beachtung vorstehender Anordnung, damit Vorstellungen ausländischer Regierungen von vornherein vermieden werden.

Weitere Weisung zu gegebener Zeit behalte ich mir vor.

Zusatz für den Höheren SS- und Polizeiführer, Staatssekretär für das Sicherheitswesen, SS-Obergruppenführer und General der Polizei Krüger und den Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des SD im Generalgouvernement, SS-Oberführer, Oberst der Polizei Dr.Schöngarth:

Auf den Erlaß vom 30.9.1942 - IV B 4 a 3346/42 g (1424).

I.V.

IV. Schreiben:

An

a) den Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des SD für die besetzten niederländischen Gebiete, SS-Brigadeführer und Generalmajor der Polizei Dr. Harster,

in Den Haag

Am Plein 1,

b) den Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des SD im Bereich des Militärbefehlshabers in Frankreich, SS-Standartenführer Dr. Knochen,

in Paris

c) den Beauftragten des Chefs der Sicherheitspolizei und des SD für den Bereich des Militärbefehlshabers in Belgien und Nordfrankreich, SS-Sturmbannführer Regierungsrat Ehlers,

in Brüssel

Avenue Louise 453 . ./.

371930

107

AA Jnl IIg 177

Betrifft: Behandlung von Juden ausländischer Staatsangehörigkeit in den besetzten Westgebieten.

Bezug: Bekannt.

Zur Behebung aufgetretener Zweifelsfragen gebe ich bekannt, daß Juden der nachstehend aufgeführten Länder

1. ehemals Polen,
2. ehemals Luxemburg,
3. Slowakei,
4. Kroatien,
5. Serbien,
6. Rumänien,
7. Bulgarien,
8. Griechenland,
9. Niederlande,
10. Belgien,
11. Frankreich,
12. ehemals Estland,
13. ehemals Lettland,
14. ehemals Litauen,
15. Norwegen

und staatenlose Juden in sämtliche im dortigen Bereich gegen Juden allgemein getroffenen oder noch zu treffenden Maßnahmen einzubeziehen sind.

Nachdem der ungarischen und der türkischen Regierung von der Reichsregierung die Möglichkeit gegeben worden ist, ihre staatsangehörigen Juden aus den besetzten Westgebieten in die sogenannten "Heimatländer" zurückzunehmen, sind die Juden ungarischer und türkischer Staatsangehörigkeit nun ebenfalls in die Judenmaßnahmen einzubeziehen. Von der Abschiebung sind jedoch die Juden ungarischer Staatsangehörigkeit vorerst noch auszunehmen. Soweit diese bereits festgenommen und in Lagern zusammengefaßt sind, hat es hierbei sein Bewenden. Entlassungen aus den Lagern sind ohne meine Genehmigung nicht durchzuführen.

Soweit

371931

109

AA Inl IIg 177

Soweit die Zusammenziehung der Juden mit ungarischer Staatsangehörigkeit noch nicht erfolgt ist, hat dies sofort zu geschehen. Vorerst nicht durchzuführen ist lediglich der Abtransport dieser Juden.

Juden schweizerischer, spanischer, portugiesischer dänischer und schwedischer Staatsangehörigkeit ist bis zum 31.3.1943 Gelegenheit zu geben, in ihre sogenannten "Heimatländer" zurückzukehren, soweit nicht besondere sicherheitspolizeiliche Belange dagegen sprechen. Nach Ablauf dieser Frist sind die im dortigen Bereich verbliebenen Juden mit der vorbezeichneten Staatsangehörigkeit den allgemeinen Judenmaßnahmen - mit Ausnahme der Abschiebung, über die noch besondere Weisung ergeht -, zu unterwerfen.

Juden anderer Länder, sowohl von Feindstaaten, Neutralen oder Verbündeten dürfen in die Judenmaßnahmen nicht einbezogen werden.

Da über die endgültige Verwendung des jüdischen Vermögens noch nicht entschieden ist, ferner noch keine Bestimmung darüber getroffen worden ist, wem es letztlich zufallen soll und hierüber insbesondere noch mit den betroffenen Ländern Verhandlungen im Gange sind, sind bei der jeder Abschiebung von Juden ausländischer Staatsangehörigkeit die erforderlichen Vorkehrungen für die vorläufige Sicherstellung der Vermögenswerte zu treffen. Zwecks Entlastung der eigenen Dienststellen sind für die Verwaltung der sichergestellten Werte Treuhänder zu bestellen.

Die Frage der Behandlung des Vermögens der im dortigen Bereich einheimischen Juden ist in dem besetzten Teil Frankreichs und in Belgien mit dem Militärbefehlshaber und in den Niederlanden mit dem Chef der Zivilverwaltung zu regeln.

Ich

371932

AA Jnl IIg 177

Ich ersuche um genaue Beachtung vorstehender Anordnung, damit Vorstellungen ausländischer Regierungen von vornherein vermieden werden.

Die Richtlinien zur technischen Durchführung der Evakuierung vom 9.7.1942 - IV B 4 a 3233/41 g (1085) sind hinsichtlich der Bestimmungen des zu evakuierenden Personenkreises sinngemäß zu ergänzen.

Weitere Weisung zu gegebener Zeit behalte ich mir vor.

V. Wv. bei IV B 4 b.

I.V.

Ausw.Amt	IV B 4	II A 5	II A 2	IV D	IV B 4 a	Re IV B 4b

371933

AA Inl. II g 176

D III, 136 g

Abschrift

Der Chef der Sicherheitspolizei
und des SD

Berlin, den Jan. 1943

IV B 4 b - 2686/42

Obersturmbannführer Eichmann
Regierungsrat Hunsche

Betrifft: Behandlung von Juden ausländischer Staatsangehörigkeit. (Allgemein)

I. Vermerk:

Die Frage der Behandlung von Juden ausländischer Staatsangehörigkeit im Reichsgebiet einschliesslich Protektorat, im Generalgouvernement, in den besetzten Ost - und Westgebieten, die dringend einer umfassenden Regelung bedarf, war in der letzten Zeit Gegenstand laufender schriftlicher Erörterungen und persönlicher Besprechungen mit dem Auswärtigen Amt. Es konnte das in den nachstehenden Erlassen zum Ausdruck kommende Ergebnis erzielt werden.

Wegen der aussenpolitischen Bedeutung und der möglichen politischen Auswirkungen ist der Vorgang dem Auswärtigen Amt zur Mitzeichnung zuzuleiten.

K210808

II. Schreiben: (Kopf: Der Reichsminister des Innern

An

a) alle Staatspolizei (Leit) stellen,

b) den Inspekteur der Sicherheitspolizei und des SD - Abwicklungsstelle der Zentralstelle für jüdische Auswanderung Wien -

in Wien II

Castellezgasse 35,

./.

D 535557

At Nr. 1 g 176

c) den Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des SD - Zentralamt für die Regelung der Judenfrage in Böhmen und Mähren -

in P r a g - XVIII.,

Schillerstr. 11/,

d) den Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des SD

in P r a g,

e) den Befehlshaber der Sicherheitspolizei und SD,

in M e t z,

f) den Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des SD,

in S t r a s s b u r g,

g) den Kommandeur der Sicherheitspolizei und des SD in Kärnten und Krain,

in V e l d e s,

h) den Kommandeur der Sicherheitspolizei und des SD in Untersteiermark,

in M a r b u r g

i) ~~den Kommandeur der Sicherheitspolizei und des~~

i) das Einsatzkommando Luxemburg,

in L u x e m b u r g,

Nachrichtlich

K210809

An

a) die Höheren SS- und Polizeiführer - im Reich und Böhmen und Mähren -

b) die Inspekteure der Sicherheitspolizei und des SD

./.

AA Ne. 4 g 176

Betrifft: Behandlung von Juden ausländischer Staatsangehörigkeit im Reichsgebiet.

Bezug: Runderlass vom 16.2.42 - Pol.IV B 4 b 940/41 - 6.

In Ergänzung des obenbezeichneten Erlasses gebe ich zur Behebung aufgetretener Zweifelsfragen zusammenfassend folgendes bekannt:

Juden mit der Staatsangehörigkeit der nachstehend aufgeführten Länder:

1. ehemals Polen,
2. ehemals Luxemburg,
3. Slowakei,
4. Kroatien,
5. Serbien,
6. Rumänien,
7. Bulgarien,
8. Griechenland,
9. Niederlande,
10. Belgien,
11. Frankreich,
12. ehemals Estland,
13. ehemals Lettland,
14. ehemals Litauen,
15. Norwegen

und staatenlose Juden unterliegen der Polizeiverordnung über die Kennzeichnung der Juden vom 1.9.1941 (RGBl. I, S. 547) und sind sämtlichen damit im Zusammenhang stehenden Massnahmen, wie z.B. Verkehrs- und Verfügungsbeschränkungen zu unterwerfen. Desgleichen sind die vorbezeichneten ausländischen Juden nunmehr in die Abschiebungsmassnahmen einzubeziehen.

K210810

Da über die Behandlung des Vermögens von Juden mit fremder Staatsangehörigkeit mit den jeweiligen ausländischen Regierungen noch keine abschliessenden Vereinbarungen getroffen werden konnten, sind bei jeder Abschiebung eines ausländischen Juden die erforderlichen Vorkehrungen für die vorläufige Sicherstellung der Vermögenswerte zu treffen. Zur

./.

D 535559

AA Nr. U g 176

Entlastung der eigenen Dienststellen sind für die Verwaltung dieser Werte geeignete Treuhänder zu bestellen. Soweit Juden, deren Vermögen der Verwaltung des Reichskommissars für die Behandlung feindlichen Vermögens unterliegt, abgeschoben werden, ist die Dienststelle des Reichskommissars für die Behandlung feindlichen Vermögens von der erfolgten Maßnahme zu unterrichten.

Juden anderer Länder, sowohl von Feindstaaten, neutralen und auch befreundeten, kriegführenden oder nichtkriegführender Ländern, dürfen in die Judenmassnahmen nicht einbezogen werden.

Ich ersuche, das hiernach Erforderliche zu veranlassen und um genaue Beachtung vorstehender Anordnung, damit Vorstellungen ausländischer Regierungen von vornherein vermieden werden.

Die den mit der Abbeförderung von Juden nach dem Osten bezw. nach Theresienstadt beauftragten Evakuierungsdienststellen übersandten Richtlinien zur technischen Durchführung der Evakuierung nach dem Osten (IV B 4 a 2093/42 g (391) bezw. zur Durchführung der Wohnsitzverlegung nach Theresienstadt (IV B 4 a 2537/42) sind hinsichtlich der Bestimmung des zu evakuierenden Personenkreises sinngemäß zu ergänzen.

Weitere Weisung zu gegebener Zeit behalte ich mir vor.

K210811 I.V.

III. Schreiben:

An

a) den Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des SD im Generalgouvernement,
SS-Oberführer, Oberst der Polizei Dr. Schöngarth,
in K r a k a u
Magdeburgerstr.1,

./.

D 535560

AA Nr. U g 176

b) den Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des SD Ostland,
SS - Standartenführer Dr. Achamer - Pifrader,
in R i g a,
Kalpakstr. 4,

c) den Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des SD Ukraine,
SS-Gruppenführer und Generalleutnant der Polizei
Dr. T h o m a s,
in K i e w,

d) den Chef der Einsatzgruppe B,
SS-Brigadeführer N a u m a n n,
in S m o l e n s k ,
Falkenhaus,

e) den Chef der Einsatzgruppe D,
SS-Oberführer B i e r k a m p,
in W o r o s c h i l o w s k,

Nachrichtlich
An

a) den Höheren SS-und Polizeiführer,
Staatssekretär für das Sicherheitswesen,
SS-Obergruppenführer und General der Polizei Krüger,
in K r a k a u,
Bergakademie,

b) den Höheren SS-und Polizeiführer Nord (101),
SS-Obergruppenführer und General der Polizei Jaeckeln,
in R i g a,

c) den Höheren SS- und Polizeiführer Mitte (102),
SS-Obergruppenführer und General der Polizei v.d.Bach,
in M o g i l e w,

d) den Höheren SS-und Polizeiführer Süd (103),
SS-Obergruppenführer und General der Polizei Prützmann,
in K i e w,
Jungfernsteig 10,

./.

K210812

D 535561

AA Nr. 4 g 176

e) den Höheren SS-und Polizeiführer Kaukasien, SS-Gruppenführer und Generalleutnant der Polizei, K o r s m a n n,

in W o r o s c h i l o w s k,

f) das Kommando des Beauftragten des Chefs der Sicherheitspolizei und des SD beim kommandierenden General der Sicherungstruppen und dem Befehlshaber des Heeresgebietes B, zu Hd. von SS.-Hauptsturmführer P l a t h,

in C h a r k o w,

Betrifft: Behandlung von Juden ausländischer Staatsangehörigkeit im Generalgouvernement und in den besetzten Ostgebieten.

Bezug: ohne.

Zur Behebung aufgetretener Zweifelsfragen gebe ich bekannt, dass Juden, die die Staatsangehörigkeit nachstehender Länder

1. ehemals Polen,
2. ehemals Luxemburg,
3. Slowakei,
4. Kroatien,
5. Serbien,
6. Rumänien,
7. Bulgarien,
8. Griechenland,
9. Niederlande,
10. Belgien,
11. Frankreich,
12. ehemals Estland,
13. ehemals Lettland,
14. ehemals Litauen,
15. Sowjetrussland,
16. Norwegen

besitzen, und staatenlose Juden in die im dortigen Bereich gegen Juden allgemein getroffenen oder noch zu treffenden Massnahmen einzubeziehen sind.

./.

K210813

D 535562

AA Nr. In g 176

Auf Juden anderer Länder, sowohl von Feindstaaten, neutralen oder auch befreundeten, kriegführenden oder nicht kriegführenden Ländern, dürfen die Maßnahmen zunächst noch nicht ausgedehnt werden.

Ich ersuche um genaue Beachtung vorstehender Anordnung, damit Vorstellungen ausländischer Regierungen von vornherein vermieden werden.

Weitere Weisung zu gegebener Zeit behalte ich mir vor.

Zusatz für den Höheren SS- und Polizeiführer, Staatssekretär für das Sicherheitswesen, SS-Obergruppenführer und General der Polizei Krüger und den Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des SD im Generalgouvernement, SS-Oberführer, Oberst der Polizei Dr. Schöngarth:

Auf den Erlaß vom 30.9.1942 - IV B 4 a 3346/42 g (1424).

I.V.

IV. Schreiben:

An

a) den Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des SD für die besetzten niederländischen Gebiete, SS-Brigadeführer und Generalmajor der Polizei Dr. Harster,

in Den Haag

Am Plein 1,

b) den Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des SD im Bereich des Militärbefehlshabers in Frankreich, SS-Standartenführer Dr. Knochen,

in Paris

c) den Beauftragten des Chefs der Sicherheitspolizei und des SD für den Bereich des Militärbefehlshabers in Belgien und Nordfrankreich, SS-Sturmbannführer Regierungsrat Ehlers,

in Brüssel

Avenue Louise 453 .

./.

AA Nürnberg 176

Betrifft: Behandlung von Juden ausländischer Staatsangehörigkeit in den besetzten Westgebieten.

Bezug: Bekannt.

Zur Behebung aufgetretener Zweifelsfragen gebe ich bekannt, daß Juden der nachstehend aufgeführten Länder

1. ehemals Polen,
2. ehemals Luxemburg,
3. Slowakei,
4. Kroatien,
5. Serbien,
6. Rumänien,
7. Bulgarien,
8. Griechenland,
9. Niederlande,
10. Belgien,
11. Frankreich,
12. ehemals Estland,
13. ehemals Lettland,
14. ehemals Litauen,
15. Norwegen

und staatenlose Juden in sämtliche im dortigen Bereich gegen Juden allgemein getroffenen oder noch zu treffenden Maßnahmen einzubeziehen sind.

Nachdem der ungarischen und der türkischen Regierung von der Reichsregierung die Möglichkeit gegeben worden ist, ihre staatsangehörigen Juden aus den besetzten Westgebieten in die sogenannten "Heimatländer" zurückzunehmen, sind die Juden ungarischer und türkischer Staatsangehörigkeit nun ebenfalls in die Judenmaßnahmen einzubeziehen. Von der Abschiebung sind jedoch die Juden ungarischer Staatsangehörigkeit vorerst noch auszunehmen. Soweit diese bereits festgenommen und in Lagern zusammengefaßt sind, hat es hierbei sein Bewenden. Entlassungen aus den Lagern sind ohne meine Genehmigung nicht durchzuführen.

Soweit

K210815

D 535564

AA Nr. U 9 176

Soweit die Zusammenziehung der Juden mit ungarischer Staatsangehörigkeit noch nicht erfolgt ist, hat dies sofort zu geschehen. Vorerst nicht durchzuführen ist lediglich der Abtransport dieser Juden.

Juden italienischer, schweizerischer, spanischer, portugiesischer, finnischer, dänischer und schwedischer Staatsangehörigkeit ist bis zum 31.3.1943 Gelegenheit zu geben, in ihre sogenannten "Heimatländer" zurückzukehren, soweit nicht besondere sicherheitspolizeiliche Belange dagegen sprechen. Nach Ablauf dieser Frist sind die im dortigen Bereich verbliebenen Juden mit der vorbezeichneten Staatsangehörigkeit den allgemeinen Judenmaßnahmen - mit Ausnahme der Abschiebung, über die noch besondere Weisung ergeht -, zu unterwerfen.

Juden anderer Länder, sowohl von Feindstaaten, Neutralen oder Verbündeten dürfen in die Judenmaßnahmen nicht einbezogen werden.

Da über die endgültige Verwendung des jüdischen Vermögens noch nicht entschieden ist, ferner noch keine Bestimmung darüber getroffen worden ist, wem es letztlich zufallen soll und hierüber insbesondere noch mit den betroffenen Ländern Verhandlungen im Gange sind, sind bei jeder Abschiebung von Juden ausländischer Staatsangehörigkeit die erforderlichen Vorkehrungen für die vorläufige Sicherstellung der Vermögenswerte zu treffen. Zwecks Entlastung der eigenen Dienststellen sind für die Verwaltung der sichergestellten Werte Treuhänder zu bestellen.

Die Frage der Behandlung des Vermögens der im dortigen Bereich einheimischen Juden ist in dem besetzten Teil Frankreichs und in Belgien mit dem Militärbefehlshaber und in den Niederlanden mit dem Chef der Zivilverwaltung zu regeln.

Ich

K210816

D 535565

AA Nr. ü g 776

Ich ersuche um genaue Beachtung vorstehender Anordnung, damit Vorstellungen ausländischer Regierungen von vornherein vermieden werden.

Die Richtlinien zur technischen Durchführung der Evakuierung vom 9.7.1942 - IV B 4 a 3233/41 g (1085) sind hinsichtlich der Bestimmungen des zu evakuierenden Personenkreises sinngemäß zu ergänzen.

Weitere Weisung zu gegebener Zeit behalte ich mir vor.

V. Wv. bei IV B 4 b.

I.V.

Re

Ausw.Amt	II B 4	II A 5	II A 2	IV D	IV B 4 a	IV B 4b

K210817

D 535566

AA Inl. II g 1761

Durchdruck
Auswärtiges Amt

8. Februar 1943

D III 136 g

Betr.: Mitzeichnungsvorgang - IV B 4 b - 2686/42 -
v. . . . . Januar 1943 über die Behandlung
von Juden ausländischer Staatsangehörigkeit (allgem.)

Das Auswärtige Amt erklärt sich mit dem hierzu überreichten Entwurf eines Runderlasses an die Dienststellen der Geheimen Staatspolizei im Reichsgebiet, in den besetzten Westgebieten und in den besetzten Ostgebieten, sowie dem Generalgouvernement und dem Protektorat unter folgenden Voraussetzungen einverstanden:

Auf den Seiten 4 und 9 ist der Satz: "Zwecks Entlastung der eigenen Dienststellen sind . . . ." hinter dem Wort " sind " einzufügen -"soweit dies nicht seitens der ausländischen Missionen oder Konsulate geschieht" -.

Auf den Seiten 4, 7 und 9 ist hinter den Worten mit dem
" Juden anderer Länder . . . . ." beginnenden Absatz, ein anderer Absatz folgenden Wortlautes einzufügen:" alle Juden, die neben einer anderen Staatsangehörigkeit auch auf englische oder amerikanische Staatsangehörigkeit, - sei es auch nur wegen ihrer Geburt in diesen Ländern -, Anspruch erheben können, sind von den allgemeinen Judenmassnahmen auszuschliessen und zu internieren".

Auf der Seite 8 ist der letzte Absatz zu streichen und wie folgt neu zu fassen " die der Türkei und der Ungarischen Regierung von der Reichsregierung gesetzte Frist zur Zurückziehung ihrer staatsangehörigen Juden in den besetzten Westgebieten ist abgelaufen, dennoch ist von der allgemeinen Einführung der Judenmaßnahmen gegenüber Ungarischen und türkischen Staatsangehörigen jüdischer Rasse in den besetzten Westgebieten bis auf weitere Weisung abzusehen. Gleiches gilt für sämtliche in Zukunft ablaufenden Fristen.

Auf Seite 9 ist der erste Absatz zu streichen; im zweiten

An
den Chef der Sicherheitspolizei
und des SD
Berlin

K210818

AA Nl. Ü g 176

zweiten Absatz ist hinter dem Wort " Juden " einzufügen " italienischen, finnischen ". Im gleichen Absatz ist der Satz: " Nach Ablauf dieser Frist . . . " wie folgt neu zu fassen: " Nach Ablauf dieser Frist ergeht bezüglich der im dortigen Bereich verbleibenden Juden mit der vorbezeichneten Staatsangehörigkeit noch besondere Weisung.

Im Auftrag

gez.v.Hahn

K210819

AA Inl 1 g 192

167

8. Februar 1943

D III 150 g

Geheim

Die Königlich Italienische Regierung hat ihre Vertretungen im Deutschen Reich, dem Protektorat und in den besetzten Westgebieten zur Frage der Rückkehr von Juden italienischer Staatsangehörigkeit folgende Weisung erteilt: Sie lautet in deutscher Übersetzung wie folgt:

"In Bezug auf die Rückwanderung der italienischen Juden, die im Gebiet des deutschen Reiches einschließlich des Protektorats sowie auch in den von Deutschland besetzten Westgebieten wohnen, sind den zuständigen italienischen Vertretungen Weisungen in Sinne erteilt worden, dass diejenigen, die in Besitze eines ordentlichen gültigen Reisepasses sind, ohne besondere Förmlichkeiten zurückkehren können. Ausserdem ist angeordnet worden, dass diejenigen, die im Besitze abgelaufener Pässe sind, vor ihrer Abreise dafür zu sorgen haben, dass ihnen der Pass lediglich für die Rückreise für gültig erklärt wird. Diese Wiedergültigkeitserklärung des Passes kann nur erfolgen, nachdem das italienische Innenministerium telegraphisch bestätigt hat, dass ihm von seiten der betreffenden italienischen Vertretungen die folgenden Angaben gemacht worden sind:

E401536

1.) Vollständige Personalien des Rückwanderers.

2. Bestimmungsort, möglichst Angabe derjenigen Personen, zu denen er in Italien gehen will und die Adresse dieser letzteren.

3.) Vertrauliche Informationen über das Vorleben des Rückwanderers, namentlich in politischer Hinsicht.

K211987

4.) Bezeichnung der Grenzstelle, bei der der Grenzübertritt stattfinden soll. Was endlich die italienischen Juden anbelangt, die nicht im Besitze eines Passes sind, so können diese nur abreisen, nachdem sie einen Pass erhalten haben, welcher nur auf Grund telegraphischer Unbedenklichkeitsbescheinigung des italienischen Innenministeriums ausgestellt werden darf. Unter diese letztere Kategorie fallen auch die ehemals jugoslawischen Juden, die aus den von Italien annektierten Gebieten stammen. Ihnen sind nach Genehmigung provisorische Pässe auszustellen. Den kgl. italienischen

che Botschaft Paris, zu 2) ab 13. 2. m. Kur.
Dienststelle des AA's Brüssel 11. 2.
Vertreter des AA's Den Haag, 4.) Vertreter des AA's Prag
eichssicherheitshauptamt, Obstubaf. Eichmann

3 11 Feb 1943

00206

AA Inl II g 192

schen Vertretungen ist ferner mitgeteilt worden, dass das immobile und mobile Vermögen, dessen Transport bzw. Transferierung nach Italien nicht möglich ist, sowie die kaufmännischen Unternehmungen, die den genannten Juden gehören, als Eigentum italienischer Staatsangehöriger anzusehen sind, und dass es daher - in Erwartung, dass hierüber eine finanzielle Abmachung getroffen wird, - notwendig ist, vor der Abreise dafür zu sorgen, im Einvernehmen mit den Interessenten einen Treuhänder zu ernennen, dem die Pflege dieser Vermögen obliegt. Den Interessenten selbst soll es erleichtert werden, Vermögen und Werte, die transportiert werden können, mitzunehmen, und zwar in Anwendung der geltenden Bestimmungen betreffend die Erleichterung der Rückwanderungen. Für die Erledigung der Rückwanderungsangelegenheiten, die bis zum 31. März 1943 beendet sein müssen, ist die grösste Beschleunigung angeordnet worden."

Im Auftrag

gez. von Mehn

K211988

E401537

00207

AA Inl. II A 60/3

17.Februar 3

D III

Betrifft: Rückführung fremder Staatsangehöriger jüdischer Rasse in ihre sog. Heimatländer.

Nach dem die Kgl.Schwedische Gesandtschaft in Berlin darum gebeten hat, ihr die im deutschen Machtbereich ansässigen schwedischen Staatsangehörigen jüdischer Rasse namhaft zu machen, ist die Kgl. Italienische Botschaft in Berlin mit dem gleichen Wunsche an das Auswärtige Amt herangetreten. Es ist zu erwarten, daß auch noch weitere Regierungen diesen Wunsch vortragen werden. Wenn die Listen dieser Staatsangehörigen jüdischer Rasse von deutschen Dienststellen aufgestellt werden, so hat dies den großen Vorteil, daß alle Personen, deren weiterer Verbleib im deutschen Machtbereich uns unerwünscht ist, erfaßt werden. Außerdem können wir dann die ganze Aktion mit der gewünschten Schnelligkeit durchführen und brauchen auf die Schwierigkeiten, welche sich den fremden Missionen bei der Erfassung ihrer Staatsangehörigen jüdischer Rasse bieten werden, keine Rücksicht zu nehmen. Weiterhin ist zu berücksichtigen, daß die fremden Missionen bei ihrer evtl. Erfassungsaktion sich in dieser Angelegenheit der Presse nicht bedienen können, da sonst damit gerechnet werden muß, daß auch diejenigen Juden in ihre sog.Heimatländer zurückkehren, an deren Rückkehr gewisse Regierungen gar ein Interesse haben.

Ich bitte daher, veranlassen zu wollen, daß nicht nur die schwedischen, sondern auch die italienischen, spanischen ungarischen, türkischen, portugiesischen, schweizerischen, finnischen, und dänischen Staatsangehörigen jüdischer Rasse, welche im deutschen Machtbereich ansässig sind, erfaßt und listenmäßig dem Auswärtigen Amt bekanntgegeben werden.

An das
Reichssicherheitshauptamt

K208308 Im Auftrag
gez.v.Hahn

AA Inl. II A 66/4

Durchdruck
Auswärtiges Amt

18. Februar 1943

D III 1365

In Bestätigung unseres fernmündlichen Gespräches von heute Morgen, darf ich schriftlich festlegen, dass zwischen uns Einvernehmen darüber besteht, dass solche Juden, die die Staatsangehörigkeit einer Feindmacht besitzen, zwar bei der Reichsvereinigung für die Juden erfasst werden, im Übrigen jedoch hinsichtlich ihrer Unterwerfung unter die allgemeinen Judenmassnahmen und insbesondere hinsichtlich ihrer Abschiebung nach dem Osten, nicht anders behandelt werden, als nicht-jüdische Staatsangehörigen der Feindmächte.

An das
Reichssicherheitshauptamt
z.Hdv.Herrn Ob.Reg.Rat Hundsche
Berlin

Im Auftrag
gez. von Ahn

9
15

AA Nr. U g 187

128

den 19.Februar 1943

D III 211 6

In Abschrift nebst Vermerk

dem Chef der Sicherheitspolizei und des SD
z.Hd. von Obersturmbannführer Eichmann
B e r l i n W 35
Kurfürstenstr. 116

mit der Bitte um Kenntnisnahme übersandt.
Im Auftrag
gez. v. Hahn

K211748

E387732

179

AA Nel. I g 187

Abschrift D III 211 g

R.Ambasciata d'Italia Abschrift N. 19473

Aufzeichnung

Das Kgl.Italienische Generalkonsulat in Paris hat dem ita nischen Außenministerium mitgeteilt, daß die deutschen Behörde im letzten Monat 20 italienische Staatsangehörige jüdischer Ra verhaftet und in Konzentrationslagern untergebracht haben; ein von diesen ist gestorben, während drei andere nach Ost-Europa bracht worden sein sollen.

Das vorgenannte Kgl.Italienische Generalkonsulat hat sich derholt für dieselben bei den deutschen Besetzungsbehörden ein setzt, aber es ist ihm nur gelungen, daß drei der Internierten freigelassen worden sind.

Mit Bezugnahme auf die Erwägungen, die mit der Aufzeichnun die am 10.Oktober d.J. vom italienischen Außenministerium der Deutschen Botschaft in Rom überreben worden ist, dargelegt worde sind, und denen eine große Bedeutung beigemessen wird, vertraut man italienischerseits darauf, daß die zuständigen deutschen Behörden die getroffenen Maßnahmen widerrufen werden.

Es wäre gleichfalls erwünscht, wenn die vorgenannten Behörd in Zukunft davon Abstand nehmen würden, ohne vorherige Abmachung mit den italienischen Vertretungen Einschränkungsmaßnahmen, die die persönliche Freiheit der italienischen Staatsangehörigen jüdischer Rasse betreffen und jede andere Maßnahme, die nicht mit d italienischen Interessen ,wie sie in der genannten Aufzeichnung enthalten sind, zu vereinbaren sind, zu treffen.

K211749 Berlin, den 18.Dezember 1942/XXI

Vermerk:

Herrn Casardi wurde mündlich mitgeteilt, daß die inneren Stellen Weisung hätten, die Judenmaßnahmen nicht gegen fremde Staatsangehörige zur Anwendung zubringen, solange die zur Rückkehr dieser Juden in ihre sog. "Heimatländer" gesetzte Frist nicht abgelaufen sei und sich diese Personen nicht irgendwelcher Verbrechen usw. schuldig gemacht hätten. Im übrigen möge er uns die Fälle namentlich vortragen.

E387733

180

AA Inl. II A 60/3

19.Februar 3

D III 1362

Betrifft: Heimschaffung fremder Staatsangehöriger jüdischer Rasse.

Von den ungarischen Staatsangehörigen jüdischer Rasse, die in den besetzten Westgebieten ansässig sind und von der Kgl. Ungarischen Gesandtschaft in Berlin dem Auswärtigen Amt listenmäßig bekannt gegeben wurden, sind vom Vertreter des Auswärtigen Amtes in Brüssel für diejenigen Personen, die in seinem Amtsbereich ansässig sind, beim Auswärtigen Amt Anträge auf Erteilung des Sichtvermerks eingereicht worden. Bevor das Auswärtige Amt im Einvernehmen mit der zentralen Sichtvermerksstelle die Genehmigung zur Ausreise dieser Personen erteilt hatte, sind diese Personen lt. Mitteilung der Kgl. Ungarischen Gesandtschaft in Berlin bereits nach Ungarn ausgereist.

Der Vertreter des Auswärtigen Amtes in Den Haag teilt, ohne daß er vorher einen Antrag auf Erteilung von Sichtvermerken beim Auswärtigen Amt gestellt hatte, mit, daß die in seinem Amtsbereich ansässigen ungarischen Staatsangehörigen jüdischer Rasse zum größten Teil schon abtransportiert sind.

Der Deutschen Botschaft in Paris ist auf ihren Antrag vom 18.Dezember 1942 auf Erteilung des Ausreisesichtvermerks an 113 türkische Staatsangehörige jüdischer Rasse heute fernmündlich nach Genehmigung durch die Zentrale Sichtvermerksstelle mitgeteilt worden, daß die Ausreisegenehmigung zu erteilen sei.

Hieraus ergibt sich, daß eine einheitliche Handhabung in der Frage der Erteilung der Ausreisesichtvermerke bisher nicht stattgefunden hat. Das Auswärtige Amt war bisher - im Rahmen der allgemeinen Abmachungen mit der Zentralen Sichtvermerksstelle - der Ansicht, daß für sämtliche Personen - also auch für die im Rahmen der Judenaktion abzuschiebenden fremden Staatsangehörigen jüdischer Rasse - Antrag auf Erteilung des Ausreisesichtvermerks in jedem Einzelfalle über das Auswärtige Amt gestellt werden müsse. Wie die oben geschilderte Praxis lehrt, hat

An das Reichssicherheitshauptamt

K208293

AA Inl. II A 6073

hat dieses Verfahren dazu geführt, daß die Heimschaffung der fremden Staatsangehörigen jüdischer Rasse nicht mit der notwendigen erwünschten Schnelligkeit durchgeführt wird oder aber ohne jegliche Beteiligung des Auswärtigen Amtes und der Zentralen Sichtvermerksstelle erfolgt. Das Auswärtige Amt ist der Auffassung, daß seine Tätigkeit in dieser Frage, die sich ja mehr oder weniger nur auf eine Weiterreichung der Anträge und auf die Rückreichung der von der Zentralen Sichtvermerksstelle genehmigten Anträge an die Dienststellen des Auswärtigen Amtes beschränkt, nicht so wichtig ist, als daß sie für die sich aus der Judenaktion ergebenden Fälle unbedingt beibehalten werden müßte. Es ist weiterhin der Auffassung, daß auch die Zentrale Sichtvermerksstelle im wesentlichen auf die Angaben der Dienststellen des Chefs der Sicherheitspolizei und des SD in den besetzten Westgebieten, im Protektorat usw. angewiesen ist und somit gegen die Ausreise der in Frage stehenden fremden Staatsangehörigen jüdischer Rasse auchvon ihr keine Bedenken erhoben werden, sofern die Ausreisesichtvermerke von den Dienststellen des Auswärtigen Amtes im Einvernehmen mit diesen Dienststellen des Chefs der Sicherheitspolizei und des SD erteilt werden. Es erscheint dem Auswärtigen Amt daher zweckmäßig, wenn das bisherige Verfahren nicht beibehalten wird, sondern die Vertreter des Auswärtigen Amtes bezw. die Deutsche Botschaft in Paris angewiesen werden, in Zukunft die erforderlichen Ausreisesichtvermerke im Einvernehmen mit den örtlichen Dienststellen des Chefs der Sicherheitspolizei und des SD zu erteilen und lediglich dem Auswärtigen Amt und der Zentralen Sichtvermerksstelle nachträglich zu berichten. Hiermit wäre die Gewähr für einen möglichst schnellen und reibungslosen Abtransport der fremden Staatsangehörigen jüdischer Rasse geschaffen. Ich bitte Sie, sich hiermit möglichst umgehend einverstanden zu erklären.

Im Auftrag

gez. v. Hahn

K208294

151

As Nr. 4 A 6711

046 887

Durchdruck

Auswärtiges Amt

19.Februar 3

D III 14

D

Schnellbrief.

betrifft: Fremde Staatsangehörige jüdischer Rasse. Mit Bezug auf Ihren Mitzeichnungsvorgang IV B 4 b 2686/42 -.

Der Entwurf des obenbezeichneten Erlasses sieht keine Weisung an den höheren SS-Führer in Oslo vor. Der größte Teil Norwegens ist militärisch besetztes Küstengebiet. Nach meiner Ansicht müssen in Norwegen die gleichen sicherheitspolizeilichen Maßnahmen durchgeführt werden, wie sie gegenüber den in den besetzten Westgebieten ansässigen fremden Staatsangehörigen jüdischer Rasse verfügt wurden. Eine anderslautende Regelung ist jedenfalls den fremden Missionen, die vereinzelt hierzu bereits rückgefragt haben, nicht verständlich. Da das Auswärtige Amt seine Missionen angewiesen hat, den fremden Regierungen mitzuteilen, daß die allgemeinen Judenmaßnahmen für den gesamten deutschen Machtbereich Anwendung finden würden, ist damit zu rechnen, daß die hier akkreditierten fremden Missionen auch Listen ihrer in Norwegen noch ansässigen Staatsangehörigen jüdischer Rasse aufstellen und dem Auswärtigen Amt einreichen. Dadurch wird die Frage auch über die in Oslo noch amtierenden ausländischen Vertretungen für den Amtsbereich des höheren SS-Führers in Oslo aufgerollt.

Ich bitte daher sofort zu veranlassen, daß die im oben bezeichneten Entwurf eines Runderlasses enthaltenen Weisungen betreffend fremder Staatsangehöriger jüdischer Rasse auch an den höheren SS-Führer in Oslo gerichtet werden. Ich bitte, mich von dem Veranlaßten in Kenntnis zu setzen.

Im Auftrag

gez.v.Hahn

das Reichssicherheitshauptamt
z.Hd. von Obersturmbannführer Eichmann

Berlin W 35
Kurfürstenstr. 116

AA Jnl IIg 177

5

Entwurf

Berlin, den 24. Februar 1943 ~~Mitt.~~ e.o. D III ~~168~~ g

1.) An
die Deutsche Botschaft
P a r i s

2.) An
die Dienststelle des
Auswärtigen Amtes,
B r ü s s e l

3.) An
den Vertreter des Auswärtigen Amtes
im Stabe des Reichskommissars für
die besetzten niederländischen Gebiete
d e n H a a g

4.) An
den Vertreter des Auswärtigen Amtes
beim Reichsprotektor in Bohmen und
Mähren
in P r a g

zu 1.) Im Anschluss an Tel. Nr. 933
vom 5. Februar 1943

zu 2.) Im Anschluss an Tel.Nr. 149
vom 5. Februar 1943

zu 3.) Im Anschluss an den Erlass v.3.2.43 - D III 151 g -
und mit Bezug auf den Bericht v. 17.2.43 - D Pol 3 Nr.8
Nr. 273

zu 4.) Im Anschluss an den Erlass v.19.2.43
- D III 1222 -

5.) unter eine Abschrift von 1.)- 4.): K210302

Abschriftlich

dem Reichssicherheitshauptamt
z.Hd.von Obstbf.Eichmann
oder Vertreter im Amte

mit der Bitte um Kenntnisnahme übersandt.

Ref. LS von Hahn

Im Auftrag

Nach Abgang:
i.Doppel ~~z.Vorgang~~
Dr. Ha 1 Pol III

Ges. Albrecht
U.St.S.Pol

371893

BA Inl IIg 177

Durchschlag

den 24. Februar 1943

D III 216 g

Der Chef der Sicherheitspolizei und des SD wird in diesen Tagen einen Erlaß an seine Dienststellen richten, in dem die Frage der Behandlung von Juden ausländischer Staatsangehörigkeit im deutschen Machtbereich umfassend geregelt wird.

In dem Erlaß wird ausgeführt:

" Zur Behebung aufgetretener Zweifelsfragen gebe ich bekannt, daß Juden der nachstehend aufgeführten Länder

1. ehemals Polen,
2. ehemals Luxemburg,
3. Slowakei,
4. Kroatien,
5. Serbien,
6. Rumänien,
7. Bulgarien,
8. Griechenland,
9. Niederlande,
10. Belgien,
11. Frankreich,
12. ehemals Estland,
13. ehemals Lettland,
14. ehemals Litauen
15. Norwegen

und staatenlose Juden in sämtliche im dortigen Bereich gegen Juden allgemein getroffenen oder noch zu treffenden Maßnahmen einzubeziehen sind.

Juden italienischer, finnischer, schweizerischer, spanischer, portugiesischer, dänischer und schwedischer Staatsangehörigkeit

K210303

371897

93

AA Inl IIg 177

Staatsangehörigkeit ist bis zum 31.3.1943 Gelegenheit zu geben, in ihre sogenannten "Heimatländer" zurückzukehren soweit nicht besondere sicherheitspolizeiliche Belange dagegen sprechen. Nach Ablauf dieser Frist ergeht bezüglich der im dortigen Bereich verbliebenen Juden mit der verbezeichneten Staatsangehörigkeit noch besondere Weisung.

Juden anderer Länder, sowohl von Feindstaaten, Neutralen oder Verbündeten dürfen in die Judenmaßnahmen nicht einbezogen werden. Alle Juden, die neben einer anderen Staatsangehörigkeit auch auf englische oder amerikanische Staatsangehörigkeit - wenn auch nur wegen ihrer Geburt in diesen Ländern - Anspruch erheben können, sind von den allgemeinen Judenmaßnahmen auszuschließen und zu internieren.

Da über die endgültige Verwendung des jüdischen Vermögens noch nicht entschieden ist, ferner noch keine Bestimmung darüber getroffen worden ist, was es letztlich zufallen soll und hierüber insbesondere noch mit den betroffenen Ländern Verhandlungen im Gange sind, sind bei jeder Abschiebung von Juden ausländischer Staatsangehörigkeit die erforderlichen Vorkehrungen für die vorläufige Sicherstellung der Vermögenswerte zu treffen. Zwecks Entlastung der eigenen Dienststellen sind - soweit dies nicht seitens der ausländischen Missionen oder Konsulate geschieht - für die Verwaltung der sichergestellten Werte Treuhänder zu bestellen.

Die Frage der Behandlung des Vermögens der im dortigen Bereich einheimischen Juden ist in dem besetzten Teil Frankreichs und in Belgien mit dem Militärbefehlshaber und in den Niederlanden mit dem Chef der Zivilverwaltung zu regeln.

Ich ersuche um genaue Beachtung vorstehender Anordnung, damit Vorstellungen ausländischer Regierungen von vornherein vermieden werden."

Hierzu ist folgendes zu bemerken:

1.) Das Auswärtige Amt hat den Chef der Sicherheitspolizei und des SD gebeten, von der Abschiebung

K210304

von

371898

AA Inl IIg 177

von insgesamt 30.000 Juden holländischer, belgischer, französischer, norwegischer und sowjetrussischer Staatsangehörigkeit zunächst abzusehen, um diese Personen für Austauschzwecke zur Verfügung zu halten. Im Hinblick auf den hierzu noch zu erwartenden Erlaß des Chefs der Sicherheitspolizei und des SD erscheint es daher empfehlenswert, schon jetzt eine Anzahl für Austauschzwecke in Frage kommende Juden namentlich zu erfassen, und dafür Sorge zu tragen, daß sie einstweilen noch nicht abgeschoben werden.

Hierfür kommen solche Juden in Frage, die über verwandtschaftliche, freundschaftliche, politische oder kaufmännische Beziehungen zu Angehörigen der Feindstaaten oder zu Personen holländischer belgischer usw. Staatsangehörigkeit verfügen, die sich z.Zt. in den Feindstaaten aufhalten und dort politisch tätig sind.

2.) Die Ausreisesichtvermerke für die in ihre sog.Heimatländer zurückkehrenden Juden sind, in Abänderung anders lautender Erlasse, vom dortigen Vertreter des Chefs der Sicherheitspolizei und des SD im Einvernehmen mit Ihrer Dienststelle zuerteilen. Rückfrage bei der Zentralen Sichtvermerkestelle ist nicht erforderlich. Die notwendigen Sicherheitsmaßnahmen, wie Sammeltransport, Plombierung der Wagen usw. sind natürlich auch weiterhin zu treffen. Über die erteilten Sichtvermerke ist listenmäßig zusammengefaßt nach Nationalität und Transport, der Zentralen Sichtvermerkstelle über das Auswärtige Amt zu berichten.

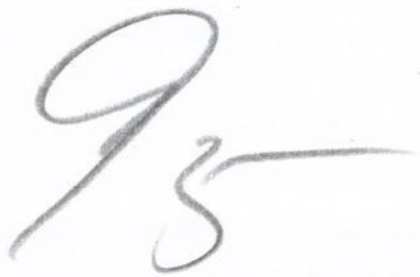
3.) Die im dortigen Amtsbereich noch anwesenden fremden Konsuln sind zu veranlassen, sich an der Inventarisierung und Sicherstellung der Judenvermögen weitestgehend zu beteiligen. Den von den ausländischen Missionen in Berlin zu benennenden Treuhändern ist die Möglichkeit zu geben, im gleichen Sinne tätig zu werden. Den dortigen Vertretern der Sipo und des SD ist in geeigneter Form zum Ausdruck zu bringen, daß bei Ausführung der Sicherstellung durch die einheimischen Polizeiorgane eine besondere gewissenhafte Überwachung dieser Organe angebracht erscheint.

Im Auftrag

gez. Rademacher

K210305

371899



AA Inl. II A 60/3

Durchdruck als Konzept

25. Februar 3

D III 1357 Ang.II

Im Anschluss an den Schnellbrief
vom 17.2.43 - D III 1357 -

Betr.: Listenmässige Erfassung der im Deutschen Machtbereich ansässigen fremden Staatsangehörigen jüdischer Rasse.

Sehr verehrter Parteigenosse Eichmann !

Sie haben mir gestern mündlich mitgeteilt, dass es Ihnen nicht möglich sei, der in dem obenbezeichneten Schnellbrief vorgetragenen Bitte des Auswärtigen Amtes zu entsprechen. Sie begründeten Ihre Ablehnung damit, dass die listenmässige Erfassung dieser Personen nicht kriegsentscheidend sei und sie daher kein Personal für diese Arbeiten abstellen könnten.

K208309

Das Auswärtige Amt muss darauf bedacht sein, dass sich aus den geplanten Judenmassnahmen keine aussenpolitischen Komplikationen ergeben. Hiermit ist jedoch zu rechnen, wenn ausländische Staatsangehörige jüdischer Rasse abgeschoben werden, ohne dass den fremden Regierungen Gelegenheit gegeben wurde, ihre im Deutschen Machtbereich ansässigen Staatsangehörigen jüdischer Rasse vollzählig zu erfassen. Das Auswärtige Amt kann daher nicht darauf verzichten, die in dem oben bezeichneten Schnellbrief niedergelegte Bitte erneut vorzutragen. Es wäre dankbar, wenn Sie ihm Ihre Stellungnahme hierzu baldmöglichst schriftlich mitteilen könnten. Es ist der Ansicht, dass die durch diese Bitte Ihrer Dienststelle erwachsende Mehrarbeit - so unerwünscht sie bei dem augenblicklichen Personalmangel erscheinen mag - jedenfalls doch in dem Augenblick unvermeidbar ist, in dem die betreffenden Staatsangehörigen

An
das Reichssicherheitshauptamt, z.Hd. von
Obstbf. Eichmann oder Vertreter im Amte
B e r l i n, Kurfürstenstr. 116

E420898

AA Inl. IIa A 607 3

Staatsangehörigen jüdischer Rasse den allgemeinen Judenmassnahmen unterworfen werden sollen. Die von Ihnen mündlich vorgetragenen Argumente erscheinen daher zur Begründung der Ablehnung der vom Auswärtigen Amt vorgetragenen Bitte nicht ausreichend.

Im Auftrag

gez . von Hahn

K208310

E420899

155

AA Inl IIg 177

Eilt sehr

E n t w u r f. 2

Berlin, den Februar 1943 e.o. D III 216 g

Inl II 9979

An das
Reichssicherheitshauptamt
z.Hd. von SS-Obstbf. Eichmann
oder Vertreter im Amte

B e r l i n W 35
Kurfürstenstr. 116

S c h n e l l b r i e f.

Betr.: fremde Staatsangehörige jüdischer Rasse.

Im Anschluss an das Schreiben
v. 8.2.43 - D III 136 -

Vor Abgang:
Herrn Ges. Albrecht X
z. Mitzeichnung
D III bittet um Beifügung 1 Doppels der Vortragsnotiz u. der Weisung des Herrn RAM z. Kenntnis.

U.St.S. Pol W 1/3
D.

Gemäss Ihrem Entwurf zur Nr. IV B 4 b - 2686/42 - sollen u.a. die im deutschen Machtbereich ansässigen Juden holländischer, belgischer, französischer, norwegischer und sowjetrussischer Staatsangehörigkeit in die allgemeinen Judenmassnahmen einbezogen und abgeschoben werden.

Gemäss einer Weisung des Herrn RAM, sollen sämtliche Massnahmen eingeleitet werden, die geeignet sind, im Austausch gegen uns zur Verfügung stehende Staatsangehörige der Feindstaaten, Deutschen internierten Reichsbürgern die Rückkehr in die Heimat zu ermöglichen. Hierzu stehen uns ausser Engländern, USA-Amerikanern usw. auch holländische belgische, französische, norwegische und sowjetrussische Staatsangehörige jüdischer Rasse zur Verfügung. Es kommen diese Personen hi

K210299

371890



AA Jnl IIg 177

in Betracht als sie nicht ~~in~~ den Osten abgeschoben sind.

Das Auswärtige Amt bittet daher, etwa 30.000 für einen eventuellen Austausch geeignet erscheinende Juden der oben bezeichneten Staatsangehörigkeiten für diesen Zweck zur Verfügung zu halten.

Es bittet, dafür Sorge zu tragen, dass diese Anzahl Personen zunächst nicht abgeschoben wird. Sollten die erwähnten Austauschverhandlungen zu keinem Ergebnis führen, so kann die Abschiebung dieser Juden immer noch erfolgen.

In Anbetracht der ~~internen Beziehungen~~ der Feindmächte untereinander empfiehlt es sich, das Hauptkontingent der zunächst zurückzuhaltenden Juden aus holländischen, belgischen und norwegischen Staatsangehörigen jüdischer Rasse zu stellen. Bei der Prüfung der Frage, welche Personen für eine vorläufige Zurückbehaltung in Frage kommen, dürften die verwandtschaftlichen, freundschaftlichen, politischen und kaufmännischen Beziehungen Angehörigen der Feindstaaten oder zu in den Feindstaaten befindlichen einflussreichen Personen holländischer, belgischer usw. Staatsangehörigkeit massgeblich sein.

Das Auswärtige Amt wäre dankbar, wenn es über die von Ihnen hierzu veranlassten Massnahmen unterrichtet würde.

Im Auftrag
gez. Bergmann

K210300

371892

SS Ne. ü g 176

Durchdruck
Auswärtiges Amt

2. März 3

D III 216 g

Geheim

Schnellbrief

Im Anschluss an das Schreiben vom 8.2.43 - D III 136 -.

Gemäss Ihrem Entwurf zur Nr. IV B 4 b - 2686/42 - sollen u.a. die im deutschen Machtbereich ansässigen Juden holländischer, belgischer, französischer, norwegischer und sowjetrussischer Staatsangehörigkeit in die allgemeinen Judenmassnahmen einbezogen und abgeschoben werden.

Gemäss einer Weisung des Herrn RAM, sollen sämtliche Massnahmen eingeleitet werden, die geeignet sind, im Austausch gegen uns zur Verfügung stehende Staatsangehörige der Feindstaaten, deutschen internierten Reichsbürgern die Rückkehr in die Heimat zu ermöglichen. Hierzu stehen uns ausser Engländern, USA-Amerikanern usw. auch holländische, belgische, französische, norwegische und sowjetrussische Staatsangehörige jüdischer Rasse zur Verfügung. Allerdings kommen diese Personen hierfür nur solange in Betracht als sie nicht nach dem Osten abgeschoben sind.

Das Auswärtige Amt bittet daher, etwa 30.000 für einen eventuellen Austausch geeignet erscheinende Juden der oben bezeichneten Staatsangehörigkeiten für diesen Zweck zur Verfügung zu halten.

Es bittet, dafür Sorge zu tragen, dass diese Anzahl Personen zunächst nicht abgeschoben wird. Sollten die erwähnten Austauschverhandlungen zu keinem Ergebnis führen, so kann die Abschiebung dieser Juden immer noch erfolgen.

In Anbetracht der Beziehungen der Feindmächte untereinander empfiehlt es sich, das Hauptkontingent der zunächst zurückzuhaltenden Juden aus holländischen, belgischen und norwegischen Staatsangehörigen jüdischer Rasse zu stellen. Bei der Prüfung der Frage, welche

An das
Reichssicherheitshauptamt
z.Hd.v.SS-Obstubaf.Eichmann
Berlin W 35
Kurfürstenstr. 116

3. März 1943

371906

AA Nol. ü g 176

welche Personen für eine vorläufige Zurückbehaltung in Frage kommen, dürften die verwandtschaftlichen, freundschaftlichen, politischen und kaufmännischen Beziehungen zu Angehörigen der Feindstaaten oder zu in den Feindstaaten befindlichen einflussreichen Personen holländischer, belgischer usw. Staatsangehörigkeit massgeblich sein.

Das Auswärtige Amt wäre dankbar, wenn es über die von Ihnen hierzu veranlassten Massnahmen unterrichtet würde.

In Auftrag

gez. ~~Bergmann~~ Mutzbahn

Vermerk:
Bonde wegen der grossen Eilbedürftigkeit
von mir unterschrieben
H 2
H 3

371907

AA Jnl IIg 206

Entwurf

Berlin, den 8 ~~Februar~~ März 1943

Geheim

zu D III 245 g Rs I

1. An

das Reichssicherheitshauptamt
z.Hd. von Obersturmbannführer
Eichmann
Berlin W 35
Kurfürstenstr. 116

Rgl. / 253 g

Vor Abgang:
Pol III
z.Mitz. 13/3

Betrifft: Spanische Staatsangehörige jüdischer Rasse.

Die Deutsche Botschaft in Madrid berichtet, daß der Generaldirektor der politischen Abteilung des Außenministeriums dem Gesandten Hencke folgendes mitgeteilt habe:

Die Spanische Regierung habe beschlossen, ihren im deutschen Machtbereich lebenden Staatsangehörigen jüdischer Rasse die Genehmigung zur Rückkehr nach Spanien in keinem Fall zu erteilen. Die Spanische Regierung würde es indessen für zweckmäßig halten, wenn diesen Juden gestattet würde, in ihr ursprüngliches Herkunftsland und zwar insbesondere in die Türkei und nach Griechenland auszureisen. In einigen Fällen wäre die Spanische Regierung auch bereit, Juden, die Einreisesichtvermerke nach Portugal oder U.S.A. erhalten würden, Transitvisa durch Spanien zu erteilen. Wenn indessen diese Möglichkeiten nicht bestünden, würde die Spanische Regierung die Juden spanischer Nationalität ihrem Schicksal überlassen.

Das Auswärtige Amt ist der Ansicht, daß

ab: 9. März 1943

115

AA Jnl IIg 206

daß eine Ausreise spanischer Staatsangehörig jüdischer Rasse in ihr ursprüngliches Herkunftsland, oder nach Portugal und den USA keinesfalls gewährt werden kann. Dahingehend Anträge spanischer Staatsangehöriger jüdisch Rasse, werden abgelehnt. Die Deutsche Botschaft in Madrid ist angewiesen worden, dies der Spanischen Regierung mitzuteilen.

Von der Anwendung der allgemeinen Judenmaßnahmen auf die im Deutschen Machtbereich ansässigen spanischen Staatsangehörigen jüdischer Rasse, ist jedoch bis auf weiteres abzusehen.

Im Auftrag

gez.v.Hahn

AA Inl. II A/6013

Der Chef der Sicherheitspolizei und des SD

IV B 4 b 2686/42

Bitte in der Antwort vorstehendes Geschäftszeichen u. Datum anzugeben

Berlin SW 11, den 31. März 1943
Prinz-Albrecht-Straße 8
Fernsprecher: 12 00 40

Auswärtiges Amt
Inl II A 2856
eing. - 5. APR. 1943
Anl.( )

An das
Auswärtige Amt,
z. Hd. v. Herrn Legationsrat Dr. Rademacher,

B e r l i n W 8,
Wilhelmstrasse.

Betrifft: Listenmässige Erfassung der im Deutschen Machtbereich ansässigen fremden Staatsangehörigen jüdischer Rasse.

Bezug: Dort. Schnellbrief vom 25. 2. 1943 - Nr. D III 1357 Ang. II.

Anlagen: 1 Nachweisung.

Als Anlage wird ein Verzeichnis der Juden ausländischer Staatsangehörigkeit, die im Gebiet des Altreichs und des Sudetengaues ihren Wohnsitz haben, zur Einsichtnahme übersandt. Es enthält nur die Juden, die von der Reichsvereinigung der Juden in Deutschland kartei- und katastermässig erfasst sind. Die nicht erfassten sind hier namentlich und auch zahlenmässig nicht bekannt. Soweit bei einzelnen Juden doppelte Staatsangehörigkeit festgestellt wurde, sind diese Juden in einer Sonderliste aufgeführt.

Verzeichnisse der im Protektorat und in den Alpen- und Donau-Reichsgauen aufhältlichen Juden mit ausländischer Staatsangehörigkeit sind hier nicht vorhanden und können ohne besonders umfangreiche Erhebungen im Augenblick nicht erstellt werden.

Am 31. 7. 1942 waren in Wien an Juden

K208313

83-26

AA Nl. U S 607/

ausländischer Staatsangehörigkeit wohnhaft:

Rumänien	179,
Ungarn	176,
Slowakei	76,
Türkei	54,
Jugoslawien	22,
Russland	11,
Italien	21,
USA	10,
Iran	10,
Argentinien	6,
Griechenland	5,
China	4,
England	4,
Holland	8,
Frankreich	3,
Bolivien	2,
Schweiz	3,
Syrien	1,
Liechtenstein	1,
Belgien	1.

Infolge der laufenden Rückkehr in die vorgenannten Heimatländer, von Sterbefällen usw. sind diese Zahlenangaben in keinem Falle heute noch ganz zutreffend.

Listen aus anderen Gebieten des deutschen Machtbereichs liegen hier nicht vor und könnten ebenfalls auch nur durch besondere Feststellungen beschafft werden.

Beiliegendes Verzeichnis bitte ich mir nach Einsichtnahme zurückzusenden, da es hier laufend benötigt wird.

Im Auftrage:

K208314

AA Mil. II A 60/3

Berlin, den 4. April 1943 #6 zu Tel. II St 2856

i. Dw

den Chef der Sicherheits-
polizei und des SD
Amt VI
Auf den Erlass vom
31. März 1943 - IV B
4 b - 2686/42 -
1 Gkdos.

Betr.: Ausschaltung jüdischer Rundfunkgenehmigungen

Das mit dem anbenannten Erlass übersandte Verzeichnis der Juden ausländischer Staatsangehörigkeit, die eine Genehmigung zur Abhörung deutscher Rundfunksender besitzen, wird nach Einsichtnahme mit Dank zurückgesandt.

I. A.

Vfg.
die Anlage ist
Gkdos. (1 Gkdos.)

2. z. d. A.

K208315

6/4

AA

2856/42

IV B 4 b 5. 8. 1942 M. ~~Graf~~ Sucht
B. Reichert

~~Vermögen ehemals reichsdeutscher Juden in Rumänien~~

DNB-Meldung - Entbehrlichkeit der Juden außerhalb Staatsangehörigkeit für die deutsche Friedensgesetzgebung

Vermerk Rademachers über die Stellung Günthers als „Sachbearbeiter für jüdische Auswanderung bei Eichmann“

J (YW) 0 - 11/13 - 3 - 5-34

Betr.: DNB-Meldung - Deutsche Judengesetzgebung auch für ausländische Juden.

Verf.: Besprechung mit SS-Stubaf. Suhr am 4. Mai 1942.

Anlg.: - 2 -

Beiliegend übersende ich eine im "Universul" von der rumänischen Presseagentur "Rador" vom DNB in Berlin übernommene Verlautbarung, die besagt, dass nach einer amtlichen Verfügung die deutsche Judengesetzgebung auch für ausländische Juden angewendet wird. Erfasst würden alle in Deutschland befindlichen Juden aus Rumänien, der Slowakei, Kroatien und Ungarn. Als erste Auswirkung dieser angeblichen amtlichen Verfügung hätten alle im Reich sich aufhaltenden Juden der genannten Länder den gelben Judenstern zu tragen. Ausserdem würde das Vermögen dieser Juden fremder Staatsangehörigkeit unter amtlicher Aufsicht verwaltet.

Es wird um Mitteilung gebeten, ob eine derartige amtliche Verfügung wie sie vom DNB verbreitet worden ist, tatsächlich getroffen wurde.

(Richter)
SS-Hauptsturmführer.

JCYWI O-M/13-3-5

Abschrift.

chssicherheitshauptamt
B 4 b 2856/42

Berlin SW 11, den 5.8.42

GEHEIM

An den
Berater für Judenfragen bei der Deutschen
Gesandtschaft in Bukarest,
SS-Hauptsturmführer **R i c h t e r**
i n B u k a r e s t

Betrifft: DNB-Meldung - Einbeziehung der Juden ausländischer Staatsangehörigkeit in die deutsche Judengesetzgebung.

Bezug: Bericht vom 19.5.42.

Von wenigen Ausnahmen abgesehen, sind Juden ausländischer Staatsangehörigkeit von Anfang an den gesetzlichen Entjudungsvorschriften unterworfen gewesen, während sie von den sicherheitspolizeilichen Massnahmen, die ganz allgemein gegen Juden ergriffen worden sid, zunächst ausgenommen wurden. Erst auf Grund von zwischenstaatlichen Vereinbarungen des Deutschen Reiches mit den Regierungen der Slowakei, von Rumänien und Kroatien ist es möglich gewesen, die Juden slowakischer, rumänischer und kroatischer Staatsangehörigkeit in die hiesigen, gegen Juden gerichteten Massnahmen einzubeziehen. Mit Rücksicht hierauf sind sie seit einiger Zeit verpflichtet, den Judenstern zu tragen. Darüber hinaus unterliegen sie auch den von hier angeordneten Verfügungsbeschränkungen über das bewegliche Vermögen für Juden sowie sonstigen sich hieran anschliessenden Beschränkungen. Schliesslich ist nunmehr auch die Möglichkeit gegeben, diese Juden nach dem Osten abzuschieben, wobei allerdings ihr Vermögen solange gesondert sichergestellt werden muss, bis eine zwischenstaatliche Vereinbarung über die Verwendung dieser Vermögenswerte vorliegt. Bei der Behandlung dieser Vermögenswerte und derjenigen von Juden früherer deutscher Staatsangehörigkeit,

J (VW) 0-11/13-3-5

die sich im Ausland aufhalten und dementsprechend unter die 11. Verordnung zum Reichsbürgergesetz vom 25.11.41 fallen, soll nunmehr auf Grund einer Besprechung im Auswärtigen Amt am 30.7.42 von deutscher Seite aus nach dem Territorialitätsprinzip verfahren werden. Das Auswärtige Amt wird daher in dem Sinne mit den ausländischen Regierungen verhandeln, dass die beteiligten Länder berechtigt sein sollen, das Vermögen der Juden mit einer Staatsangehörigkeit eines beteiligten Landes für sich mit Beschlag zu belegen und zu ihren Gunsten zu verwerten. Juden ungarischer Staatsangehörigkeit werden wahrscheinlich demnächst gleichfalls ihre Ausnahmestellung ganz allgemein verlieren.

Beglaubigt:

gez. Reichert
Kanzl.Angest.

Im Auftrage:

gez. S u h r

- Siegel -

z.Vg.

Hr. Hans Gesandtschaftsrat Dr. Altenburg.

mit Bezugnahme auf Ihre Unterredung mit Botschafter am 31.7.42. ist nach Ansicht unserer obersten Reichsbehörde mit Partei nicht gegangen.

Vg. 14/8.

J (YW) O- 11/13-3-5

G 1153/42

Abschrift.

Auswärtiges Amt

Durchdruck
Ref. Ges.Rat Klingenfuss

20. August 1942

G e h e i m

Auf Grund der Einsprüche, welche von verschiedenen rumänischen Stellen gegen die Einziehung der rumänischen Juden in unsere Judenmassnahmen erhoben wurden, haben in Bukarest durch die Deutsche Gesandtschaft erneut Besprechungen mit der Rumänischen Regierung stattgefunden.

Nunmehr hat der Generalsekretär im Rumänischen Aussenministerium D a v i d e s c u , zugesichert, dass er die rumänischen Dienststellen nicht nur im Protektorat, sondern noch einmal ganz allgemein davon unterrichten werde, dass die Rumänische Regierung es der Reichsregierung überlasse, die Juden rumänischer Staatsangehörigkeit zu unterwerfen.

Es bestehen daraufhin seitens des Auswärtigen Amts keine Bedenken, dass die zum Teil unterbrochenen Abschiebungen wieder aufgenommen und die rumänischen Juden im Reich und in den besetzten Gebieten in die Judenmassnahmen mit einbezogen werden.

Im Auftrag
gez. Klingenfuss

n das
eichssicherheitshauptamt
.Hd.v. Obersturmbannführer Eichmann
e r l i n SW 11
rinz-Albrechtstr. 8

Auswärtiges Amt
zu D III 649

In Durchschrift
Der Deutschen Gesandtschaft
B u k a r e s t

mit der Bitte um Kenntnisnahme übersandt.

Im Auftrag
gez.: Klingenfuss

J (YW) 0-M/13-3-5

Abschrift.

Bukarest, den 12. September 1942 Tgb.Nr. 4221

A u s w ä r t i g

B e r l i n T e l e g r a m m (G-Schr.)
Nr. 4331 vom 12.September

Reichssicherheitshauptamt hat unter Az. IV B 4 b 2856/42 vom 5. August Berater für Judenfragen bei Gesandtschaft mitgeteilt, dass Vermögen ehemals reichsdeutscher Juden in Rumänien für Deutsches Reich nicht in Anspruch genommen wird, sondern rumänischer Regierung überlassen werden soll. Erbitte Drahtweisung, ob entsprechende Erklärung Rumänischer Gesandtschaft in Berlin abgegeben wurde und ob Angelegenheit hier in diesem Sinne weiter behandelt werden soll.

von Killinger

gez.: Klugkist

gez.: Schulte
12.9. 13.00 Uhr

AA Inl. II g 200

= G-SCHREIBEN =

Fernschreibstelle des Auswärtigen Amts

Auswärtiges Amt
D III 769 g
eing.
Anl. (fach) Dopp. d. Eing.

Tele S BUKAREST NR. 373 = 12/9 20.50 UHR = Vor- Nach- Mitt.

AUSWAERTIG BERLIN =

NR. 4331

SONDERBEAUFTRAGTER REICHSSICHERHEITSHAUPTAMT HAT UNTER AZ. IV B 4 B 2856/42 VOM 5. AUGUST BERATER FUER JUDENFRAGEN BEI GESANDTSCHAFT MITGETEILT, DASS VERMOEGEN EHEMALS REICHSDEUTSCHER JUDEN IN RUMAENIEN FUER DEUTSCHES REICH NICHT IN ANSPRUCH GENOMMEN WIRD, SONDDRN RUMAENISCHER REGIERUNG UEBERLASSEN WERDEN SOLL. ERBITTE DRAHTWEISUNG , OB ENTSPRECHENDE ERKLAERUNG RUMAENISCHER GESANDTSCHAFT IN BERLIN ABGEGEBEN WURDE UN OB ANGELEGENHEIT HIER IN DIESEM SINNE WEITER BEHANDELT WERDEN SOLL. KILLINGER ++++

Eingeg. 12. 9. 22 15	z. Ch.-B.	
z. Entziff.		
Entz.-Verl.		Zu fertigen
z. Tel.-Abstr.	z. Schrbz.	x
Geschr.	Orl.	x
z. Drucker		x

K212635



AA Nr. ü g 200

Referat D III

zu D III 769 I g

A u f z e i c h n u n g

Bei der im Telegramm der Gesandtschaft Bukarest Nr.4331 vom 12.9.42 genannten Mitteilung des "Sonderbeauftragten" an den Berater handelt es sich um ein Schreiben von Dr. S ü h r. Der Vorgang war folgender: Rumänische Zeitungen hatten Nachrichten gebracht, wonach auch die ausländischen Juden in Deutschland den gesetzlichen Judenmassnahmen, Kennzeichnung usw. unterworfen würden. Eine Anfrage des Beraters beantwortete Suhr mit dem erwähnten Schreiben dahingehend, dass tatsächlich bestimmte sicherheitspolizeiliche Massnahmen, darunter auch Kennzeichnung und Abschiebung, gegen ausländische Juden angewendet würden.

Die Frage der Behandlung des Vermögens sei noch nicht endgültig geregelt. Es seien Verhandlungen im Gange, in diesem Punkte das Territorialprinzip anzuwenden. Solange hierüber keine Einigung bestehe, müsse das Vermögen ausländischer evakuierter Juden gesondert sichergestellt werden.

Auf diese letztere Bemerkung bezieht sich die etwas unmotivierte Anfrage der Gesandtschaft Bukarest. Ich darf dazu bemerken, dass vor einigen Tagen der Erlass herausgegangen ist, in dem die Gesandtschaft tatsächlich aufgefordert wird, die weiteren Verhandlungen über die vermögensrechtliche Auseinandersetzung auf der Grundlage der Territorialprinzipe zu führen.

Hiermit
Herrn Unterstaatssekretär L u t h e r
mit der Bitte um Kenntnisnahme vorgelegt.

Berlin, den 14. September 1942

K212634

SS-Sturmbannf. Hpt. Suhr - Sonderbeauftr. für jüd. Auswanderungsfragen bei Eichmann

da es sich nicht um eine grundsätzliche Anweisung, sondern um eine Auskunft handelte, wurde sie wie andere Angelegenheiten technischer Art im internen, direkten Briefverkehr zwischen Berater u. R.S.H.A. erledigt.

Pi 57 g.

483020

AA Inl. II g 200
Vs 8 II 769 g

Berlin den 21 Sept. 1942

Vo.

An das
Reichssicherheitshauptamt
z. Hd. des Obersturmbannführers Eichmann.*
Berlin.

Betr. Gr. d. Klingenfuss.

Durch Aus oder Inanspruchnahme der deutschen Gesandtschaft Bukarest geht hervor, dass das Reichssicherheitshauptamt unterm 5. Oktober (Aktenzeichen IV B 4 B 2856) dem Vertreter in Bukarest Erläuterungen bezüglich der beabsichtigten Anwendung des Paragraphen gegeben hat. Ich darf aus diesem Anlass erneut bitten, alle Mitteilungen, welche geschäftlich Fragen und solche grundsätzlicher Natur berühren, stets über das Auswärtige Amt laufen zu lassen.

Im Auftrag
Klingenfuss

Abg. 22 II

Leitung nach Bukarest ist nicht mehr erforderlich, da Anfrage durch Schnellbrief gegenstandslos geworden.

Hoffa (Klein.)

Pä 21/9.

K212633

483019



Bukarest, den 12. Nov. 1942.

JC (Yad) O-11/13-3-5

Berater für Judenfragen.
- Az. A VII e g. -

An den
Chef der Sicherheitspolizei
und des SD
z.Hd.v. SS-O'Stubaf. Eichmann
Berlin SW 62
Kurfürstenstr. 116.

Betrifft: Vermögensrechtliche Klärung des Besitzes der ausgebürgerten deutschen Juden in Rumänien und des Besitzes der Juden rumänischer Staatsangehörigkeit im Reich, Protektorat und Gouvernement.

Vorgang: Ohne.

Anlagen: - 0 -

Seit einiger Zeit sind zwischen der Deutschen Gesandtschaft und dem Rumänischen Aussenministerium Verhandlungen über eine vermögensrechtliche Klärung des Besitzes der ausgebürgerten deutschen Juden in Rumänien und des Besitzes der Juden rumänischer Staatsangehörigkeit im Reich, Protektorat und Gouvernement nach dem Territorialitätsprinzip im Gange.

Wie aus zuverlässiger Quelle in Erfahrung gebracht wurde, hat der Marschall erklärt, dass er eine Einbeziehung der Juden ehemals tschechischer Staatsangehörigkeit (Protektoratsjuden) in dieses Übereinkommen nicht wünsche.

Der Generalsekretär im Ministerpräsidium V l a d e s c u erklärte in diesem Zusammenhang, dass der Entscheidung des Marschalls Antonescu politische Erwägungen zugrunde liegen. Man wolle nicht, dass Rumänien der Vorwurf gemacht werde, es hätte sich am Vermögen des früheren tschechischen Staates bereichert. Vladescu erklärte ferner, dass selbstverständlich den Deutschen gegenüber eine derartige Motivierung für die Entscheidung

J (YW) 0-11/13 - 3 - 5

des Marschalls nicht bekannt werden dürfe. Die Verhandlungen zwischen der Deutschen Gesandtschaft und dem Rumänischen Aussenministerium sollen auf einige Tage verschoben werden, bis Minister D a v i d e s c u (Rumänisches Aussenministerium) und Minister D r a g o ş eine entsprechende und den Deutschen gegenüber vertretbare Begründung gefunden haben.

Im Verfolg dieser Taktik machte Minister Davidescu in der Verhandlung am 26.9.42 im Rumänischen Aussenministerium den Vorschlag, die Liste der erfassten Vermögensobjekte der ausgebürgerten deutschen Juden in Rumänien einerseits und die Liste der Vermögensobjekte der Juden rumänischer Staatsangehörigkeit im Reich, Protektorat und Generalgouvernement andererseits auszutauschen.

13/11.

(Richter)
SS-Hauptsturmführer.

z. Hd. Hrn. Rm Hinrichs.

3006/42

IV B 4 a 15. 9. 1942 R. Eichmann
B. Schulz

Mitbürgerung in Polen lebender deutscher Juden

AA Jul. II A1B 121 12

Durchdruck
Auswärtiges Amt
Ref. Ges.Rat Klingenfuss

D III 3952

28. August 1942

In der Anlage wird Durchschlag eines Berichts der Deutschen Botschaft Rom vom 6.6.42 übersandt, welcher die Unterstützungen von hilfsbedürftigen Juden in Italien zum Gegenstand hat, die gemäss der 11. Verordnung die deutsche Staatsangehörigkeit verloren haben. Die Botschaft Rom ist angewiesen worden, die Ausstellung von Staatsangehörigkeitszeugnissen abzulehnen, unter Hinweis auf den inzwischen eingetretenen Verlust der Staatsangehörigkeit.

Nach einem noch in Kraft befindlichen Übereinkommen sind allerdings ehemalige Staatsangehörigkeit auf Verlangen des anderen Teils auch dann wieder zu übernehmen, wenn sie inzwischen nach der inländischen Gesetzgebung ihre Staatsangehörigkeit verloren haben. Eine italienische Forderung auf Übernahme der in Rede stehenden Juden könnte daher nicht abgelehnt werden.

Ich bitte um Stellungnahme, ob einer solchen Forderung gegebenenfalls stattgegeben werden kann, damit die in Frage kommenden Juden hier den allgemeinen Massnahmen unterworfen werden können.

Im Auftrag

gez. Klingenfuss

An das
Reichssicherheitshauptamt
Berlin W 35
Kurfürstenstr. 115

29/8 Kl
Ile

AA Inl. II A/B 121/2

Deutsche Botschaft
Rom

ROM, den 6. Juni 1942.

B 12375.

Betr: Ausbürgerung in Italien lebender deutscher Juden.

-3 Durchschläge-

Auf Grund der Elften Verordnung zum Reichsbürgergesetz vom 25.November 1941 haben die in Italien lebenden, aus Deutschland zugezogenen Juden ihre deutsche Staatsangehörigkeit verloren und sind staatenlos geworden; die deutschen Reisepässe sind einzuziehen, und ihr Vermögen im In- und Ausland ist zu beschlagnehmen.

In den öffentlichen Krankenhäusern und Heilanstalten von Rom sowohl wie der italienischen Provinz sind zurzeit eine Reihe von ehemals deutschen Juden untergebracht. Nach dem deutsch-italienischen Übereinkommen über die wechselseitige Unterstützung von Hilfsbedürftigen vom 8.August 1873, das unter Beschränkung auf die Artikel 1, 2, 3 und 4 am 8.Juli 1920 wieder in Kraft gesetzt worden ist, muss die Übernahme von Kranken und Geistesgestörten durch den Heimatstaat (s.Art.4 des Abkommens) auch dann erfolgen, wenn diese inzwischen ihre frühere Staatsangehörigkeit verloren haben.

Die Verwaltungen der oben erwähnten Krankenhäuser und Heilanstalten wenden sich nun weiterhin an die Botschaft und die Konsulate mit der Bitte um Ausstellung von Staatsangehörigkeitszeugnissen für solche Juden, die bei der Einreise nach Italien noch die deutsche Staatsangehörigkeit besassen und heute noch im Besitze, wenn auch ungültiger deutscher Reisepässe sind. Eine Mitteilung an die anfragenden Stellen, dass diese Juden inzwischen die Staatsangehörigkeit verloren haben, würde italienischerseits unter Hinweis auf Art.4 des erwähnten Übereinkommens wahrscheinlich zur Folge haben, dass für die betreffenden Juden Anträge auf Übernahme gestellt werden.

Ich bitte um Weisung, wie die Botschaft sich in diesem Zusammenhang verhalten soll.

K. Mackensen

An

das Auswärtige Amt

B e r l i n .

17. SEP. 1942

AA Inl. II A/B 12 11/2

Der Chef der Sicherheitspolizei und des SD

Berlin SW 11, den 15. September 194 2.
Prinz-Albrecht-Straße 8
Fernsprecher: Ortsverkehr 120040 · Fernverkehr 12 64 21

IV B 4 a 3006/ 42
Bitte in der Antwort vorstehendes Geschäftszeichen u. Datum anzugeben

Auswärtiges Amt
D III 5567
Eing. 18. SEP 1942
Anl. Durchschl.

An das

Auswärtige Amt,

B e r l i n .

Betrifft: Ausbürgerung in Italien lebender deutscher Juden.

Bezug: Dort.Schreiben vom 28.8.42 - D III 3962 -

5336.

Auf das dortige Schreiben vom 28.8. 1942 teile ich mit, daß die Möglichkeit besteht, die in öffentlichen Krankenhäusern und Heilanstalten von Rom und der italienischen Provinz untergebrachten, z.Zt. staatenlosen Juden ehemals deutscher Staatsangehörigkeit, die der Fürsorge der Deutschen Botschaft Rom unterliegen, in das Reich zu übernehmen.

Bevor ich jedoch weiteres in dieser Angelegenheit veranlasse, bitte ich eine genaue Liste der in Frage kommenden Juden unter Angabe der Personaldaten und des ehem. Wohnsitzes aufstellen zu lassen.

Um eine reibungslose Durchführung der Übernahme zu gewährleisten, wird es erforderlich sein, daß seitens der Deutschen Botschaft in Rom im Einvernehmen mit den italienischen Stellen ein Sammeltransport zusammengestellt und dieser

./.

AA Inl. II A/B 121/2

möglichst in einem Sonderzug oder bei geringer Personenzahl in an einem Regelzug angeschlossenen Sonderwagen bis zum Brenner gebracht wird, wo dann die Übernahme durch Organe der Sicherheitspolizei erfolgt.

In vermögensrechtlicher Hinsicht dürften sich m.E. keine Schwierigkeiten ergeben, da wahrscheinlich diese Juden mehr oder weniger vermögenslos sein werden.

Im Auftrage:

gez.: E i c h m a n n .

Beglaubigt:

Kanzleiangestellte.

Der Reichsführer SS und Chef der Deutschen Polizei im Reichsinnenministerium des Innern
Der Chef der Sicherheitspolizei und des SD.
93

3049/42

W B 4 a -3 11. 8. 1943 M. nächstmöglichst

FS : Begriff „Blanke Reiter“ Quintus

RvO -1445 PF II - 184 Aa - RvO 54 HSS PF II 184 Aa

BdS.

den 22.September

IV B 4 e - B.Nr.10547/43.

1.) Schreiben: obg. 25/9.c/3 Ltr

An das
Reichssicherheitshauptamt - IV B 4 -
zu Hd. von H-Sturmbannführer Günther,
B e r l i n .

Betrifft: Begriff "Blauer Reiter".
Vorgang: Dort. FS. vom 11.8.1943 - Nr. 141.852. -
B.Nr.IV B 3a-3 3049/42.

Bei Einführung des Judensterns in den besetzten niederländischen Gebieten am 29.4.1942 wurden auf Veranlassung des Reichskommissars für die besetzten niederländischen Gebiete Herrn Reichsminister Dr. Seyss-Inquart und des Generalkommissars zur besonderen Verwendung Schmidt einige wenige Juden vom Tragen des Judensterns befreit. Es handelte sich bei diesen Juden um ehemalige Mitglieder der NSB (National-Sozialistische Beweging Niederlande), die später, sofern sie nicht in Mischehe verheiratet waren, nach Theresiens- umgesiedelt wurden. Ferner wurden auf Antrag des Vierjahr- plans einige Juden, die für die sogenannte "Blauaktion" (Aufkauf von Materialien im Auftrage des Reichsmarschalls Göring) tätig waren, vom Judenstern freigestellt. Der Generalkommissar für Verwaltung und Justiz, Den Haag, stel ebenfalls Antrag beim Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des SD, einige Juden, die sich um das Deutsche Reich besondere Verdienste erworben hatten, vom Judenstern zu befreien. Einige Juden und Jüdinnen wurden auf Grund der Tatsache, dass ihre Männer bezw. Söhne bei der deutschen Wehrmacht dienten, vom Tragdn des Judensterns freigestellt. Die Zahl der vom Judenstern befreiten Juden und Jüdinnen beläuft sich z. Zt. auf 48.Personen.
Diese vom Judenstern befreiten Personen sind namentlich

(7 Seite)

GENERAL ... ANSTERDAM ... UITSCHLAND

erfasst und haben durch die Zentralstelle für jüdische Auswanderung Amsterdam in ihrem Personenbeweis einen Stempel: "Nur vom Tragen des Judensterns bis auf Widerruf befreit" erhalten, während der Buchstabe "J" nach wie vor auf dem Personenbeweis bestehen bleibt. Durch diese Sternbefreiung ist der betreffende Jude keineswegs von den gegen die Juden getroffenen Massnahmen entbunden, sondern unterliegt nach wie vor den den Juden auferlegten Beschränkungen.

Es ist geplant, die Frage dieser Sonderfälle zusammen mit dem Mischehenproblem zu lösen.

Im Auftrage:

SS-Sturmbannführer.

2.) IC absenden.

31) Zurück an IV B 4. - S l o t t k e -

3155/42

ü B 4 a 12.3.1943 M. Krystosiak

FS: Abschub von Juden aus Frankreich nach dem Osten

mit Bezugnahme auf FS-Erlaß Nr. 185-792 vom 31.10.1942

CDJC XXV c 221

Der Befehlshaber der Sicherheitspolizei und des SD
im Bereich des Militärbefehlshabers in Frankreich
Nachrichten - Übermittlung

XXV C - 221

Aufgenommen Tag Monat Jahr Zeit	Befördert Tag Monat Jahr Zeit	Raum für Eingangsstempel
von 12. März 1943 durch	an durch	12. MRZ 1943 4192 IV B 1
	Verzögerungsvermerk	
Nr. 13682		
Telegramm — Funkspruch — Fernschreiben — Fernspruch		15 [illegible] 1943 5074/43.

Köln Vorgang IV F

+ BERLIN NUE 45556 12.3.43 1306 =HASS=

AN DEN BDS U.D. SD IM BEREICH DES MILITAERBEFEHLSHABERS IN FRANKREICH IN PARIS. =

BETR.: ABSCHIEBUNG VON JUDEN AUS FRANKREICH NACH DEM OSTEN. =

BEZUG= FS-ERLSS VOM 13.10.1942 NR. 185 792 UND FS-ERINNERUNG VOM 18. NOVEMBER 1942 NR. 211 647. =

= TROTZ MEINER ERINNERUNG VOM 18.11.42 BIN ICH AUF MEINEN FS-ERLASS VOM 12// 13.10.42 BISHER OHNE ANTWORT GEBLIEBEN. ICH BITTE NOMALS UM UMGEHENDE ERLEDIGUNG. =

RSHA ROEM. 4 B 4 KL. A - 3155/42 - I.A. GEZ. KRYSCHAK. SS-H'STUF.+

Ltr. Kdtl/9
Ausgef. 16/3

I. V. Rein: Stv. Abt. Amtsrat
15/3

CDJC XXV c 221

Ref. IV B / BdS. Paris, den 21.3.1943.

Betr.: Abschieb. v. Juden aus Gbr u. d. Osten.

XXV c-221

An die

1.) ~~Hauptregistratur beim BdS.~~

2.) ~~Hauptregistratur HSSPF~~

3.) Registratur IV B/Allgem.

Ich bitte um Beifügung der Vorgänge obigen Betreffs und sofern nichts vorhanden um Weiterleitung meiner Anforderu an die nächste der bezeichneten Abteilungen zwecks Nachforschung.
Sollten Vorgänge bei anderen Abteilungen bezw. Referaten bestehe so bitte ich meine Anforderung an diese zu senden und zur Hergabe der Akten an das Ref. IV B/BdS zu veranlassen.

Reg. IV B/BdS.

Kl.

– IV B 4 –

Paris, d. 8.4.43.

1.) Lt. IV B 4 im Vorgang IV B-2 904/42 sind die fernschriftl. FS nicht vorhanden.

2.) Zurück an IV B

XXV c-221

Ist keine weitere Anfrage nicht!

12/4

Kl.

Kl.

Kl.

f. Rab.: Bötz

Rückfr.

Kl.

Gbr. 15/8. Kl. 915